

**UNIVERSITE des SCIENCES SOCIALES
TOULOUSE I**
Centre " Morris JANOWITZ " - Forces Armées et Sécurité

Ecole Doctorale " Droit et Science Politique "

THESE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE TOULOUSE I

Discipline : Science Politique

présentée et soutenue en mars 2000

par

Ramazan IZOL



**L'ARMEE TURQUE, CONSERVATOIRE DE LA TRADITION
KEMALISTE : CONTRIBUTION A L'ETUDE DES
RELATIONS ARMEE-POUVOIR DANS LA TURQUIE
CONTEMPORAINE**

JURY

M. Jean-Pierre MARICHY

Professeur de Science Politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse Directeur de recherche

M. Michel L. MARTIN

Professeur de Science Politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse

M. Jean RIVES

Professeur d'Histoire à l'Université de Toulouse Le Mirail

M. Thomas LINDEMANN

Maître de Conférences de Science Politique à l'Université des Sciences Sociales Toulouse I

TOME I

Institut kurde de Paris

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	1
INTRODUCTION	6
PARTIE PRELIMINAIRE : LES FONDEMENTS HISTORIQUES DES RELATIONS ARMEE-POUVOIR EN TURQUIE	26
Chapitre 1 Les relations Armée-Pouvoir durant la période de Atatürk ...	29
Section 1) La phase 1923-1927 : L'Armée turque, avant-garde principale de la révolution kémaliste	31
§1) La proclamation de la République : enjeu des relations entre Atatürk et l'armée	31
A) La tentative kémaliste d'éliminer les éléments opposants dans l'Assemblée nationale	32
B) L'opposition des Généraux du Second Groupe constituée en parti politique : le Parti républicain Progressiste (PRP) et les Kémalistes.....	35
§2) Le Kémalisme : la nouvelle idéologie de l'Armée	39
A) L'interprétation des relations démocratie-kémalisme :	43
B) Quelle était la nature du kémalisme ?.....	48
Section 2) La phase 1927-1938 ; l'Armée turque : la force protectrice de la révolution kémaliste	50
§1) Le Parti Républicain Libéral :	52
§2) Le processus d'élections présidentielles d'Inönü et l'armée.....	58
Chapitre 2 Les relations Armée-Pouvoir sous la présidence d'INÖNÜ	60
Section 1) La phase 1939-44 ; l'Armée en tant que gardienne de la révolution kémaliste	61
La Turquie pendant la Deuxième Guerre mondiale	61
Section 2) La phase 1944-1950 : la nouvelle sphère politique turque ; Armée à l'écart du pouvoir politique	67
§1) La menace de l'URSS et les précautions prises pour protéger l'intégrité territoriale.....	68
§2) Le passage au multipartisme et l'apparition d'un nouveau parti politique : le Parti Démocrate.....	70
§3) La Doctrine de Truman et ses effets sur l'armée turque.....	72
§4) L'attitude de l'armée turque face aux élections de 1950.....	78
PREMIERE PARTIE : ANALYSE DES FACTEURS DES RELATIONS ARMEE-POUVOIR	81
Chapitre 1 le facteur politique : La situation contemporaine du système politique turc	84
Section 1) Les caractéristiques socioculturelles de l'évolution du système politique turc	85
§1) Les origines sociales de l'élite politique turque :	86
§2) Les fondements des cultures politiques turques.....	91
Section 2) L'évolution du multipartisme turc	98
§1) L'origine historique du PRP : le Parti unique.....	100
§2) Les fondements sociaux du PRP.....	103
§3) La nature de la révolution kémaliste : " pour le peuple malgré lui ".....	106
§4) L'apparition d'un pluralisme limité : PRP et PD.....	112
A) Le défenseur des idées politiques républicaines : le PRP.....	122
1) Le PRP : moyen essentiel de la laïcisation.....	125

2) Le PRP : moyen de la création de l'État-Nation.....	126
3) Le PRP : élément clé dans la naissance de la " bourgeoisie nationale ".....	128
B) Le défenseur des idées politiques libérales : le PD.....	131
L'instauration du système de multipartisme (1945-1971).....	131
§5) La multiplication des partis politiques :.....	140
A) La base juridique du régime des partis politiques.....	140
B) Le changement des systèmes électoraux.....	144
Section 3) L'évolution du régime politique turc	147
§1) La transition d'un régime autoritaire à un régime pluraliste :.....	148
§2) L'évolution Constitutionnelle :.....	160
A) La Constitution de 1921 et de 1924.....	161
B) La Constitution de 1961.....	163
C) La Constitution de 1982.....	167
Chapitre 2 Le facteur militaire : L'armée turque contemporaine	171
Section 1) Les caractéristiques de l'armée turque	172
§1) L'évolution historique de la situation de l'armée turque dans système politique global	173
A) L'héritage ottoman.....	173
B) La situation contemporaine.....	181
§2) Les bases sociales des militaires.....	189
Section 2) Les tendances interventionnistes de l'armée turque	193
Section 3) Les ressources politiques de l'armée turque	201
§1) Les ressources structurelles.....	203
La Puissance :	203
§2) Les ressources fonctionnelles	211
A) La fonction de maintien de l'ordre	211
B) La fonction de défense du monde occidental	216
C) La fonction de socialisation.....	218
D) La fonction économique.....	222
Section 4) Le lieu institutionnel de l'influence de l'armée	227
§1) Le Conseil National de Sécurité (CNS).....	228
§2) Le Président de la République.....	235
Chapitre 3 Les Théories explicatives : l'inventaire des outils conceptuels	242
Section 1) Un essai d'analyse des relations armée-pouvoir dans les pays sous-développés	243
section 2) La typologie des relations Armée-Pouvoir.....	249
§ 1) Le modèle de Huntington : principal représentant de l'école structuro-fonctionnaliste	250
§2) L'application du modèle de Huntington au cas turc.....	251
§3) L'analyse de " l'Etat prétorien " par le modèle systémique.....	253
§4) L'analyse des variables subsystémiques.....	255
§5) La théorie de concordance.....	258
§6) Le croisement de plusieurs différents modèles dans l'analyse du cas turc.....	259
§7) La définition des régimes militaires selon le modèle de Nordlinger	265
A) Le " régime de veto "	265
B) Le " régime de garde "	266
C) Le " régime de domination "	266
§8) Les probabilités de l'intervention militaire dans la sphère politique.....	267
Section 3) les facteurs d'intervention des militaires en politique.....	270
§1) Les facteurs issus du système politique	270
A) Le pouvoir politique dépourvu de la légitimité	272
B) La discordance entre le " centre " et la " périphérie " en tant que facteur déstabilisant	274
C) La faiblesse des institutions politiques dans le système.....	274
§2) Les facteurs issus du système militaire	276

**DEUXIEME PARTIE : CONTINUITE DE LA TRADITION KEMALISTE
DANS L'EVOLUTION CONTEMPORAINE DES RELATIONS ARMEE-
POUVOIR 280**

**Chapitre I Les interventions militaires et l'évolution des relations Armée-
Pouvoir 283**

**Section 1) L'armée et les partis politiques au cours de la période du pluralisme
limité 1951-1960 285**

- §1) Les relations entre l'Armée le Parti Démocrate (le PD)286
 - A) La perspective économique du PD.....286
 - B) La tentative démocrate de réformer l'armée.....288
 - C) Le processus d'élimination des partisans d'Inönü dans l'appareil militaire292
 - D) Les véritables raisons de la dégradation des relations.....295Armée-PD.....295
- §2) Les relations entre l'Armée et le PRP300
 - A) L'influence d'Inönü.....301
 - B) Le parti de l'État (PRP) : principal représentant de la doctrine officielle306

**Section 2) L'intervention militaire du 27 mai 1960 et ses conséquences sur les
relations Armée-Partis politiques..... 310**

- §1) L'intervention militaire.....311
 - A) L'orientation générale du régime militaire.....312
 - B) L'éclatement du CUN et ses conséquences sur le régime parlementaire.....315
 - C) L'établissement de l'ordre hiérarchique dans l'institution militaire.....318
- §2) La prise de position du PRP320
- §3) Le retour à la vie démocratique : élections de 1961.....323
 - A) L'échec du PRP et de l'armée324
 - 1) La réaction immédiate des Faucons face aux résultats électoraux.....325
 - 2) La montée en puissance progressive de l'appareil militaire face au pouvoir civil.....328
 - B) Les années de la coalition sous la présidence d'Inönü.....331
 - 1) Une démocratie surveillée et contrôlée331
 - 2) Les efforts de consolidation du pouvoir civil334
 - 3) Vers l'instauration de la stabilité politique : l'échec définitif des radicaux336
- §4) Le rapprochement progressif du PJ avec l'armée340
 - A) L'armée et le PJ341
 - B) La ligne de Demirel : le rapprochement avec l'armée.....344
 - 1) L'apparition d'une nouvelle ligne politique au sein du PJ.....345
 - 2) Vers l'établissement d'une réconciliation durable entre l'armée et le PJ.....347
 - 3) Le compromis retrouvé sur la base de l'anticommunisme350
 - 4) Les élections présidentielles de 1966 et le PJ352

Section 3) L'intervention militaire du 12 mars 1971 355

- §1) Les causes de l'intervention.....355
 - A) Les élections législatives de 1969 : vers la fragilisation du pouvoir civil.....356
 - B) La réaction menaçante des militaires face à l'instabilité politique.....359
 - C) Le phénomène du morcellement des partis politiques en tant que handicap politique362
 - D) L'absence d'un compromis minimum entre la droite et la gauche365
 - E) La marginalisation des forces politiques de gauche sous la direction du POT367
- §2) L'intervention militaire.....370
 - A) L'existence de divergences au sein de l'appareil militaire au sujet de l'orientation du régime politique.....372
 - B) L'imposition d'un gouvernement de technocrates.....375
 - C) La mise en œuvre des idées politiques défendues par le PJ376
- §3) Les relations entre les partis politiques et l'armée.....378
 - A) La rupture des relations entre l'armée et le PRP380
 - 1) L'intervention militaire de 1971 et la victoire de l'aile social-démocrate au sein du PRP.....380
 - 2) La nouvelle idéologie du PRP : le centre gauche, gauche démocratique, social-démocratie385
 - B) Les conséquences de cette rupture et la remontée spectaculaire du PRP sur la scène politique.....387

1) L'opposition de M. Ecevit à la candidature d'un militaire aux élections présidentielles de 1973.....	388
2) La victoire du PRP aux élections législatives de 1973 et 1977.....	396
C) Les relations politiques entre PJ-Armée lors de la période du 12 mars 1971 et des élections présidentielles de 1973.....	403
1) La prise de position du PJ à l'égard du memorandum de 1971.....	404
2) Le renforcement de l'autorité de l'État au détriment des libertés individuelles.....	407
Section 4) L'intervention militaire du 12 septembre 1980.....	410
§1) Les causes de l'intervention.....	410
A) L'aveu d'irresponsabilité de l'armée dans le domaine de la sécurité intérieure.....	413
B) La différence entre la solution proposée par l'armée et par les civils.....	416
C) Les difficultés économiques et la solution : les décisions du 24 janvier 1980.....	419
§2) L'intervention militaire ou le rappel de la mission de l'armée kémaliste et l'interdiction des partis politiques.....	423
A) Les causes de l'intervention militaire.....	424
B) Le fonctionnement du régime militaire après le coup d'État.....	427
§3) La position de deux grands partis politiques à l'égard du régime militaire du 12 septembre.....	430
A) La relation du PRP avec le régime militaire du 12 septembre.....	431
B) La relation du PJ avec le régime militaire du 12 septembre.....	435
§4) La réapparition des partis sur la scène politique et la confirmation du rôle de l'armée comme seul garant de la tradition kémaliste.....	440
A) Vers le processus de passage à la vie parlementaire.....	440
B) Les élections législatives de 1983 sous la pression du régime militaire.....	443
C) L'institutionnalisation de la présence militaire dans le système politique.....	445
§5) L'évolution politique des relations Armée-Pouvoir après la période transitoire du régime militaire du 12 septembre.....	448
A) La guerre du Golf et les politiques mises en place par M. Özal.....	452
B) La démission du chef d'État-major, le général Torumtay, et les relations entre le pouvoir civil et l'armée pendant cette période.....	454
Chapitre 2 Le maintien des principes kémalistes, l'orientation du contrôle militaire.....	460
Section 1) Le contrôle de la restauration d'un pouvoir religieux.....	461
§1) Evolution des idées religieuses dans la Turquie kémaliste.....	462
A) La conception générale des Kémalistes concernant la place de la religion dans le système politique.....	462
B) L'incompatibilité du modèle occidental avec l'ancien système politique et l'utilisation des valeurs nationales.....	466
C) L'utilisation des moyens coercitifs par le biais de l'appareil militaire.....	469
D) Vers l'utilisation directe de la religion dans la vie politique en tant que moyen politique légitime.....	470
§2) Politisation de l'islam dans le système politique.....	472
A) L'émancipation des idées religieuses dans le système politique.....	472
B) L'apparition du PON en tant que Parti islamiste.....	474
C) Le Parti islamiste : principal défenseur des intérêts de la petite bourgeoisie provinciale (locale).....	476
D) L'utilisation des éléments religieux contre la radicalisation des mouvements sociaux.....	477
E) Le début de processus d'installation des idées politiques extrémistes dans le système politique.....	479
F) L'attitude du régime militaire du 12 mars à l'égard des mouvements religieux.....	481
G) La réactualisation des perspectives du régime politique concernant les éléments religieux selon le nouveau besoin de la conjoncture politique.....	483
§3) La ré-interprétation de l'élément religieux dans le système politique sous le régime militaire du 12 septembre.....	486
A) La volonté du régime militaire d'utiliser la carte religieuse.....	487
B) La tentative de réconciliation de l'État avec les éléments religieux sous le gouvernement de M. Özal.....	489
C) Vers les résultats inattendus d'une politique démesurée de l'appareil militaire.....	493
D) La perte du contrôle des mouvements islamistes.....	495

E) La position actuelle de l'appareil militaire devant le danger de l'intégrisme islamiste	498
F) Les parcours électoraux du Parti islamiste depuis le coup d'Etat du 12 septembre et les raisons de son succès	501
G) La réaction de l'appareil militaire à l'encontre de la poussée en puissance de l'élément religieux et la confirmation de sa position privilégiée dans le système politique	505
Section 2) le contrôle du sépartisme kurde	508
§1) La tentative de la création d'un Etat-nation	509
§2) La fragilité du pouvoir politique civil face à une question délicate : " question kurde "	512
§3) La légitimation de la présence militaire dans le système politique	515
§4) La banalisation de l'intervention militaire dans la sphère politique grâce à l'utilisation des moyens coercitifs	520
§5) La détermination exacte des raisons du blocage du système démocratique	522
§6) La recomposition des rapports de forces dans le système politique par rapport à la question kurde	527
§7) La nécessité de la redéfinition du problème kurde selon les nouvelles données conjoncturelles	533
§8) L'interprétation de la question kurde selon la doctrine officielle	537
§9) La position insurmontable de l'Europe dans la résolution de la question kurde	541
CONCLUSION	546
BIBLIOGRAPHIE	553

Institut kurde de Paris

INTRODUCTION

La configuration et le climat politiques turcs ayant un caractère à la fois multidimensionnel et riche et formant une possibilité importante de source de données pour les scientifiques, la Turquie représente un cas de figure original et intéressant à examiner. Celle-ci, située géographiquement, politiquement et économiquement aux frontières des trois mondes et possédant également la double appartenance occidentale-orientale est susceptible de recouper maints trajets de la réflexion politique. Compte tenu de l'importance des sujets et des sources de données offerts aux scientifiques, nous nous intéresserons plutôt à une question cruciale pour la Turquie : les relations armée-pouvoir civil, dans la perspective du problème de la démocratisation et de la démilitarisation du système politique turc. La fréquence des prises de pouvoir par l'armée et la banalisation de sa participation à la vie politique nous amènent à nous pencher sur la question qui n'est d'une manière générale liée qu'au problème du processus de démocratisation de son système.

La principale et unique condition de la restauration de la supériorité civile sur la sphère militaire est en effet directement liée à l'existence d'un système civil fort, organisé et largement légitime auprès de la société politique.

La construction d'un Etat moderne par Kemal Atatürk, le fondateur de la nouvelle République turque, et son équipe adoptant le modèle occidental comme objectif à atteindre a forcément nécessité d'être complétée par une différenciation structurelle et une autonomisation institutionnelle forcée. L'autonomie supposée et imposée des nouvelles institutions occidentales n'a pas été réelle. Les révolutions radicales kémalistes imposées d'une manière générale n'ont jamais pris en considération le poids de la société civile, les rapports de celle-ci avec l'Etat et la dynamique découlant de ces rapports, en voulant à tout prix instaurer une société par le haut. De plus, la laïcité turque n'a pas vraiment été le produit d'une société civile, mais le résultat d'une politique volontariste d'Etat.

Dans cette perspective, une série des questions donc mérite d'être posée pour la définition du cadre de ce travail. Pourquoi les partis politiques et les organisations démocratiques civiles ne parviennent-ils pas à maîtriser habilement la situation politique en cas de crise ? Pourquoi restent-ils inefficaces et impuissants face à une telle situation dans laquelle l'armée turque se trouve à chaque reprise renforcée par la garantie des mesures constitutionnelles imposées lors et après chaque coup d'Etat, en se présentant

naturellement comme l'origine unique de solution contre toutes les difficultés ? Si nous reformulons ces questions d'une autre façon : nous nous demandons si l'imposition de l'armée comme seule issue pour les problèmes rencontrés provient directement de l'armée elle-même ? Sinon, existe-t-il dès la résurgence de la nouvelle République turque une idéologie dominante officielle qui la préconise et la favorise toujours comme étant un remède incontournable ? N'est-ce qu'une simple coïncidence que l'armée soit une force organisée et forte et que d'autres institutions politiques soient divisées et affaiblies face à la montée inévitable de la première ? Autrement dit, l'armée se nourrit-elle d'une manière continue d'une idéologie officielle et intervient-elle sans hésitation par un processus automatique en cas d'un éventuel danger pour son existence ?

Le fait que l'idéologie de l'État ne puisse être assimilée à une idéologie légitime auprès de la société provoque-t-il l'impuissance des organisations démocratiques civiles dans le système politique ? Ou bien, le peuple s'opposant toujours à cette idéologie ne parvient-il point à se doter d'une force civile organisée étant à la hauteur de le représenter au sein du système politique ? Nous pouvons aussi simplifier la question ainsi : le kémalisme étant en place depuis la création de la République turque en tant qu'idéologie dominante et officielle, repose-t-il sur la société ? Sinon, a-t-il été imposé grâce à l'appui de l'armée ?

On présente, à juste titre, la Turquie comme un pays charnière entre différents continents, cultures et religions, bref, un pont entre l'Orient et l'Occident. Géopolitiquement, la Turquie fait partie intégrante de plusieurs sous-systèmes (Méditerranée orientale, Balkans, Proche et Moyen-Orient, Caucase). Détentrice des détroits et donc de l'accès aux mers chaudes de la Russie, membre de l'OTAN et à ce titre vigilante gardienne de son flanc sud, musulmane mais laïque et ayant adopté les valeurs occidentales depuis des années vingt, la Turquie est géographiquement et socio-culturellement un pays intermédiaire et un pion stratégique d'une importance considérable pour les pays occidentaux et particulièrement pour les Etats-Unis. Vers le début des années quatre-vingt-dix, l'équilibre mondial et régional a été indiscutablement perturbé (par l'effondrement du mur de Berlin) par la guerre du Golfe et dans ce nouvel ordre mondial, la Turquie retrouve toute son importance stratégique dans un nouveau rôle sur la scène internationale, celui de poste avancé de l'Occident au Moyen-Orient tout en restant clairement un allié très appréciable de l'Occident lors de la guerre du Golfe.

Après la chute du mur de Berlin, la recherche d'une stabilité politique et sociale dans le Monde et particulièrement au Moyen-Orient, a relancé le débat sur les contributions respectives des pays de la région à l'instauration d'une paix durable. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Occident ambitionne toujours d'influencer les pays du Tiers Monde d'accepter des régimes politiques démocratiques. Dans cette constellation, la

Turquie est en quelque sorte appelée, par ses alliées occidentales, à jouer un rôle important tant sur le plan de la sécurité que sur les plans politique et économique¹.

Quant à l'alliance militaire israélo-turque, elle change indiscutablement les rapports de forces dans la région en faveur de ces deux pays. Deux textes, dont certaines clauses restent secrètes, ont été signés en février et en août 1996 entre la Turquie et l'Israël. Ils prévoient notamment la tenue de manoeuvres aériennes et navales conjointes, des facilités portuaires, la possibilité pour l'aviation israélienne de s'entraîner au-dessus du vaste espace anatolien. La coopération dans la lutte contre le terrorisme, déjà ancienne, se voit renforcée. Ankara bénéficiera, pour le contrôle de ses frontières, de " l'expérience " de l'État juif acquise, en particulier, dans la " zone de sécurité " du Liban sud. Un système de surveillance se met en place, avec l'aide des Etats-Unis : récepteurs ultrasensibles, caméras, satellites, etc. Les échanges d'officiers de haut niveau se sont intensifiés également entre les deux pays.

On peut s'interroger sur les raisons d'un tel rapprochement entre les deux pays. Pour comprendre le choix turc en faveur d'Israël, il faut remonter à la fin de la guerre froide. Pendant des décennies, l'armée turque avait été en première ligne face au danger soviétique. Du jour au lendemain, elle a perdu cette position clef qui lui valait une aide substantielle des Etats-Unis et de l'OTAN. Cette dévalorisation stratégique devait être rapidement compensée par la mise en place d'une politique internationale cohérente et courageuse. Craignant de voir le pays marginalisé, l'État-major chercha un nouveau rôle pour la Turquie, dans le cadre de la stratégie occidentale. Les généraux turcs ont, depuis longtemps, la main mise sur la politique étrangère et de la sécurité d'un pays où le chef d'État-major a la préséance sur le ministre de la défense. Régulièrement, au ministère des Affaires étrangères, généraux et diplomates se concertent sur tous les dossiers brûlants : la question kurde, l'intégrisme islamique etc. C'est au Proche-Orient et dans le Golfe, région capitale pour les Etats-Unis, que l'armée trouve tout naturellement l'occasion de faire valoir son importance. En désignant le fondamentalisme musulman comme un ennemi de l'intérieur, elle s'inscrit dans la stratégie anti-iranienne ; en s'alliant à Israël, elle s'assure un appui de poids auprès des Etats-Unis et de son Congrès.

La Turquie est ainsi devenue un élément majeur d'une des régions les plus sensibles de la planète : le Moyen-Orient, dont la recomposition de l'ordre régional est à l'ordre du jour. Quelle place se taillera la Turquie ? Quelles seront les puissances dominantes de la région ? Quelle place lui attribuent la géographie, les héritages culturel et religieux, le développement actuel et la démographie au-delà des politiques de circonstance et dans les perspectives du long terme ? Si l'on regarde au Nord, au sud, à l'Est, à l'Ouest, quelques

¹ " La Turquie, puissance régionale ! ", in Problèmes Politiques et Sociaux, No.562, juin 1987.

traits essentiels apparaissent au-delà des détails du quotidien. Le passé et le présent s'y mêlent de façon contraignante avec la puissante armée turque d'aujourd'hui face aux voisins de la région. La Turquie se veut à présent une puissance régionale et adopte une politique d'influence tous azimuts, qu'il s'agisse de l'Asie centrale, du monde musulman ou de l'Union européenne.

Dans l'histoire politique turque, il est facile de constater la volonté kémaliste de faire intégralement partie de l'Occident. Kemal Atatürk a clairement assigné à la République turque la tâche de participer à la "civilisation la plus avancée", y compris sur les plans politique et culturel. Il était convaincu que la "civilisation est universelle et que l'Occident en était le porteur le plus avancé. La Turquie devait y participer en tant qu'État-nation territorialisé en Anatolie parmi les nations. En un mot, le régime politique kémaliste s'est vu fixé un objectif à atteindre dans un délai assez court : la participation directe à la civilisation occidentale, à sa modernité politique laïque et à ses alliances politiques et militaires. Les pays occidentaux apprécient sans doute dans certaines limites la Turquie en tant que rempart contenant la marée islamiste aux frontières de l'Iran et en tant que pôle de stabilité dans la poudrière du Moyen-Orient. Au cours des premières décennies de la République, l'appartenance inconditionnelle du régime politique kémaliste au camp occidental nous a clairement prouvé sa détermination et son orientation dans le choix de système politique.

Si l'on regarde plus loin encore dans l'histoire politique turque, en remontant jusqu'à l'époque de l'Empire ottoman, on verra que la volonté de la classe dirigeante bureaucratique-militaire de faire partie de l'Europe est très ancienne, et qu'elle s'est exprimée presque sans discontinuité depuis près de deux siècles². Un intellectuel turc du début du siècle disait : "Les Turcs ont toujours marché d'Est en Ouest". L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne serait en quelque sorte l'aboutissement de cette "longue marche" des Turcs vers l'Occident. Sur ce point, M. Ferhat Attaman exprime le choix de la Turquie fait depuis longtemps en faveur de l'Europe : "Depuis Kemal Atatürk, nous regardons vers l'Europe. Nous ne discutons pas de savoir si nous faisons partie de l'Europe, notre décision a été prise, il y a trente ans... Si notre intégration économique est acquise, notre intégration politique sera irréversible. C'est un choix définitif qui nous ancre au continent, sans retour possible, un barrage face aux antieuropéens. Un refus serait un coup brutal"³. A ne pas vouloir intégrer la Turquie,

² Bernard Lewis, "Islam et laïcité, la naissance de la Turquie moderne", Editions de Fayard, Paris, 1988.

³ Michel Verrier, "La Turquie piétine aux portes de l'Union européenne", in *Le Monde Diplomatique*, mars 1995, pp.18-19.

L'Union européenne ne prend-elle pas le risque de renforcer les courants politiques qui prônent la prise de distance, voire la rupture avec le Vieux Continent ?

De plus, l'élite politique traditionnelle composée de la bureaucratie militaro-civile et pour qui l'islam représente un danger important, voit dans le modèle occidental un exemple à suivre. Il reste quand même à souligner que les difficultés de l'intégration de la Turquie à l'Union européenne sont nombreuses et indiscutables⁴. Elles sont d'abord d'ordre économique (faible niveau de vie, chômage, émigration, croissance démographique), diplomatique (mauvaises relations avec la Grèce, membre elle-même de l'UE), politique (violations des droits de l'homme, méthode de traitement de la question kurde), et culturel (poids traditionnel de l'islam et poussé récente de l'islamisme dans un Etat pourtant laïque). Idéologiquement, le pays est de plus en plus la proie des fondamentalistes. Politiquement, c'est une semi-démocratie qui vit à l'ombre pesante des militaires. Socialement, elle est le théâtre de clivages profonds. Malgré tout cela, l'Occident ne souhaite pas véritablement admettre la Turquie dans son sein, mais il ne veut pas non plus la perdre. Car elle est le seul pays musulman doté d'un régime démocratique, même s'il s'agit incontestablement d'une démocratie incomplète et douloureuse. De plus, pays laïc et ouvert à l'Occident, la Turquie est un facteur de stabilisation et de sécurité dans la région contre les mouvements islamistes radicaux en pleine expansion (facteur de rempart des valeurs occidentales face au fondamentalisme islamique). Elle est également avant-poste de la démocratie tout en constituant une passerelle vers l'Orient. De ce fait, il lui reste à se mettre à table avec les représentants de l'Union européenne afin de programmer les réformes politiques et économiques qui, à terme, permettront à la Turquie de remplir les critères de Copenhague (démocratie, droits de l'homme, économie de marché) et d'envisager alors l'ouverture des négociations avec l'Union.

En Turquie même, le débat sur l'identité culturelle est l'une des nombreuses interrogations qui tiraillent un pays musulman mais dirigé par un Etat laïc, développé à l'Ouest mais sous-développé dans un Sud-Est déchiré par 15 ans de guérilla séparatiste kurde. La Turquie entretient des relations difficiles avec ses voisins arabes et iraniens, bien qu'elle partage historiquement avec eux une base culturelle et religieuse. De part son caractère européen, la Turquie fait volontiers valoir que son père fondateur Mustafa Kemal Atatürk a résolument tourné le pays vers l'Europe en créant une République laïque

⁴ Il importe de souligner que la signature de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne a été l'aboutissement d'une longue marche entamée le premier janvier 1973, à la signature du protocole de 1970 qui complétait le traité d'association conclu en 1963 entre la Communauté économique européenne et la Turquie. Pour une analyse approfondie sur les impacts de l'accord d'union douanière sur l'économie et sur la vie politique de la Turquie Cf. Bahadır Kalegasi, "Le défi européen", in Semih Vaner, Deniz Akgul et Bahadır Kalegasi (dir.), "La Turquie en mouvement", Complexe, collection Espace international, Bruxelles, 1995.

qui a mis fin au pouvoir des religieux, dévoilé les femmes, leur a accordé le droit de vote, et a remplacé l'écriture arabe par l'alphabet latin. Avant cela, l'Empire ottoman se tournait déjà vers l'Europe pour s'en inspirer dans sa politique de réformes (*Tanzimat*⁵), alors qu'il régnait encore sur les Balkans.

"La Turquie n'est pas un candidat quelconque. Elle a ses propres culture et identité qui diffèrent de celles des autres candidats (...) Il n'est pas question qu'elle y renonce", a lancé le 13 décembre 1999 le ministre des Affaires étrangères, İsmail Cem, après la décision positive de l'EU au sujet de la candidature de la Turquie. "Nous allons apporter une contribution originale à l'Union par notre identité culturelle et en procédant à une synthèse entre l'Occident et l'Orient, la chrétienté et l'islam"⁶, a-t-il ajouté avec ambition. Quant au Premier ministre turc, Bülent Ecevit, il met l'accent sur l'Eurasie, où la Turquie joue un rôle-pivot, indiquant ainsi que, selon lui, les frontières de l'Europe devront être repoussées vers le Caucase, l'Azerbaïdjan, l'Asie centrale. Pour des raisons historiques, mais aussi de part les engagements pris par la Communauté depuis 1963, l'appartenance de la Turquie à l'Europe apparaît évidente⁷.

Etant donné que le domaine de recherche de notre travail, concentré d'une manière générale sur la démilitarisation du système politique turc et sur les conditions de l'instauration d'une démocratie saine et stable dans le pays, par ailleurs toujours à l'ordre du jour, la question que nous nous posons tout au long de notre thèse garde dans une large mesure son importance dans la Turquie contemporaine. Face aux réalités politiques actuelles du pays, les élites de la société civile se sont régulièrement trouvées incapables de maîtriser durablement l'évolution du système politique dans le cadre parlementaire. Les acteurs non économiques et non politiques, en l'occurrence militaires, ont continué jusqu'à nos jours à contrôler et manier considérablement la sphère politique à travers les institutions, en fonction de leurs exigences politiques et sociales. A titre d'exemple, le gouvernement dirigé (de juin 1996 à juin 1997) par M. Necmettin Erbakan et son parti islamiste, le Parti de la prospérité (le PP), *Refah*, a accentué l'omniprésence des militaires dans la vie politique, ces derniers ayant orchestré la chute de leur ennemi fondamentaliste en faisant pression sur les députés. C'est le "premier coup d'État post-moderne de l'histoire", dit-on ironiquement à Ankara, où s'est ouvert, en novembre 1997, sur la demande de l'État-major, le procès d'interdiction du Parti de la prospérité. A

⁵ Pour une analyse complète de la période des Tanzimat (1839-1878) "pluriel du substantif arabe *tanzîm*, mise en ordre, réorganisation"; Cf. Paul Dumont, "La période des Tanzimat (1839-1878)", in Robert Mantran, "Histoire de l'Empire ottoman", Fayard, Paris, 1989, pp.459-523.

⁶ AFP, lundi 13 décembre 1999.

⁷ Philippe Lemaître, "A Helsinki, la Turquie promet des efforts sur les droits de l'homme", in Le Monde, 13 décembre 1999.

la mi-juin 1997, M. Erbakan, le Premier ministre de l'époque, a donc été contraint de démissionner pour éviter que l'armée ne mette à exécution ses menaces de coup d'État.

D'une manière simplifiée, il est effectivement possible de dire que l'armée turque devient à présent le facteur déterminant et incontournable du système politique turc grâce à sa position stratégique, à tel point que le Conseil national de sécurité devient de plus en plus un gouvernement de l'ombre, tout en étant directement impliqué dans tous les rapports politiques et sociaux. A titre d'exemple, la réaction d'un général en retraite à propos du principe de la laïcité est assez intéressante du point de vue de la présence militaire dans le domaine politique : " Si une menace risque de dénaturer la République et ses caractéristiques, notre réaction sera légitime. Dans un tel cas, on abandonne le principe du maintien de l'armée hors de la politique. Si un système fondé sur la *charia* avance, même par des voies démocratiques, les forces armées turques ne sauraient rester spectatrices " ⁸. En outre, l'appareil militaire, dont le rôle politique est institutionnalisé dans le Conseil national de sécurité, n'accepterait pas volontiers d'abandonner ses prérogatives et ses principes fondamentaux. A l'arrière-plan, le pouvoir et l'influence des officiers militaires se sont renforcés au fil du temps au détriment du pouvoir politique. Ce dernier a indiscutablement laissé le champ libre aux forces armées, notamment pour ce qui est de la question kurde et de la montée en puissance des mouvements islamistes.

En ce qui concerne la question kurde en tant que facteur de l'instabilité chronique en Turquie, le fait de bien saisir le problème en cause nous permettrait sans aucun doute de replacer correctement les relations civilo-militaires dans le système politique. Le caractère récurrent de la question dans le pays depuis son apparition nous a poussé à mettre l'accent sur ce problème, dans le souci de l'identifier exactement les causes du blocage répétitif du système démocratique parlementaire. Aujourd'hui, les militaires estiment que ce sont les islamistes et le PKK qui sont la " menace principale " destinée à dénaturer la République kémaliste. L'appareil militaire, en se présentant comme gardien des principes kémalistes et engagé à ce titre dans une lutte sans merci pour l'intégrité territoriale et nationale, et contre la montée de l'islam politique, ne vise pas seulement le pouvoir politique mais aussi ses propres intérêts.

Si nous mettons l'accent sur la question kurde et sur les pratiques politiques, c'est parce que la réussite du processus de démocratisation du régime turc et de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne passe forcément par la détermination exacte de l'origine de ce problème. De ce fait, dans le souci de bien justifier le choix du thème de notre recherche, il nous a paru nécessaire de privilégier la question kurde en tant qu'élément majeur de l'instabilité du régime politique turc depuis sa fondation à la lumière

⁸ Oktay Akbal, " Les militaires complices de l'islamisme ", in *Courrier International*, 13-19 avril 1995, No.232, p.11.

de récents événements survenus suite à l'arrestation du leader kurde du PKK. De plus, une analyse complète des relations civilo-militaires en Turquie est étroitement liée à la définition exacte du problème kurde. A l'heure actuelle, la question kurde préoccupe de près le régime politique en tant que facteur politique incontournable dans la résolution d'autres problèmes liés mutuellement : le processus de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne, la mise en place d'un système politique démocratique, l'instauration d'une paix durable et de la stabilité politique à long terme et la réalisation du grand enjeu turc : devenir un pays modèle, à suivre dans une région de turbulence.

Afin de bien saisir l'évolution actuelle du problème kurde, il convient de nous interroger brièvement sur le présent : " La capture du chef kurde Abdullah Öcalan constitue certes un succès de taille pour les autorités turques, mais suffira-t-elle à pacifier le Kurdistan ? Aux prises depuis quinze ans avec la rébellion armée des Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la " petite Asie ", forte de cette victoire face au terrorisme, acceptera-t-elle de concéder à sa minorité kurde quelques droits élémentaires ? Celui, par exemple, pour les douze millions de Kurdes de Turquie, d'avoir leur presse et d'enseigner leur langue. La tenue d'un " procès-vitrine " pour le chef du PKK fera-t-elle oublier les entraves aux droits de l'homme dont la Turquie, au nom de la lutte contre séparatisme, est coutumière et qui compromet son futur européen " ⁹. Sur ce point, les Américains restent assez vigilants tout en exprimant leur volonté de voir la Turquie engagée véritablement dans la libéralisation de son système politique. M. Bill Clinton s'exprime ainsi sur la question : " Nous voulons une Turquie stable politiquement. La stabilité permanente en Turquie pourrait être possible et réelle avec la fin du terrorisme et avec le renforcement du système politique démocratique " ¹⁰.

Récemment, le président Süleyman Demirel a annoncé que la Turquie, Etat de droit, devrait s'incliner devant une éventuelle décision de la Cour européenne des droits de l'homme. C'était en effet un commentaire très important qui y voit un premier signe de flexibilité des autorités turques. Le gouvernement s'appuiera-t-il sur une telle décision pour éviter l'exécution d'Öcalan ou le Parlement turc cédera-t-il à la tentation nationaliste pour satisfaire une opinion publique assoiffée de vengeance ? L'appel déposé devant la Cour de cassation turque a été récemment rejeté. Les politiciens devront donc prendre la décision finale à l'issue d'une procédure légale qui, d'emblée, a plus tenu du politique que du judiciaire.

⁹ Marie Jégo, " La Turquie en tenaille entre militaires et Kurdes ", in *Le Monde*, 15 mars 1999.

¹⁰ Yasemin Congar, " PKK'nin yeni stratejisi ve ABD ", in *Milliyet*, 6 septembre 1999.

S'il n'est pas question de remettre en cause les relations économiques avec les Quinze, premier partenaire du pays, une partie de la classe politique se montre hostile à l'abdication de souveraineté qu'impliquerait une future adhésion, souhaitant que le pays suive sa propre voie, en misant sur le soutien de Washington. C'est aussi le point de vue de l'armée, qui n'a jamais depuis des années été aussi présente dans la vie publique pour rappeler au respect de la laïcité et de l'unité nationale, héritées de la République jacobine fondée par Kemal après la Première Guerre mondiale. En attendant, le débat sur le sort d'Öcalan est ouvert. Nombre d'intellectuels mais aussi d'hommes d'affaires soulignent que la question kurde n'est pas résolue avec son arrestation ni avec sa mise à mort, qui en ferait "un martyr". Selon plusieurs éditoriaux libéraux de quotidiens turcs, le problème peut être résolu de la manière suivante : "Pour rester membre du monde démocratique, la Turquie doit réaliser que des Kurdes existent sur son territoire et respecter leur désir de voir reconnue leur identité."

Planant au-dessus de ce théâtre d'ombres, il y a l'État turc, une forme omniprésente et omnipotente, à laquelle les hommes politiques ont abandonné toutes leurs responsabilités en vertu de son système jacobin. Selon plusieurs journalistes libéraux, tout le monde est d'accord pour faire la différence entre le terrorisme et les droits culturels des différents groupes du pays. Ce qui semble le plus réel à l'heure actuelle, c'est qu'on n'hésite pas à parler clairement de l'obligation d'une "relaxation" du système tout en bâtissant une nouvelle Constitution plus démocratique et plus libertaire. Ces évidences sont dans une large mesure partagées par un grand nombre de Turcs - "même des militaires très haut placés" -, qui se trouvent face une réalité universelle conjoncturelle sont largement favorables à une libéralisation de domaines politique, économique et social.

D'une manière générale, la Turquie se trouve de plus en plus repoussée vers les États-Unis. Les intérêts des deux pays semblent d'ailleurs aller dans le même sens, qu'il s'agisse de conserver le pouvoir et le poids de l'OTAN ou de freiner l'expansionnisme russe dans le Caucase ou de présenter le modèle économique et politique occidental aux pays musulmans émergents de l'ex-URSS à travers la Turquie. De plus, Washington a pour but affiché de soutenir la Turquie dans la lutte contre le fondamentalisme islamique dans le pays et dans la région et d'ancrer Ankara au sein de l'alliance occidentale. Ce sont là de sages objectifs, mais qui nécessitent une double orientation politique : les États-Unis doivent s'engager activement à côté de la Turquie de neutraliser le PKK tout en obligeant le régime politique turc de faire des progrès concrets dans le sens de la démocratisation du système politique. Toutefois, de la même façon qu'avec l'Europe, la question des droits de l'homme constitue un problème majeur et épineux entre Ankara et Washington. A la lumière de ce contexte particulier, le régime politique turc doit donc faire des efforts concrets pour se conformer à certains critères : mettre la démocratie sur de bons rails,

restaurer la paix dans le Sud-Est du pays (la région kurde) et compléter son développement économique.

Il est évident de constater tout au long de la vie politique turque une sorte d'instabilité chronique qui n'a jamais été intégralement absente au sein du système politique. L'idéologie kémaliste comme fondement officiel du système politique turc affrontée à un moindre bouleversement politique, a été remise en question par la société qui ne l'a jamais assimilée intégralement. L'armée turque en tant que gardienne de la révolution kémaliste et force la plus organisée de la société, intervient à chaque reprise dans la vie politique en effectuant certains retouches nécessaires pour pouvoir remettre l'idéologie kémaliste sur les bons rails. Par ailleurs, l'instauration de la doctrine officielle n'a jamais été complètement réalisée auprès de la société ni par les partis politiques qui n'ont pas été vraiment assez forts et libres face à l'armée pour représenter effectivement la volonté du peuple, ni par les associations démocratiques civiles qui n'ont pas non plus été assez puissantes pour pouvoir devenir la voix du peuple contre une éventuelle crise politique. C'est à partir de là que l'armée turque considérant l'idéologie kémaliste comme sa propre œuvre, n'envisageant à aucun moment la remise en question de celle-ci, accuse directement les partis d'être responsables cette crise politique. Dans le souci d'assurer la survie de la doctrine kémaliste, l'armée n'hésite pas à dissoudre certains partis politiques pour garantir la continuité de l'idéologie dans le nouveau cadre politique, à alourdir les peines prévues par la Constitution pour la rendre incritiquable et intouchable et enfin à manipuler certaines réalités politiques pour se rendre plus crédible aux yeux du peuple. D'une manière générale, on peut évoquer plusieurs raisons à cette marginalité et cette inaptitude du pouvoir civil dans le système politique : le poids non négligeable des traditions, l'insuffisance de l'expérience démocratique, la mainmise systématique de l'État sur la formation des mentalités, sur tout ce qui l'entoure : individus, groupes, communautés.

En examinant la situation politique dans cette perspective, nous constatons effectivement que l'armée turque se présente paradoxalement à la suite de chaque nouveau coup d'État militaire comme unique défenseur de la doctrine kémaliste et qu'elle essaie à chaque reprise de créer un nouveau parti politique, dit " parti d'État ", qui est sensé de rassembler toutes les idées convenant à ses propres visions politiques. A titre d'exemple, le Parti républicain du peuple (PRP) étant le parti d'État au début de la révolution kémaliste perd sa place prioritaire et confortable en faveur du Parti de la justice (PJ) au début des années soixante-dix en adoptant une politique plus populiste et en déniait systématiquement les liens étroits, historiques entre lui et l'armée.

De ce fait, la question qui se pose était simple : la nouvelle Turquie est-elle une République militaire ? La sauvegarde de l'autorité civile par les armes nécessitait évidemment l'intégration du pouvoir politique et du pouvoir militaire. D'ailleurs, cette idée était vite devenue une réalité puisque la plupart des promoteurs de nouvelles idées dans l'Empire ottoman étaient des intellectuels de l'Armée.

Si nous tentons de généraliser les idées exprimées ci-dessus, la réalité politique se révèle d'une manière intéressante : la doctrine officielle constituée sous le nom du kémalisme a été créée par l'armée et aussi protégée continuellement par celle-ci. L'armée s'estimant toujours elle-même capable de protéger sans faille les acquis de la révolution kémaliste a tenté de préserver en effet ces principes désapprouvés généralement par le peuple et particulièrement par les partis politiques, par l'intermédiaire des institutions constitutionnelles (par exemple, le Conseil national de sécurité, les Cours de Sûreté, la mise en place de l'état de siège etc.). Néanmoins, d'autres questions restent toujours à poser. Pourquoi les principes kémalistes non-assimilés intégralement par la société ne sont-ils pas remis en question par les partis politiques ? Pourquoi les mêmes partis politiques élus par le peuple pour gouverner le pays ne parviennent-ils jamais à critiquer l'idéologie officielle en agissant tous ensemble ? Y a-t-il les opportunistes qui tirent profit de l'État sous prétexte de le sauver ? De ce fait, il est absolument nécessaire de mettre en évidence les relations entre Etat-Mafia, et Etat-Contre-guérilla. Les militaires ne tentent-ils pas à chaque occasion de forger, conformément à leur image de la démocratie, une société silencieuse, dépouillée de ses instincts interrogatifs et de créer donc une société complètement dépourvue de ses forces revendicatives ? En dernier lieu, il ne serait pas inutile de poser la question suivante : Est-ce vrai qu'un régime politique fort et semi-dictatorial est seul capable de mener à bien une " socialisation conservatrice " et qu'il seul est susceptible de déboucher sur un régime démocratique stable ? D'une manière générale, l'avenir du système démocratique se joue autour des réponses qui seront apportées à des problèmes suivants : la participation de l'islam politique et des mouvements politiques kurdes au processus démocratique, l'assouplissement du modèle jacobin appuyé sur la vision de l'État-nation.

La compréhension de la vie politique et la probabilité de sa transformation structurelle en Turquie ne seront possibles que par la définition exacte du concept militaire destinée essentiellement à remettre en évidence les relations civilo-militaires dans sa continuité historique. La militarisation du système politique turc prend principalement ses origines de ses caractéristiques socioculturelles et socio-politiques. Le facteur militaire a toujours été l'élément principal de la société politique depuis l'Empire ottoman jusqu'à nos jours. De plus, l'existence de la tradition d'un Etat central et d'un pouvoir centralisé a été en effet la cause principale de l'apparition d'une structure politique monocentriste et statique dans

le pays. Ce type de structure sociale et politique et d'une mentalité dirigiste serait sans doute l'origine d'un Etat centralisé qui englobe toute sorte de souveraineté nationale dans son sein politique et qui oblige également la société civile de faire une unification organique avec lui-même grâce à son organisation hiérarchique pyramidale. Face à une tradition politique dirigiste et à une structure politique surveillée et manipulée par l'État centralisé, l'appareil étatique turc est longtemps resté dépourvu d'une base sociale et politique étendue.

La Turquie contemporaine a dû à plusieurs reprises affronter à des graves problèmes dus à la contradiction permanente entre deux différentes sources de légitimité dans ses expériences politiques historiques depuis l'Empire ottoman. L'une des ressources de légitimité du pouvoir politique était dirigiste et centralisé symbolisé par la bureaucratie militaire structurée de haut en bas, la deuxième force politique adversaire était organisée de bas en haut afin d'acquérir le pouvoir politique par les moyens démocratiques (les élections). Ces deux forces politiques opposées réciproquement et basées sur les deux différentes ressources de légitimité ont tendu à faire accepter au peuple leur existence politique, leur idée politique.

La société politique turque est engagée depuis deux cents ans dans la concrétisation de l'idée recherchée de devenir occidentale au prix de la création de contradictions effectives et chroniques dans la société. La réussite de la mise en application du concept d'occidentalisation nécessitait inévitablement une structure autoritaire organisée de haut en bas. La force politique centralisée comme étant le principal vecteur du but à atteindre, n'a pas hésité à imposer d'une manière inconditionnelle sa propre initiative à la société politique civile pour l'aboutissement de l'objectif d'occidentalisation. Cette même force politique dirigiste n'a jamais voulu tolérer d'autres forces politiques opposantes qui remettent en cause la légitimité de ses pratiques politiques tout en les considérant automatiquement traîtres et intégristes. Dans ce contexte politique, l'aboutissement des principes kémalistes et de ses objectifs pré-définis était en effet assuré par les moyens suivants : l'utilisation de la structure d'un parti politique monolithique-bureaucratique, l'existence des leaders politiques charismatiques et pragmatiques, l'usage de l'appareil militaire comme force coercitive et dissuasive par le pouvoir centralisé. De ce fait, la résurgence d'une société politique fortement structurée par les valeurs autoritaires et dirigistes et organisée d'une manière pyramidale autour des valeurs nationales, a été inévitable. Les éléments militaires ayant une importance considérable dans la culture politique et dans le fonctionnement organisationnel de l'appareil étatique, deviennent un facteur prépondérant dans le système politique, lorsque les dynamiques internes de la société sont considérées dangereuses et revendicatives par l'État centralisé. Autrement dit, la volonté de l'État dirigiste de mettre en œuvre à tout prix les objectifs politiques de la

doctrine officielle, favorise en quelque sorte la politisation de l'institution militaire et la rend interventionniste.

L'appareil militaire a été sans doute considéré comme élément central du régime kémaliste dans la réalisation des réformes radicales destinées à faire apparaître un nouvel ordre politique et social inspiré largement du système politique occidental. A partir de cette date-là, l'influence incontournable militaire dans l'appareil étatique devient davantage privilégiée et renforcée. Les éléments militaires s'installent d'une manière étonnante dans tous les niveaux de l'appareil étatique jusqu'au moindre détail tout en étant l'unique garantie du bon fonctionnement du nouveau régime politique. Même si l'institution militaire s'est vue en quelque sorte écartée de la vie politique, lorsque le fondateur du nouveau régime politique, Kemal Atatürk et ses idées politiques étaient au pouvoir. Ce qui ne veut pas dire par ailleurs que l'appareil militaire soit totalement absent dans le système politique, mais il se trouve plutôt en position de défenseur principal du régime politique, si un moindre danger apparaît à l'encontre de la doctrine officielle. Au fil du temps, l'armée s'est vue aussi dotée d'un pouvoir extraordinaire qui lui permet de devenir un élément politique incontournable dans le processus de prise de décision et de s'exprimer facilement sur tel ou tel sujet politique. Il s'agit du Conseil national de sécurité qui s'est vu apparaître dans le système politique turc suite à la Constitution de 1961 comme une institution constitutionnelle légale. En quelque sorte, l'intervention de l'appareil militaire dans le processus politique décisionnel est quasiment institutionnalisée par le biais du Conseil national de sécurité, qui rassemble, au côté du sommet de l'État (président de la République, Premier ministre, ministres de la Défense nationale et des Affaires étrangères...), le chef d'État-major et les commandants des quatre armées (terre, mer, air et gendarmerie).

Il nous paraît important de nous interroger sur le "concept de la défense et de la sécurité nationale" qui serait par la suite l'origine de l'apparition de "l'État de la sécurité nationale" en Turquie. L'État dirigiste a pour but de contrôler dans une large mesure la société politique tout en favorisant l'idée du nationalisme et la doctrine officielle kémaliste. L'appareil étatique possède ainsi tout le pouvoir politique et social tout en rétrécissant les champs de liberté de la société civile. L'idée de la création du Conseil national de sécurité en tant qu'entité politique légale et constitutionnelle est forcément destinée à établir le contrôle militaire sur la sphère politique au nom des forces de l'État dirigiste structurées en forme de la pyramide de haut en bas. De ce fait, tous les domaines économiques, politiques, sociaux et culturels ont été mis sous le contrôle et sous la surveillance de pouvoirs de l'État par l'utilisation des forces armées en raison de l'assurance de la sécurité nationale.

Il nous appartient de souligner à présent l'importance de deux principales questions qui continuent à préoccuper toujours la Turquie depuis l'émergence de son expression nationale contemporaine : la question de la démocratisation et de la démilitarisation du système politique turc liée directement à la nature des relations civilo-militaires et la question du principe de la laïcité liée également à la nature des relations entre l'État et la religion c'est-à-dire entre l'islam et la politique. Les deux problèmes majeurs de la Turquie contemporaine ne sont pas d'une manière générale indépendants l'un de l'autre. Le processus de démocratisation du système politique constitue généralement le cœur même de ces problèmes perpétuels qui préoccupent toujours les élites politiques depuis la création de la Turquie contemporaine jusqu'à nos jours. Les difficultés actuelles de la Turquie tiennent aussi à certaines impasses du système républicain, centralisateur, moderne appuyé sur la vision de l'État-nation.

“ La Turquie est actuellement confrontée à plusieurs problèmes : le blocage de l'État face au phénomène religieux, la question kurde, une situation socio-économique délicate dans un contexte de relative instabilité politique. La question de l'intégration définitive de l'islam politique dans la démocratie pluraliste, l'une des conditions nécessaires au bon fonctionnement du système politique, dépend aussi bien de l'évolution de la mouvance religieuse que de l'attitude des laïcistes ”¹¹.

Les raisons qui nous ont amené à orienter notre étude sur les relations civilo-militaires en Turquie, examinées plus précisément sous l'angle des relations entre les partis politiques et l'appareil militaire en tant que domaine de recherches tout en se concentrant historiquement sur les coups d'État militaires et sur les comportements des principaux partis politiques vis-à-vis des interventions militaires, proviennent du fait qu'elles gardent toute leur importance dans les pratiques politiques des années 90. De plus, face à une transformation sociale et politique sans précédent survenue dans le monde entier avec le nouvel ordre mondial vers le début des années quatre-vingt-dix, la tendance politique s'inverse complètement en faveur du libéralisme politique et du système démocratique tout en plaçant l'individu au cœur de la sphère politique en tant que composant principal du système dans les pays où le progrès économique est assuré par le système capitaliste. Autrement dit, l'individu commence peu à peu à remplacer les trois principales composantes du système politique traditionnel (l'appareil militaire, la religion et l'État autoritaire) tout en y devenant le véritable sujet politique. De ce fait, la détermination des conditions exactes des relations entre le pouvoir civil et l'appareil militaire nous permettrait forcément de découvrir dans une large mesure les causes du blocage répétitif du processus de démocratisation du système politique turc.

Dans l'analyse des relations civilo-militaires, il nous est également apparu assez important de nous interroger sur les partis en tant que principaux acteurs au sein de la société politique dans le but de bien déterminer le problème de la démocratisation et de la démilitarisation du système politique. Les comportements et les perspectives politiques développés à l'encontre de l'appareil militaire et les variables politiques systématiques déterminées aussi par les principaux partis en tant qu'acteurs politiques, sont notre préoccupation essentielle comme variables déterminantes dans la compréhension des difficultés de l'instauration du système politique démocratique en Turquie. Le rôle et les responsabilités des partis politiques dans le déclenchement et l'apparition de l'intervention des forces armées au sein de la vie politique nous paraissent assez déterminants et importants. D'une manière générale, il est possible de dire que les dysfonctionnements de l'appareil étatique et la rupture systématique de la vie démocratique ne pourront être intégralement expliqués que lorsque nous parvenons à remettre bien en place les lacunes des institutions politiques et sociales, y compris les partis politiques. De ce fait, la conceptualisation des comportements des partis politiques dans le système parlementaire vis-à-vis de l'appareil militaire et de sa décision d'intervenir dans la vie politique serait assez constructive dans l'analyse de la question de démilitarisation du système politique.

Le principal souci de ce travail est d'informer les lecteurs sur le processus de démocratisation du système politique turc à travers plusieurs coups d'État militaires en définissant tout d'abord l'ancrage historique de la question que nous situons entre la fin de la Seconde Guerre mondiale qui apparaît être un élément déterminant dans la prise de décision du passage au multipartisme en 1946 jusqu'à la date de 1989 année où le dernier régime militaire direct touche véritablement à sa fin avec l'arrivée d'un civil à la tête de l'État. Etant donné que des dynamiques sociales et politiques dont les acteurs sont les produits, ainsi que la multiplicité des contraintes auxquelles ils sont soumis, pèsent de tout leur poids sur le processus de prise de décision, il n'est pas inutile de s'interroger de près sur certaines dates spécifiques de l'histoire politique turque au cours desquelles l'intensité du niveau des dynamiques sociales et politiques est extrêmement élevée. De ce fait, le choix de l'axe de notre recherche est dans un premier temps déterminé par la sélection d'une période précise de l'histoire politique turque comme étant le début d'une orientation politique sans précédent. La date du passage au pluralisme politique partiel en Turquie a été sans doute le début de la concrétisation du dualisme au sein du système politique : d'un côté, les représentants de l'État central regroupés au tour du Parti républicain du peuple et soutenus largement par l'appareil militaire, de l'autre côté, les

¹¹ Semih Vaner, "La montée des nationalistes en Turquie", in *Etudes*, novembre 1999, No.3915, Editions Autrement, pp.437-448.

nouveaux groupes émergents en tant que représentants de la “ périphérie ” organisés dans le Parti Démocrate.

Quant à l'État de littérature de notre travail, il importe de souligner que nous avons dans une large mesure eu recours aux sources anglo-américaines qui sont très documentées sur la transformation politique de la Turquie de la période de Kemal à nos jours et sur la théorie des relations civilo-militaires. Même si l'éloignement a été pour nous parfois difficile et gênant pour la consultation rapide de documents en langue turque, il nous ait apparu au cours de la recherche utile rendant la maîtrise du sujet plus multidimensionnelle d'avoir le recul nécessaire à la synthèse des problèmes. De ce fait, il est évident que la difficulté affrontée était non négligeable pour la constitution d'une bibliographie complète théorique et historique. Il nous a été nécessaire de nous déplacer à plusieurs reprises dans le souci de bien saisir l'évolution de la vie politique. Si nous avons mis premièrement l'accent sur les données historiques, c'est en raison de notre conviction méthodologique qui envisage l'histoire comme facteur d'explication important par rapport à l'analyse purement juridique ou institutionnelle. La plupart des théories actuelles de modernisation sont marquées justement par des particularismes culturels et historiques. Cela est perceptible tant sur le plan épistémologique que sur celui de la substance. Ceci dit, étudier l'institution militaire en tant que force politique sous un angle historique et culturel nous offre sans aucun doute une vision exceptionnelle à partir de laquelle nous pouvons parfaitement retracer une évolution politique depuis sa source.

En un mot, l'analyse des relations civilo-militaires touche en effet à la fois à l'ensemble de la société dans toute son envergure et à l'histoire, d'où notre insistance sur les éléments historiques et culturels tout au long de ce présent travail. Nous n'avons pas hésité à recourir à l'aspect événementiel de la politique militaire avec l'exposé systématique des interventions dans le souci de bien saisir l'évolution de la vie politique dans son ensemble historique et culturelle.

L'un des problèmes cruciaux des pays en voie de développement est effectivement l'harmonisation et la stabilisation des rapports entre l'institution militaire et le pouvoir civil. Autrement dit, la stabilité politique et le maintien de la démocratie deviennent des objectifs préliminaires à rechercher et des préoccupations majeures à résoudre. D'une manière simple, la légitimation des interventions militaires dans le système politique est forcément basée sur les insuffisances des gouvernements civils et sur les inaptitudes du pouvoir civil au sujet de bon fonctionnement du système politique.

Quant à la littérature théorique de la sociologie politique, il est possible de dire qu'elle est extrêmement riche et variée. Ce domaine théorique se partage en plusieurs modèles de recherche tout en prenant en considération le positionnement géographique des pays ou

des régions concernés. Dans la détermination de notre choix du cadre théorique, nous avons voulu mettre l'accent sur tous les facteurs essentiels qui ont dû jouer un rôle important dans les interventions militaires. Ceci dit, le cadre théorique de notre travail repose sur la mise en perspective des caractéristiques structurelles de l'institution militaire, de la mise en lumière des caractéristiques socioculturelles et socio-politiques du peuple (la structure politique et sociale du régime, la culture politique, la base juridique du régime politique etc.) ; de l'évaluation de l'insuffisance de la structure économique et enfin du phénomène de légitimité du pouvoir politique. Il nous a paru nécessaire d'encadrer globalement les lignes générales de la séparation entre deux grandes catégories d'interprétation s'interrogeant au niveau le plus général sur le phénomène de l'interventionnisme militaire en politique. L'une qui voit dans l'armée une force de modernisation tout en privilégiant sa présence dans la sphère politique, l'autre qui fait du prétorianisme un obstacle au progrès.

Partant de ce principe tout en étant face à un problème assez compliqué, il nous a semblé assez important de n'avantager aucune variable, mais au contraire d'en énumérer un grand nombre dans l'analyse d'une question délicate. L'influence de l'appareil militaire sur le pouvoir politique civil est conditionnée et déterminée aussi bien par les caractéristiques sociales, politiques, économiques et culturelles de la société concernée que par les caractéristiques organisationnelles de l'armée elle-même.

Dans une large mesure, même si nous avons essayé de construire un cadre théorique de ce travail pour but de bien déterminer les bases des relations civilo-militaires dans le système politique, nous avons aussi voulu démontrer la probabilité de l'instauration d'une démocratie saine en Turquie. Dans le souci de trouver une réponse à la subordination de l'appareil militaire au pouvoir politique civil, nous avons donc fait allusion à diverses idées de plusieurs théoriciens actuels.

Tout au long de la première partie nous allons nous interroger sur la mise en évidence des relations Armée-Pouvoir lors de la période de Mustafa Kemal. La réalisation de la révolution kémaliste est dans une large mesure assurée par la force indispensable de l'armée turque. M. Kemal Atatürk est un officier de haut rang. Nous allons essayer de mettre au clair les relations étroites entre l'armée et les élites militaro-bureaucratiques tout au long de la période de Kemal. La base de la République kémaliste s'appuie largement sur la protection incontournable de l'institution militaire. Les élites politiques de l'époque sont en majorité des militaires et des bureaucrates. La présence du peuple dans la sphère politique et la participation des masses dans le processus de prise des décisions sont presque inexistantes. La jeune République turque vient de sortir d'une guerre terrible qui avait ravagé la quasi-totalité du pays. Dans ces circonstances sociopolitiques l'importance

grandissante de l'influence militaire dans la reconstitution totale du pays de bas vers le haut et celle de la détermination de la nature du système politique sont indiscutables et évidentes¹².

Ceci dit, nous nous concentrons donc sur les conditions sociopolitiques de la République kémaliste dans le but de définir la nature des relations Armée-Pouvoir et de clarifier le degré de l'intervention des forces armées dans le domaine politique. Il conviendra aussi de voir de près la nature des rapports de force entre l'opposition et le pouvoir kémaliste lors de cette période, puisque la nouvelle base du régime politique s'est en effet vue établie pendant la période de Kemal suite aux combats politiques qui se sont déroulés entre l'opposition et le pouvoir kémaliste reposant largement sur le protectorat de l'armée turque. Dans un dernier temps, nous essaierons également de mettre en évidence la nature de l'idéologie kémaliste dans le souci de bien analyser le fondement des relations existantes entre l'armée et le pouvoir politique. Enfin, nous tâcherons de saisir dans sa totalité les principes kémalistes et de les resituer dans la littérature des régimes politiques.

Notre préoccupation principale sera, dans le deuxième chapitre de cette partie, d'être à la hauteur de bien présenter les bases des relations Armée-Pouvoir pendant la période de M. İnönü sans passer à côté de principaux événements politiques.

D'une manière globale, notre seul but sera de mettre en évidence la nature des rapports de force entre l'armée et le pouvoir politique tout en respectant l'évolution sociopolitique du pays. Où se place l'armée turque dans le système politique ? Quels rapports existent-ils entre le pouvoir politique civil et l'armée ? Qui tient véritablement le pouvoir politique sous son contrôle : l'armée ou les forces politiques civiles ? La réponse à toutes ces questions pendant les périodes citées constituera notre tâche principale.

Quant à la première partie, nous nous pencherons sur les caractéristiques socioculturelles de l'évolution du système politique turc, sur l'institution militaire dans le but de mettre en évidence les caractéristiques organisationnelles et spécifiques de celle-ci et sur les théories explicatives dans le souci de pouvoir déterminer les causes de l'intervention militaire dans la sphère politique et les conditions du passage à un système politique pluraliste. Dans l'analyse des facteurs des relations Armée-Pouvoir, il nous paraît indispensable de traiter un sujet scientifique en profondeur dans sa totalité socioculturelle et politique. La principale préoccupation de cette partie est d'exposer et d'analyser la question posée dans la problématique de notre recherche : l'intervention politique systématique des forces armées, le fondement du système politique turc et l'usage de multiples théories dans le but de constituer la base scientifique de notre

¹² Le même cas de figure se présentait dans les pays tel que l'Algérie au sortir de la révolution de 1954.

préoccupation principale. Au cœur de notre réflexion explicative, se trouve le souci d'éclaircir un grave problème chronique : la réalisation du processus de démocratisation du système politique turc et ses difficultés internes et externes, organisationnelles et culturelles.

Il va falloir d'abord nous interroger sur la situation contemporaine du système politique turc tout en examinant l'évolution du régime, l'évolution du multipartisme et ses caractéristiques socioculturelles. De ce fait, il convient d'analyser dans une large mesure la situation contemporaine du système politique turc tout en mettant au point l'origine idéologique du régime politique turc, ses caractéristiques socioculturelles et l'évolution des grandes idées politiques dans les principaux partis turcs.

Dans l'analyse du processus de démocratisation d'un système politique, le fait de ne pas s'interroger sur l'armée elle-même nous empêcherait de bien compléter notre réflexion et d'avoir une vision scientifique complète. La réalisation de la révolution kémaliste et la création d'un nouveau système politique basé généralement sur les principes occidentaux, ont été sans doute mises au point par la participation directe et par la présence réelle de l'institution militaire turque. De ce fait, l'analyse complète de l'armée turque serait effectivement assez éclairante et utile dans la détermination de majeurs problèmes du système politique turc.

Enfin, la constitution des cadres scientifiques d'un travail, nécessite naturellement une réflexion théorique. Dans le souci de systématiser ses idées scientifiques et de constituer une base solide de réflexion, un chercheur se doit de synthétiser les informations spécifiques recueillies d'une société politique ou d'un pays quelconque par l'intermédiaire des théories explicatives. De ce fait, la mise en ordre des informations spécifiques obtenues dans le cas de la Turquie, nous oblige à nous référer à certaines théories explicatives.

Dans la dernière partie de notre thèse, nous allons nous concentrer sur les faits réels de la vie politique turque tout en essayant de démontrer la place dominante de l'institution militaire dans le processus de prise de décisions et dans la sphère politique globalement. Après avoir déterminé les cadres scientifiques de notre travail dans la partie précédente, nous allons tenter à présent de voir de près l'évolution politique, historique et culturelle du système politique turc pour éclaircir le processus de montée en puissance du pouvoir militaire dans la sphère politique. En d'autres termes, depuis le passage au multipartisme survenu en 1946, l'intervention politique des forces armées turques n'a pas été absente et la présence militaire dans la sphère politique a été justifiée au fil des années par les Constitutions, qui ont été toujours transformées à chaque coup d'État selon les exigences militaires. En effet, nous avons assisté à l'institutionnalisation de la présence militaire

dans le système politique grâce à ces coups d'État, qui définissent donc les cadres constitutionnels de la République turque. Etant donné que l'institution militaire turque a la possibilité constitutionnelle de légitimer sa présence dans le domaine politique, il ne lui reste qu'à se baser sur une raison politique fiable et forte afin d'intervenir dans le processus de prise de décisions et de justifier sa position stratégique dans la sphère politique.

Tout au long de cette partie événementielle, nous allons nous interroger sur les relations Armée-Partis politiques, sur la mise en scène de trois coups d'État militaires, sur la phase préparatoire de chaque coup d'État et sur l'institutionnalisation de la présence militaire dans le système politique. A la suite de chaque intervention militaire au sein de la vie politique, nous avons effectivement vu apparaître une nouvelle Constitution qui fut modifiée radicalement. Ceci dit, l'appareil militaire fut davantage renforcé et bien placé dans le système politique suite à chacune de ses interventions. Nous allons nous interroger également sur les moyens utilisés par l'institution militaire et sur ses efforts politiques destinés à créer une base de légitimité à sa position importante dans la sphère politique.

En dernier lieu, nous allons tâcher de mettre l'accent sur les attitudes politiques des partis à l'égard de l'intervention militaire et de l'usurpation du pouvoir politique, et de mesurer l'habileté politique de ces partis face à un danger important destiné à leurs propres marges de manœuvre. Autrement dit, la prise de position des principaux partis politiques à l'égard de chaque coup d'État militaire et la fiabilité du système politique civil face à un danger présent seront dans une large mesure examinées tout en insistant évidemment sur chaque cas différent.

Et enfin, nous essaierons de mettre en évidence l'orientation du contrôle militaire pour le maintien des principes kémalistes. En d'autres termes, la préoccupation majeure de l'armée turque est déterminée par rapport à la protection de certains principes kémalistes : le contrôle de la question kurde et le contrôle de la restauration d'un pouvoir religieux. Le problème de l'établissement de l'intégrité nationale et celui de l'indivisibilité territoriale et la protection du principe kémaliste du laïcisme, seront les raisons "légitimées" et incontournables de l'intervention politique des forces armées depuis l'apparition de la République kémaliste jusqu'à nos jours.

**PARTIE PRELIMINAIRE : LES FONDEMENTS
HISTORIQUES DES RELATIONS ARMEE-
POUVOIR EN TURQUIE**

Institut kurde de Paris

Tout au long de cette partie nous allons nous interroger sur la mise en évidence des relations Armée-Pouvoir lors de la période de Mustafa Kemal. La réalisation de la révolution kémaliste est dans une large mesure assurée par la force indispensable de l'armée turque. M. Kemal Atatürk est un officier de haut rang. Nous allons essayer de mettre en évidence les relations étroites entre l'armée et les élites militaro-bureaucratiques tout au long de la période de Kemal. La base de la République kémaliste s'appuie largement sur la protection incontournable de l'armée turque. Les élites politiques de l'époque sont en majorité des militaires et des bureaucrates. La présence du peuple dans la sphère politique et la participation des masses dans le processus de prise des décisions sont presque inexistantes. La jeune République turque vient de sortir d'une guerre terrible qui avait ravagé la quasi-totalité du pays. Dans ces circonstances socio-politiques l'importance grandissante de l'influence militaire dans la reconstitution totale du pays de bas en haut et celle de la détermination de la nature du système politique sont indiscutables et évidentes.

Ceci dit, nous nous concentrons donc sur les conditions socio-politiques de la République kémaliste dans le but de définir la nature des relations Armée-Pouvoir et de clarifier le degré de l'intervention des forces armées turques dans le domaine politique. Il conviendra aussi de voir de près la nature des rapports de force entre l'opposition et le pouvoir kémaliste lors de cette période, puisque la nouvelle base du régime politique s'est en effet vue établie pendant la période de Kemal suite aux combats politiques qui se sont déroulés entre l'opposition et le pouvoir kémaliste qui reposait largement sur le protectorat de l'armée turque. Dans un dernier temps, nous essaierons également de mettre en évidence la nature de l'idéologie kémaliste dans le souci de bien analyser le fondement des relations existantes entre l'armée et le pouvoir politique. Enfin, nous tâcherons de saisir dans sa totalité les principes kémalistes et de bien les mettre à leur place dans la littérature des régimes politiques.

Dans le deuxième chapitre de cette partie nous nous efforcerons cette fois-ci d'analyser les relations Armée-Pouvoir lors de la période de M. İnönü. Il nous appartiendra, de ce fait, de voir de près l'évolution socioculturelle et socio-politique de cette période afin de bien interpréter les relations éventuelles entre le pouvoir militaire et le pouvoir politique civil. En effet, cette période est le début et la fin de grands événements politiques : d'une part, la fin de la Seconde guerre mondiale, d'autre part, le début du processus de passage au multipartisme en Turquie. Nous essayons donc de nous interroger sur la mise en évidence des relations civilo-militaires lors de cette période politique assez mouvementée tout en nous concentrant réciproquement sur l'évolution de l'histoire politique turque à travers les événements nationaux et internationaux. Et enfin,

nous aurons l'occasion de nous attarder sur les relations internationales du pays et sur l'intégration de la Turquie dans l'OTAN et dans le système occidental afin de bien saisir la place de la Turquie au sein de l'échiquier mondial. Notre préoccupation principale sera effectivement d'être à la hauteur de bien présenter les bases des relations Armée-Pouvoir pendant la période de M. İnönü sans passer à côté de principaux événements politiques.

D'une manière globale, notre seul but sera de mettre en place la nature des rapports de force entre l'armée et le pouvoir politique tout en respectant l'évolution sociopolitique du pays. Où se place-t-elle l'armée turque dans le système politique ? Quels rapports existent-ils entre le pouvoir politique civil et l'armée ? Qui tient véritablement le pouvoir politique sous son contrôle : l'armée ou les forces politiques civiles ? La réponse à toutes ces questions pendant les périodes citées constituera notre tâche principale.

Institut kurde de Paris

CHAPITRE 1 LES RELATIONS ARMEE-POUVOIR DURANT LA PERIODE DE ATATÜRK

La République de Turquie fut créée en 1923 à la suite d'une guerre de libération menée contre les forces d'occupants Alliés à la fin de la Première Guerre mondiale. Les données militaires et politiques de ce processus diffèrent sur plusieurs points des données générales en ayant existé jusqu'en 1914.

Dès 1918 et officiellement après la signature en 1920 du traité de Sèvres, ni l'enjeu, ni les protagonistes ne restent les mêmes¹³. D'abord une grande partie du pays est occupée. Ensuite l'équipe qui se charge de libérer le territoire n'est plus celle qui vient de capituler et la tâche qu'elle se fixe, à part la libération, ne vise pas la résurrection de l'empire. Dans cette nouvelle configuration, le point de rupture se situe indéniablement dans l'enjeu défini par les chefs militaires, Kemal Atatürk¹⁴ et ses amis. Le nouveau pari consiste à transformer de fond en comble la structure de la domination patrimoniale ottomane pour mettre à sa place une domination légale et rationnelle. Cette transformation comporte deux processus parallèles dont l'un vise l'annihilation du double référent religieux-patrimonial et l'autre la mise en place d'un référent moderne et rationnel calqué sur l'Occident. Ces deux processus, dans une deuxième étape, se confondent en un seul et donnent naissance au processus national. Comme l'observe Jean Pierre Derriennic : " Kemal y joue personnellement un rôle considérable, alliant la maîtrise des symboles collectifs, le sens du spectaculaire, le talent pédagogique, et l'autoritarisme souvent brutal. L'atmosphère de la Turquie de cette époque s'apparente à la fois à celle d'une caserne et à celle d'une école primaire. Ce qui différencie la dictature kémaliste de ses homologues européennes, avec lesquelles elle a beaucoup de caractères institutionnels en commun, c'est qu'ici l'école est

¹³ Didier Billion, " La Politique extérieure de la Turquie : une longue quête d'identité ", Harmattant, 1997, p. 14.

¹⁴ Gazi Mustafa Kemal Atatürk (1881 Salonique- 1938 Istanbul), commandant en chef de l'armée, premier président de la République, fondateur du Parti républicain du Peuple, dit " fondateur de la Turquie moderne ". Son nom signifie " Père des turcs ".

authentique et non une simple mise en scène destinée à camoufler la caserne”¹⁵. La nation, conçue au départ comme simple moyen pour faire démarrer ces deux processus, devient par la suite la substance même du discours républicain ou encore l’unique lieu légitime de la nouvelle domination légale. Concept apparaissant par et dans le discours de l’élite, la nation turque est une entité, qui voit le jour par la rupture politique et c’est sur elle que l’élite cherchera à asseoir sa domination¹⁶. Dans ce chapitre, après avoir examiné les processus de l’instauration des institutions modernes (Institutions Républicaines) et d’annihilation des institutions traditionnelles, nous allons nous interroger de près sur les efforts de mise en œuvre d’une nouvelle identité nationale et à partir de-là sur les principaux axes du volontarisme civilisateur de l’élite jacobine turque.

Nous pouvons considérer que la période de 1923 à 1938 était une phase de “militarisme sans militaire”. En effet l’armée turque est intervenue dans la vie politique non pas d’une manière indépendante du pouvoir politique civil, mais plutôt sous son contrôle ; et la politique révolutionnaire apparaît essentiellement comme un combat continu mené par les militaires et les élites politiques issues du système militaire. L’armée agit sur l’État par l’intermédiaire du cadre civil qu’elle a constitué. La période au cours de laquelle l’élément essentiel de l’évolution politique était d’assurer “ l’instauration de la nation ”. Les Kémalistes qui se considèrent comme l’appui fondamental de l’État , tirent leur principal pouvoir de la politique révolutionnaire justement de l’armée elle-même¹⁷.

Les élites kémalistes qui, pensent détenir le monopole de la bonne politique à suivre et ont pour objectif de la faire partager par le peuple, n’ont qu’une force unique, organisée et opérationnelle : c’est l’Armée. On se trouve cette fois-ci devant une armée qui n’a plus la même ambition que celle qui avait étouffé la révolte du 31 mars sans opprimer l’opposition et joué un rôle d’arbitre en faveur des Progressistes. Mais c’est plutôt une armée qui a investi le parti et a supprimé l’opposition au nom des élites kémalistes.

L’armée est devenue la force fondamentale de la révolution kémaliste après avoir été le champ de bataille entre les Kémalistes et l’opposition composée de certains généraux de la guerre de libération durant les années 1923-1927. Kemal et ses amis fidèles ont supprimé tous les obstacles qui se trouvaient sur leur chemin politique afin de pouvoir faire accepter leurs choix idéologiques au peuple. Kemal était en effet muni des pleins pouvoirs pour diriger librement la Turquie en conseillant au gouvernement et à l’Assemblée nationale¹⁸.

¹⁵ Jean Pierre Derriennic, “ Le Moyen-Orient au XX e siècle ”, A. Colin, 1980, p.67.

¹⁶ Voir, Bernard Lewis, “ Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne ”, Fayard, Paris, 1988.

¹⁷ Ali Kazancigil, “ Turkiye’de Modern Devletin Oluşumu ve Kemalizm ”, In Ersin Kalaycioglu et Ali Yasar Saribay, “ Turk Siyasal Hayatinin Gelisimi ”, Beta, Istanbul, 1986, pp. 181-182.

¹⁸ Paul Dumont, “ Mustafa Kemal ” (trad. En turc), Kultur Bakanligi, Ankara, 1993, pp. 124-125.

Quant à la période de 1927 à 1938, même si l'armée était préoccupée par sa recomposition institutionnelle, elle apparaissait sans doute comme la gardienne active du régime kémaliste.

SECTION 1) LA PHASE 1923-1927 : L'ARMÉE TURQUE, AVANT-GARDE PRINCIPALE DE LA REVOLUTION KEMALISTE

Dans cette section, nous essaierons de déterminer la position de l'armée turque dans le système politique et ses relations étroites avec le pouvoir politique kémaliste. Nous mettrons en quelque sorte l'accent sur le rôle que l'armée se réserve dans le régime politique. Tout en étant conscient de la nature du régime politique, l'armée turque préfère se retirer de la scène politique tout au long de cette période. L'armée se présente donc comme l'avant-garde principale de la révolution kémaliste. Etant donné que le fondateur de la République est lui-même à la tête du pays, l'armée peut se retirer de la vie politique active tout en restant bien sûr à la disposition permanente des Kémalistes afin qu'ils puissent utiliser la force, si nécessaire, contre toute sorte de menace importante destinée à remettre en cause la légitimité du nouveau régime politique. Il conviendra aussi de souligner l'importance de l'armée du point de vue des kémalistes dans la réalisation de la révolution et dans la mise en pratique des principes kémalistes.

§1) La proclamation de la République : enjeu des relations entre Atatürk et l'armée

Pour les Turcs, la position centrale de l'armée a perduré au cours des temps. De nombreux indices témoignent de la position dominante occupée par l'institution militaire en Turquie. La République turque fut fondée en 1923 par les chefs de l'armée.

Pendant toute la durée de la guerre de libération, l'effort principal est fourni par l'armée, mais Kemal a préféré tout de même faire constituer à Ankara un Parlement. L'assise nationale et représentative de la guerre est assurée par cette institution, qui prend d'ailleurs très au sérieux sa fonction législative. Plus d'une fois en effet, Kemal lui-même rencontre une vive résistance des députés lors de la prolongation des pouvoirs spéciaux du gouvernement pour mener la guerre. Certes, à la libération ce conflit prend fin. Le Sultan est chassé et le pouvoir appartient seul au Parlement. Mais alors un autre problème relatif aux relations entre l'autorité civile et militaire revient à l'ordre du jour. Kemal lui-

même est le chef incontesté du pouvoir militaire et civil : les autres généraux victorieux font partie également de l'Assemblée nationale¹⁹.

A) *LA TENTATIVE KEMALISTE D'ELIMINER LES ELEMENTS OPPOSANTS DANS
L'ASSEMBLEE NATIONALE*

Le Parlement prend en effet la décision de procéder à des élections législatives anticipées²⁰. D'une part, Kemal réorganise le Parti du Peuple, d'autre part, il s'efforce d'éliminer l'opposition du premier Parlement, opposition dont les membres constituent le Second groupe²¹ et finalement, il s'en sort avec succès²².

Le Parlement avait commencé ses fonctions le 12 août 1923. Mais Kemal, malgré tous ses efforts, n'avait pas réussi à composer un Parlement aussi homogène qu'il espérait²³. Mais il se retrouvait plutôt devant un Parlement divisé, prêt à poser toute sorte de questions qui risquaient de mettre en difficulté le régime kémaliste dans ses pratiques politiques. D'ailleurs l'opposition s'est clarifié à partir de l'élection de Ali Fethi Bey au poste de Premier ministre le 17 août 1923. Kemal a voulu imposer aux généraux-députés de faire leur choix entre l'armée ou éventuellement la politique en se rendant compte des inconvénients du fait qu'une seule personne pouvait être à la fois député et militaire. Les raisons fondamentales de la volonté d'écarter des généraux-députés de leurs fonctions parlementaires étaient que Kemal visait, d'une part à garder l'armée sous son contrôle ; et d'autre part à empêcher l'infiltration de l'opposition à la base de l'armée, qui risquait de présenter un danger majeur : provoquer un clivage politique au sein de l'armée et mettre en péril la révolution kémaliste. En un mot, il s'agissait tout simplement de la conquête du pouvoir politique parmi les membres de l'armée pour contrôler la situation politique²⁴.

¹⁹ Mahmut Gologlu, " Cumhuriyete Dogru ", Ankara, 1971, p.159.

²⁰ D'une part, Kemal essaie d'éliminer le groupe d'opposition du Parlement et d'autre part, il espère constituer un Parlement homogène qui mettrait rapidement en œuvre ses politiques radicales. Cf. Kilic Ali, " Kilic Ali Hatiralarini Anlatiyor ", Sel Yayinevi, Istanbul, 1955, p.119.

²¹ Dans la Première Assemblée il n'existait pas de véritables partis politiques, de nombreux groupuscules et factions se constituèrent dès le départ. Pour assurer un semblant d'ordre aux séances, Kemal réunit ses partisans en un groupe appelé " le Groupe pour la Défense des Droits de l'Anatolie et de la Roumélie ", plus connu sous le nom de " Premier Groupe " (10 mai 1921). Cela poussa ses opposants à former leur propre groupe appelé le " Second Groupe ".

²² Tuncay Mete, " Turkiye Cumhuriyetin'de Tek parti Yonetiminin kurulmasi ", Yurt yayinlari, Ankara, 1981.

²³ Pour avoir une vision assez large au sujet de l'apparition de plusieurs groupuscules dans la première Assemblée Nationale. Cf. Ihsan Gunes, " Birinci Turkiye Buyuk Millet Meclisinin Dusunsul Yapisi ", Anadolu Universitesi Yayinlari, Eskisehir ; Omur Sezgin, " Turkiye Kurtulus Savasi ve Siyasal Rejim Sorunu ", Birey ve Toplum Yayinlari, Ankara, 1984.

²⁴ Cemil Kocak, " Siyasi Tarih 1923-1950 ", in " Turkiye Tarihi 4 : Cagdas Turkiye 1908-1980 ", Cem Yayinevi, Istanbul, 1990, pp.97-98.

La difficulté de l'abolition du califat par l'Assemblée nationale, poussa Kemal à prendre contact avec le milieu universitaire et la presse écrite, pour trouver évidemment un compromis et obtenir l'accord de l'armée. D'ailleurs Kemal avait présenté la décision de l'abolition du califat à tous les commandants de l'armée à l'occasion d'exercice de l'Ecole de guerre les 15 et 20 février 1924 à Izmir. Après avoir assuré l'appui fondamental du Comité du commandement de l'armée, Kemal rapporta la proposition de loi relative à l'abolition du califat au Parlement et obtint son adoption le 3 mars 1924.

A été adopté pendant la même audience l'abolition de l'ancien statut de l'État-major. D'après la nouvelle loi du 3 mars 1924 définissait un nouveau statut pour l'État-major plus autonome vis-à-vis du Parlement. La transformation du statut mettant en cause un nouveau positionnement plus avantageux de l'armée dans l'appareil de l'État était sans doute destinée à attribuer à l'armée les nouvelles fonctions.

Il convient de préciser que l'objectif essentiel de cette loi était d'assurer l'autonomie de l'armée vis-à-vis du Parlement, sans aucune diminution des fonctions de l'État-major dans l'appareil étatique facilitant le contrôle de Kemal sur l'armée. Avec cette nouvelle réglementation, l'armée, soi-disant écartée de la vie politique, est devenue un appareil coercitif sous le contrôle de Kemal pour faire pression, le cas échéant, sur le Parlement, dans le but d'assurer l'application et l'élaboration de la révolution kémaliste.

Malgré toutes sortes d'empêchements forcés et appliqués par les kémalistes avant les élections législatives de 1923 à l'opposition, les élites kémalistes n'avaient toujours pas réussi à constituer un Parlement plus homogène. Lors des élections législatives de 1923, afin de pouvoir empêcher toute sorte des critiques qui sont destinées à remettre en cause la légitimité du régime politique en place, les kémalistes décidèrent d'adopter la " loi de la trahison à la Patrie " (*Hiyaneti Vataniye Kanunu*)²⁵. Kemal et son noyau dur ont été en quelque sorte obligés de négocier avec leurs opposants politiques sur certaines questions. Tout au long du processus de révolution kémaliste, l'armée, en tant que force unique et bien organisée, a su utiliser sa force pour contrôler le Parlement tout en exerçant des pressions sur lui.

Pour que l'armée sauvegarde l'autorité centrale en toutes circonstances tout en faisant œuvre de reconquête, cela nécessite l'unification du pouvoir politique et du pouvoir militaire. Cette idée est devenue très rapidement une réalité, puisque la plupart des prometteurs des idées nouvelles dans l'Empire Ottoman étaient des intellectuels de l'armée. Cependant, les civils font cause commune avec eux et créent ce qu'on a appelé l'alliance des Forces Vives, qui va marquer l'histoire contemporaine turque.

²⁵ Sevket Sureyya Aydemir, " Tek Adam : Mustafa Kemal ", C. 3, Remzi Kitabevi, Istanbul, 1983, p.84.

Dans la composition de la première Assemblée réunie à Ankara le 23 avril 1920, on pouvait déjà observer une participation significative des représentants de l'Armée. Le sixième du Parlement²⁶ était composé de presque tous les commandants des grandes unités illustrés dans la victoire. La deuxième législature était également massivement influencée par les militaires puisque les trois Commandants des forces armées s'y trouvaient avec une forte participation. D'ailleurs, les contingents de Préfets ont toujours été occupés par des officiers militaires lors des périodes exceptionnelles ou en cas d'urgence.

Nous pouvons affirmer sans crainte que c'est par la volonté irrésistible d'une poignée d'hommes armés que cette transfiguration de la société turque s'est réalisée. Avec des moyens limités, mais en procédant à une politique de faits accomplis successifs on pousse le pays vers une transformation radicale avant que toute opposition se soit manifestée.

Devant l'importance indiscutable de l'armée dans le processus de prise des décisions, un combat sans précédent du contrôle de l'armée avait été déclenché entre les Commandants du Second groupe, Kazim Karabekir, Ali Fuat, Refet Bele et les Kémalistes. Quelles sont les raisons fondamentales de cette lutte d'influence ? Il est en effet difficile à admettre que les Commandants opposants étaient contre la révolution et contre Kemal, puisqu'ils avaient mené une guerre terrible ensemble²⁷. La contradiction essentielle existante entre Kemal et ses rivaux se situait au niveau du partage du pouvoir politique. Les principaux opposants craignaient en effet d'être notamment éliminés tôt ou tard par Kemal²⁸. Ils souhaitaient en quelque sorte " une Oligarchie des Commandants " prétextant que Kemal était en train d'asseoir un pouvoir absolu, un pouvoir hégémonique au sein de l'État. Ils voulaient faire accepter à Kemal le rôle de " Primus inter partes ", mais celui-ci avait l'intention de faire confirmer à chaque reprise les décisions qu'il prenait. D'ailleurs, cela n'était pas toujours sûr avec l'existence de ces opposants et il ne voulait en aucun cas partager le pouvoir avec l'opposition politique sous prétexte de ne pas retarder la mise en application de la révolution kémaliste²⁹. Il avait préféré travailler avec une équipe plus ou moins homogène et soumise à toutes ses décisions révolutionnaires. Ce genre d'équipe pouvait n'être constituée que de personnes qui lui devaient leur existence politique.

²⁶ Frederick W. Fery, " The Turkish Political Elite ", M.I.T. Press, Cambridge, 1965.

²⁷ Esat Oz, " Tek Parti Yonetimi ve Siyasal Katilim ", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1992, p.83.

²⁸ Erik Jan Zürcher, " Atatürk ve Muhalefet : 1924'teki Çok Partili Demokrasi ", Tarih ve Toplum, Ocak 1988, Sayı 49, p.16.

²⁹ Kurtulus Kayali, " I. TBMM'nde Muhalef ", Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Turkiye Ansiklopedisi, C. 5, Iletisim Yayinlari, pp. 1164-1165.

Nous n'avons pas assez d'informations concernant les efforts concrets consacrés par les Généraux du Second groupe dans le but de ne pas être totalement écartés du pouvoir tout en restant attachés à l'armée, qui étaient réunis sous le Parti républicain Progressiste (PRP)³⁰. Néanmoins, on a certaines informations selon lesquelles Kemal et ses élites politiques de la nouvelle République avaient pris des mesures de poursuite à l'encontre de ces opposants. Nous pouvons tirer une brève conclusion selon laquelle Kemal était parvenu à garder l'institution militaire sous son contrôle tout en imposant à ses opposants de démissionner de leurs postes dans l'armée. En effet, le choix des Généraux du Second groupe de quitter l'armée pour rentrer dans la vie politique pouvait s'expliquer par le fait que Kemal avait gagné le combat contre ses adversaires et ces derniers voulaient prendre leur revanche en continuant la bataille au Parlement.

B) L'OPPOSITION DES GÉNÉRAUX DU SECOND GROUPE CONSTITUÉE EN PARTI POLITIQUE : LE PARTI RÉPUBLICAIN PROGRESSISTE (PRP) ET LES KEMALISTES

Le Parti Républicain Progressiste (PRP) fut fondé le 17 novembre 1924 par Ali Fuat Pasa, Besin Bey et Muhtar Bey. La volonté de Kemal de créer un parti politique afin d'établir une unification solide au niveau des idées et des pratiques politiques, avait sans doute poussé ses opposants politiques à former leur propre groupe politique dans le Parlement dans le souci de rester solidaire contre le parti politique kémaliste³¹. La création de ce Parti fut interprétée comme étant une récupération par le " PRP " de vestiges de la tradition ottomane dans ses objectifs, d'une part ; et des idées du libéralisme dans le domaine religieux, politique et économique d'autre part. D'après Timur³², l'idée d'un nouveau Parti politique était la dernière étape de déclaration de la guerre des classes dominantes contre Kemal. Kazim Karabekir qui a été désigné à mener ce combat politique à la tête du nouveau parti en tant que principal représentant de la bourgeoisie du commerce d'Istanbul. Selon Karpat³³, le Parti Républicain Progressiste avait l'intention de poursuivre un but ultime, celui de protéger les libertés individuelles contre " l'objectif oligarchique " des élites kémalistes.

³⁰ Afin d'avoir plus d'informations sur l'origine du Parti républicain Progressiste, Cf. Omur Sezgin et Gencay Saylan, " Terakkiperver Cumhuriyet Firkasi ", Cumhuriyet Donemi Turkiye Ansiklopedisi, Iletisim Yayinlari, C. 8, pp.2043-2046.

³¹ Walter Weiker, " Political Tutelage and Democracy in Turkey : The Free Party and its Aftermath ", Leiden, E., J. Brill, 1973, p.44.

³² Taner Timur, " Turk Devrimi ve Sonrasi 1919-1946 ", Imge Kitabevi, Ankara, 1997, p.89.

³³ Kemal Karpat, " Turk Demokrasi Tarihi, Sosyal, Ekonomik, Kulturel Temeller ", Istanbul, 1967, p.45.

Ates³⁴, quant à lui, estime que ce nouveau Parti était fidèle à la révolution et à la République, mais l'apparition d'un nouveau parti d'opposition, qui avait encouragé les opposants contre-révolutionnaires (les royalistes), pourrait sans doute être nuisible au régime politique kémaliste. Cependant, le contrôle d'une administration révolutionnaire kémaliste nécessitait certainement l'existence d'une opposition multidimensionnelle pour être efficace dans son but. De ce fait, les opposants contre-révolutionnaire n'ont pas tardé à s'infiltrer dans ce parti politique pour atteindre leur objectif. Par conséquent, nous pouvons estimer que la visée principale de l'opposition (PRP) était d'organiser avant tout l'opposition contre le régime politique afin de faire pression sur Kemal et de l'obliger à partager le pouvoir politique avec elle.

L'adoption de la loi concernant le Grand Conseil militaire était la dernière étape du combat entre Kemal et ses opposants militaires pour conquérir l'Armée. Kemal a voulu institutionnaliser sa souveraineté sur l'armée par l'intermédiaire de l'adoption de cette fameuse loi qui lui permettait d'éviter beaucoup de dangers politiques : le maintien de fragile équilibre des rapports de forces dans la vie politique et l'utilisation des forces armées pour réaliser les réformes radicales. Quant aux Généraux de l'opposition, puisqu'ils n'étaient pas parvenus à établir leur contrôle sur l'Armée, ils se sont donc efforcés de rendre celle-ci impartiale. Autrement dit, ils espéraient au moins obliger l'Armée de jouer un rôle d'arbitre dans leur combat politique avec les kémalistes. C'est pour cette raison qu'ils ont essayé d'empêcher à tout prix l'institutionnalisation de la souveraineté de Kemal sur l'Armée tout en souhaitant que l'équilibre de choses se retourne en leur faveur. L'essentiel des critiques visait principalement l'article 1(a) de cette loi était que Kemal avait pouvoir absolu de nommer tout seul les officiers dans l'appareil militaire. Lors de la discussion de ce projet de loi, a commencé la révolte de Sheikh Said³⁵, le 13 novembre 1924, qui a entraîné une pression grandissante sur le parti d'opposition (PRP) et a accéléré le processus de sa disparition de la vie politique active. Le Premier ministre Ali Fethi Bey a demandé aux fondateurs du Parti Républicain Progressiste de dissoudre immédiatement leur parti le 25 février 1925 en ajoutant par la suite que si tel n'avait pas été le cas, cela aurait provoqué un bain de sang³⁶. Selon le même auteur, dès la mise en place des Tribunaux d'Indépendance, ceux-ci ont tout

³⁴ Toktamis Ates, "Turk Devrim Tarihi", 2. Basım, Der. Yayınları, İstanbul, 1982, p. 285-286.

³⁵ Pour avoir plus de détail sur la révolte de Sheikh Said, Cf. Mete Tuncay, "Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek-Parti Yönetimi'nin Kurulması", Yurt Yayınları, Ankara, 1981, pp. 127-136 ; Ergun Aybaras, "İstiklâl Mahkemeleri", Dokuz Eylül Üniversitesi Yayınları, İzmir, 1988, pp. 261-292.

³⁶ Ali Fuat Cebesoy, "Siyasi Hatıralar", Cilt 1-2, Vatan Nesriyatı, İstanbul, 1960, p.143.

d'abord commencé à s'occuper du Parti républicain Progressiste ainsi que de la presse istanbouliote avant d'accomplir leur mission principale : la révolte de Sheikh Said³⁷.

En attendant, on a pu constater l'existence d'une division entre les radicaux et modérés au sein du Parti républicain du peuple. Ali Fethi Bey, représentant de l'aile des modérés, défendait qu'on pouvait supprimer cette révolte par les lois en vigueur. Cependant, la question fondamentale n'était pas seulement la répression de la révolte, mais surtout l'élimination de toute force contre-révolutionnaire potentielle. Lors de la discussion du projet de la loi pour le maintien de l'ordre, proposé par les radicaux, prévoyant de sévères mesures, la divergence d'idées avait créé des tensions au sein même du Parti républicain du peuple : l'intervention de Kemal en faveur des radicaux fut nécessaire pour mettre un terme à ce problème. Avec la démission de Ali Fethi Bey, la loi dite "loi pour le maintien de l'ordre" a été votée le 4 mars 1925, qui a donné plein de pouvoirs extraordinaires au gouvernement formé sous la présidence d'Inönü. La loi martiale a été proclamée et les Tribunaux d'Indépendance (des cours de justice révolutionnaires créées en 1920 pour juger les crimes de trahison) ont réapparu. La situation était critique, un soulèvement populaire ayant éclaté à l'Est de l'Anatolie. Ce mouvement n'avait pas tardé à se développer rapidement car les rebelles qui s'étaient répandus à travers les 14 départements en avaient occupé deux : Ergani et Elaziz. Il fallait réagir vite. La grande Assemblée nationale a adopté la fameuse loi pour le maintien de l'ordre en dépit de toute critique adressée par le Parti Républicain Progressiste. Une loi qui a accordé au gouvernement plein de pouvoir dans sa lutte, non seulement contre toute rébellion mais aussi pour réprimer toute activité qui lui paraîtrait nuisible. L'article 1^{er} de cette loi est particulièrement évocateur : " Le gouvernement est autorisé avec approbation du président de la République, Kemal lui-même, à interdire toute sorte d'organisation, d'activité et de publication qui aurait pour objet d'inciter à la rébellion, à la réaction ou de compromettre l'ordre social, le calme, la paix et la sécurité du pays. Ceux qui participent à ses activités pourront être envoyés devant les Tribunaux d'Indépendance qui ont été créés par cette loi ". En résumé, les Tribunaux d'Indépendance ont permis au gouvernement en place de se débarrasser de toute l'opposition politique existante tout en favorisant les détenteurs du pouvoir local de neutraliser intégralement leurs adversaires sociaux et politiques dans leur région³⁸.

Après avoir réprimé la rébellion, le régime politique n'a pas hésité à suspendre plusieurs journaux et à arrêter plusieurs journalistes. Plusieurs chefs organisateurs du

³⁷ ibid. p. 152, 157 et 160.

³⁸ A. Turan Alkan, " Istiklâl Mahkemesi'nin Sivas Gunleri ve Muhaliflerin Tasfiyesi (III) ", in Tarih ve Toplum, Nisan 1989, Sayı 64, p.19. et A. Turan Alkan, " Istiklâl Mahkemeleri ", Agac Yayinlari, Istanbul, 1993.

soulèvement, dont le Sheikh Said, ont été pendus³⁹. Bien que le Parti républicain progressiste n'ait pas eu d'organisation dans la région où la rébellion s'est produite, plusieurs extrémistes l'ont accusé. Sur la demande du Tribunal d'Indépendance, le gouvernement a pris la décision de dissoudre le Parti républicain progressiste. Dès lors, İnönü est resté, sans conteste, le Chef suprême de l'administration et du gouvernement, ceci jusqu'en 1937 puisque après cette date, il a été exclu du pouvoir pour une courte durée.

La dissolution du Parti républicain progressiste nous a bien démontré la victoire absolue de Kemal et de son équipe sur les généraux d'opposition. Certes, après la dissolution, la mise en place de mesures sévères, restrictives, prises par les Kémalistes s'accélérent. L'armée et les Tribunaux d'Indépendance sont les deux appuis fondamentaux du régime kémaliste durant toute la révolution.

Nous pouvons tenter de résumer brièvement cette période au cours de laquelle certaines caractéristiques fondamentales méritent d'être soulignées. L'élite civile n'est plus l'acteur principal de la lutte politique à partir de 1923 par rapport à l'élite militaire, quant à elle, qui était très bien placée dans le système politique. Tout au long des vingt années qui suivirent l'apparition de la République turque, on a dû imposer d'en haut par la force des réformes radicales sans aucun accord du peuple⁴⁰. Par la suite, le resurgissement de plusieurs petits groupuscules apparus au sein de l'armée turque au sujet du partage du pouvoir politique nous a clairement prouvé l'absence de l'élite civile dans le système politique. L'accroissement de l'influence militaire dans la vie politique de 1876 et 1908 atteignant son niveau ultime en 1923, en se caractérisant par la limitation de toute sorte de liberté individuelle⁴¹. Il convient de préciser que les kémalistes n'ont jamais toléré l'apparition de quelque force d'opposition qui pourrait être susceptible de mettre en cause la légitimité de leurs réformes. Dans le souci de contrôler les mécontentements populaires et de les canaliser dans un sens voulu, ils n'ont pas hésité à créer l'opposition surveillée et fidèle à leurs idées politiques. La liquidation totale de toute opposition formelle nous amène à avancer l'idée que l'administration en place, d'une part ne tolérait guère de groupes d'opposition issus du PRP ; et d'autre part, essayait de faire accepter son autorité absolue grâce à l'appui inconditionnel de l'armée.

³⁹ Pour bien comprendre la révolte de Sheikh Said et avoir une vision académique en la matière : voir, Robert Olson, " The Emergence of Kurdish Nationalism and the Sheikh Said Rebellion, 1880-1925 ", University of Texas Press, 1989.

⁴⁰ Feroz Ahmad, " The Turkish Experiment in Democracy 1950-1975 ", Colorado, Westview Press, 1977, p.9. (Ce même ouvrage a été actualisé par Ahmad sous la publication plus récente en langue turque : " Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980) ", Hil Yayin, Istanbul, 1994).

⁴¹ Kurtulus Kayali, " Ordu ve Siyaset : 27 Mayıs-12 Mart ", Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1994, p.43.

§2) Le Kémalisme : la nouvelle idéologie de l'Armée

Mais qu'est-ce que l'idéologie kémaliste ? Par quelles idées nouvelles et puissantes Kemal a-t-il pu imposer sa conception du gouvernement ? Quels sont les choix et les orientations propres à son initiateur et à ses interprètes ?

L'idéologie kémaliste est avant tout héritée des mouvements modernistes nés à la fin de l'Empire ottoman déclinant. Comme nous l'avons vu, l'Armée a joué un rôle essentiel par sa résolution à désorientaliser la Turquie et à lui imposer de force une occidentalisation par le haut. Le parti unique ou Parti Républicain du Peuple (PRP), fondé par Kemal en 1923 devient également le vecteur porteur de l'idéologie de l'État tel que son chef le conçoit.

Quelles que soient les modalités réelles de la présence de l'islam en tant que religion et style de vie dans la société turque, au début de ce siècle, Kemal ne pouvait porter sur elles qu'un jugement négatif étant donné sa conversion totale et enthousiaste au principe positiviste : principe selon lequel la civilisation occidentale était la seule capable de promouvoir une nation moderne, de guider un progrès historique conforme aux visées communes de tous les hommes. A ses yeux " les peuples non civilisés sont condamnés à rester sous les pieds de ceux qui sont civilisés "42, mais " la nation turque marchant en avant sur la route du progrès a perçu avec une grande joie que les obstacles qui, constamment, pendant des siècles, ont empêché la Turquie de rejoindre les nations civilisées, ont été levés "43

Déjà, Abdullah Cevdet, directeur du périodique *Ictihad*, avait enseigné dans le même sens qu' " il n'y a pas de seconde civilisation ; civilisation signifie civilisation européenne et elle doit être importée avec ses roses et ses épines44 ". Mais Kemal va plus loin que les militants idéologues : il s'attaque de front aux supports symboliques les plus anciens et les mieux enracinés de l'identité islamique en tant que réalité sociale et culturelle. Non content d'abolir l'institution du califat-sultanat qui n'était somme toute qu'une idée abstraite pour la majorité du peuple, il intervient au niveau de la conscience individuelle en remplaçant le fez par le chapeau, le costume traditionnel par le costume européen, le calendrier hégirien par le calendrier grégorien, l'alphabet arabe par l'alphabet latin, la charia par le code suisse. " Nous devons nous libérer de ces signes

⁴² Cf. le chapitre de Serif Mardin, " Religion and Secularism in Turkey ", in Atatürk, Founder of a Modern State, Londres, 1981. (le même ouvrage a été traduit et publié en français : Ergun Özbudun et Ali Kazancigil (dir.), " Atatürk : fondateur de la Turquie moderne ", UNESCO, Paris, 1984).

⁴³ Cité par B. Lewis, " Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne ", Fayard, Paris, 1988, p.268.

⁴⁴ Ibid., p. 267-268.

incompréhensibles (l'alphabet arabe) qui, pendant des siècles, ont maintenu nos esprits dans un étau de fer... La vieille littérature est condamnée à disparaître ⁴⁵”

Prenant en considération les deux textes suivants :

“ Monsieur, il était nécessaire d'abolir le fez qui se dressait sur la tête de notre nation comme un emblème d'ignorance, de négligence, de fanatisme, de haine du progrès et de la civilisation, pour accepter à sa place le chapeau, la coiffure utilisée par tout le monde civilisé, démontrant ainsi que la nation turque, dans sa mentalité et à d'autres égards, ne diverge en rien de la vie sociale civilisée. ”

“ Messieurs, le peuple turc qui a fondé la République turque est civilisé; il est civilisé selon l'histoire et selon la réalité. Mais je vous dis comme votre frère, comme votre ami, comme votre père, que le peuple de la République turque qui prétend à être civilisé, doit montrer et prouver qu'il l'est par ses idées et sa mentalité, par sa vie familiale et sa manière de vivre. En un mot, le peuple vraiment civilisé de la Turquie... doit prouver qu'il l'est par son aspect extérieur... Je suis d'accord avec vous. Ce mélange grotesque de styles n'est ni national, ni international... Mes amis, il n'y a nul besoin de chercher à faire revivre le costume de Turan... ⁴⁶”

Nous percevons clairement dans ces déclarations une volonté de dé-symbolisation et de re-symbolisation d'une existence collective. Ce ne sont pas les caractères arabes en eux-mêmes qui sont visés, mais une pratique culturelle séculaire qui a verrouillé les esprits ; ce n'est pas le chapeau en tant que tel qui est préféré au fez, mais le symbole d'une civilisation “ selon l'histoire et selon la réalité ” contre celui de l'ignorance, de la négligence.... En s'attaquant à l'aspect extérieur de chaque Turc, le révolutionnaire espérait modifier durablement la mentalité collective⁴⁷.

Jusqu'à quel point peut-on et doit-on couper un peuple de son capital symbolique, de sa vie quotidienne pour l'engager dans une histoire et une culture totalement étrangère ? Peut-on et doit-on préserver un peuple de toute influence étrangère au point de l'enfermer dans la seule phase de sa propre histoire ?

La démarche radicale de Kemal a introduit une certaine mobilité dans la vie politique, institutionnelle et culturelle, mais au prix d'une coupure aggravée par l'héritage ottoman, oriental. Au surplus, le saut du révolutionnaire hors du cadre de la pensée réformiste ne

⁴⁵ Ibid., p. 278.

⁴⁶ Ibid., p. 268-269.

⁴⁷ Esat Oz, op. cit., p.99.

garantissait nullement le passage à ce qu'il considérait comme étant la modernité. La société turque des années vingt ne disposait ni des ressources économiques, ni des universités, ni des chercheurs scientifiques et des intellectuels qui pouvaient, comme en Occident, donner un contenu substantiel à la modernité. D'une manière générale, on peut admettre que les intellectuels ottomans se sont largement efforcés vers la fin de l'Empire ottoman de trouver une solution durable aux crises perpétuelles en s'interrogeant sur les nouvelles idées politiques européennes : le positivisme, le nationalisme, le populisme et le solidarisme⁴⁸. En outre, l'idée politique kémaliste était dans une large mesure influencée par certaines idées politiques ottomanes.

Revenant encore sur le contenu de l'idéologie du parti unique, l'idéologie kémaliste qui se résume en six points symbolisés par les six flèches figurant sur sa bannière : 1) Nationalisme (mais non pan-turquisme), 2) Etatisme (sans aller jusqu'à une conception socialiste), 3) Laïcisme (sans hostilité apparente à l'égard de la religion), 4) Républicanisme (acquis irréversible du kémalisme), 5) Révolutionnaire (non sur le plan social, au niveau institutionnel), 6) Populaire (souhait d'une société homogène, sans lutte de classes et sans privilèges). Chacun de ces principes sera un leitmotiv du régime et fera l'objet d'un endoctrinement systématique à l'école primaire. La caserne prendra la relève. On y retrouve les mêmes excès comme celui d'aller jusqu'à considérer la nation toute entière comme membre du parti unique.

En examinant toutes les réformes kémalistes, on trouve des orientations constantes qui se prolongent jusqu'à nos jours et qu'il convient d'étudier sur deux niveaux, politique et économique.

Au niveau politique, une nette transformation s'est opérée dans un sens évidemment progressiste quand on compare ce qu'était le pays avant et ce qu'il est devenu après le passage à la République. La définition d'une Nation pour un peuple méconnaissant traditionnellement le nationalisme, la création d'un Etat républicain, pour l'immense majorité conception impossible à réaliser, et qui plus est que cet Etat ait été laïc et modelé sur les institutions occidentales, voilà qui prit les aspects d'une révolution.

Il faut tenir compte du fait que la révolution turque n'a pas été une révolution sociale ; elle mêlait des éléments propres à une guerre de libération nationale à d'autres exprimant une révolution politique. Elle n'était pas dirigée contre une classe sociale particulière, mais contre des ennemis étrangers et ceux qui collaboraient avec eux. De ce fait, elle a fait appel

⁴⁸ Pour des renseignements plus détaillés en la matière, Cf. Serif Mardin, "Atatürk ve Pozitif Dusunce", Atatürk ve Cumhuriyet Donemi Turkiyesi, Türkiye Tic. San. Od. ve Tic. Bor. Bir. Yay., Istanbul, 1981, pp. 57-67 ; Serif Mardin, "Yenilesme Dinamiginin Temelleri ve Atatürk", Cagdas Dusuncenin Isiginda Atatürk, Dr. N. Eczacibasi Vakif Yay., Istanbul, 1986, pp.21-48.

à toutes les classes sociales et elle n'a pas produit de véritables coalitions d'intérêt de classe.

Les idées des kémalistes au niveau économique sont exprimées à partir de 1923 au Congrès Economique d'Izmir. L'orientation de l'économie à caractère conservateur et libéral n'apportera aucune perspective de changement réel dans la vie d'une paysannerie misérable⁴⁹. En effet, nous ne trouvons pas le même génie que sur le plan des moeurs politiques et civiles. Aucune mesure spécifique n'est prise pour modifier les conditions de vie des habitants des campagnes. On n'exprime d'ailleurs pas plus de sympathie pour les ouvriers des villes, car le prolétariat urbain est en Turquie à cette époque encore extrêmement réduit.

Dans de telles conditions, l'État aurait pu jouer un rôle très important. Or, pendant toute la période du gouvernement du parti unique, les droits syndicaux, les grèves, les droits sociaux et professionnels n'ont jamais été pris en considération ou ont été strictement interdits et réprimés. On assiste en quelque sorte à l'idéalisation du parti unique dans le système politique sous une forme d'identification totale de ce parti avec les principes du populisme et de la démocratie, à tel point qu'une nouvelle perspective de démocratie apparaît dans la vie politique turque ; symbolisée concrètement par l'unification du Parti, de l'Etat, de la nation et du Chef⁵⁰.

Comment expliquer cette absence de libertés publiques ? Pourquoi ce manque de rénovation en matière sociale et économique, alors que sur le plan politique et institutionnel on avait pratiquement tout transformé ?

La Turquie de 1920 était un pays essentiellement agraire, doté d'une industrie insignifiante⁵¹. De plus, la majorité des grosses affaires industrielles était entre les mains des étrangers ou des minorités non-turques et non-musulmanes. L'absence d'hommes d'affaires et de commerçants au sommet de l'élite politique du pays est également très significative. La proportion de députés issus de professions "économiques" (commerce, agriculture et banque) restait très faible au sein de l'Assemblée, en période de parti unique⁵².

⁴⁹ Cf. Hikmet Ozdemir, " Turkiye Cumhuriyeti ", Iz Yayincilik, Istanbul, 1995, pp.75-115.

⁵⁰ Esat Oz, op. cit. p.146.

⁵¹ Frank Tachau, " Turkey ", New York, Praeger Publishers, 1984, pp.113-146.

⁵² Afin d'avoir une vision complète sur la vie économique et sociale de l'époque concernée, Cf. Yahya Sezai Tezel, " Cumhuriyet Doneminin Iktisadi Tarihi : 1923-1950 ", Yurt Yayinlari, Ankara, 1982.

L'impossibilité pour les kémalistes d'appréhender valablement les problèmes économiques s'explique par l'État arriéré du pays. De même, le sous-développement de la société turque explique les faiblesses du kémalisme. Par contre, Kemal a été, pour le peuple, l'homme providentiel, celui qui descend vers lui pour faire son bonheur, mais il n'a jamais tenu compte de ses volontés et a toujours agi sans lui demander son avis. Par conséquent, la transformation de l'Empire archaïque en un État moderne n'est pas un phénomène de masse, mais l'affaire d'une élite, un mouvement de cadres. En raison de l'adoption de la fameuse loi de " maintien de l'ordre " (*Takrir-i Sukûn Kanunu*) en 1925 destinée en théorie à réprimer les insurrections ethniques et religieuses, mais en pratique à étouffer toute sorte d'opposition existant à l'époque, la société politique turque était restée dépourvue totalement de ses moyens politiques légaux, le peuple s'est trouvé sans protection et le régime politique est devenu extrêmement autoritaire à partir de la deuxième moitié des années vingt.

Le caractère volontariste des kémalistes s'exprime dans leur slogan " pour le peuple et malgré lui ". La base du parti unique était donc à court terme très étroite et c'est précisément l'armée qui restait la seule force sur laquelle il pouvait compter. Compte tenu de cela, peut-on toujours demander au peuple son avis ? Cela reste un point à éclairer en prenant en considération la durée de l'occupation du pouvoir par les élites politiques.

A) L'INTERPRETATION DES RELATIONS DEMOCRATIE-KEMALISME :

Il nous paraît indispensable de préciser d'abord les idées exprimées par les relations démocratie-kémalisme du point de vue du concept tutélaire. D'après les idées qui s'interrogent sur la relation démocratie-kémalisme, le kémalisme est l'un des mouvements occidentalisés, d'abord modéré puis se radicalisant après la guerre de libération, prenant sa racine de *Tanzimat* (qui signifie la mise en ordre). Les réformes réalisées d'abord dans le domaine militaire, par le transfert de la technologie occidentale pour protéger l'Empire ottoman de la supériorité militaire étrangère, puis ensuite dans le domaine administratif et juridique⁵³. De ce fait, dans l'Empire ottoman, et plus particulièrement dans le domaine juridique, administratif et éducatif, apparaissaient deux structures : l'une traditionaliste, l'autre occidentaliste. Dans l'objectif de sauvegarder l'Empire, la question fondamentale des cadres novateurs peut se résumer à : comment l'occidentalisation, qui est le seul moyen indispensable pour le redressement du pays, pourrait-elle coexister avec les valeurs culturelles de la société ? Dans cette perspective, le kémalisme s'est présenté comme un programme intégral et sans concession .

⁵³ Cf. Niyazi Berkes, " Turkiye'nin Cagdaslasmasi ", Dogu-Bati Yayinlari, Istanbul, 1978.

Le kémalisme peut être analysé comme une idéologie radicale et novatrice. Il est considéré, d'une part, comme un programme radical d'occidentalisation et d'autre part comme porteur d'idées réformatrices vu l'État arriéré de la société turque par rapport à une société avancée, occidentale par définition. En effet, dans cette perspective de l'observation générale, quel était le contenu de l'objectif visé de l'occidentalisation du kémalisme du point de vue politique, économique et sociologique ?

En ce qui concerne "l'industrialisation", les kémalistes avaient pris sans aucun doute pour cible le domaine économique. Nous pouvons supposer que le signe de l'occidentalisation du pays de fond en comble, également dans le domaine des relations sociales en particulier l'application des réformes juridiques occidentales, se justifie par les mœurs des kémalistes. Par contre, on n'a pas suffisamment mis en évidence l'objectif du kémalisme en ce qui concerne le domaine politique. A ce sujet, on considère que l'idéologie kémaliste prend principalement pour cible la démocratie libérale. Mais, à cet égard, elle établit provisoirement un système autoritaire nécessaire dans le but de réaliser les réformes désirées. Cette considération, désignée sous le nom de "concept tutélaire", mérite d'être analysée de plus près.

Il nous paraît assez important de nous référer à un auteur occidental au sujet du "concept tutélaire", Walter F. Weiker qui essaie de définir la nature du kémalisme et qui utilise largement le "concept tutélaire" dans son intéressante étude⁵⁴. En réalité, ce "concept tutélaire" a été dans une large mesure usé par nombre d'auteurs, qui intègrent les principaux éléments de la "théorie de modernisation" à leur pensée intellectuelle. Selon les raisonnements fondamentaux de la "théorie de modernisation", il est normal que les régimes politiques fondés par les partisans modernisateurs, soient logiquement tutélaires lors du processus de l'évolution historique du pays, qui oscille notamment entre tradition et modérisme. Autrement dit, l'évolution historique et politique d'un pays progresse forcément du traditionalisme au modernisme en passant par des régimes politiques tutélaires, qui ont pris la "théorie de modernisation" comme moyen d'arriver à leur fin.

Selon un autre auteur anglo-saxon Linz, qui s'intéresse au concept tutélaire dans le but d'encadrer les limites du système démocratique au sein des régimes politiques tutélaires. Les démocraties tutélaires ont été définies, selon lui, par l'existence des normes formelles de l'État démocratique, qui ont été dans une large mesure aussi assimilées par les élites politiques des pays concernés. Ce sont les régimes politiques dans lesquels les élites politiques ont pour l'unique but de mettre en œuvre à tout prix le processus de

⁵⁴ Walter F. Weiker, "Political Tutelage and Democracy in Turkey, The Free Party and its Aftermath", Leiden : E.J. Brill, 1973.

démocratisation de leur système politique en négligeant peut-être même de respecter les normes démocratiques minimums⁵⁵. Cela nous rappelle effectivement les propos de Machiavel, qui préconise à tous les Rois du monde d'employer tous les moyens pour parvenir à leur but final.

Le pas vers la vie démocratique de 1945 et la succession pacifique du pouvoir avec les élections de 1950 sont généralement considérés comme exceptionnels du point de vue de la transformation d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Dans le cadre de la différenciation des idéologies de parti unique en quatre catégories : totalitaire, chiliastic, tutélaire et administrative, le kéralisme a été classé dans la catégorie de l'idéologie tutélaire par Clement H. Moore⁵⁶. En partant de cette idée, M. Özbudun définit l'idéologie tutélaire ainsi : "une idéologie tutélaire associe une fonction tutélaire à un but de transformation partielle de la société; cette définition coïncide avec l'idéologie kéraliste. Effectivement le kéralisme visait une transformation partielle, et non totale, de la société turque. Pour reprendre une maxime kéraliste souvent citée, elle voulait placer la Turquie au niveau "de la civilisation contemporaine", en faire un Etat-nation moderne, fort et pleinement indépendant"⁵⁷.

Les analyses utilisées par Ozbudun concernant justement le "concept de l'idéologie tutélaire" ou bien "régime tutélaire" se basent sur le fait que ceux qui possèdent cette idéologie ou bien ce régime, souhaitent consciemment passer finalement à un système démocratique libéral. Une autre opinion est ainsi défendue par Tunaya, considéré comme le fondateur du concept tutélaire : "(...) Certains régimes du parti unique se déclarent comme un passage obligatoire, un intermédiaire nécessaire et provisoire pour parvenir à un ordre démocratique et civilisé. (...) Ainsi le parti unique fonde en quelque sorte un régime tutélaire. (...) Même si la constitution ne s'oppose pas à l'utilisation de certains droits et à la fondation d'autres partis politiques, ces droits ne se sont pas utilisés dans ce système. Par contre, il n'est pas (ne peut pas être) totalitaire, et comme il est préparatoire du système démocratique, il est voué à disparaître avant"⁵⁸.

Le concept tutélaire retenu dans les analyses du kéralisme et la période du parti unique du PRP, contient l'idée que le passage à la vie politique multipartite réalisé en 1945 était visé ou programmé dès le début de la libération du pays. Dans ce cadre, le

⁵⁵ Juan J. Linz, "Totalitarian and Authoritarian Regimes", in Fred I. Greenstein et Nelson W. Polsby (dir.), *Handbook of Political Science*, vol. 3 : *Macropolitical Theory*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1975, 266-269.

⁵⁶ Clement H. Moore, "The single party as source of legitimacy", In S. Huntington and C. Moore (eds.), *Authoritarian Politics in Modern Society*, New York : Basic Books, 1970, p. 57.

⁵⁷ Ergun Ozbudun et Ali Kazancigil, "Atatürk : fondateur de la Turquie moderne", UNESCO, 1984, p.93.

⁵⁸ Tarik Zafer Tunaya, "Siyasal kurumlar ve anayasa hukuku", Istanbul, IUHF yay., 1980, s.314.

comportement individuel du fondateur du kémalisme au sujet de la démocratie se pose .
Par exemple selon Daver :

“ Kemal, au sujet du régime politique, adopte essentiellement une idée du régime démocratique. Il croit à la supériorité et aux valeurs de ce régime. Il est convaincu que les qualités naturelles de la nation turque faciliteront aussi l'acceptation de ce régime. Il est fort probable qu'il s'est décidé à fonder une République démocratique dès le début de la guerre de libération, même peut-être bien avant, il serait facile de le montrer. Les indices justificatifs sont nombreux. Il ne s'exprime pas ouvertement, surveillant les différentes tendances politiques du pays et les groupes d'opposition de l'Assemblée, il préfère ne pas trop évoquer ce sujet. Il n'utilise jamais les mots de démocratie, de république ni à l'Assemblée, ni dans sa vie publique durant la période de la crise. Mais à partir de la libération du pays, il commence tout d'abord à parler de “ gestion du peuple ” et puis ensuite ouvertement de république ”.⁵⁹

Une autre analyse identique du point de vue de la réflexion menée, différente par le contenu, est présentée sous le nom de “ concept précurseur ”. A cet égard, la réflexion de Ahmad selon laquelle “ la démocratie et le nationalisme jouant un rôle important dans la détermination d'une révolution bourgeoise ” est significative. Car d'un autre côté il est évident que la démocratie est et sera toujours une des sources principales du contenu de n'importe quel régime de ce type.

De nombreux chercheurs se sont efforcés d'établir un lien entre le mouvement kémaliste et la révolution française. Ahmad en est venu à l'idée selon laquelle l'absence d'une bourgeoisie, comme celle qui avait pris la tête de la révolution française, a conduit les kémalistes à réaliser une révolution bourgeoise sans dépendre d'aucune classe sociale. Les kémalistes savent que la démocratie politique est née de la révolution bourgeoise en Europe et cette procédure doit se répéter nécessairement d'une manière ou d'une autre en Turquie.⁶⁰ Il ajoute que la responsabilité prise par les kémalistes n'était pas de supprimer les classes sociales, mais plutôt, d'éliminer les obstacles imposés par l'ancien régime, qui retardaient justement le processus de diversification des classes sociales.

Dans les écrits de Ahmad , le kémalisme est présenté comme le précurseur d'une révolution bourgeoise. Tandis que Ozbudun et Tunaya considèrent le kémalisme comme un “ régime-idéologique tutélaire ”, appuyé d'une manière ouverte ou indirecte sur une théorie historique adoptée. L'expression de Ahmad concernant la suppression des

⁵⁹ Bulent Daver, “ Atatürk ve sosyo-politik sistem gorusu ” Cagdas Dusuncenin Isiginda Atatürk, (Istanbul : Dr. Nejat F. Eczacibasi Vakfi Yay., 1983), s.252.

⁶⁰ Feroz Ahmad, “ Kemalist Türkiye'de ideoloji arayisi ”, Itihaticilikten Kemalismeye, cev. Fatmagul Berkay, (Istanbul, Kaynak yay., 1985).

obstacles devant la diversification des classes sociales mettait en opposition la faiblesse de diversité des classes sociales et des sociétés stagnantes en Orient avec la variété de classes sociales et de sociétés dynamiques en Occident s'appuyant sur le phénomène de dualisme, inspiré de l'idée classique de l'orientalisme. Quant à l'idée du kémalisme comme régime idéologique tutélaire, nous constatons l'existence d'un passage progressif du traditionalisme au modernisme. D'après deux autres conceptions, le kémalisme a été sans doute perçu comme une idéologie progressiste débouchant à terme sur une société plus moderne.

Malgré des raisonnements cohérents entre ces considérations, un point de polémique important pour la compréhension de la nature de l'idéologie kémaliste continue à se poser. La question est la suivante : Le kémalisme visait-il une modernisation, une occidentalisation, totale ou partielle de la société turque ? Selon Ozbudun, la définition de l'idéologie tutélaire est basée naturellement sur le fait que le kémalisme était destiné à réaliser une transformation partielle de la société. Par contre, Daver et Tunaya, dans leurs interprétations, estiment que le kémalisme visait une transformation globale de la société. Nous pouvons considérer que Ahmad et ceux qui utilisent le concept de "révolution bourgeoise", adoptent un deuxième raisonnement.

De ce point de vue, il est important de savoir, de quelle manière le kémalisme envisageait l'avenir de la société. Il voulait placer la Turquie au niveau "de la civilisation contemporaine", en créant un Etat-nation moderne, fort et pleinement indépendant. Il ne rêvait pas comme les idéologies totalitaires de créer une société entièrement nouvelle ou un nouveau type d'homme. Le kémalisme était pragmatique dans le sens où il était fortement lié à l'action, bien des principes kémalistes naquirent de l'action, en réponse à des besoins, à des situations concrètes⁶¹. Comme l'a observé Rustow, Kemal "montra peu d'intérêt pour le changement économique et social au sens où ce terme est entendu depuis les révolutions mexicaines, russe et anti-coloniales. Pour lui, l'amélioration de l'économie et la limitation des inégalités sociales étaient des questions pratiques rattachées à des exigences de solidarité nationale et de structure internationale, plutôt que des nécessités profondément ressenties de justice et de dignité humaines"⁶².

A cet égard, un paradoxe fait son apparition dans le système politique: vu de l'extérieur, le kémalisme apparaît, non pas comme une "utopie", mais comme un modèle de société concret, vu de l'intérieur, c'est-à-dire, de la Turquie des années 30, on

⁶¹ Ergun Ozbudun, "La nature du régime politique kémaliste" in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (dir.), "Atatürk : fondateur de la Turquie moderne", UNESCO, Paris, 1984.

⁶² Dankwart A. Rustow, "Atatürk as a founder of a State", in Prof. Dr. Yavuz Abadan'a Armagan, Ankara A.U.S.B.F. yay., 1969, s.532.

peut le considérer tout à fait différemment. Si le contenu du niveau de “ la civilisation contemporaine ” a été déterminé par les six principes du kémalisme et ses réformes, dit Moore, les Kémalistes ont donc pris logiquement “ une responsabilité irréalisable ”⁶³.

Qu'est-ce que le kémalisme ? Influencé par les *Tanzimats* et la Révolution française, Kemal élabore un certain nombre d'idées-forces. Pendant la guerre de libération, Kemal mobilise l'ensemble de la population dans l'effort de guerre et crée ainsi la base d'une forme particulière du populisme. Par la suppression du califat, Kemal entame la sécularisation du régime et prépare le terrain dans lequel s'enracine la laïcité. L'Empire ottoman ayant toujours eu de nombreux territoires mais sans unité, Kemal recourt au concept de Patrie pour favoriser une prise de conscience par rapport à l'identité turque et à la nécessaire existence d'un territoire bien délimité et uni. Kemal, en instaurant le nouvel Etat turc, agit en vertu d'un certain étatismes, ce qui engendre notamment le passage d'une économie coloniale à une économie nationale. La déclaration de la République permet le développement d'un mode de pensée républicain. Enfin, la volonté d'occidentalisation exige un processus permanent de réforme, afin de mettre fin à la semi-théocratie. Cette nécessité réformatrice met en évidence les Révolutions kémalistes.

B) QUELLE ETAIT LA NATURE DU KEMALISME ?

L'indépendance politique et militaire une fois reconquise, les militaires nationalistes se sont démarqués totalement des dirigeants de l'Empire. Ce changement de la nature du pouvoir est important car il éclaire la signification profonde de la révolution turque dans ses aspects de continuité et de rupture par rapport au passé. L'objectif des kémalistes n'était pas seulement la survie de l'autonomie nationale, mais aussi la création de l'État-nation. La dynamique de la révolution turque était en effet dictée par la structure spécifique de l'Empire ottoman et par l'État bureaucratique situé à la périphérie du système occidental. La bureaucratie de l'État et l'armée étaient les seules catégories sociales possédant une autonomie par rapport aux catégories détentrices des privilèges socio-économiques.

C'est donc ce groupe, qui prend la tête de la lutte contre l'occupation étrangère et impulse le changement sociétal, en lui conférant l'aspect d'une véritable révolution par la

⁶³ Clement H. Moore, “ The Single Party as Source of Legitimacy ”, s.57.

haute grâce à laquelle émerge l'État-nation moderne. L'entreprise nationaliste, militaire et étatiste de cette élite entraîne une véritable renaissance, qui aboutit à l'instauration de la République. Avec la République, ce n'était pas l'ordre religieux qui fondait l'ordre social, mais les valeurs nationales découvertes par un savoir positiviste. Ainsi commence un nouveau processus de modernisation inauguré par les militaires kémalistes et visant à créer une " Turquie contemporaine " fondée sur des valeurs universalistes.

Dès l'arrivée des militaires au pouvoir, une rupture s'instaure avec l'ancien régime et les institutions religieuses. La continuité persiste seulement dans le cadre des institutions militaires. Les militaires ont été fortement influencés par les thèses de la révolution française, qui représentaient à leurs yeux le modèle culturel de la modernité et de la civilisation. C'est en fait l'expérience européenne et plus particulièrement française, qui s'impose comme image de référence à cette société qui n'est pas encore une société industrielle.

Rappelons les réformes introduites par les élites kémalistes. Tout d'abord, la volonté de changement des militaires, agents de laïcité, vise à démolir une structure ancienne fondée sur l'ordre religieux en lui substituant un ordre fondé sur les valeurs du nationalisme moderniste. Cette réforme avait pour objectif de constituer un Etat séculier, dont la réalisation devait reléguer la religion du statut de la religion d'État à celui de croyance personnelle (1928). L'enseignement est entièrement laïcisé grâce à la création d'un Ministère de l'Education Nationale.

Dans ce contexte, la société en tant que nation a été définie à partir de l'élément prépondérant ayant survécu à l'Empire, à savoir l'élément turc. Le nationalisme turc a été nettement influencé par les divers nationalismes ottomans, qui reposaient à la fois sur la religion et la communauté ethnique.

Le gouvernement s'est lancé dans la mise au point et la réalisation concrète de la réforme culturelle et linguistique. Ce renversement avait pour principal but de faciliter l'intégration des masses dans l'État, de concrétiser ainsi la rupture avec l'islam, et de hâter le processus de laïcisation des mentalités. Ce sont ces réformes, qui ont permis de parler du " populisme " de Kemal.

Rappelons que le premier clivage entre la société traditionnelle et la société moderne a résulté de la dissolution du corps des janissaires et de l'apparition d'une armée moderne, se référant à l'image occidentale. Malgré quelques tentatives faites par les nouveaux Ottomans afin de valoriser la culture et la tradition turque, ces tentatives sont restées sans implication. La participation de l'Empire ottoman à la Première Guerre mondiale, avait d'abord stoppé les efforts des mouvements réformateurs et la perte de cette Guerre

mondiale avait effectivement concrétisé la fin des tentatives réformatrices dans l'Empire ottoman pour des raisons politiques⁶⁴. Alors que les kémalistes mettaient l'accent sur le passage d'une société qualifiée généralement de " traditionnelle " vers une société prétendue " moderne " ou contemporaine.

Pour les kémalistes, ce processus de réformes était très important car il devait, selon eux, permettre de " synchroniser " ces deux pôles jusqu'alors opposés dans le système politico-économique de l'Empire ottoman.

SECTION 2) LA PHASE 1927-1938 ; L'ARMÉE TURQUE : LA FORCE PROTECTRICE DE LA REVOLUTION KEMALISTE

Comme on vient de l'évoquer un peu plus haut, la période de 1923-1927 présente une caractéristique spécifique à l'armée turque. En effet, la lutte pour le contrôle de l'armée menée entre Kemal et ses opposants politiques fit de celle-ci le principal appui de la révolution kémaliste. L'armée turque est apparue comme une force réalisatrice des objectifs fixés par les élites républicaines. D'où il ressort que l'armée constitue le système d'administration idéal pour les élites politiques kémalistes. L'armée a adopté l'application du programme politique en tant que premier but et le rationalisme formel en tant que critère de conduite, tout en recevant sans discussion les normes produites par les élites politiques en tant que schéma idéal à suivre. Si l'administration révolutionnaire n'a pas un mécanisme de base étendu durant la période de la révolution, elle se trouve dans l'obligation d'utiliser tous les moyens dont elle dispose afin d'atteindre les objectifs visés. De ce fait, elle forme non seulement un mécanisme militaire pour protéger justement la nation contre les menaces éventuelles issues de l'extérieur, mais aussi un mécanisme administratif nécessaire à la révolution grâce à l'avantage procuré du fait qu'elle est l'institution la plus organisée de l'État. On lui a reconnu l'habileté juridique pendant la révolte de Sheik Said.

Mais si l'armée reste attachée à Kemal et demeure une force fondamentale de l'administration révolutionnaire, cette situation crée un danger important pour la nouvelle République. Comme le dit Bozdemir, " Sans l'appui de l'armée, aucune transformation kémaliste ne pourrait s'effectuer facilement ". Conscients de cette réalité, il est normal

⁶⁴ Kurt Steinhaus, " Kemaliste Devrimin Sosyolojisi ", Sander Yayinlari, Istanbul, 1973, p.51.

que les militaires se posent effectivement la question suivante : c'est nous qui appliquons en fin de compte le programme fixé par les élites politiques, pourquoi ne deviendrions nous pas directement la force exécutive ? Ou bien, pourquoi ne ferions nous pas partie de l'élite politique active ?

D'ailleurs, nous devons aussi nous poser cette question : pourquoi et comment cette évolution ne s'est pas réalisé avant 1961, date du premier coup d'État militaire ? Nous pouvons estimer que l'existence d'un compromis établi entre Kemal et Fevzi Pasa, représentant du Haut Commandement de l'armée, confirme cette réalité. Fevzi Pasa est nommé le seul responsable pour la restructuration de l'armée après la libération du pays et la bureaucratie civile n'établit jamais de contrôle permanent sur l'armée. De ce fait, il est possible de dire que la politisation grandissante de l'armée turque dans la vie politique n'est devenue une réalité politique qu'après la décision de mise à la retraite du Chef d'État-major, Fevzi Cakamk⁶⁵.

On tente de former une nouvelle organisation étatique, sous la tutelle de l'élite politique, destinée à remplacer précisément l'armée, qui s'est retirée provisoirement de la vie politique active en 1927 . L'élite politique n'ayant pas confiance en la bureaucratie civile ottomane, a renvoyé dès le premier octobre 1922 tous les cadres administratifs accordant aux ministères l'obligation d'en constituer de nouveaux. On s'est également efforcé de développer la bureaucratie du Parti républicain du peuple dans le but d'assurer le contrôle de la bureaucratie civile jusqu'à ce qu'elle ne représente plus un danger ni pour l'élite politique ni pour l'avenir de la révolution kémaliste. Mais, avant toute sorte de renforcement de la bureaucratie du PRP, Kemal avait déjà assuré sa mainmise sur le PRP le 26 juin 1926. Il est évident que l'objectif de cette mesure était tout simplement destiné à former une Assemblée homogène et obéissante, c'est-à-dire, sans aucune opposition contre-révolutionnaire.

Ayant à supprimer l'opposition, les kémalistes se concentrèrent entièrement sur leur révolution et leurs acquis politiques en commençant d'abord par l'instauration de l'alphabet latin, les recherches sur l'histoire et la langue turque en 1928 etc. Toutefois, la crise économique mondiale de 1929 les a obligés à rechercher une orientation politique différente de l'autoritarisme, qui mécontentait le peuple, d'autant plus que le gouvernement de Kemal avait renforcé l'austérité cette année-là. Kemal, à la recherche d'une solution afin de calmer les réactions populaires, porta alors son attention sur l'ambassadeur de Turquie à Paris, Fethi Okyar, partisan d'une économie libérale.

⁶⁵ Ali Fuat Basgil, " 27 Mayıs İhtilâli ve Sebepleri ", (trad. par M. Ali Sebuk et I. Hakki Akin), Istanbul, Celtut Matbaacilik Koll. Sti., 1966, p.69.

§1) Le Parti Républicain Libéral :

Fethi Okyar, rappelé de son poste d'Ambassadeur à Paris, le 12 août 1930, est chargé de constituer un nouveau parti d'opposition. Les kémalistes, à la recherche d'un nouveau système politique, essayent une nouvelle fois de mettre en œuvre un pluralisme politique. Rappelons qu'en 1925 la création du Parti Républicain du Progrès relevait d'une véritable opposition à l'encontre de Kemal, tandis que ce nouveau parti d'opposition se crée à la demande de Kemal. La première raison de la création d'un nouveau parti politique s'explique par la volonté kémaliste d'établir son autorité sur le peuple et par le souci des dirigeants kémalistes d'apaiser les critiques grandissantes de leur régime politique par les pays européens⁶⁶. Les fondateurs de ce nouveau parti politique ont été soigneusement sélectionnés par Kemal lui-même afin de ne pas laisser au hasard l'évolution de cette nouvelle formation politique, contrairement à ce qui s'était passé lors de la première tentative de passage au multipartisme dirigée et soutenue par les influents *Pashas opposants*. On voit clairement dans cette initiative politique une sorte de volonté dirigiste, qui tente tout simplement d'instaurer le pluralisme politique par la force. En un mot, le dysfonctionnement du Parlement et du parti unique (le PRP) face aux graves problèmes économiques et sociaux, a en effet suscité l'éloignement du peuple du régime politique kémaliste en place. S. S. Aydemir explique bien la situation politique de l'époque en définissant le Parti républicain du peuple comme un parti totalement coupé du peuple malgré son nom. Autrement dit, il n'est jamais parvenu à être un "parti du peuple" en restant sans cesse éloigné de la masse⁶⁷. Cependant, un élément essentiel avait été négligé : le peuple turc, lassé d'un régime autoritaire et des effets de la crise économique mondiale, était lui aussi à la recherche d'un nouveau système politique.

En résumé, le dysfonctionnement du Parlement et du PRP avant 1930 et parallèlement l'accroissement des problèmes économiques et sociaux, cause de plus en plus l'éloignement du pouvoir politique en place de la société. Dans ces circonstances, l'existence d'un parti rival s'imposait d'une manière urgente pour pouvoir justement redonner un dynamisme politique à l'Assemblée et au Parti républicain du peuple en réadaptant en quelque sorte le système politique à la société.

Un autre point important à souligner, c'est que Kemal voulait aussi réorganiser les équilibres autoritaires dans le PRP. Même si nous n'avons pas assez d'arguments fiables,

⁶⁶ Mete Tuncay, op. cit., p.245.

⁶⁷ Sevket Sureyya Aydemir, op. cit., p.386.

nous pouvons estimer malgré tout que Kemal avait peut-être voulu créer un rival pour “ limiter ” le pouvoir important d’Inönü dans le PRP. Sachant que Inönü était à la fois président du PRP et Premier ministre durant de longues années et qu’il avait considérablement renforcé sa place dans le PRP⁶⁸. Toutes les raisons évoquées montrent qu’il était impossible de résoudre les problèmes avec la structure existante du régime politique. De plus, cette tentative pouvait être l’occasion idéale pour l’élite politique de connaître et de mesurer la réaction du peuple et le niveau de gravité des problèmes.

Le président du nouveau parti, arrivé à Izmir où il voulait assister à l’inauguration d’une cellule locale, est accueilli en héros populaire et en sauveur. La réaction du peuple contre le régime kémaliste et surtout contre ses acquis, fut si forte à Izmir que cette déception contraignit Fethi Bey à dissoudre son parti le 18 décembre 1930. Autrement dit, la montée en puissance inattendue de ce nouveau parti a donc suffi au régime kémaliste à mettre rapidement un terme à sa présence politique dans le système. Au bout d’une très brève durée (quatre mois environ), ce parti fut dissout sans pour autant rester activement dans la vie politique turque à l’inverse du Parti républicain progressiste⁶⁹. Il s’avère, encore une fois, que le processus démocratique turc était précaire. Ceci dit, la mise en place d’un nouveau parti sur la scène politique turque par le régime kémaliste peut s’expliquer simplement par le désir des dirigeants kémalistes de pouvoir canaliser les réactions populaires dans le sens politique souhaité. Le régime kémaliste essaie de créer une base populaire solide pour son pouvoir politique. Mais, la réaction populaire envers les changements radicaux effectués dans les domaines culturels et sociaux, n’est pas négligeable. De plus, le 23 décembre 1930, à *Menemen*, un groupe fanatique religieux attaqua un sous-lieutenant, Kubilay, et le décapita. Ces derniers événements ont eu de grandes conséquences sur la politique principale des kémalistes, attachés avant tout à l’acquisition de toutes les valeurs et conceptions européennes.

Les motifs de la dissolution du Parti républicain libéral sont donc : la remise en cause de la laïcité et la tentative de prise du pouvoir politique. La différence entre le mouvement du Parti républicain libéral et celui du Parti républicain progressiste réside dans le fait que le premier est encouragé directement par les kémalistes et le second est apparu malgré les kémalistes pour leur faire face. Si nous analysons bien l’histoire politique turque, nous nous rendons compte que les centres de décision des forces politiques sont toujours opposés à la composition d’une quelconque force politique adverse, susceptible de remettre en cause la légitimité du régime politique kémaliste.

⁶⁸ Cetin Yetkin, “ Serbest Cumhuriyet Firkasi Olayi ”, Karacan Yayinlari, Istanbul, 1982, p.89.

⁶⁹ Ahmet Agaoglu, “ Serbest Firka Hatiralari ”, 2. Baski, Baha Matbaasi, Istanbul, 1969, p.93.

L'importance de la tentative de formation du nouveau parti politique le " PRL " et ses effets sur le PRP reste concrètement à expliquer. Cette courageuse initiative de mise en place du multipartisme a sûrement suscité d'importants effets sur l'administration du parti unique et sur la détermination et l'orientation des politiques économiques et sociales du gouvernement en place. Cette tentative a été un " baromètre " important permettant de mesurer le mécontentement populaire et le nouveau positionnement du PRP entre les années 1925-26. Le PRL est vite devenu un parti d'opposition fort, dans un délai très court, composé de personnes de toutes les classes sociales en démontrant évidemment l'échec indiscutable du pouvoir politique ou peut-être du PRP. Le PRL n'a pas été un " petit parti parlementaire ", comme c'était prévu au départ, mais a plutôt été un " parti de masse ", qui s'est présenté comme le principal candidat à l'acquisition de la force politique, composé des masses mécontentes et opposées⁷⁰.

Après avoir vécu une mauvaise expérience, les dirigeants du PRP n'ont jamais permis de parti d'opposition, même pas un genre de formation parlementaire, jusqu'à la date du passage au multipartisme en 1946, après la Deuxième Guerre mondiale. Le besoin du contrôle minimum dans le système du parti unique, a été assuré par l'utilisation de la méthode d'un groupe " indépendant ", et on a donné à ses membres le droit de critiquer le gouvernement⁷¹. Avec de telles méthodes, on ne pouvait pas assurer de contrôle efficace sur le gouvernement et Ismet İnönü le reconnaît lui-même dans ses discours de 1939 : " Tant que le contrôle de la nation ne sera pas réel et effectif sur l'administration et tant que la nation elle-même n'en sera pas convaincue, on ne peut parler de l'existence de démocratie ".

La victoire du PRT et son influence incroyable au sein du peuple ont soulevé le problème de l'inefficacité de l'assimilation de la révolution kémaliste par le peuple. La préoccupation principale de l'idéologie kémaliste n'était plus en quelque sorte la mise en marche de nouvelles réformes radicales à cette époque, mais plutôt, la prise en compte des dispositifs nécessaires afin de bien protéger les principes kémalistes contre toute sorte d'attaque et de les mettre en évidence⁷². De ce fait, les mesures prises à partir de 1930, étaient destinées à recouvrer l'efficacité perdue. L'autorisation de constitution du nouveau parti, le " PRL ", signifiait aussi la clarification de l'identité politique du PRP. Ce parti avait déclaré d'une manière ou d'une autre qu'il n'était pas libéral par le seul fait qu'il ait

⁷⁰ Stefanos Yerasimos, " Tek Parti Donemi ", in Irvin Cemil Schick et Ertugrul Ahmet Tonak, " Gecis Surecinde Turkiye ", Belge Yayinlari, Istanbul, 1990, p.104.

⁷¹ Tarik Zafer Tunaya, " Turkiye'de Siyasi Partiler ", Istanbul, 1952, p.561 et Fahri Giritlioglu, " Turk Siyasi Tarihinde Cumhuriyet Halk Partisinin Mevkii ", Cilt 2, Ankara, 1965, p.148-152.

⁷² Mete Tuncay, op. cit., p.448-449.

décidé de fonder un autre parti politique totalement identique au libéralisme par son nom et son programme.

Autre importance de cette expérience, du point de vue PRP, était que la base fondamentale de sa légitimité était une fois de plus mise en cause. La prétention du PRP d'être le seul représentant du peuple n'avait pratiquement plus de valeur avec la victoire inattendue du PRL. Les efforts de nouvelles formulations d'une idéologie systématique et les réformes entamées dans le PRP à partir des années trente, n'entraînaient nullement la revalorisation de la légitimité politique et le renforcement de la position du PRP dans la société. Puisqu'on a encore plus besoin, en période de crise, des efforts de légitimation du parti unique et ainsi que d'une idéologie forte. Nous pouvons donc dire que l'idée du régime de parti unique a été encore plus renforcée par l'expérience du PRL. L'une des inquiétudes essentielles du PRP face à la montée considérable du PRL dans la vie politique provenait en effet du fait que celui-ci s'était clairement déclaré comme le principal candidat au pouvoir politique par l'intermédiaire de son chef politique, Fethi Bey, dès son apparition sur la scène politique. Autrement dit, le PRP était préoccupé par la volonté politique de ce nouveau parti d'acquérir le pouvoir et par sa réussite politique considérable auprès du peuple⁷³.

C'est la raison pour laquelle, on s'efforce de rétablir l'importance du PRP et sa crédibilité au sein du peuple par l'intermédiaire de l'éducation politique et par la mise en place de nouveaux principes politiques. Malgré deux tentatives échouées de passage au multipartisme, les kémalistes essayent en effet d'inculquer précisément leur révolution au peuple par l'intermédiaire du régime de parti unique. Ce parti constitue un excellent moyen pour l'éducation politique du peuple car il est à la fois un lien et l'organisation suprême du pays englobant l'État tout entier. De plus, le parti unique absorbe lui-même tout l'État, se confond avec l'administration, inspire, définit et contrôle la politique de la Nation tout entière. En un mot, il englobe toutes les institutions politiques du pays et monopolise tous les instruments d'éducation, dont il se sert pour inculquer ses principes kémalistes aux masses. D'ailleurs, le fait qu'il soit unique, le rend tout puissant dans n'importe quel mouvement d'action. Ses principes propres ont présenté les lignes générales de la politique et de l'administration de l'État. Ce qu'on appelle l'unification de l'État-Parti unique sous un seul toit étatique⁷⁴.

Ce parti unique, tel que le concevait Kemal, devait être le représentant de toutes les classes sociales, un instrument fort, homogène et efficace, à travers lequel il pourrait

⁷³ Cetin Yetkin, op. cit., p.130.

⁷⁴ Esat Oz, op. cit., p.118.

guider le pays dans la direction des réformes qu'il jugeait utiles et indispensables pour son avenir⁷⁵. Il faut que le peuple apprenne les principes et l'idéologie, et cela ne peut se faire que par l'éducation politique du peuple.

La révolution kémaliste est pragmatique et en même temps radicale : elle a été l'origine des transformations totales du système politique. En effet, Kemal a rompu tous les liens historiques, politiques, sociaux et culturels du peuple avec son passé de la façon la plus systématique. Il a décidé que la Turquie devait accepter la civilisation occidentale, sans aucune réserve ni restriction. D'après lui, il n'y a pas d'autre solution pour la modernisation du pays que d'entrer entièrement dans le monde de la civilisation européenne. Pour pouvoir parvenir à réaliser son but, Kemal a habilement utilisé le PRP et ses organes politiques secondaires.

Dans le Congrès du PRP de 1927, il a été adopté un article stipulant que " doivent être approuvés par les inspecteurs du Parti, les directeurs de toutes les organisations politiques, administratives, sociales, économiques, culturelles et les autres organisations similaires, ainsi que les candidats aux postes d'administrateurs de villages ". On comprend pourquoi tous les postes-clés de l'État, jusqu'aux villages, soient occupés par des agents du parti unique et ainsi que l'État prend tout entier le caractère d'un État de parti. On voit par-là également que le Parti monopolisant toutes les institutions politiques, culturelles s'est installé dans l'organisation même de l'État comme l'unique détenteur du pouvoir politique. Le Parti règne donc en maître sur la machine administrative et politique.

Quant aux décisions importantes prises lors du Congrès de 1935, elles ont eu une influence immédiate dans la vie politique du pays. D'abord, le lien de fait entre le Parti et le Gouvernement a revêtu un caractère juridique : le Ministre de l'Intérieur a été nommé membre du Comité, Directeur général et Secrétaire général du Parti. Les gouverneurs et les sous-préfets se sont vus nommés présidents des sections provinciales et sous-préfectorales du Parti unique⁷⁶. Tout cela afin de faciliter la réalisation des buts poursuivis par le Parti unique dans la vie politique, de renforcer également le développement du Parti et enfin d'assurer une union plus étroite et une collaboration plus pratique entre l'activité du Parti unique et la gestion des affaires gouvernementales. Les six fameux principes kémalistes ont été ainsi introduits dans la Constitution en février 1937. L'intégration de la partie la plus importante du programme politique du PRP à la Constitution, prouve que le Parti voulait absorber entièrement l'État afin d'atteindre intégralement et facilement ses objectifs politiques en prenant ainsi un caractère globalement étatique.

⁷⁵ Ayşe Güneş Ayata, " CHP : Organ ve İdeoloji ", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1992, p.68-69.

On renforce la position politique du PRP dans la bureaucratie de l'État ; sans toutefois pour autant lui permettre d'établir un contrôle permanent et définitif sur l'armée qui est directement attachée à Kemal, sous le contrôle de Fevzi Cakmak, le Chef d'État-major, afin de l'utiliser en cas de besoin. Le prestige des forces armées dans le régime politique n'a jamais diminué, même au moment où elle s'est retirée provisoirement de la vie politique active après 1927 tout en étant sûre de l'orientation du régime politique.

Le fonctionnement spécifique des forces armées durant les années 1923-1927 les empêche en effet de réorganiser leur structure intérieure. A partir de 1927, lorsqu'on commence à redéfinir à nouveau la structure intérieure de l'armée dans le but de remettre en ordre son organisation structurelle, le régime politique se voit dans l'obligation de réviser son regard sur l'institution militaire⁷⁷.

Même si l'armée n'occupe pas une place importante dans la vie politique turque tout au long des années 1927-1938, elle demeure toutefois le principal appui du régime kémaliste. Les forces armées sont toujours sous le contrôle absolu de l'élite politique kémaliste et prêtes à contrecarrer toute éventuelle attaque des forces anti-révolutionnaires. L'armée a ainsi une grande responsabilité primordiale dans la répression des insurrections contre-révolutionnaires de la période de 1927-1938. Sa mission était aussi de rétablir efficacement l'ordre public en cas des affrontements provoqués par l'apparition du PRL.

Kemal continue à prendre des décisions importantes que ce soit dans l'armée ou dans la bureaucratie de l'Etat, malgré Fevzi Cakmak, le Chef d'État-major, et malgré Ismet İnönü, le Premier ministre, Fevzi Cakmak.

Après avoir totalement éradiqué de la vie politique turque toute forme d'opposition existant lors de la création de la République, la tentative de constitution d'une pseudo nouvelle opposition politique via le PRL, nous prouve clairement qu'on voulait canaliser la réaction du peuple vers la direction sollicitée. Nous pouvons également estimer que les transformations culturelles de cette période avaient provoqué de vives réactions dans la population. La réalité réside dans le fait que le pouvoir politique de l'époque voulait reposer son régime politique sur une base populaire solide grâce à la composition artificielle d'une nouvelle opposition. D'une part, le pouvoir politique espérait vraiment s'appuyer sur le consensus populaire. Et, d'autre part, il visait à fédérer les différents mouvements contre-révolutionnaires dans un parti politique légal, qui serait sous son contrôle définitif, plutôt que d'avoir affaire à un autre parti politique indépendant, qui

⁷⁶ Ahmet N. Yucekok, "Siyaset Sosyolojisi Acisindan Turkiye'de Parlamento'nun Evrimi", AUSBF Yayinlari, Ankara, 1983, p.113.

⁷⁷ Pour avoir une vision complète sur l'évolution de statut de l'institution militaire turque dans le système politique depuis la création de la République kémaliste : Cf. Hikmet Ozdemir, "Rejim ve Asker", AFA yayinlari, Istanbul, 1989, pp.44-86.

pouvait à tout le moment nuire au régime politique kémaliste en place. Mais, cette tentative a débouché sur un échec total à cause de la réussite inattendue du Parti républicain libéral et de son énorme popularité auprès du peuple, exclu de la vie politique par le régime kémaliste⁷⁸. Les violents affrontements entre les masses et le régime ainsi que les réactions politiques contestataires du peuple se sont rapidement répandus dans le pays en remettant directement en cause la légitimité de la révolution kémaliste.

Le succès du Parti républicain libéral, la dissolution de trois mouvements d'opposition depuis 1923 et la détermination kémaliste à réaliser les réformes culturelles importantes après 1930, montrent que le pouvoir politique était en quelque sorte contraint de se baser sur l'armée. Il est normal que l'armée soit un appui fondamental dans l'application et la réalisation des transformations de la superstructure culturelle depuis 1923, puisque la bureaucratie civile ne les avait pas encore bien transmises au peuple.

§2) Le processus d'élections présidentielles d'Inönü et l'armée

Il nous paraît aussi indispensable de nous pencher sur le processus d'élections présidentielles de 1938 afin de bien pouvoir démontrer le rôle essentiel et la détermination de l'armée dans la vie politique turque. La question de " Qui pourra devenir Président de la République " à la suite de la maladie de Kemal nous a encore une fois montré que, d'une part l'armée était une force déterminante du régime politique, et que, d'autre part, Fevzi Cakmak n'avait pas vraiment établi une souveraineté absolue sur l'armée⁷⁹.

Kemal et Inönü avaient apporté de grands soins à garder absolument le contrôle du Parlement et du Parti grâce à la présence dissuasive de l'armée ; l'organisation digne de confiance et la plus forte du système politique. C'est peu dire que cela a été lié à la personnalité du chef d'État-major, Fevzi Cakmak, qui est resté à la tête de ce poste clé pendant 22 ans et n'y est évidemment pas étrangère, pour rien. Le choix personnel de Fevzi Cakmak, de rester toujours militaire à la tête de l'armée, le rendait d'autant plus préférable et idéal pour le régime kémaliste⁸⁰. Ce qui a aussi permis à Inönü de former un groupuscule actif sous son contrôle au sein de l'armée. Ce sont les pouvoirs militaire et

⁷⁸ Kemal H. Karpat, " Turkey's Politics : The Transition to a Multiparty System ", Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1959, pp.64-68.

⁷⁹ Cf. Hikmet Ozdemir, " Ordunun Olagandisi Rolu ", Iz Yayincilik, Istanbul, 1994, pp.98-129.

⁸⁰ Feriz Ahmad, " Demokrsi Surecinde Turkiye : 1945-1980 ", Hil Yayin, Istanbul, 1994, p.21.

administratif d'Inönü qui le rendaient le seul et unique candidat à la présidence de la République en 1938.

Des désagréables incidents survenus entre Inönü et Kemal, avant la mort de ce dernier, avaient entraîné une perte de prestige d'Inönü. Il se peut que l'image positive d'Inönü se soit renforcée auprès des élites militaro-bureaucratiques, qui se sentaient sûrement dérangées par le style de vie bruyant de Kemal et de son entourage. De plus, Inönü, grâce au fait de l'expérience de 14 années passées à la tête du gouvernement, avait habilement su gérer la bureaucratie de l'État tout en constituant une garde rapprochée composée d'officiers directement sous ses ordres. Le soutien affirmé de certains généraux de l'Etat-major en faveur d'Inönü et leur action auprès de Fevzi Cakmak en sont les preuves concrètes de l'existence d'un groupuscule dans l'armée. Une chose était claire c'est qu'Inönü avait compté sur l'appui direct de l'appareil militaire en sa faveur lors des élections présidentielles de 1939 pour être élu.

Il est aussi intéressant de souligner le fait que, après l'élection d'Inönü comme Président de la République, la presse avait entamé une campagne écrite et photographique sur les amitiés étroites d'Inönü avec Bayar, de Kemal avec Cakmak, de Cakmak avec Inönü et de Kemal avec Inönü. Pourtant, Inönü et Cakmak ne s'entendaient pas très bien. Il existait une véritable rivalité politique cachée entre Inönü et Bayar à cause de leurs idées politiques et économiques. Bayar était le principal défenseur de la libéralisation immédiate de la vie politique et économique turque et s'opposait aussi à Inönü, qui était favorable à une économie étatiste. Quant à Kemal et Inönü, de nombreux motifs les opposaient radicalement au cours des douze derniers mois de la vie de Kemal. Inönü a dû laisser son poste de Premier ministre à Bayar, qui était de nouveau le préféré de Kemal, en 1938, pendant un an, jusqu'à sa mort. En réalité, cette campagne menée précisément par la presse écrite postérieurement aux élections présidentielles de 1939, a permis au régime politique de dissimuler antérieurement la rupture des relations entre Kemal et Inönü, à la veille de la mort inattendue de ce dernier, tout en troublant les esprits.

CHAPITRE 2 LES RELATIONS ARMÉE-POUVOIR SOUS LA PRESIDENCE D'INÖNÜ

La Turquie entame une nouvelle étape à travers les transformations réalisées dans le pays et aussi l'apparition d'un nouvel ordre mondial pendant la période de 1939 à 1950. Aussi bien les dynamiques externes que les dynamiques internes ont réformé la Turquie. Naturellement, l'armée n'est pas restée en dehors de toutes ces modifications structurelles du pays. Nous allons analyser, en deux étapes, les transformations structurelles dans l'armée et leurs effets sur la vie politique durant la période de 1939 à 1950. Ces deux étapes peuvent comprendre la période de 1939 à 1944 et celle de 1944 à 1950 ainsi que la période de 1939 à 1946 et de 1946 à 1950. La raison qui explique cette première analyse de la période de 1939 à 1944 c'est que le statut autonome de l'armée a été remis en question par l'entrée en vigueur de la loi n° 4580, concernant la redéfinition des fonctions du chef d'État-major. Selon cette loi, le chef d'État-major est rattaché au Premier ministre le 7 juin 1944, à la suite de la mise à la retraite le 12 janvier 1944 de Fevzi Cakmak, alors chef d'État-major. D'un autre côté, le passage au multipartisme en 1946 occupe également une place importante dans la vie politique et militaire. L'année 1946 peut-être considérée comme la fin d'une étape et le début d'une autre du point de vue de l'influence considérable de l'armée dans le système politique.

Cependant, même si le passage au multipartisme en 1946 est un tournant important de la vie politique, il serait plus juste de mettre l'accent sur l'époque 1939-1944 après avoir pris en considération la place de l'armée dans le système politique du point de vue de l'intégralité du système.

La période 1939-1950 est marquée par la Deuxième Guerre mondiale et ses suites comme par exemple la pression de l'URSS sur la Turquie et sur son armée, à cause de

demandes de restitution de territoires et d'une base militaire dans les détroits. La politique pro-occidentale de la Turquie s'est concrétisée par la signature des traités avec la France et l'Angleterre. Elle s'est poursuivie, après la Deuxième Guerre mondiale, avec les Etats-Unis, c'est ainsi que l'armée a commencé à faire partie du système de sécurité mondiale des Etats-Unis dans le cadre de la " *Doctrine Truman* ". De plus, lorsque la Seconde Guerre mondiale touche à sa fin avec la victoire de la démocratie sur le fascisme, la Turquie a fait son choix en faveur des pays occidentaux dans la nouvelle composition bipolaire du monde à deux axes, en prenant en compte la supériorité stratégique de l'Occident. A cette époque, l'armée turque avait aussi conscience de la faiblesse considérable de son système de défense face à l'accélération des nouvelles révolutions technologiques militaires engendrées par le nouvel ordre mondial. Ceci dit, l'armée était favorable à ce que la Turquie intègre le système occidental⁸¹.

SECTION 1) LA PHASE 1939-44 ; L'ARMÉE EN TANT QUE GARDIENNE DE LA REVOLUTION KEMALISTE

Comme on vient de l'évoquer un peu plus haut, l'armée a soutenu la candidature d'Inönü lors des élections présidentielles de 1939 en dépit de la présence du Maréchal Cakmak en vertu de la décision prise par les généraux de la première division de l'armée de terre.

L'armée a déclaré sa fidélité à Inönü, le nouveau Président de la République, qui avait déjà entamé la mise en ordre de la politique intérieure de l'État. Celal Bayar a provisoirement conservé son poste de Premier ministre et le nouveau régime d'Inönü a souhaité se réconcilier avec les anciens opposants politiques. Les élites politiques de la nouvelle République sont conscientes de l'orientation conjoncturelle du monde vers une deuxième guerre mondiale. Il serait convenable de faire un petit survol historique de la politique extérieure turque, durant la Deuxième Guerre mondiale.

La Turquie pendant la Deuxième Guerre mondiale

Kemal meurt le 10 novembre 1938 et Ismet Inönü, son collaborateur le plus proche, devient son successeur comme président élu de la République turque. Le 3 septembre 1939, à peine un an après la mort de Kemal, la Deuxième Guerre mondiale éclate. La

⁸¹ Omer Kurkcuoglu, " Turk Demokrasininin Kurulus ve Isleyisinde Dis Etkenler ", in " Turkiye'de Demokrasinin Denetim Kurumlari ", SBF Dergisi, C. XXXIII, Mart-Haziran 1978, No : 1-2, Sevinc Matbaasi, Ankara, 1979, p.225.

Turquie n'est pas puissante, les traces laissées par la Première Guerre mondiale ne sont pas encore effacées et elle ne pense qu'à protéger son intégrité territoriale dans la tradition de la guerre d'indépendance tout en souhaitant adhérer au système économique occidental. Dans cette nouvelle composition de l'ordre mondial, la Turquie républicaine défend donc la formule " Paix à l'intérieur, paix à l'extérieur " dans le souci de repousser la menace soviétique.

Suite à la guerre menée par Hitler, l'Allemagne entraîne le monde entier dans une tragédie, qui avait commencé en 1933. Les politiciens et les diplomates turcs, dont la force consiste depuis des siècles à être extrêmement bien informés, à savoir d'où vient le vent et où il souffle, présentent très clairement les possibles enchaînements des faits. L'invasion de l'Albanie par Mussolini, à Pâques 1939, était à peine nécessaire pour ouvrir les yeux des Turcs, qui se rendaient parfaitement compte que Mussolini et Hitler couraient tout deux un grand conflit mondial⁸².

Dès le début de ce conflit la politique turque n'avait qu'un objectif : rester neutre dans cette guerre des grandes puissances européennes ou du moins se tenir de facto en dehors de la guerre, aussi longtemps que la Turquie ne serait pas directement attaquée. Satisfaite de ses possessions nationales, elle n'avait rien à demander à personne et n'avait aucune revendication territoriale, mais elle était prête, si cela devenait nécessaire, à défendre son territoire. Nous pouvons donc dire que les dirigeants insistaient sur la question de l'intégrité territoriale et ne souhaitent absolument pas entrer en guerre.

Les Turcs n'avaient aucun intérêt de participer à une nouvelle guerre mondiale, et encore moins à y être mêlés. Ils avaient parfaitement tiré la leçon de l'effondrement de l'Empire ottoman et des fautes commises pendant la Première Guerre mondiale. Dès 1937-38 la Turquie percevait très clairement les signes annonciateurs d'une nouvelle grande guerre.

La Turquie et ses rapports déterminants avec l'Ouest : en 1939, avec la concurrence entre l'Allemagne et l'Angleterre se pose le problème de voir la Turquie engagée activement dans leur camp militaire. La déclaration turco-anglaise est rendue publique le 12 mai 1939 et la déclaration turco-française le 23 juin. La Turquie, qui devenait l'alliée de l'Angleterre et de la France, a pu, au dernier moment inclure dans ces traités avec les puissances occidentales ce qu'on a appelé la " clause russe ". Clause qui précisait que le traité d'alliance n'aurait plus de valeur s'il devait entraîner un conflit militaire entre la Turquie et la Russie. La Turquie est favorable à une position, qui ne la mettra pas en guerre avec la France et l'Angleterre. Elle veut montrer qu'elle est du côté de l'Europe et

⁸² Cf. Cemil Kocak, op. cit., pp.154-173.

aussi qu'elle ne désire pas entrer en guerre. Vingt neuf jours après la fin des pourparlers, une alliance est conclue entre la France, la Turquie et l'Angleterre, c'est un pacte militaire. En résumé, si une guerre à laquelle participeraient la France et l'Angleterre, venait à s'étendre en Méditerranée, la Turquie promet d'aider les deux pays. Si la guerre se produit en dehors de la Méditerranée, la Turquie agira en faveur de ses alliés. Dans une situation inverse, la France et l'Angleterre aideront à leur tour la Turquie ; une clause particulière garantit qu'il n'y aura pas de guerre entre la Turquie et la Russie. Cette réserve a joué le plus grand rôle dans les premières phases de la guerre dans le maintien de la neutralité turque.

L'Allemagne attaque la Pologne le premier septembre 1939 ; deux jours plus tard, l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. A côté des traités signés avec l'Angleterre et la France, on trouve un traité d'amitié avec la Russie, signé en 1925.

Quelques jours avant que Hitler ne décide d'attaquer militairement contre l'Union Soviétique remettant ainsi en cause le pacte d'amitié entre les deux pays signé le 22 juin 1941 en créant une situation mondiale totalement nouvelle, un "pacte d'amitié" germano-turc avait été signé, qui stipulait cependant expressément qu'il ne remettait pas en cause l'alliance anglo-turque. La deuxième période de la politique de neutralité turque qui s'ouvrait dès lors pouvait s'exprimer dans la formule : "à la fois amitié avec l'Allemagne et alliance avec l'Angleterre". Ismet İnönü s'est exprimé ainsi au sujet du traité germano-turc : "Les Allemands proclamaient qu'ils n'attaqueraient pas la Turquie et proposaient un pacte d'amitié ; les Turcs se déclaraient prêts à conclure un tel accord qui devait être fixé de façon suffisamment lâche pour ne pas toucher aux dispositions de l'alliance anglo-turque. Les Allemands ont accepté cette proposition. On se rendait parfaitement compte que les Allemands avaient remis à plus tard leur projet d'invasion de la Turquie. Ce qui importait à la Turquie, c'était de gagner du temps pour sa sécurité et pour l'aide à fournir aux alliés."

Après cette période, plusieurs pourparlers et conférences sont entamés concernant l'entrée en guerre de la Turquie. La première conférence se réunit au Caire les 1^{er}, 5 et 6 novembre 1943 sans donner aucun résultat. La Turquie n'entre pas en guerre contre l'Allemagne et continue à lui envoyer du chrome. L'année 1944 révèle plus clairement la position de la Turquie à l'égard de l'Allemagne, qui ne peut plus faire autrement que de passer du côté des puissances victorieuses. Toutefois, le système économique et politique soviétique gêne énormément la Turquie, qui est préoccupée par l'évolution politique de son voisin communiste, pouvant à tout moment influencer le système politique turc. A la seconde conférence du Caire, ceci devient très net : "Après le discours d'Inönü, Churchill comprit que l'entrée en guerre de la Turquie tenait à deux raisons : a) un plan

de manœuvre militaire commun ; b) des connaissances précises quant à l'avenir politique ”.

C'est ainsi qu'on se retrouve confronté à une impasse politique préoccupante le 2 août 1944, suite à la rupture des relations diplomatiques entre la Turquie et l'Allemagne hitlérienne, rupture qui est suivie en février 1945 d'une déclaration de guerre formelle de la Turquie à Hitler, assortie d'une déclaration de guerre formelle au Japon. La Turquie était admise, par ces déclarations, dans “ l'organisation des Nations Unies ” en tant qu'alliée.

La politique extérieure turque a, durant la Seconde Guerre mondiale, réalisé le chef-d'œuvre diplomatique de rester cinq ans neutre en dépit des situations changeantes des grandes Puissances, et de se sentir en dehors de la guerre alors qu'elle avait rompu avec Hitler et lui avait déclaré la guerre. C'est l'œuvre d'Ismet İnönü, successeur de Kemal. Une chose était sûre dorénavant, c'était que la nouvelle Turquie faisait au fait partie intégrante du monde occidental et que l'Occident, de son côté, protégerait son plus jeune enfant et ne l'abandonnerait pas.

L'une des caractéristiques de la période du “ Chef suprême ” débutant à partir de 1939, c'est que les élites politiques étaient davantage constituées de “ bureaucrates révolutionnaires ” que de “ militaires révolutionnaires ”. Les élites de 1923-1938, qui s'étaient regroupés autour de Kemal tenaient leur efficacité de lui mais se trouvaient en majorité désarmées dans la vie politique turque. L'élection de İnönü, représentant et administrateur de la bureaucratie civile, au poste du président de la République grâce à l'appui de l'armée et au faible niveau de l'intervention de Cakmak, le chef d'État-major, dans les élections présidentielles de 1939, ont en effet conduit à une nouvelle donne au profit des élites politiques et de la bureaucratie civile. Mais ce fut au détriment du “ Comité de Haut Commandement ”. On peut considérer que les élites politiques civiles ont porté un rude coup au “ Comité de Haut Commandement ” (*Yüksek Kumanda Heyeti*) le 25 mai 1940 avec la loi n° 3832 de l'État de siège. D'après cette loi, en temps normal, les commandants de l'État de siège ne pouvaient utiliser leurs fonctions, comprenant à la fois la sécurité et l'ordre public, attribués normalement à la police, que par un décret Conseil des Ministres indiquant les modalités générales à suivre. Le Conseil des Ministres avait dorénavant adopté le 4 janvier 1940 le décret n° 2/14780, selon lequel les commandants de l'État de siège se voyaient retirer les missions de maintien de l'ordre et de la sécurité pour être confiées à la seule police municipale⁸³.

⁸³ Zafer Uskul, “ Siyaset ve Asker : Cumhuriyet Doneminde Sikiyonetim Uygulamalari ”, Afa yayinlari, Istanbul, 1989, s. 51.

Ainsi, malgré la grande menace de la Deuxième Guerre mondiale, le champ d'activité militaire a été véritablement réduit sur le plan général et la bureaucratie civile a généralement réussi à empêcher l'autonomie d'action de l'armée dans la sphère politique malgré le climat favorable suscité par le conflit.

Après la mise à la retraite, le 12 janvier 1944, du Chef d'État-major, Fevzi Cakmak, par la loi n° 4580, la " présidence de l'État-major " est directement rattachée au Premier ministre. Sur proposition du Premier ministre le Chef d'État-major est nommé par le Conseil des Ministres. La remise en ordre des négociations directes entre le Chef d'État-major et l'ensemble des Ministres, a été effectivement assurée par cette nouvelle loi, qui donne beaucoup de pouvoir au Premier ministre. C'est à cette occasion que la supériorité du pouvoir civil sur le pouvoir militaire a pu être établie. Ainsi, le statut autonome du Chef d'État-major a été supprimé, la modalité de sa nomination (qui était auparavant la suivante : nomination du Chef d'État-major par le Premier ministre sur proposition du président de la République) a été totalement modifiée et la possibilité de contact direct du Chef d'État-major avec les Ministres a été aussi annulée. On a également privé le Ministère de la Défense nationale de décider tout seul le contenu de budget militaire. De plus, l'influence du Chef d'État-major a été minimisée dans la formation du " Haut Conseil Militaire " (*Askeri Sûra*).

On peut ainsi tirer une conclusion concernant cette période : La supériorité acquise par élite politique civile sur l'armée, l'apparition de la contradiction entre les cadres officiers et le " Comité de Haut Commandement " au sein de l'armée étaient devenues une réalité.

Il convient de revenir sur la mise à la retraite du Chef d'État-major, Fevzi Cakmak, qui pourrait nous révéler certaines réalités concernant les divisions au sein de l'armée. Après la mort de Kemal, İnönü attaché à l'idéologie kémaliste, avait essentiellement voulu préserver le système politique existant et la place exceptionnelle de l'armée dans la vie politique tout au long des années trente. Les relations d'Inönü avec les chefs militaires n'étaient pas particulièrement claires, surtout avec Fevzi Cakmak. İnönü prenait tout seul la quasi-totalité des décisions importantes sans s'en référer à l'avis du Chef d'État-major. La propension d'Inönü à résoudre les problèmes cruciaux par l'intermédiaire du " vice-président " de l'État-major, Asim Gunduz, en faisant volontairement abstraction du véritable Chef d'Etat-major, avait engendré une érosion de l'autorité de dernier dans l'appareil politique de l'État.

Il n'est pas évident d'appréhender les raisons de la mise à la retraite forcée de Fevzi Cakmak, qui était aussi bien placé dans la hiérarchie militaire en occupant ce poste stratégique pendant très longtemps. S'il existait vraiment une tension politique et un

conflit important entre İnönü et Cakmak, il était tout à fait logique d'assister à la mise à la retraite de M. Cakmak, parce qu'il avait déjà atteint la limite d'âge. Et, la prolongation de la durée de fonction de Cakmak dépendait directement de la permission exceptionnelle d'Inönü, en tant que Président de la République. Il est fort probable que la retraite forcée de Cakmak se soit produite à la suite du nouveau positionnement conjoncturel de la Turquie sur la scène internationale. Devant la pression énorme exercée pendant la réunion du Caire en janvier 1943, par Churchill et Roosevelt sur la Turquie afin qu'elle entre en guerre contre l'Allemagne, İnönü, s'est donc vu contraint d'accepter cette proposition forcée " comme un principe " et de se placer à côté des alliés. Dans ces conditions, il était normal que Cakmak, étant conservateur, vieux et contre la modernisation de l'armée, soit relevé de ses fonctions, puisque le but recherché du régime politique était d'entamer plus tôt possible l'ouverture importante vers le libéralisme économique et vers le pluralisme politique.

Après la retraite forcée de Maréchal Cakmak, le Chef d'État-major a été placé sous le contrôle du Ministre de la Défense nationale au lieu de rester rattaché directement au Président de la République, en vue de réduire la place privilégiée de l'institution militaire au sein du système politique. On constate en effet une diminution importante de l'autorité de l'armée dans le régime politique et la tentative de l'établissement de la supériorité politique civile à sur l'armée. Cette nouvelle proposition s'est heurtée à l'opposition de la haute hiérarchie de l'armée. Un compromis prévoyant le rattachement de l'État-major au Premier ministre, a toutefois été trouvé entre les militaires et l'élite civile. On peut considérer que la mise à la retraite du Maréchal Cakmak a été l'occasion idéale pour l'élite politique civile d'entamer le statut exceptionnel de l'armée dans l'appareil de l'État et de mettre ainsi l'armée en retrait dans le système politique.

En définitive, on peut dire que l'instabilité constante régnant au sommet de l'armée, avait notamment provoqué un radicalisme fort et une mobilisation sans précédent dans l'institution militaire turque au sein des milieux des officiers et des sous-officiers. La fin de la Deuxième Guerre mondiale signifiait incontestablement un passage déterminant à une nouvelle période politique et sociale du point de vue de la Turquie républicaine. C'est effectivement à partir de cette date qu'on a pu davantage constater ces divisions internes de l'armée sur le devenir du régime politique et sur le processus de modernisation organisationnelle de l'armée.

SECTION 2) LA PHASE 1944-1950 : LA NOUVELLE SPHERE POLITIQUE TURQUE ; ARMEE A L'ECART DU POUVOIR POLITIQUE

De 1944 à 1950 nous assistons à une nouvelle ère conjoncturelle mondiale et à la modification fondamentale du positionnement géostratégique de certains pays sur l'échiquier mondial suite à la Deuxième Guerre mondiale, qui a engendré la redéfinition des frontières mondiales et le nouvel équilibre des rapports de force. En 1945, le gouvernement turc a dû faire face à une modification sans précédent survenue dans l'équilibre international et dans la revalorisation des rapports de force. L'Allemagne et le Japon, les deux Etats les plus puissants de l'avant-guerre sont vaincus et occupés. La défaite allemande est particulièrement significative à cause des relations économiques privilégiées existant entre Ankara et Berlin avant et pendant la guerre. Par ailleurs, même les deux grands empires européens victorieux, la Grande-Bretagne et la France, semblaient destinés à un déclin rapide. L'ancien système international dominé par l'Europe s'était effondré ouvrant la voie à un système universel dominé par les Etats-Unis d'Amérique. Il était pourtant envisageable que la Turquie soit restée plus modérée et indépendante au seuil d'une guerre froide naissante, qui aurait inévitablement été porteuse de beaucoup de problèmes politiques et économiques sur la scène internationale dans les années à venir. Les notes revendicatives, hostiles et menaçantes envoyées par Moscou à Ankara en 1945, ont rendu hypothétique une telle perspective politique pro-occidentale. Ankara se trouvait dans l'obligation de déterminer rapidement son orientation ainsi que la nature de son système politique afin de pouvoir contrecarrer la menace soviétique et de se sentir en sécurité totale face au danger communiste. De ce fait, en dépit de la mise en place d'une politique de neutralité prolongée adoptée par la Turquie durant la Seconde Guerre mondiale, provoquant une fausse appréciation des Alliés, celle-ci s'est vite mise à la recherche immédiate de l'établissement de bonnes relations avec les pays occidentaux tout en espérant faire partie du bloc occidental.

Tout au long de ces années difficiles de la fin de cette guerre, le système mondial se reconstitue à nouveau. La Turquie est naturellement contrainte à s'intégrer plus rapidement possible dans une nouvelle division internationale en définissant et en redéfinissant ses principes globaux dans les domaines économique, politique et militaire. L'impact de ce système sur l'Etat et la société turcs se module selon les périodes. En période de crise politico-militaire aiguë (la guerre froide), la Turquie est prise dans un carcan étroit. Les transformations les plus visibles touchent essentiellement les domaines des politiques extérieure et intérieure du pays. Parallèlement à ces transformations

radicales, la place et la composition de l'armée dans le régime politique ont inévitablement subi une série de modifications.

§1) La menace de l'URSS et les précautions prises pour protéger l'intégrité territoriale

A peine la Deuxième Guerre mondiale terminée, Moscou a refusé de renouveler le traité d'amitié et de neutralité signé entre les deux pays en 1925, mais n'a pas manqué d'évoquer toute une série d'exigences - concessions territoriales, bases militaires, ainsi que la révision de la convention de Montreux sur les Détroits - auxquelles la Turquie a répondu par une fin de non-recevoir⁸⁴.

La Turquie a pris partie pour l'Occident. C'est à l'Occident qu'elle a demandé et dont elle a obtenu l'aide nécessaire. A cet égard, les Etats-Unis sont apparus comme un nouvel interlocuteur, intervenant dans la politique méditerranéenne du Moyen-Orient. L'Amérique s'est chargée de la protection de la Turquie et de la Grèce. Depuis cette époque, la Turquie est effectivement sous la protection militaire de l'Amérique. Une alliance formelle avec les Etats-Unis existe dans le cadre de l'OTAN, et avec l'Angleterre dans le pacte de Bagdad.

Au cours de l'été 1946, l'URSS a officiellement exigé auprès de la Turquie la demande d'une "défense commune" des Détroits, tandis que l'opinion publique soviétique réclamait de surcroît la rétrocession des provinces de *Kars* et d'*Ardahan* ainsi que de la côte de la mer Noire, de *Bartin* à *Trabzon*.

Cette exigence qui dérogeait au principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, fut immédiatement et radicalement repoussée par la partie turque. La Turquie déclarant, vers la fin des années 1946, dans sa dernière note à Moscou, qu'elle refuserait à l'avenir toute nouvelle discussion ultérieure sur ce thème, même sous la forme de notes écrites, et qu'elle n'était prête qu'à une conférence internationale portant sur une révision du traité de Montreux sur les Détroits.

La pression soviétique sur la Turquie réapparut sous une forme significative : l'URSS refusait toute conférence internationale, elle voulait négocier seule et accompagner ces négociations d'une entrée de ses troupes dans le pays. Car la demande d'une défense commune signifiait l'octroi de bases militaires et l'implantation de forces soviétiques en territoire turc.

⁸⁴ Mehmet Gonlubol, "Olaylarla Turk Dis Politikasi 1919-1973", AUSBF Yayinlari, Ankara, 1974, p.200.

Un combat fut mené par les voies diplomatiques sur la position stratégique de la Turquie, et ce combat a été remporté par l'Amérique. Depuis que les Etats-Unis se sont résolus à s'opposer à l'expansion du communisme, les relations entre l'Est et l'Ouest n'ont fait que s'aggraver. La politique turque de l'après-guerre a de toute façon réussi à ce que la "question turque", si une telle question existait, il y eut une affaire internationale et non pas exclusivement une affaire turco-soviétique, de façon à ce qu'une guerre isolée entre la Turquie et l'URSS ne soit plus imaginable. La Turquie était devenue un bastion de la défense occidentale, non seulement géographiquement, mais aussi en raison de son potentiel militaire.

"Si les tentatives soviétiques se révèlent vaines, elles ont toutefois pour conséquences fondamentales d'entraîner l'abandon de la politique de neutralité inaugurée par Kemal et de pousser les Turcs à rechercher une alliance active avec les puissances occidentales, particulièrement avec les Etats-Unis. Pour la Turquie c'est le temps de l'amertume, belligérante ou non, elle figure toujours au rang de vaincu, mais c'est aussi la prise de conscience que l'internationalisation des problèmes politiques doit être saisie comme une opportunité. Ce qui se met en place dès 1946-1947 est une croisade contre un ennemi exclusif et clairement désigné : l'URSS".⁸⁵

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis veulent définir, organiser et diriger le nouvel ordre mondial structuré autour de deux axes. Tout d'abord il s'agit d'établir un réseau d'organisations telles l'ONU, le FMI, le GATT tout en préservant le consensus entre les vainqueurs. C'est finalement dans ce contexte que les dirigeants turcs recommencent à s'intéresser de près à leur environnement géographique immédiat. Les revendications territoriales soviétiques de 1946 et le soutien des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne à la Turquie, vont constituer l'élément déterminant de la politique extérieure turque. La totale identification aux intérêts et aux valeurs des puissances occidentales, notamment les Etats-Unis, considérés comme les seuls à véritablement pouvoir s'opposer au danger soviétique, va "surdéterminer" les options de la Turquie de 1946. Celles-ci sont au nombre de trois : assurer sa sécurité nationale, obtenir une aide économique substantielle et étendre son influence régionale.

La sécurité territoriale et l'intégrité nationale turques assurées par l'Occident, notamment les Etats-Unis, face aux menaces soviétiques obligent la Turquie à accomplir certaines libéralisations dans la vie politique. Il serait intéressant de souligner les facteurs extérieurs conjoncturels dans la réalisation du passage au multipartisme. On peut même estimer que les facteurs extérieurs furent déterminants, pour ne pas dire seuls, dans la

⁸⁵ Didier Billon, "la politique extérieure de la Turquie", l'Harmattan, 1997.

décision de la formation d'un nouveau parti politique au sein de la vie politique : le Parti Démocrate.

§2) Le passage au multipartisme et l'apparition d'un nouveau parti politique : le Parti Démocrate

Depuis le début de la révolution kémaliste, le peuple, écrasé par les bureaucrates et l'armée, était exacerbé et attendait une nouvelle solution politique et économique. Lorsque le peuple, les bureaucrates et les dirigeants de l'armée prennent position contre la contradiction existant au sein des classes dominantes, la bourgeoisie issue des milieux du commerce et de l'industrie, les " aghas " et les grands propriétaires terriens trouvent désormais l'appui international et le climat nécessaires pour agir dans le sens de leurs intérêts.

Les années de guerre ont soumis la Turquie à de vives tensions économiques et accru l'importance et la sévérité de l'intervention de l'État dans la vie économique. Les lois étatistes offraient déjà le cadre nécessaire à la mise en place d'un système de contrôle accru pendant la guerre, et la " loi de défense nationale ", adoptée le 18 janvier 1940, a donné au gouvernement de larges pouvoirs économiques d'urgence⁸⁶.

Dans ces conditions, le gouvernement a instauré une mesure fiscale d'urgence, un impôt sur le capital, adopté le 11 novembre 1942. Certains groupes qui ont fait des bénéfices substantiels pendant le conflit mondial. Le gouvernement a pris certaines mesures afin d'assurer la régularisation des revenus, la justice sociale et l'imposition fiscale des nouveaux. Deux groupes profitèrent tout particulièrement de cette guerre : les gros agriculteurs, qui réalisaient d'énormes bénéfices grâce à la hausse des prix agricoles, et les négociants et intermédiaires, bien placés pour exploiter tant la valeur élevée des exportations turques que la pénurie des indispensables importations. La loi fiscale visait les propriétaires fonciers, les propriétaires de grosses fermes, les hommes d'affaires et certaines catégories de contribuables, qui ne versaient pas d'impôt sur les salaires ou les autres revenus⁸⁷. Mais, le 15 mars 1944, jour où les Alliés ont lancé leur dernier assaut contre les pays de l'Axe, l'Assemblée votait une loi libérant tous les contribuables encore incarcérés et annulant toutes ces dettes fiscales. L'impôt sur le capital disparaissait ainsi. N'oublions pas que, pour les Turcs, l'Allemagne était un élément essentiel de cette

⁸⁶ Korkut Boratav, " İktisat Tarihi : 1908-1980 ", in " Türkiye Tarihi 4 : Çağdaş Türkiye 1908-1980 ", Cem Yayinevi, İstanbul, 1990, p.305.

⁸⁷ Yıldız Sertel, " Türkiye'de İlerici Akımlar ve Kalkınma Davamız ", İstanbul, 1969, p.57-58.

Europe qu'ils admiraient tant et essayaient d'imiter depuis plus d'un siècle. La fin de la guerre, qui signifiait la victoire de la démocratie sur le fascisme, a poussé la Turquie à réagir de cette manière. Le fameux impôt sur le capital, adopté en novembre 1942, qui a débouché sur une discrimination contre des minorités non-musulmanes, a été définitivement abandonné étape par étape en mars 1944.

Peut-être l'événement le plus important dans l'évolution démocratique de la Turquie après Kemal est-il la tenue en mai 1950 déroulement des élections qui se sont traduites par la victoire écrasante de l'opposition. İnönü, le Président de la République, faisait allusion lors de son discours d'ouverture à l'Assemblée nationale le 1^{er} novembre 1945 à la victoire de la démocratie sur le fascisme, et parlait de la nécessité de la transformation du système politique turc et d'une évolution démocratique. Il recommandait plusieurs transformations importantes dont l'abolition des lois restreignant les libertés constitutionnelles des citoyens. Il fallait modifier la législation pour que tous les Turcs d'opinion différente puissent proclamer leurs convictions et leur programme et agir ouvertement en constituant un parti d'opposition. İnönü était donc prêt à accepter un parti d'opposition dans la vie politique considérant ceci comme principale carence du système politique turc⁸⁸.

Les facteurs extérieurs étaient aussi essentiels dans la réalisation du passage au multipartisme. Ainsi, on se rend compte du fait que la continuité du statu quo était remise en question par la détérioration de la coalition politique existant entre les élites militaires, les bureaucrates, les gros propriétaires et la bourgeoisie. Le secteur privé s'était suffisamment développé pendant la période républicaine et ne voulait plus subir les interventions imprévues et arbitraires de l'État dans la vie économique et politique⁸⁹. La pression des Etats-Unis favorisait l'ouverture du système turc au marché libre et à la libéralisation du régime politique. En présence des nouvelles données résultant de la victoire de la démocratie, les dirigeants du parti unique se sont trouvés dans l'obligation d'agir en faveur du multipartisme et de l'établissement immédiat d'un système politique pluriel et libéral.

Lors de la discussion de la réforme agraire^o, en janvier 1945, la division apparaît au sein même du PRP. C'est précisément contre cette réforme agraire en discussion, que les " aghas " et les grands propriétaires terriens réagissent violemment. Le grand propriétaire Adnan Menderes, l'ancien Premier ministre et représentant du capital Celal Bayar, Refik Koraltan et Fuat Koprulu démissionnent du PRP et entament le processus de création

⁸⁸ Cem Eroglu, " Cok Partili Duzenin Kurulusu : 1945-71 ", in Irvin Cemil Schick et Ertugrul Ahmet Tonak, op. cit., p.113.

⁸⁹ Ahmet N. Yucekok, op. cit., p.125.

d'un nouveau parti politique profitant de la conjoncture mondiale favorable. Les quatre élites politiques kémalistes, qui fonderont par la suite le nouveau parti politique, élargissent leur combat déclaré contre le gouvernement à l'occasion de la discussion de la réforme agraire. Ils demandaient au gouvernement d'appliquer pleinement le principe de la souveraineté nationale en vertu de la Constitution et exigeaient le respect minimum des principes démocratiques en remettant en cause les pratiques politiques du parti unique, le PRP. Les critiques perpétuelles qu'ils faisaient à l'encontre de leur propre parti, ont finalement conduit à leur exclusion. Dans ces conditions, les quatre, défenseurs des idées libérales, s'organisent rapidement et le 7 janvier 1946 fondent le Parti Démocrate⁹⁰.

A ce stade, il convient de nous poser cette question révélatrice : pourquoi le parti unique détenteur d'immenses pouvoirs politiques, administratifs, répressifs, d'une suprématie si longtemps incontestée, résultant de l'unification de l'Etat-Parti unique et du contrôle de l'Armée, a-t-il consenti à préparer, organiser et admettre sa propre chute ?

Dans une large perspective, nous allons essayer de répondre à cette question en effectuant un petit survol historique. L'apparition d'un nouveau parti dans la vie politique n'a pas créé d'inquiétudes au sein du PRP. Les fondateurs de ce parti et leurs opposants étaient les défenseurs de la même philosophie politique : le kémalisme. Celal Bayar avait occupé le poste de Premier ministre avant la mort de Kemal, et était l'un des principaux défenseurs du kémalisme. On a même estimé que le Parti Démocrate était prévu dès le début comme une opposition symbolique, qui critiquerait modérément le gouvernement sans remettre en péril sa légitimité comme cela s'était produit dans le passé à deux reprises : dans les années trente, le Parti Républicain Progressiste et pendant la guerre, le "Groupe indépendant". De ce fait, le Parti Démocrate était destiné à jouer le rôle d'un "parti de contrôle" et de "soupape de sécurité", qui allait même protéger le système du parti unique contre toutes sortes de sentiments hostiles et de mécontentements populaires.

§3) La Doctrine de Truman et ses effets sur l'armée turque

La nouvelle période débute par la fin de l'autonomie de l'État-major et son rattachement au Premier ministre, dans l'appareil étatique. C'était une excellente occasion pour réaliser le rajeunissement du Comité du Haut Commandement, le bon fonctionnement de la promotion des cadres et finalement l'établissement de liaisons étroites entre ce Comité et le Comité des Officiers de l'armée turque. Mais, les considérations politiciennes du pouvoir au détriment de besoins militaires ont empêché de saisir cette opportunité.

⁹⁰ Cf. Cem Eroglu, "Demokrat Parti : Tarih ve Ideolojisi", AUSBF Yayinlari, Ankara, 1970.

L'armée a subi une érosion de son influence politique dans l'appareil de l'État après avoir été rattachée au Premier ministre. Par la suite, l'État-major a même été rattaché au Ministère de la Défense le 30 mai 1949 en vertu de la loi n° 5396, destinée à définir le principe de la fondation du Ministère de la Défense et ses fonctions diverses dans l'appareil étatique. Le chef d'État-major était quant à lui désigné par le Conseil des Ministres sur la proposition du Ministre de la Défense. Les commandants des forces terrestres, aériennes et maritimes ainsi que les officiers de haut rang seront effectivement nommés par décision définitive du Conseil des Ministres auprès suggestion préalable du Chef d'État-major et après la proposition du Ministère de la Défense.

Nous pouvons supposer que la forte pression faite par les Etats-Unis sur le régime politique kémaliste, a probablement engendré le changement du statut de l'État-major dans le système politique. Dans l'histoire politique turque, c'était sans doute la première fois que l'armée se trouvait sous le contrôle absolu de l'administration civile selon les nouveaux règlements institutionnels.

En dehors de l'évolution radicale du statut des forces militaires dans l'appareil étatique, la plus significative des caractéristiques de cette période était que les premiers pas du rapprochement avec les Etats-Unis se sont mis en place par selon la nouvelle définition de la stratégie militaire liée à la doctrine et au déploiement militaires en place.

L'Angleterre a donné deux notes aux Etats-Unis concernant la Turquie et la Grèce le 21 février 1947, selon lesquels l'Angleterre se trouvait dans l'impossibilité d'aider la Turquie et la Grèce en raison de difficultés économiques. Mais elle trouvait indispensable et important d'aider économiquement et militairement ces deux pays afin de pouvoir défendre les intérêts occidentaux dans la région et de s'y placer en position de force. Autrement dit, avec ces avertissements, l'Angleterre faisait une sorte de proposition aux Etats-Unis de préserver la Turquie et la Grèce sous leur influence pour éviter le danger du communisme dans cette zone stratégique, qui leur était chère pour eux.

La formulation de la doctrine Truman, le 12 mars 1947, se concrétise par l'attribution de 400 millions de dollars à la Turquie et à la Grèce. La signature de l'accord turco-américain sur l'aide à la Turquie, le 12 juillet 1947 prévoit 100 millions de dollars à la Turquie grâce à la mise en œuvre du plan *Marshall*⁹¹. Probablement à aucun autre moment de son histoire, la Turquie ne connaît une aussi forte politique d'identification avec l'Ouest dans les domaines économique, social, politique, militaire ou culturel qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

⁹¹ George S. Harris, "Troubled Alliance / Turkish-American Problems in Historical Perspective : 1945-1971", Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University, pp. 155 et 162.

Il est préférable d'évoquer les motifs de l'aide américaine attribuée à la Turquie dans le cadre de la doctrine Truman avant de commencer à présenter ses conséquences sur l'armée et sur la vie politique turques. D'après l'administration américaine, l'économie turque ne pouvait plus supporter le coût très élevé des dépenses militaires, qui constituaient un fardeau pour le pays sans assurer pleinement de surcroît sa défense et qui était également insuffisante. De plus, la Turquie avait déjà entamé certaines étapes dans le processus de démocratisation de son système politique selon ses engagements pro-occidentaux.

Le 5 avril 1947 le bateau " Missouri " arrive à Istanbul. Le même jour le président des Etats-Unis, Truman, déclare à propos du Moyen-Orient : " Lorsque nous regardons le Proche et le Moyen-Orient, nous apercevons une région confrontée à des problèmes importants. Cette région recèle des ressources naturelles, les réseaux aérien, maritime ainsi que le réseau routier y sont des plus denses ; pour ces raisons elle a une importance économique et stratégique... C'est pour cela aussi que le Proche et le Moyen-Orient seront pour les grandes puissances, non directement concernées voire non périphériques, un objet de concurrence et il n'est pas improbable qu'elle débouche sur un conflit ".

Les deux points importants analysés par les responsables américains sont visiblement la menace soviétique et l'amorce de la démocratisation de la Turquie. Hormis les motifs apparents, la principale raison de l'aide militaire et économique américaine à l'égard de la Turquie et de la Grèce résidait dans le fait qu'on assistait à la fin de la Seconde Guerre mondiale et à la décomposition de l'empire britannique redéfinissant le nouvel ordre mondial et l'équilibre international. L'aide militaire et économique américaine visait d'ailleurs à se substituer à l'influence anglaise, qui apparaissait comme primordiale et indispensable tout en assurant la survie des régimes non-communistes se trouvant dans la périphérie de l'Union Soviétique, face à la menace communiste. C'est ainsi que les Etats-Unis ont voulu montrer à l'Union Soviétique que ces pays présentaient un aussi intérêt économique et stratégique. Une menace exercée à l'encontre de ces pays serait considérée comme un danger pour leurs propres intérêts alors qu'ils s'investissaient dans la politique intérieure, la reconstitution de l'armée et l'infrastructure des pays concernés . De ce fait, Walter Lippman écrit le 1 avril 1947 dans le " New York Herald Tribune " : " Nous n'avons pas choisi la Turquie et la Grèce parce qu'elles avaient réellement besoin d'aide ou qu'elles offraient un modèle de démocratie ; nous les avons choisies parce qu'elles constituent les portes stratégiques, qui ouvrent sur le cœur de l'Union Soviétique et sur la Mer Noire. "

De son côté le Président de la République de l'époque, Ismet İnönü^o, déclarait : " L'aide américaine est une avancée réalisée pour protéger la démocratie, resserrer les

liens entre la Turquie et les Etats-Unis et pour aider la démocratie à s'installer plus rapidement en Turquie... ”⁹²

En tout cas, même si la stratégie globale américaine existe dans cette perspective, le rôle militaire attribué à la Turquie par les Etats-Unis ne s'est pas fait en un jour. On peut quand même considérer que l'aide militaire et économique américaine faite dans le cadre de la doctrine Truman a donné dès le départ les premiers indices de la stratégie américaine naissante au Moyen-Orient. Du point de vue militaire, il nous paraît possible de regrouper cette stratégie américano-turque en trois titres principaux : 1) Essayer d'assurer la doctrine militaire américaine et américaniser l'enseignement militaire de l'armée turque , 2) Etre la seule source d'approvisionnement des armes et 3) Assurer l'infrastructure du pays (routes, ponts, tunnels et ports) conformément à la stratégie américaine et protéger les intérêts économiques et militaires américains.

Il est clair que le gouvernement turc ne sera pas tout à fait libre de se servir du matériel offert par les Etats-Unis. Dès le départ, on a su que les aides accordées à la Turquie seraient utilisées selon la volonté des Américains, pour arriver à leur objectif à l'encontre de leurs propres ennemis.

La stratégie militaire américaine⁹³ avait pour but de constituer un corridor de défense et pouvait aller°, si c'est nécessaire, jusqu'à l'utilisation de l'arme nucléaire face à une éventuelle attaque soviétique. La riposte nationale turque était stratégiquement défensive avec l'utilisation d'importantes unités militaires, à l'ouest à partir de *Catalca* et à l'est à partir de *Pasinler*. Les experts militaires américains ont prétendu que cette riposte ne pourrait pas arrêter une éventuelle attaque soviétique. Et, il était préférable que la défense parte du sud des montagnes *Toroslar* avec les 12^{ième} et 14^{ième} divisions. C'est ainsi qu'on pourrait se procurer un soutien militaire américain provenant du port d'Iskenderun, accessible à tout moment grâce à cette tactique militaire. De plus, les Etats-Unis auront toujours la possibilité de bombarder les complexes pétroliers et industriels du sud de l'Union Soviétique. Nous ne pouvons pas dire que cette stratégie a été facilement acceptée par l'armée turque. Mais, comme nous le savons, l'aide économique américaine a été utilisée selon leurs propres intérêts et la construction des routes turques s'est bien sûr faite conformément à leur stratégie régionale.

Les Etats-Unis expliquent clairement pourquoi ils aident la Turquie et justifient ainsi “ la loi de l'aide militaire réciproque ” : “ L'aide accordée aux gouvernements étrangers doit être considérée comme visant éventuellement la propre sécurité des Etats-Unis ”.

⁹² B. Kamuran Harputlu, “ La Turquie dans l'impasse ”, Editions Anthropos, 1974, Paris, p. 170.

⁹³ Oral Sander, “ Turk-Amerikan Iliskileri 1947-64 ”, A.U. SBF Yayinlari, Ankara, 1979, p.39-40.

“ Pour assurer la sécurité totale du pays, nous sommes obligés de faire des efforts pour augmenter l’effectif militaire des autres pays ”⁹⁴.

Pour pouvoir bien comprendre la situation de l’armée et les transformations radicales imposées au système militaire avec l’aide américaine, il est utile de citer les sentiments d’un ancien officier, Orhan Erkanli, sur ce changement profond : “ En 1947 l’aide militaire américaine commence avec Truman et entraîne des conséquences tout à fait normales. A Ankara une assemblée de l’aide militaire américaine se met à travailler et des équipes militaires rattachées à cette assemblée sont réparties dans tous les districts militaires.

Pour pouvoir apprendre à se servir des armes et du matériel militaire américain, des cours se sont ouverts dans plusieurs de nos écoles militaires, sous la surveillance des Américains. C’est dans cette même perspective que des officiers et des sous-officiers sont envoyés en Allemagne de l’Ouest et en Amérique. ...La Turquie a laissé le contrôle de ses forces armées, le soin de son éducation, de son organisation et de sa logistique entre les mains des Américains. Les Etats-Unis ... avec leur matériel, leurs armes et leurs connaissances, ont aussi transporté en Turquie leurs bases militaires et ont réuni entre leurs mains toutes nos matières premières : ils en sont les acheteurs et les distributeurs.

En peu de temps nous avons aussi transformé notre armée. Nos organisations se créent sur le modèle des Américains, nous avons emprunté aussi nos cadres, le personnel et matériel... Tout a été changé, de l’uniforme à la marmite de la cuisine. Toutes nos écoles militaires ressemblent aux écoles militaires américaines. Dans les académies militaires on a “ américanisé ” le concept de direction, “ d’enseignement, de stratégie et de tactique. ”⁹⁵

L’aide militaire américaine avait rendu indispensable de créer une autorité militaire, qui serait à la hauteur de réorganiser toutes les affaires militaires. C’est la raison pour laquelle “ le Conseil supérieur de la Défense nationale ” a été formé en 1949 pour établir la bonne gestion des sources nationales en cas d’une guerre et assurer le regroupement de toutes les unités de défense au sein du Ministère de la Défense.

D’après Ozdemir⁹⁶, l’État-major turc avait préparé un projet, selon lequel il préconisait un Conseil supérieur, qui permettrait aux responsables militaires et civils de travailler ensemble pour la défense totale du pays. Par la suite, le Conseil Supérieur militaire

⁹⁴ Ibid, p.175.

⁹⁵ Ibid, p.176.

⁹⁶ Hikmet Ozdemir, op. cit., p.95-96.

(*Yuksekk Askeri Sura*) étudie là-dessus et prépare le projet de loi concernant le Conseil supérieur de la Défense nationale (CSDN). Le président de la République serait le président habituel du CSDN. Le CSDN se compose du président de la République, du chef d'État-major, du ministre de la défense, du Premier ministre et de divers ministres sur la proposition de ce dernier et l'approbation du conseil des ministres. Si nécessaire, on peut se renseigner auprès des membres du Conseil supérieur militaire. Les fonctions du CSDN sont : a) préparer les principes de la politique de défense suivis par le gouvernement b) définir les instructions pour les citoyens, les établissements étatiques et les établissements privés et assurer leurs applications par les mesures administratives et juridiques. Selon la même loi, le CSDN se réunirait au moins une fois par mois. Comme nous pouvons le constater que les civils sont majoritaires dans ce Conseil. Le processus de mise en place de l'armée à l'écart du pouvoir politique entamé avec l'attachement de l'État-major au Premier ministre, s'est poursuivi avec cette nouvelle loi, qui supprime en quelque sorte toute l'influence de l'armée dans le système politique.

Vers la fin des années 1950, l'armée disciplinée se fonde sur des principes provenant de l'Ouest, les principes, qui avaient pris ses racines du mouvement *Tanzimat* et se sont développés par la critique de cette réforme. Comme nous l'avons déjà cité plusieurs fois, l'armée considère la République de la Turquie comme son œuvre unique depuis la guerre de la Libération nationale.

Son existence en tant que classe forte et privilégiée parmi les classes dominantes, est conforme à l'idée du populisme et on prétend qu'elle est au-dessus des classes. Son premier but est de réaliser le nationalisme, la laïcité, l'occidentalisation et assurer l'intégrité territoriale et l'indivisibilité nationale. Elle essaie aussi de créer une classe bourgeoise forte et mature afin d'atteindre son objectif final. Elle possède maintenant le pouvoir politique dans une coalition du parti unique et des classes dominantes, jusqu'à ce que les bourgeoisies industrielles et commerçantes soient devenues fortes.

Les politiques suivies par l'armée dès l'apparition de nouvelle République de la Turquie donnent ses fruits vers la fin des années 1950. Après s'être bien développée, la bourgeoisie se sent tout à fait capable de reprendre le pouvoir politique de l'armée et de la bureaucratie. Avec la victoire de la démocratie après la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie turque naissante profite de la conjoncture mondiale favorable et commence petit à petit à s'imposer en tant que force politique dominante dans le système politique⁹⁷. Parallèlement, l'armée turque commence aussi à changer ses traditions et son enseignement national à la suite des traités économiques et militaires signés avec les États-Unis.

§4) L'attitude de l'armée turque face aux élections de 1950

Depuis la période 1941-1944, l'apparition des unités clandestines se trouvant dans l'armée turque, persistent encore tout au long de la période 1944-1950. Après la formation d'un nouveau parti politique : Parti Démocrate, ces mêmes unités clandestines de la période 1944-1950 espèrent plutôt possible voir l'arrivée du PD au pouvoir pour la réalisation de leur objectif essentiel : la liquidation du Conseil de Haut Commandement (*Yuksekkumanda Heyeti*) et du pouvoir d'Inönü.

Les fraudes électorales de 1946 faites en faveur du PRP, avaient incité les fortes contestations au sein des unités clandestines de l'armée. Elles n'avaient pas d'autres choix que de réagir ainsi : écarter le PRP du pouvoir par la force ou bien intervenir en faveur du PD en cas de la reproduction des fraudes électorales lors des élections suivantes en 1950. A cet égard, on peut se poser la question suivante : pourquoi les unités clandestines implantées dans l'armée turque, n'interviennent-elles pas jusqu'en 1950 ? On peut avancer plusieurs raisons pour pouvoir répondre à cette question : Les unités clandestines n'avaient peut-être pas assez de pouvoir pour la réalisation d'une intervention militaire. La supposition politique du Président de la République de l'époque a pu probablement empêcher, avec beaucoup de talents, la naissance d'une situation politique explosive et provocante en réagissant dans le temps et en apaisant donc une tension politique. On peut même prétendre que l'apparition d'un nouveau parti politique avait été créée au sein des unités clandestines militaires un espoir naissant d'après lequel le changement du pouvoir politique pourrait se faire démocratiquement.

D'après ce que nous pensons, ce n'est pas la conviction de la démocratie, qui avait poussé les unités militaires à afficher leur soutien en faveur du PD et prendre position contre le PRP. Mais c'était plutôt la réaction de jeunes officiers suite à la disparition du poids de l'armée dans la vie politique et l'ossification du Comité du Haut Commandement, qui ne leur donnait aucune chance de promotion au sein de l'institution militaire. L'arrivée du Parti Démocrate au pouvoir avait créé aussi l'occasion de la modernisation rapide de l'armée turque et l'espoir de la mise en application du processus de modernisation organisationnelle de l'armée.

L'armée avait véritablement eu une réaction contre les fraudes électorales de 1946. D'après Turkes, on assiste justement à l'augmentation considérable du nombre des unités clandestines militaires au sein de l'armée à partir des élections législatives de 1946.⁹⁸ On

⁹⁷ Cf. Taner Timur, " Türkiye'de Çok Partili Hayata Gecis ", İletisim Yayınları, İstanbul, 1991.

⁹⁸ Aydın Koker, " Turkes ihtilali anlatıyor " Yeni İstanbul, 15 Subat 1962.

était aussi, selon les estimations de Dogan, conscient de l'existence d'un mouvement révolutionnaire contre le PRP dans l'armée. Et, le président de la République avait déjà fait une rencontre avec les commandants militaires en leur demandant leur appui fondamental et précisant que " le pays courrait un danger, la sûreté et l'ordre public étaient en train de se dégrader " au cours d'une visite à *Hadimkoy* après les élections de 1946.⁹⁹

Quant à Ozdemir, il estime qu'il était fort probable qu'il existait aussi une division dans le Comité de Haut Commandement. D'ailleurs, l'expédition de plusieurs commandants à la retraite anticipée par le PD à peine arrivée au pouvoir le 6 juin 1950 a clairement démontré qu'il s'agissait d'un combat des règlements des comptes entre les généraux du PRP et du PD durant depuis quelques années¹⁰⁰. Nous considérons que l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate n'était pas carrément l'échec de la bureaucratie civile et militaire mais c'était plutôt l'échec unique de la bureaucratie civile. Pour pouvoir parler d'un échec commun, il faut que la bureaucratie civile et la bureaucratie militaire aient une importance égale et équilibrée dans la vie politique avant la victoire du PD. Pourtant, l'élite politique avait déjà brisé le poids de la bureaucratie militaire dans le régime politique et la bureaucratie militaire n'était plus l'une des associées politiques du pouvoir en 1950. De ce point de vue, les élites politiques du PRP et la bureaucratie politique civile avaient ainsi perdu la bataille politique contre le PD.

Les évolutions économiques, politiques et militaires causées par la conjoncture mondiale au cours des années 1944-1950 nous présentent effectivement un changement considérable dans la vie politique turque. La position géopolitique de la Turquie était l'un des motifs principaux de l'évolution troublante des politiques intérieures et extérieures du pays. C'est grâce à cette position stratégique de la Turquie que les forces alliées et axes voulaient attirer la Turquie à leurs côtés pendant tout au long de la Seconde Guerre mondiale, qui avait inévitablement provoqué un changement brusque de l'ordre mondial et un nouvel équilibre des rapports de force dans l'échiquier mondial.

La querelle inévitable entre Etats-Unis et l'Union soviétique sur les Balkans, sur le Moyen-Orient et sur la Turquie avait forte commencé juste après la Seconde Guerre mondiale. La Turquie s'est vite décidée à choisir les camps occidentaux à cause de l'hostilité prononcée par l'Union soviétique. Mais son alliance réalisée avec les Occidentaux, précisément avec les Etats-Unis, n'était pas fondée sur les critères égalitaires. Les Etats-Unis ont visé à compléter leur concept de la sécurité globale essayant

⁹⁹ Dogan Avcioğlu, " Türkiye'nin Duzeni, Dunu, Bugunu, Yarini ", Bilgi Yayınevi, Ankara 1969.

¹⁰⁰ Ozdemir Hikmet, " Rejim ve Asker ", AFA Yayınları, İstanbul, 1989, p. 95.

d'y intégrer la Turquie. Le résultat naturel de l'alliance faite entre un pays sous-développé, la Turquie, et une superpuissance, les Etats-Unis, démontrait bien que la stratégie de la défense, la structure de l'armée et les organisations de la défense de la Turquie se sont en effet formées grâce aux Etats-Unis selon leur intérêt national. On constate ce genre d'une évolution dans les relations turco-américaines pendant la période de 1944-1950 et particulièrement à partir de 1947.

Institut kurde de Paris

**PREMIERE PARTIE : ANALYSE DES FACTEURS
DES RELATIONS ARMEE-POUVOIR**

Institut kurde de Paris

Tout au long de cette partie de notre thèse, nous nous pencherons sur les caractéristiques socioculturelles de l'évolution du système politique turc, sur l'institution militaire turque dans le but de mettre en clair les caractéristiques organisationnelles et spécifiques de celle-ci et sur les théories explicatives dans le souci de pouvoir déterminer les causes de l'intervention militaire dans la sphère politique et les conditions du passage à un système politique pluraliste. Dans l'analyse des facteurs des relations Armée-Pouvoir, il nous paraît indispensable de traiter un sujet scientifique en profondeur dans sa totalité socioculturelle et politique. La principale préoccupation de cette partie est d'exposer et d'analyser la question posée dans la problématique de notre recherche : l'intervention politique systématique des forces armées, le fondement du système politique turc et l'usage de multiples théories dans le but de constituer la base scientifique de notre préoccupation principale. Au cœur de notre réflexion explicative, se trouve le souci d'éclaircir un grave problème chronique : la réalisation du processus de démocratisation du système politique turc et ses difficultés internes et externes, organisationnelles et culturelles.

Il nous faut d'abord nous interroger sur la situation contemporaine du système politique turc tout en examinant l'évolution du régime politique turc, l'évolution du multipartisme turc et ses caractéristiques socioculturelles. La République turque a été officiellement créée par la révolution kémaliste en 1923 grâce à l'appui indispensable de son armée. A partir de cette date-là, l'institution militaire turque est placée au cœur même du système politique turc. Leur principale préoccupation fut toujours la protection de l'idéologie kémaliste et de ses acquis contre toute sorte d'attaques intérieures et extérieures. Dans cette perspective, la décision du passage au multipartisme, la mise en place de fondement du régime politique et son évolution constitutionnelle ont été principalement déterminées par rapport à l'idéologie kémaliste et à ses principes politiques sous le protectorat indispensable de l'institution militaire. De ce fait, il convient d'analyser dans une large mesure la situation contemporaine du système politique turc tout en mettant au point l'origine idéologique du régime politique turc, ses caractéristiques socioculturelles et l'évolution des grandes idées politiques dans les principaux partis turcs.

Dans l'analyse du processus de démocratisation d'un système politique, le fait de ne pas s'interroger sur l'armée elle-même nous empêcherait de bien compléter notre réflexion et d'avoir une vision scientifique parfaite. La réalisation de la révolution kémaliste et la création d'un nouveau système politique basé généralement sur les principes occidentaux, ont été sans doute mises au point par la participation directe et par la présence réelle de l'institution militaire turque. De ce fait, l'analyse complète de l'armée turque serait

effectivement assez éclairante et utile dans la détermination des problèmes majeurs du système politique turc.

Enfin, la constitution des cadres scientifiques d'un travail nécessite naturellement une réflexion théorique. Dans le souci de systématiser ses idées scientifiques et de constituer une base solide à ses idées spécifiques, un scientifique est sensé synthétiser les informations spécifiques recueillies d'une société politique ou d'un pays quelconque par l'intermédiaire des théories explicatives. De ce fait, la mise en ordre des informations spécifiques obtenues dans le cas de la Turquie, nous oblige à nous référer à certaines théories explicatives.

Institut kurde de Paris



CHAPITRE 1 LE FACTEUR POLITIQUE : LA SITUATION CONTEMPORAINE DU SYSTEME POLITIQUE TURC

Dans ce chapitre, nous allons essayer de définir grosso modo l'évolution mouvementée du régime politique turc en nous interrogeant sur le caractère spécifique de la transition d'un régime autoritaire à un régime pluraliste et sur l'évolution constitutionnelle du régime politique turc. Nous tâcherons en effet de voir de près le régime politique turc afin de pouvoir expliquer l'État actuel des choses politiques. Autrement dit, l'analyse du régime politique de la Turquie kémaliste depuis sa création nous sera utile tout au long de la mise en ordre de notre raisonnement sur le majeur problème du pays.

Il nous paraît aussi important de connaître en détail l'évolution du multipartisme turc afin de chercher également dans la société elle-même les causes des interventions militaires dans la vie politique et le blocage systématique du système. En d'autres termes, selon l'évolution de l'histoire politique turque, nous tentons en effet de mettre en clair l'origine même du problème et le fondement des dysfonctionnements du système politique. De plus, comprendre la nature de la révolution kémaliste nous serait sans doute indispensable pour résoudre les problèmes importants du système politique turc, puisque l'idéologie kémaliste est infiltrée à tous les niveaux de l'État et du régime politique et constitue la base même du système politique turc.

Enfin, les caractéristiques socioculturelles du système politique turc seront examinées comme ayant une grande importance dans la constitution de l'idéologie kémaliste afin de découvrir la spécificité des élites politiques turques et les fondements des cultures politiques turques. La base des élites politiques turques est fortement façonnée par les effets indiscutables de la tradition politique ottomane. Nous essaierons également de

définir le niveau de la culture politique turque dans le but de mesurer la chance de la faisabilité d'un système politique démocratique en Turquie. Les caractéristiques des fondements de la culture politique turque seront en dernier lieu déterminantes dans la compréhension du problème posé.

SECTION 1) LES CARACTERISTIQUES SOCIOCULTURELLES DE L'EVOLUTION DU SYSTEME POLITIQUE TURC

Beaucoup de particularités du système politique turc ont leur origine dans les développements survenus au sein de l'Empire ottoman pendant le XIX^{ème} siècle¹⁰¹. Malgré l'existence de différences inévitables socio-politique et économique, on se rend compte effectivement d'une certaine continuité dans certains domaines entre l'Empire ottoman et la Turquie républicaine¹⁰².

La création de la République était la cause principale des grands bouleversements dans l'histoire ottomane turque. Un des éléments importants de continuité provient donc de la vieille division entre les élites et les masses, les dirigeants et les dirigés. Cette division culturelle pourrait nous éclairer au niveau d'une analyse des valeurs sur certains points de la crise politique turque répétée dans la vie politique¹⁰³.

Nous voulons désigner ici, par le terme élite, des groupes d'individus minoritaires qui occupent des positions à tous les niveaux de la hiérarchie d'autorité dans les structures et les sous-systèmes des sociétés. Il est tout à fait normal de constater, du point de vue sociologique, l'existence des élites dans tout système d'autorité comme, par exemple des dirigeants des partis politiques, des groupes d'intérêt associations du monde de l'industrie et des affaires, de l'armée, des universités, etc.. Même si le pouvoir est inégalement réparti entre les élites, ils ont en commun de détenir une parcelle du pouvoir plus grande et de participer de façon plus effective au processus décisionnel que la majorité de la population. Il convient de mettre en clair dans ce chapitre quels sont les différents groupes d'élites qui se partagent effectivement le pouvoir politique en Turquie, surtout

¹⁰¹ Metin Heper, "Osmanli Siyasal Hayatinda Merkez-Kenar Iliskisi", in Toplum ve Bilim, No. 9-10, Bahar-Yaz 1980, pp.3-35.

¹⁰² Levent Koker, "Modernlesme Kemalizm ve Demokrasi", Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1995, p.132.

¹⁰³ Niyazi Berkes, "Turkiye'de Cagdaslasma", Dogu-Bati Yayinlari, Istanbul, 1978, p.69.

que la crise du système politique turc apparaît comme la conséquence directe d'une action entreprise par certains de ces groupes.

L'institutionnalisation du système à un niveau donné, avec sa culture, ses normes, ses valeurs et son organisation, prépare l'évolution institutionnelle ultérieure du système. En s'appuyant sur ces constatations, on peut avancer des hypothèses concernant les évolutions de relations entre les formes institutionnelles du système politique ottoman et celles du système politique républicain. Dans cette perspective, l'institutionnalisation du système politique de la République et les évolutions des relations entre la participation, les institutions et les élites sont conditionnées en effet par les transformations institutionnelles et culturelles de l'Empire ottoman à la suite de ses difficultés internes et de la domination économique que les puissances impérialistes lui ont imposé.

Ayant un caractère patrimonial, la bureaucratie ottomane n'a jamais permis l'évolution ou l'apparition d'une force politique autre que la sienne au sein de la société tout en contrôlant toute la vie économique et politique¹⁰⁴. L'apparition de la bureaucratie ottomane comme une force dominante dans la société avait pris naissance du fait que le processus de modernisation de l'Empire ottoman ayant un caractère primordial devant la nécessité absolue de réagir contre son déclin a été entamé et mis en place par la bureaucratie patrimoniale ottomane dans le but de sauver l'Empire en important le modèle occidental dans sa totalité. Par la suite, on assiste d'abord à la modernisation de la bureaucratie sur le plan de son organisation, les membres de celle-ci ont aussi bénéficié d'une éducation à l'occidentale. Il n'existait alors aucun autre groupe social pour contrebalancer le pouvoir que cette bureaucratie exerçait.

§1) Les origines sociales de l'élite politique turque :

Selon la structure institutionnelle dualiste de l'Empire ottoman, on peut distinguer deux groupes différents dans le système politique ottoman. D'un côté, la classe supérieure dirigeante comprenant la bureaucratie civile et militaire et les scientifiques (*ulemas*) et de l'autre côté, une classe inférieure de dirigés, comprenant tous les sujets musulmans et non musulmans qui payaient les impôts. Ainsi, on voit apparaître une dichotomie culturelle au sein de la société qui divise encore la société turque. Il y avait alors d'une part la culture du palais ou "grande" culture et d'autre part la culture de la province ou "petite" culture. Cette structure institutionnelle dualiste de l'Empire ottoman n'a jamais pu être modifiée par le développement d'une classe "moyenne". Avec la mise en place du processus de modernisation, la division entre les dirigeants et les dirigés a

¹⁰⁴ Frederick Frey, "Patterns of Elite Politics in Turkey", in George Lenczowski (dir.), "Political Elites in the Middle East", American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1975.

pris une autre forme : l'élite bureaucratique a adopté la culture occidentale et urbaine, tandis que le peuple et les notables locaux gardaient la culture islamique et rurale¹⁰⁵.

L'armée et la bureaucratie ne constituaient évidemment pas de nouvelles professions en Turquie ; bien au contraire, elles formaient avec le clergé les trois piliers sur lesquels reposait l'ordre politique et social traditionnel. L'État ottoman avait pendant très longtemps consacré le plus clair de ses efforts à la réforme militaire et administrative dans le but de créer l'armée moderne qui pouvait uniquement faire face à l'ennemi européen¹⁰⁶. Méthodes et équipements nouveaux, écoles et enseignements nouveaux avaient produit une nouvelle race d'officiers et de fonctionnaires, ouverts aux influences et aux idées occidentales, conscients du déclin de leur pays.

Il convient de préciser que les deux branches, civile et militaire, de la bureaucratie ottomane turque se sont souvent disputées pour la suprématie au sein de l'État. Depuis le règne de Mahmud II (1807-1839) jusqu'en 1908, la bureaucratie civile a eu le dessus. Avec la révolution des Jeunes Turcs, les militaires ont repris le leadership, et c'est sous leur direction que la Turquie a mené la guerre d'indépendance entre 1919-1923. Après la création de la République, Atatürk et İnönü ont de nouveaux, en quelque sorte, réussi à imposer la suprématie de la bureaucratie civile.

Grâce à la longue domination de la suprématie de la bureaucratie civile, on voit effectivement apparaître au sein de la bureaucratie une tradition qualifiée de "tradition bureaucratique du gouvernement". Après être resté au pouvoir politique assez longtemps, les bureaucrates tures ont eu l'occasion de constituer leur propre système de valeurs politique non pas administratif. Face à la transformation radicale et la modernisation imposée au sein de la société suite à la révolution et l'apparition de la République, il est tout à fait normal que le système de valeurs traditionnelles de l'Empire ottoman étant essentiellement "prescriptif-religieux" soit remplacé par le système laïc sans perdre son caractère prescriptif. Sous l'influence de l'idéologie nationaliste et populiste des Jeunes Turcs et aussi de l'idéologie kémaliste comprenant les principes de laïcisme, de populisme et d'Étatisme, la bureaucratie a acquis cette fois-ci un système de valeurs prescriptif, statique et nullement flexible.

Tout au long des années 1923-1946 (de la création du PRP jusqu'au passage du multipartisme) les bureaucrates étaient dotés de ce système de valeurs et de pouvoir, qui avaient une suprématie incontestée dans la société. Avec la permission de la création des

¹⁰⁵ Serif Mardin, " Türkiye'de Toplum ve Siyaset ", İletisim Yayinlari, Istanbul, 1994, p.212.

¹⁰⁶ Bernard Lewis, " Islam et Laïcité : la naissance de la Turquie moderne ", Fayard, Paris, 1988, p.162.

partis d'opposition sous l'influence de plusieurs facteurs dont nous avons déjà largement parlé, celle-ci fut remise en question par de nouvelles élites.

Avec l'apparition du régime de multipartisme à partir de 1946, on a pu constater une évolution importante dans la structure et la formation des élites bureaucratiques. Les élites bureaucratiques ne pouvaient pas faire concurrence à ces nouvelles élites issues du nouveau régime de multipartisme. Mais il convient de préciser en effet que, depuis le XIX^{ème} siècle, plusieurs facteurs et aussi des efforts conscients avaient quelque peu rétréci le fossé séparant les élites bureaucratiques des masses. Des Jeunes Ottomans (1875-1876) jusqu'aux kémalistes, on a toujours fait d'effort de développer le principe populiste pour établir le contact avec les masses et entrer également en communication avec elles. Avec la modernisation de la bureaucratie et la création des écoles à l'occidentale, la base du recrutement de la bureaucratie fut élargie aux enfants provenant des régions rurales. La place centrale qu'ont aujourd'hui les partis politiques dans la vie politique a été constituée à partir de 1908. Grâce à leurs organisations locales étendues sur tout le territoire, les élites en tant que "dirigeants des partis politiques" ont eu l'occasion de se rapprocher des masses.

Les "maisons du peuple", les "instituts du village" et le régime du parti unique ont largement accéléré le processus de socialisation des valeurs kémalistes auprès des masses. Tout cela a joué un rôle considérable dans le fonctionnement et la mise en place de nouvelles structures du système kémaliste, mais, n'a jamais réussi à remplacer fondamentalement la nature dualiste de la culture politique turque.

La montée rapide de nouvelles élites dans le système politique avec le passage au multipartisme a totalement bouleversé l'orientation habituelle des élites bureaucratiques et a causé une modification importante dans leur déroulement ordinaire. Parce que les élites "civiles" se sont dotées d'un système de valeurs différent de l'ancien, dans lequel le statut et le pouvoir ont appuyé sur le pouvoir économique. Ce qui fait que le statut de l'élite bureaucratique dans la société se trouvait directement menacé. C'est ainsi que la réapparition du facteur religieux dans les données de la vie politique devient réelle suite à la mobilisation et à la participation des masses. Face à l'inquiétude de voir bouleversé leur système de valeurs prescriptif-laïc-statique et aussi leur place privilégiée dans la société, les élites bureaucratiques se sont vues contrariées par une forte participation des masses et par l'arrivée des civils au pouvoir.

En outre, la nouvelle recombinaison de la vie politique suite à la mise en place du multipartisme provoquait inévitablement un mécontentement classique, d'origine patrimoniale, auprès des élites bureaucratiques provenant de la formation de nouvelles

sources de pouvoir autonome dans la vie politique¹⁰⁷. A partir de 1946, la période du régime du parti unique, pouvant en effet être défini par l'accumulation de la quasi-totalité des fonctions politiques se trouvant sous le contrôle des élites bureaucratiques, perd peu à peu sa fonctionnalité et finalement, le multipartisme signifiait en quelque sorte la fin du modèle en place. Malgré la formation de différents sous-systèmes autonomes au sein de la vie politique, les partis politiques ont gardé leur place et position centrales dans celle-ci. En effet, l'ouverture de la sphère politique aux masses et l'apparition de nouvelles élites politiques civiles se trouvaient contrariées face au système de valeurs de la bureaucratie et à ses intérêts en tant que groupe social.

L'existence même de ces nouvelles élites dépendait en quelque sorte de la politique économique poursuivie par les élites bureaucratiques. Dès la fin de la guerre d'indépendance (1919-1923), les élites bureaucratiques sous le contrôle de Kemal, ont adopté une politique économique libérale, même si cela a été interrompu suite à la crise économique mondiale. En outre, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Étatisme a été appliqué sous forme d'un capitalisme d'État et compris en quelque sorte comme la prise en charge par l'État des secteurs de l'économie dans lesquels l'initiative privée était absente.

La création d'une bourgeoisie turque, qui devait prendre en main la conduite de l'économie du pays fut l'un des thèmes favoris de la période du parti unique. Mais la création de la bourgeoisie devait s'effectuer sous le contrôle des élites bureaucratiques et selon leur tradition jusqu'à ce que celle-ci devienne mature¹⁰⁸. La réussite de la création de son propre système de valeurs plus flexible et plus instrumental à l'encontre de celui de la bureaucratie a naturellement suscité beaucoup de tensions et a nécessité beaucoup d'efforts et de temps. Depuis 1950, la lutte entre les élites bureaucratiques et les élites "civiles" continue, les périodes d'émancipation du pouvoir "civil" (1950-1960 ; 1965-1971) alternant avec les périodes de contrôle bureaucratique (1960-1965 ; 1971...). De même, les élites kémalistes en tant que seule force politique du pays avaient entamé leur programme de mise en place des réformes radicales tout en cherchant tout de même une solide base populaire à leurs actions politiques afin de légitimer leur pouvoir politique auprès des masses¹⁰⁹. Ceci dit, les dirigeants kémalistes ont dû accepter certains groupes socio-politiques dans la société comme des forces politiques légitimes en leur accordant parfois certains privilèges afin de pouvoir continuer leurs actions politiques.

¹⁰⁷ Vahap Erdogdu, "Demokratik Gucbirligi ve 5 Haziran Secimleri", in *Ulke*, No 1, 1977, pp.104-168.

¹⁰⁸ Caglar Keyder, "State and Class in Turkey : A Study in Capitaliste Development", N.Y. : Verso, 1987 et Kemal H. Karpat, "Society, Economy and Politics in Comtemporary Turkey", *World Politics*, Vol.17, No.1, October 1964, p.60.

En l'absence d'une société " civile ", la bureaucratie kémaliste était le seul groupe ayant capacité de créer un Etat moderne dans la société, qui avait été fortement formée sur le plan des valeurs par l'héritage de l'Empire ottoman. D'une manière globale, les élites bureaucratiques furent assez longtemps, en quelque sorte, sans entrer dans le détail, des élites " innovatrices ". Mais, il convient de souligner le fait que les efforts novateurs kémalistes ne soient pas en effet parvenu à minimiser ou à supprimer totalement la dichotomie culturelle de la société. La mise en place du processus de modernisation imposée a même nécessité d'une certaine manière l'utilisation de techniques et de symboles traditionnels ottoman-turcs par les élites bureaucratiques.

L'un des paradoxes du système politique turc provient sur le plan général du fait que les élites bureaucratiques kémalistes, après avoir contribué à l'apparition et au développement d'une " société-civile ", veulent toujours la garder sous leur contrôle. Au fil du temps, la bureaucratie civile se développe notamment en devenant une force mature et en subissant, une lente transformation. En outre, le recul de la bureaucratie civile, autrefois la force dépositaire de la tradition bureaucratique du gouvernement, est significatif face à la montée considérable de la bourgeoisie dont le système de valeurs flexible est symbolisé par le désir de profit. Et également, la position forte de l'intelligentsia dans la société se trouve aussi affaiblie devant ce nouveau phénomène. Mais, il serait intéressant de faire un bref aperçu sur la branche militaire de la bureaucratie, parce qu'elle préserve toujours toute sa puissance en représentant ainsi le dernier rempart bureaucratique contre l'entière légitimation de la " société civile ". L'institution militaire turque a toujours été le principal élément de la bureaucratie ottomane ou turque soit en étant le pilier central et dominant de l'Etat lui-même, soit en étant un facteur déterminant dans le pouvoir civil et administratif¹¹⁰.

Comme nous l'avons déjà souligné dans la première partie, la mise à l'écart de l'armée de la vie politique jusqu'à 1950 pouvait s'expliquer par le fait que celle-ci était attachée directement à Kemal et à son équipe au pouvoir. L'armée, en tant qu'appui fondamental de la révolution kémaliste et aussi gardienne de principes kémalistes s'est toujours gardée de faire directement partie de la vie politique comme force politique jusqu'en 1950 où de nouvelles élites politiques se sont imposées comme une nouvelle force avec le passage au multipartisme. C'est à partir de là que celle-ci a toujours voulu les contrôler. En somme, elle préserve donc la tradition patrimoniale ottomane pour pouvoir se présenter comme la seule source de légitimité dans la société. Dans l'évolution de la vie politique turque, il est

¹⁰⁹ Kemal H. Karpat, " Social Groups and the Political System After 1960 ", K. H. Karpat (dir.), " Social Change and Politics in Turkey : A structural and Historical Analysis ", Brill-Leiden, 1973, pp.227-281.

¹¹⁰ Bahri Savci, " Turkiye'de Devlet Hayatinda Askeri Mahiyetin ve Tesirin Seyrine Bir Bakis ", AUSBF Dergisi, Cilt XVI, No.3, 1966.

facile à repérer le rôle que l'armée se fixe pour être la seule force d'arbitre entre les partis politiques et les divers groupes politiques en concurrence. Dans cette démocratie "tutélaire", elle se propose en tant que seul juge qui détermine les limites de la constitutionnalité et de la légitimité du système, dans la mesure où les civils ne sauraient bien gérer le pays¹¹¹.

Dans le souci de mettre en évidence le rôle de la bureaucratie au sein de la société turque et son autonomie relative par rapport aux classes sociales, il convient de se doter d'une analyse se situant au niveau de valeurs et mettant en clair les styles de relations entre le système, ses élites et ses institutions. Au fil du temps, l'évolution du système pluraliste a fait naître des menaces contre le statut et le pouvoir des élites, celles-ci étant divisées entre elles. Par ailleurs, la divergence entre la "vision" de l'élite bureaucratique et la "vision" de la "société civile" et l'émancipation et le dépassement des limites imposées par cette dernière font que les élites bureaucratiques interviennent pour remodeler la société civile selon leurs idéaux.

§2) Les fondements des cultures politiques turques

La culture politique pouvant être définie comme l'attitude, la croyance et les sentiments du peuple concernant la politique et le système politique est effectivement susceptible de subir, dans une société, un changement important sous l'influence du processus de l'évolution sociale, économique et politique. De ce fait, la structure de la culture politique et la structure sociale, économique et politique d'une société présentent une sorte de complémentarité¹¹². Le fait d'analyser la culture politique et son évolution peut vouloir prétendre en même temps l'analyse d'autres structures sociales et leurs évolutions dans une société. D'ailleurs, dans la recherche de définition du rôle politique déterminant de l'armée et de ses interventions perpétuelles dans la vie politique celles-ci étant l'une des caractéristiques importantes de la vie politique turque, la raison de la présentation de la culture politique comme un élément déterminant provient de cette notion précise. En effet, la compréhension des fondements de la culture politique pourrait nous faire comprendre justement le fonctionnement de la structure politique turque.

Bien que la culture politique turque ait subi une évolution fondamentale à la suite de la révolution kémaliste et ses applications radicales imposées, elle porte toujours les traces pertinentes de la culture politique ottomane. L'une des caractéristiques principales du

¹¹¹ Dankwart A. Rustow, "A world of Nation : Problems of political Modernization", Washington D.C., The Brookings Institution, 1967, p. 198.

¹¹² Gabriel Almond et G. Bingham Powell, "Comparative Politics : A Developmental Approach", Boston : Mass. : Little Brown and Co., 1966, p.25.

système politique ottoman, être fortement basé sur une administration centrale, tire son origine de sa structure élitiste. Le groupe des élites dirigeantes (le centre) composé de la bureaucratie, de l'armée et des hommes religieux et les masses (la périphérie) étaient éloignés l'un de l'autre. L'État a donc pu occuper en Turquie une place assez importante dans la société par rapport à la société civile¹¹³.

L'État ottoman a déployé des efforts considérables pour consolider ses assises réduisant le rôle des notables locaux de l'époque des Seljukides à un degré presque insignifiant. Le succès militaire, le recrutement spécial forcé comme fonctionnaires ou soldats, de jeunes gens non musulmans de très basse extraction, et l'absence d'une politique mercantiliste lui évitèrent d'avoir à mobiliser les représentants de la société civile et à négocier avec eux.

Plus tard, lorsque les Ottomans se trouvèrent dépassés face à leurs rivaux européens, c'est une fois de plus non pas le " développement " du pays qu'ils ont envisagé comme remède miracle, mais une modernisation défensive, dont le soin était laissé aux élites bureaucratiques elles-mêmes¹¹⁴. Cette stratégie particulière permettait de se passer une fois encore de la société civile.

Par ailleurs, l'évolution tardive et insuffisante de la classe bourgeoise dans l'Empire ottoman faisait que celle-ci resta très longtemps dépendante de l'État. De ce fait, la naissance de classes fonctionnelles indépendantes du centre politique au sein de la société, n'a pas été possible. L'État a effectivement pu établir par l'intermédiaire de ses agents sa domination sur la société civile. Lors de la période républicaine comme lors de la période ottomane, l'État préservait complètement le contrôle de la société et exerçait son pouvoir sans aucune restriction. La sphère étatique était donc placée au-dessus des domaines économiques et sociaux en les absorbant complètement en tant que seule force déterminante de la société¹¹⁵.

Dans les années quarante, c'est-à-dire à la veille de la transition vers le multipartisme, le pouvoir politique était aux mains des dirigeants du Parti républicain du peuple et ses élites bureaucratiques qui, les uns et les autres, se considéraient comme les élites de l'État.

¹¹³ Voir, Serif Mardin, " Power, Civil Society and Culture in the Ottoman Empire ", in Comparative Studies in Society and History, Vol.11, 1969 ; et Serif Mardin, " Turk Siyasetini Aciklayabilecek Bir Anahtar : Merkez-Cevre Iliskileri ", Dun ve Bugun Felsefe, No.1, Istanbul : BSF Yayinlari, 1985.

¹¹⁴ Sur l'héritage de la pensée réformatrice ottomane : voir, Serif Mardin, " The Genesis of Young Ottoman Thought : A Study in the Modernization of Turkish Political Ideas ", Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1962.

¹¹⁵ Ilter Turan, " Stages of Political Development in the Turkish Republic ", Paper presented at the Third International Congress on the Economic and Social History of Turkey, Princeton : Princeton University, August 24-26, 1983, p. 48-49.

Ils se préoccupaient avant tout du maintien de l'ordre, s'étant donné pour tâche de moderniser la Turquie en prenant comme modèle la " superstructure " occidentale.

En outre, les élites politiques ont tenté de substituer à un régime centré sur l'État, un régime centré sur les partis. Il faut entendre ici par " régime centré sur les partis politiques " un système de partis sans presque aucune attache avec les différents groupes sociaux. Ce système a pu s'instaurer parce qu'il n'existait pas de groupes politiquement influents, d'où l'absence de toute norme d'efficacité, de modernisation ou de compromis, et par le fait que la vie publique avait pour cette raison dégénéré en un affrontement sans merci entre les élites politiques et celles de l'État. Il s'agit ici d'un conflit s'articulant autour de clivages " culturels " plus que " fonctionnels " .

Malgré l'absence ou la faiblesse d'une société civile, la position influente des élites politiques causait en effet l'apparition de certaines caractéristiques dans le processus politique. La prise en charge du rôle de l'État comme étant unique et seul dans le processus de l'évolution économique, sociale et politique du pays, rend extrêmement important l'acquisition du contrôle de l'État et de ses cadres politiques¹¹⁶. Le fait d'être au pouvoir signifiait le contrôle total de la vie sociale, et en conséquence, la procuration du prestige et du gain matériel. L'avantage d'être au pouvoir est donc très important.

L'effet de la perte du pouvoir est assez significatif dans tous les systèmes politiques, mais, celui-ci prend une allure beaucoup plus importante dans le système politique turc. Les raisons de cette situation pourraient être recherchées dans la structure du système politique et du système de partis turcs et aussi dans les caractéristiques des élites politiques turques. La structure d'administration politique turque est assez centralisée et l'autonomie de l'administration locale est naturellement assez restreinte. Grâce à la place primordiale de l'État dans les domaines économiques et politiques du système, avoir le pouvoir politique signifie en effet la possibilité de profiter de toute sorte de ressources sociales. La classe bourgeoise a toujours été dépendante de l'État dans l'Empire ottoman. Quant aux élites bureaucratiques, elles n'ont jamais permis à la classe bourgeoise naissante de se développer librement sans être dépendante de l'État pour que celle-ci reste entièrement attachée à leurs initiatives. De plus, elles ont considéré cette nouvelle classe bourgeoise comme un groupe social ordinaire et peu prestigieux¹¹⁷.

La plupart des partis politiques turcs n'étant pas basés sur les groupes sociaux, ils sont plutôt issus d'un conflit intellectuel. De ce fait, leur source de vote n'est pas toujours

¹¹⁶ Caglar Keyder, " Turkiye Demokrasisinin Ekonomi Politigi ", in Irvin Cemil Schick et Ertugrul Ahmet Tonak (dir.), " Gecis Surecinde Turkiye ", Bilim Dizisi, Belge Yayinlari, Istanbul, 1990, p.49.

¹¹⁷ Metin Heper, " The State Tradition in Turkey ", North Humberstone : The Eothen Press, 1985, p.101.

stable et précise. La survie d'un parti politique dépend d'une manière générale du fait de rester ou pas au pouvoir. Une autre particularité des partis politiques turcs, c'est d'assurer premièrement la protection de leurs fonctions vis-à-vis de l'appareil étatique dans l'objectif d'établir le minimum de liens entre les individus et le centre politique face à l'absence ou à la faiblesse de certaines associations intermédiaires dans la société civile. En outre, un parti politique s'efforce de rendre le plus accessible possible le chemin de certaines valeurs sociales pour ses électeurs pour ne pas perdre son soutien électoral.

Le PRP en tant que parti unique n'avait absolument pas besoin de soutien électoral pour la survie de son organisation. L'occupation inconditionnelle du pouvoir politique par ce parti provenait du fait que celui-ci avait joué un rôle historique dans le passé. Il se considérait comme le parti d'Atatürk et comme le fondateur de la République et des révolutions kémalistes. Avec la résurgence d'une nouvelle perspective politique beaucoup plus pragmatique après le passage au multipartisme, on constate notamment une forte augmentation de la demande des électeurs républicains et la recherche d'une solution politique au sein du PRP pour s'assurer le pouvoir le plus longtemps possible.

Bien que le PD, arrivé au pouvoir après les élections de 1950, surgisse comme un mouvement protestataire contre le régime du parti unique et ses élites bureaucratiques, il n'hésita pas à se procurer au fil du temps des moyens autoritaires pour garder le soutien électoral et rester au pouvoir. Les dirigeants du parti démocrate (1950 - 1960) et du Parti de la justice (1960 - 1981), autrement dit "les élites politiques" qui, à l'exception de quelques courts intervalles, ont détenu le pouvoir de 1950 à 1980, ne se souciaient guère de trouver un modus vivendi avec la haute administration. Ils se sont efforcés au contraire d'asservir totalement ces hauts fonctionnaires, qui prétendaient former les élites de l'État, aux gouvernements qu'ils composaient. Le but essentiel de la base sociale de ces partis était d'instituer une forte coalition contre les élites bureaucratiques¹¹⁸. Le seul moyen d'assurer l'unité organisationnelle dans ces partis, où différents intérêts étaient représentés, était de rester le plus longtemps possible au pouvoir.

L'un des éléments faibles de la culture politique turque, qui rend impossible tout compromis pour la résolution d'un problème quelconque national, est dû à des caractéristiques exceptionnelles des parlementaires turcs. La pratique du raccourcissement de la durée de fonction des parlementaires et leur niveau de rotation élevé font que la plupart des députés sont peu expérimentés. De plus, n'étant pas tout à fait sûrs de leurs réélections, les députés courent un grand risque d'accepter une telle fonction. Pour qu'un

¹¹⁸ Dans le but de se procurer d'une large perspective sur les bases sociopolitiques du Parti Démocrate (le PD), voir, A. Haluk Ulman et Frank Tachau, "Turkish Politics: The Attempt to Reconcile Rapid Modernization With Democracy", *Middle East Journal*, 19, 1965, p.158-160.

tel risque soit assimilable, il faut qu'il y ait un gros gain. De ce fait, un député s'occupe plutôt de se procurer le maximum de profils personnels tout au long de la courte durée de sa fonction, au lieu de prêter son assistance et de faire fonctionner plus efficacement le Parlement. A cause de cet état de chose ; la position sociale de député privée de son prestige habituel dans la société, les gens compétents se trouvent de plus en plus éloignés de la prise en charge d'une telle fonction¹¹⁹. En conséquence, le Parlement ne fonctionne pas efficacement à cause, d'une part, de la diminution de nombre des députés qualifiés et expérimentés, d'autre part, de l'augmentation du nombre des députés n'utilisant leurs fonctions que pour leurs propres intérêts.

Une autre particularité de la culture politique turque provient du fait qu'on surestime beaucoup la valeur de groupe et les intérêts collectifs au détriment de l'individu. Le peuple turc accorde beaucoup d'importance à l'organisation, à la discipline et aux objectifs collectifs, à tel point qu'il n'hésite pas à se désister de son propre intérêt personnel. Autrement dit, l'État est placé au-dessus de tous les intérêts personnels tout en étant véritablement le pilier central de la société. L'intérêt général de l'État devrait être visé avant tout¹²⁰. Le fait que cette tendance sociale prenne une dimension assez élevée, conduise à une certaine sévérité et un certain degré de hiérarchie dans la sphère politique, ces caractéristiques socioculturelles pouvant être utiles et efficaces face à un éventuel danger extérieur ou bien une crise économique, rendent inévitablement très difficiles le fonctionnement du système démocratique. La position secondaire de l'individu à côté du groupe, crée une sorte d'attachement fort dans le parti politique et dans le groupe ou bien de clivage au sein de la société. L'attitude de dévouement à l'excès à un groupe produit à contrarier un penchant excessif à considérer d'autres groupes comme ennemis. Ainsi, on voit apparaître le phénomène de groupe-interne et de groupe-externe dans la culture politique turque. La fidélité et la répartition passent au premier plan dans les relations de groupe-interne, alors que tous ceux qui restent en dehors de ce dernier sont qualifiés d'ennemis. C'est la raison pour laquelle la rivalité politique peut facilement prendre une allure de polarisation dans la vie politique¹²¹. Ceci dit, le compromis politiques minimums entre les différents partis et leurs cadres politiques au sujet de simples orientations politiques du pays se trouve tellement menacé à cause du fait de considérer tous comme ennemis sauf les membres du groupe-interne.

¹¹⁹ Turan, Ilter, "Stages of Political Development in the Turkish Republic", Paper presented at the Third International Congress on the Economic and Social History of Turkey, Princeton University, August 24-26, 1983.

¹²⁰ Ergun Ozbudun, "Development and Consolidation of Democracy in Turkey", (paper presented at the International Seminar on Turkey in the 2000), Istanbul, June 18-19, 1987, p.6.

¹²¹ Frederick Frey, "Patterns of Elite Politics in Turkey", in George Lenczowski (dir.), "Political Elite in the Middle East", Washington D.C., American Enterprise Institute, 1975.

Les raisons de polarisation de la vie politique sont expliquées de la manière suivante : “ Depuis le début du pluralisme des partis, aux alentours de 1950, les partis politiques turcs ont adopté un style populiste, remplaçant, pour mobiliser l'électorat, les appels idéologiques par des stratégies clientélistes. Gênés par une vaste population de petits paysans d'une part, et par le parapluie idéologique kémaliste d'une société “sans classe” lavée de toute distinction ethnique et religieuse d'autre part, les partis politiques n'ont guère développé un électorat stable basé sur une conscience de classe. Ainsi, le cadre général dans lequel s'effectua la transition vers une politique multipartite, façonna le style de dirigisme (personnaliste), les stratégies structurelle et électorale (clientélistes) et le discours politique (populiste) du système de partis qui en résulta. En outre, il fournit le climat dans lequel se définirent et survinrent toutes les crises ultérieures ”¹²².

Parce qu'il accorde une grande importance au groupe, l'État est perçu comme un établissement fondamental et important dans la société. D'ailleurs, l'État est placé en Turquie au-dessus de toute sorte d'intérêts individuels. L'État considéré comme un établissement sacré, représente l'objectif et l'intérêt collectif de la société entière. Même si le système démocratique nécessite une forte pluralité au sein des groupes sociaux, cela doit au moins reposer sur un minimum de compromis social concernant les principes essentiels de politique. Néanmoins, étant donné que la culture politique turque voue beaucoup plus d'estime aux intérêts collectifs qu'aux intérêts individuels, la flexibilité des groupes est assez réduite. Chaque groupe ne prétend défendre que l'intérêt général national tout en négligeant complètement l'intérêt individuel, comme si ceci était inévitable et normal.

La position centrale de l'État héritée de la structure de la culture politique ottomane, a empêché largement, d'une part, le développement des établissements pouvant jouer le rôle d'intermédiaire pour établir un lien entre les structures sociales et politiques, d'autre part, la séparation ou la libéralisation des domaines économiques et sociaux de la sphère politique. L'absence ou bien la faiblesse des associations intermédiaires reliant les structures sociales et politiques avait poussé l'idéologie au premier plan comme composant essentiel remplaçant ce vide existant entre ces deux structures pendant la période de l'Empire ottoman aussi bien que sous la République¹²³. La création de groupes représentants des différents intérêts spéciaux en dehors des intérêts nationaux n'a pas vraiment été réalisée à cause de l'absence d'une classe économique moyenne lors du processus d'évolution sociale en Turquie. La possibilité de trouver un moindre

¹²² Ayşe Öncü, “ Du populisme rural au populisme urbain : la politique municipale de l'ANAP (Parti de la Mère-patrie) ”, in P. Dumont et F. Georgeon (dir.), “ La Turquie au seuil de l'Europe ”, L'Harmattan, Paris, 1991, p.80.

¹²³ Heper, Metin, “ The State Tradition in Turkey ”, North Humberston : The Eothen Press, 1985, p.98-99.

compromis était presque inexistant dans la société, parce que le problème de l'absence de pluralité de groupes socio-économiques se posait toujours compte tenu de la réalité du fait que l'intérêt à défendre était unique et national.

La suprématie de la politique et l'inexistence d'une société civile forte peuvent être expliquées par la dépendance des sphères économiques et sociales à la sphère politique résultant de la structure de position centrale de l'État dans la société. L'une des raisons principales de la polarisation de la vie politique turque est l'absence ou le sous-développement de la sphère civile. La distinction de "centre et périphérie" dans le domaine politique, la distinction de "moderne et traditionnelle - religieuse" dans le domaine social et la distinction de "libéral et étatiste" dans le domaine économique apparaissent toutes comme des différences essentielles dans la société turque.

La faiblesse du processus de création des associations sociales pendant une longue période en tant que moyens de représentation et de protection des intérêts des classes sociales, due tantôt à la constitution fonctionnelle de celles-ci, tantôt à l'interdiction partielle de ce processus suite aux interventions militaires, forme notamment un autre signe de sous-développement de la sphère civile en Turquie. A titre d'exemple, le fait que la création des syndicats en tant que réalité incontournable dans la vie politique des pays occidentaux libéraux, démocratiques et comme solution indispensable aux problèmes créés par le processus d'industrialisation, soit assez récente en Turquie, nous prouve la faiblesse du domaine civil. L'évolution historique des organisations ouvrières et patronales nous montre clairement la fragilité du processus de l'association. En un mot, l'importance considérable attribuée à l'État lors de la période ottomane ou bien républicaine prend inévitablement son origine dans l'histoire politique et sociale du pays. A tel point que l'appareil étatique est largement doté des mécanismes politiques nécessaires afin de faire assimiler son importance grandissante à la société¹²⁴.

Néanmoins, on voit apparaître le développement de différents groupes d'intérêt économique en Turquie avec le développement de la classe sociale moyenne et plus particulièrement avec le processus d'une libéralisation économique plus avancée dans les années précédentes. En cas de réussite de l'émancipation d'une société civile indépendante de la sphère politique selon le processus ci-dessus, la polarisation des partis politiques et naturellement des masses, qui était le problème le plus important des années 1960 et 1970, pourrait être en grande partie minimisée. En dépit des évolutions prometteuses dans l'instauration du processus de démocratisation en Turquie, la culture politique turque

¹²⁴ Voir, Engin Deniz Akarli, "The State as a Socio-Cultural Phenomenon and Political Participation in Turkey", in E.D. Akarli et Gabriel Ben-Dor (dir.), "Political Participation in Turkey : Historical Background and Present Problems", Istanbul : Bogazici University Publ., 1975.

n'a toujours pas atteint le niveau de culture politique dite " propice " (selon Finer) dans laquelle l'existence d'une société civile indépendante de la politique et la présence d'un compromis sur les principes fondamentaux de politique et sur la création des solutions concernent les problèmes divers. Même si l'on peut constater d'une certaine façon le développement des attitudes positives concernant le processus de démocratisation et les principes essentiels de démocratie dans la société turque. L'évolution des caractères réconciliants des leaders et des cadres des partis politiques a été en conséquence empêchée par le prix à payer pour rester à l'écart du pouvoir politique. De ce fait, l'instauration d'un consensus dans le cadre des problèmes importants pour le pays est irréalisable à cause de l'accentuation de la polarisation entre les partis politiques provoquée par la situation citée ci-dessus et le fonctionnement de la prise de décision du Parlement qui est presque impraticable.

La culture politique turque a inévitablement parcouru beaucoup de chemin dans la réalisation et l'institution d'un régime politique démocratique, de l'apparition de la nouvelle République jusqu'à nos jours. C'est la raison pour laquelle, il ne s'agit pas ici d'une culture politique qui cède définitivement sa place à une administration militaire. Certes, on ne peut pas non plus parler d'une culture politique mûre basée essentiellement sur le principe de " suprématie civile " dans cette même société. L'évolution de celle-ci dans un sens positif nécessite obligatoirement une maturité complète de la société dans le domaine économique, social et politique et une prise de conscience de " supériorité civile " parmi le peuple¹²⁵.

SECTION 2) L'EVOLUTION DU MULTIPARTISME TURC

La révolution kémaliste prend son origine dans les réformes autoritaires ottomanes destinées à moderniser et occidentaliser l'organisation administrative et militaire de l'Empire. Dès leurs débuts au pouvoir, les Jeunes Turcs se sont divisés en deux tendances. D'un côté, les libéraux, favorables à une certaine décentralisation et à quelque autonomie des minorités religieuses et nationales¹²⁶ ; de l'autre, les nationalistes, de plus

¹²⁵ Afin d'avoir une autre perspective sur la culture politique et sur le rôle de l'armée dans la mise en place de cette culture ; voir, Serdar Sen, " Cumhuriyet Kulturunun Olusum Surecinde Bir Ideolojik Aygit Olarak Silahli Kuvvetler ve Modernizm ", Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1996.

¹²⁶ Pour plus d'informations sur les libéraux dans le mouvement de " Jeune Turc ", Cf. E. E. Ramsaur, " The Young Turks : Prolude to the revolution of 1908 ", Princeton, 1958.

en plus partisans de l'autorité centrale et de la domination turque sur les autres nations qui faisaient partie de l'Empire ottoman. De ce fait, il serait intéressant de voir les mouvements intellectuels et culturels de la période des " Jeunes Turcs " qui seront par la suite à l'origine de l'idéologie kémaliste.

Ce sont les doctrines étrangères qui ont établi les fondations théoriques de la critique politique et sociale et dominèrent désormais la réflexion des réformateurs et des révolutionnaires turcs. Ahmet Riza, inspiré par la sociologie positiviste, qui a été l'un des plus importants idéologues d'Union et Progrès et dominant dans l'évolution du radicalisme laïc en Turquie. D'abord, le prince Sabaheddin influencé par Demolins et de pensée de Le Play avait été particulièrement inspiré de l'initiative individuelle et de la décentralisation. Finalement Ziya Gokalp inspiré par les idées d'Emile Durkheim était le premier qui avait tracé le cadre de la formulation théorique approfondie du nationalisme turc et il serait l'un des sociologues le plus influent dans la doctrine kémaliste¹²⁷.

Depuis que l'Empire ottoman avait perdu sa supériorité tant militaire qu'économique, les intellectuels et les hommes d'État de l'époque étaient toujours préoccupés par la réponse aux questions suivantes : qu'est-ce qui ne va pas dans l'Empire, pourquoi prend-il du retard dans la course qui l'oppose à ses rivaux infidèles, que faut-il faire pour le sauver etc. ?

Avec les nouvelles idées occidentales inspirées par les sociologues positivistes, la solution proposée à la question de comment sauver l'Empire restait ancienne et familière. Pour trouver une solution durable à la question principale de l'époque, il fallait répondre à une autre question radicale qui suscitait déjà une division parmi les intellectuels : quelle était donc la nature de ce qu'il fallait sauver ?

Beaucoup de choses ont été dites sur le régime kémaliste et sur les divers aspects de l'expérience kémaliste. Pour pouvoir exposer l'évolution du multipartisme turc, il serait intéressant d'adopter une approche comparative et théorique de la nature de ce régime politique. Par la suite nous pourrions constater les changements et les transformations du régime kémaliste ainsi que du régime autoritaire.

L'aspect le plus intéressant à souligner dans le régime kémaliste, c'est notamment la réalisation de la transition pacifique d'un régime autoritaire à une démocratie. De ce fait, le régime kémaliste présente un intérêt majeur pour les chercheurs de politique comparée. Qu'est-ce qui était le point le plus fort du régime kémaliste dans la réalisation du passage

¹²⁷ Bernard Lewis, " Islam et Laïcité : la naissance de la Turquie moderne ", Fayard, Paris, 1988, p.202-204.

au pluralisme ? Dans quelles conditions socio-politiques, la mise en place d'un régime pluraliste a été décidée comme l'orientation politique du pays par l'idéologie kémaliste ?

La nature du régime politique kémaliste pourrait sans doute nous éclairer sur l'évolution du multipartisme turc. Depuis ses origines historiques, quel était l'objectif final de la révolution kémaliste ? Sur quoi repose le régime kémaliste ? Il nous paraît très utile de parler des origines historiques, des fondements sociaux, de l'idéologie et de l'organisation du parti unique kémaliste, étant donné que le régime actuel en tire ses origines.

§1) L'origine historique du PRP : le Parti unique

Le PRP¹²⁸ a été officiellement fondé le 9 septembre 1923. Toutefois, ses origines remontent à la Guerre d'indépendance turque (1911-1922). A la fin de la Première guerre mondiale, l'Empire ottoman se trouvait sous la domination des Alliés. L'invasion des Grecs et des Alliés avait causé l'apparition de mouvements de résistance locaux. En fait, le PRP était basé sur les anciennes Sociétés de Défense des Droits originaires de ces mouvements de résistance¹²⁹. Mais il faut souligner que, à ses débuts, cette résistance était assez informelle, se limitant à une somme d'actes individuels et spontanés, sans unité, ni coordination nationale. C'est justement Kemal qui serait à l'origine de la constitution d'un mouvement nationaliste unifié. De ce fait, il organise d'abord un Congrès régional à Erzurum (le 23 juillet 1919) soutenu par la Société de Défense des Droits de l'Anatolie orientale, puis un Congrès national à Sivas (le 9 septembre 1919) avec la participation de toutes les Sociétés de Défense qui s'unissent au sein d'une seule organisation, qui s'appelle, dès lors, la Société de Défense des Droits de l'Anatolie et de la Roumélie.

Les kémalistes, après avoir établi les idées-forces d'indépendance et de volonté populaire, décident de créer une nouvelle Assemblée, " la Grande Assemblée nationale ", à Ankara le 23 avril 1920, à la suite de l'occupation complète d'Istanbul par les forces des Alliés, et de la dissolution du dernier Parlement ottoman.

La Première Grande Assemblée nationale (1920-1923), en tant qu'Assemblée constituante, disposait des pleins pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire. La formation d'une telle organisation politique n'était qu'un moyen de possession d'un fondement juridique et d'une légitimité populaire pour le mouvement nationaliste. La Grande Assemblée nationale se voulait la représentante de la volonté populaire et l'instance

¹²⁸ Voir, Ayse Gunes Ayata, " CHP : Orgut ve Ideoloji ", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1992.

¹²⁹ Esat Oz, " Tek Parti Yonetimi ve Siyasal Katilim ", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1992, p.72-73.

dirigeante de la Révolution nationale. Malgré la division profonde au sein même de celle-ci, le seul but avoué était de préserver l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays. Il y avait des réformateurs radicaux, des conservateurs, des intellectuels laïcs, des hommes de religion¹³⁰. Beaucoup d'entre eux avaient été membres de l'ancien parti d'Union et Progrès de la seconde période constitutionnelle ottomane (1908-1918).

La désignation du nouveau régime politique était placée au premier rang de la discussion de la période de libération nationale. Ce problème avait déjà réglé d'une manière générale parmi les leaders modernisateur-nationalistes. D'ailleurs les décisions prises lors des Congrès d'Erzurum et de Sivas et la création de Grande Assemblée nationale signifiaient clairement en quelque sorte la volonté des élites kémalistes concernant la nature du nouveau régime kémaliste. Toutefois, la réalité de la diversité culturelle et idéologique dans la Grande Assemblée nationale mettait notamment à l'ordre du jour l'affrontement entre les différentes idées et tendances. Alors que dans la Première Assemblée il n'existait pas de véritables partis politiques, cette fois de nombreux groupuscules et factions se constituent dès le départ. Les discussions et divergences entre ces groupes ne facilitaient pas l'unité nationale et le fonctionnement rapide de la Grande Assemblée nationale. De ce fait, Kemal décide de réunir ses partisans en un groupe appelé "le Groupe pour la Défense des Droits de l'Anatolie et de la Roumélie", plus connu sous le nom de "Premier Groupe" (10 mai 1921). Le "Second Groupe" a été successivement formé par l'opposition potentielle. Les membres du "Second Groupe" étaient en majorité constitués des députés de l'Est et du Nord du pays et parmi eux la profession libérale occupait une place significative. Le "Second Groupe" revendiquait toujours, lors des discussions parlementaires, l'instauration de la démocratie et de la liberté dans le pays. Nous pouvons supposer que cela reposait prioritairement sur le souci d'assurer la légitimité de leur position et aussi la rationalisation de leur opposition dans l'Assemblée nationale¹³¹.

Après avoir gagné la Guerre d'indépendance, Kemal ne tarde pas à révéler son intention de fonder un parti basé sur des principes populistes, qui s'appellerait le Parti du Peuple. A l'exception du "Second Groupe" éliminé après les élections législatives d'août 1923, on assiste à la réapparition d'une nouvelle opposition sous le nom de "Parti républicain progressiste" le 17 novembre 1924 écarté de la vie politique turque après l'éclatement de la révolte de "Sheikh Said" en février 1925. Un bref intermède (1930) le Parti républicain libéral finit par être interdit par son fondateur désigné, le Parti

¹³⁰ Ihsan Gunes, "Birinci Türkiye Büyük Millet Meclisinin Düşüncel Yapısı", Anadolu Ün. Yay., Eskişehir, 1985, p.435.

¹³¹ Pour avoir une vision complète sur la composition sociale de la Première Assemblée nationale ; Cf. Dogu Ergil, "Milli Mucadelenin Sosyal Tarihi", Turhan Kitapevi Yay., Ankara, 1981, p.14.

républicain du peuple dirige donc la Turquie de 1920 à 1945 sans opposition légale. Rustow distingue trois périodes dans le développement du régime kémaliste : la Guerre d'indépendance, où Kemal rallie toutes les forces disponibles sans restriction ; une seconde période où Kemal renforce énergiquement son autorité (1923-1927) ; une troisième période où il l'exerce avec clémence¹³².

Le programme du PRP accepté lors du Congrès de 1927 se caractérise par la composition du kémalisme comme une idéologie. D'après le premier article de ce programme, " le parti unique est une association politique républicaine, populiste, nationaliste et laïque ". Avec les programmes adoptés lors du Grand Congrès du PRP le 10 mai 1931 et du Quatrième Congrès du PRP en 1935, les principes kémalistes ont été définis plus clairement sous une forme de six titres. C'est ainsi que l'idéologie kémaliste devient en même temps l'idéologie du parti¹³³.

Les six principes kémalistes symbolisés par six flèches dans l'emblème du PRP étaient basés, comme cela est énoncé dans les programmes, sur les discours prononcés à plusieurs reprises par Kemal et sur les applications concrètes. On constate l'augmentation considérable des efforts vers la systématisation des principes kémalistes, la légitimation des pratiques kémalistes et l'assimilation de l'idéologie kémaliste dans la société. Comme on l'a déjà signalé, lors de cette période, il n'était pas possible de constater la moindre séparation entre le parti unique et le gouvernement. Autrement dit, une sorte d'identification complète entre le parti unique, l'État et le gouvernement existait fortement, à tel point que la réussite de l'État était directement liée aux pratiques politiques du parti. Cette situation particulière a été présentée par le parti unique de la manière suivante : le parti unique, le seul État et le seul chef politique¹³⁴. En gros, la structure organisationnelle du Parti unique reflète pour beaucoup les caractéristiques générales du régime politique de l'époque, qui était totalement autoritaire¹³⁵.

Le kémalisme défini comme une idéologie du PRP en six principes : nationalisme, populisme, républicanisme, laïcisme, étatismes et révolutionnarisme. Bien que chaque principe kémaliste ait un sens et un contenu politique, le républicanisme, le nationalisme et le populisme sont tous directement liés au système politique. On va constater au fil du temps que ces trois principes kémalistes formés dès le départ, changent de contenu et

¹³² Dankwart A. Rustow, " Atatürk as a founder of a State ", in Prof. Dr. Yavuz Abadan'a Armagan, Ankara A.U. Siyasal Fakültesi Yayini, 1962, p.532.

¹³³ Suna Kili, " Cumhuriyet Halk Partisinde Gelismeler ", Istanbul, Bogazici Universitesi Yayini, 1976, p.59-60.

¹³⁴ Kemal Karpat, " Turkey's Politics : The Transition to a Multi-Party System ", Princeton : Princeton University Press, 1959, p. 394-395.

¹³⁵ Cf. Donald E. Webster, " The Turkey of Atatürk ", Philadelphia, 1939.

prennent d'autres significations. Le populisme commence par la suite à être interprété comme un principe essentiel concernant la structure et le fonctionnement du système politique. La situation dans laquelle se trouve le pays pendant les années de la libération nationale, ces principes font peu à peu leur apparition dans la vie politique. Mais cela ne veut pas dire que les idées plus ou moins identiques ne soient jamais exprimées en avance. Vers la fin de l'Empire ottoman, la situation de crise dans laquelle se trouvait le pays, avait poussé plusieurs intellectuels à une nouvelle recherche pour la sauvegarde de l'Empire ottoman. Le positivisme, le populisme et le nationalisme étant en vogue parmi les intellectuels ottomans, ils seront repris par les intellectuels républicains comme courants idéologiques primordiaux¹³⁶. Le contenu de ces idées sont néanmoins peu à peu influencés par le nouveau régime politique et les réalités économique-politiques.

Le populisme des années de la guerre de libération avait un contenu beaucoup plus démocratique et social. On peut aussi clairement envisager que le sens véhiculé par cette idée possédait une dimension anti-impérialiste et anticapitaliste. Dans la même période, les élites politiques avaient accordé une importance considérable aux concepts de "souveraineté nationale", "volonté nationale", "administration populaire".

Tous ces arguments nous montrent clairement que les idées du cadre politique de l'époque étaient ou (ont été) basées sur le peuple dans le but de réaliser la libération nationale. Mais après avoir gagné la guerre de libération, le sens de populisme ou bien plutôt le sens attribué au terme du populisme commence à changer de contenu.

§2) Les fondements sociaux du PRP

On dit généralement que le PRP est né de l'alliance de l'élite militaire-bureaucratique-intellectuelle et des notables locaux. La Guerre de libération nationale avait renforcé l'autorité et le prestige de l'élite militaire-bureaucratique vis-à-vis de l'ensemble des classes sociales, y compris les classes dominantes sur le plan socio-économique. La révolution a été de part en part une "révolution par le haut", encadrée et dirigée par un parti unique, où les couches issues des forces armées occupaient une position dominante. Les mouvements de résistance étaient contrôlés par des officiers militaires et des fonctionnaires de l'État issus du Parti d'Union et du Progrès. Mais la réussite de ces mouvements dépendait inévitablement des appuis essentiels matériels et humains des notables locaux. Sans l'appui fondamental du peuple et des notables locaux, la Guerre de

¹³⁶ Voir, Ihsan Tekeli et Gencay Saylan, "Turkiye'de Hakçilik Ideolojisinin Evrimi", in Toplum ve Bilim, Sayı 5-6, Yaz-Guz, 1978, pp.40-110.

libération n'aurait pas pu être réalisée d'autant plus qu'on sortait d'une guerre épuisante¹³⁷.

Une autre force mobilisatrice dans la résistance était les maîtres de confréries et les chefs religieux. Sans avoir la moindre idée sur l'intention des élites kémalistes concernant la nature du nouveau régime politique, ils ont pleinement participé à la mobilisation du peuple dans la résistance¹³⁸. Mais comme les notables, tous les chefs religieux ne soutenaient pas les nationalistes. On peut quand même estimer que la plupart d'entre eux défendait la cause nationaliste. Lorsque le *Sheyhulislam* (le plus haut dignitaire religieux) du gouvernement d'Istanbul émit une *fatwa* (une opinion religieuse) déclarant que la mise à mort des rebelles (des nationalistes) était un devoir religieux, 153 *mouftis* d'Anatolie (les hommes religieux) ont contre-attaqué par une *fatwa* contraire, qui déclarait qu'une *fatwa* émise sous la contrainte de l'étranger n'était pas valable et qu'il n'y avait pas de plus grand devoir religieux que de résister à l'occupation étrangère.

Il serait donc nécessaire de jeter un coup d'œil sur la composition des Congrès pour la Défense des Droits et de la Première Assemblée nationale pour avoir une idée sur les fondements sociaux des mouvements kémalistes. A titre d'exemple, sur 54 délégués au Congrès d'Erzurum, il y avait 17 notables locaux (propriétaires terriens et marchands), 6 chefs religieux et le reste provenait de l'administration ou des divers horizons professionnels¹³⁹. Si la première Grande Assemblée nationale (1920-1923) comprenait un grand nombre de fonctionnaires (43%), de commerçants (12%), d'agriculteurs (6%), les divers chefs religieux (17%) étaient bien représentés¹⁴⁰. Si nous faisons aussi une comparaison entre la première 1920-1923 et deuxième 1923-1927 Grande Assemblée nationale, nous voyons très clairement l'élimination du "Second Groupe" en faveur du "Premier Groupe". Sur 118 députés de Second Groupe seulement 3% étaient réélus pour la deuxième Grande Assemblée nationale contre 97% de 197 députés de Premier Groupe¹⁴¹. La composition de la première Grande Assemblée nationale est différente de celle de la deuxième. Dans la première Assemblée nationale, le pourcentage de fonctionnaires était de 43% (23% des administrateurs, 15% des militaires, 5% des enseignants), alors que dans la deuxième ce pourcentage atteint 52% (23% des

¹³⁷ Ahmet N. Yucekok, "Siyaset Sosyolojisi Acisindan Turkiye'de Parlametonun Evrimi", AUSBF Yayinlari, Ankara, 1983, p.111.

¹³⁸ Pour avoir une idée complète sur le rôle de hommes religieux dans la réalisation de la Guerre de la libération nationale ; Cf. Binnaz Toprak, "Islam and Political Development in Turkey", Leiden : E. J. Brill, 1981, particulièrement la deuxième partie.

¹³⁹ Frederick W. Frey, "The Turkish Political Elite", Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1965, p.77.

¹⁴⁰ Ibid., p.181.

¹⁴¹ Ibid., p.306.

administrateurs, 19% des militaires, 9% des enseignants). Dernièrement, le pourcentage des religieux dans les deux Assemblées Nationales était significatif : un nombre considérable des religieux dans la première (17%) avait atteint 7% dans la deuxième. Nous pouvons globalement estimer que la composition des Congrès pour la Défense des Droits , la Première Grande Assemblée nationale et la Deuxième Grande Assemblée nationale montre l'hétérogénéité du mouvement nationaliste. Et même si les fonctionnaires constituaient l'élément dominant, ils étaient en quelque sorte obligés, au moins jusqu'à la victoire de la libération nationale, de se mettre côte à côte avec les notables locaux et les chefs religieux.

Il faut aussi se demander qui était l'ennemi visé de la révolution kémaliste. La révolution kémaliste n'était pas dirigée contre une classe sociale, elle avait plutôt pris comme objectif, au départ, d'assurer l'unité nationale et l'indépendance du pays. Elle n'avait pas visé particulièrement une classe sociale, mais des ennemis étrangers ainsi que ceux qui collaboraient avec eux. De ce fait, elle avait ouvert la porte à toutes les classes sociales. Malgré le manque de renseignements précis sur les caractères sociologiques des contre-nationalistes, il semble bien qu'ils comptent parmi eux beaucoup de notables locaux et de fonctionnaires religieux ou gouvernementaux.

Une fois l'objectif final de la Guerre de libération atteint, et tous les risques extérieurs écartés pour le nouveau régime, les kémalistes se mettaient à effectuer les réformes de laïcisation et à s'exprimer plus clairement sur la nature de ce nouveau régime au détriment de certains groupes tels que les éléments religieux très présents, dès le début de la Guerre de libération nationale, dans la coalition nationaliste. D'ailleurs, nous constatons une baisse systématique du nombre des députés issus de groupes religieux à la Grande Assemblée nationale après avoir éliminé toutes les menaces extérieures au nouveau régime. Leur pourcentage atteignait 17% en 1920, tombait déjà à 11% en 1923, à 4% en 1927, à 3% en 1931, à 2% en 1939 et seulement 1% en 1943¹⁴². Cela nous prouve que la forte présence des éléments religieux dans les mouvements nationalistes jusqu'à ce que la victoire absolue soit assurée contre l'invasion extérieure , avait subi un recul considérable et que la coopération entre les kémalistes au pouvoir et les hommes religieux n'était plus d'actualité.

Il faut tenir compte du fait que l'élite militaire et bureaucratique ne sont pas restées les seules composantes du PRP même après la fin de la Guerre de libération. Il y a eu une sorte d'alliance entre les notables ruraux et l'élite kémaliste. Malgré cette alliance, l'élite militaro-bureaucratique avait sans doute la plus belle part dans le PRP, même si un groupe non-négligeable de députés régionaux siégeait aussi à l'Assemblée durant la période de

¹⁴² *ibid.*, p.181.

parti unique. Cette alliance ne dépendait pas forcément des facteurs économiques et sociaux, mais plutôt des nécessités de la Guerre d'indépendance nationale. Dans le processus de décision générale, l'élite kémaliste est toujours restée sans concurrent. Puisque le kémalisme était appuyé sur la force militaire, il serait normal que l'élite militaro-bureaucratique soit un élément dominant dans le PRP. Une fois le régime consolidé, cette coopération a pu se poursuivre puisque l'importance que Kemal portait aux réformes de laïcisation ne menaçait pas les intérêts des notables régionaux.

§3) La nature de la révolution kémaliste : “ pour le peuple malgré lui ”

L'intérêt du régime kémaliste est considérable dans la mesure où il est l'un des rares cas de transition pacifique d'un régime autoritaire de parti unique à un système représentatif pluraliste réel. Pour pouvoir analyser la nature de la révolution kémaliste, il nous semble nécessaire de préciser la place de ce système politique dans les régimes autoritaires. Une des caractéristiques majeures des régimes autoritaires, d'après Linz, est qu'à l'opposé des systèmes totalitaires, ils tolèrent un “ pluralisme limité ”. Si certains groupes sont exclus de la vie politique, d'autres, dans la mesure où ils ne menacent pas les objectifs fondamentaux du régime, sont autorisés à conserver une autonomie relative, sans la régimentation totale propre aux systèmes totalitaires¹⁴³. Ceci dit, le régime kémaliste a été assez tolérant avec l'opposition, apparue dans la vie politique contre sa volonté ou bien avec son accord. A partir du moment où celle-ci devient dangereuse pour le régime politique en place tout en mettant en cause sa légitimité, les limites de tolérance accordées par le régime politique touchent à leur fin aux yeux des dirigeants kémalistes.

La Guerre de libération avait permis aux bureaucrates kémalistes de continuer à exercer leur autorité et leur prestige dans l'ensemble des couches et des classes sociales, y compris les classes dominantes sur le plan socio-économique. La révolution kémaliste a été de part en part une “ révolution par le haut ”, encadrée et dirigée par un parti unique, le PRP, où les couches issues des forces armées occupaient une position dominante. De même, c'est grâce à la présence des forces armées sur la scène politique qu'on a pu mettre en œuvre les réformes radicales et les protéger contre toute sorte d'attaques provenant de l'extérieur et de l'intérieur.

Cette “ révolution par le haut ”, menée de façon autoritaire, avait engendré l'apparition d'un type d'État fort, d'un système socio-politique que l'on peut qualifier d'“ étatiste ”. Ce système étatiste est le résultat des transformations radicales du système

¹⁴³ Juan Linz, “ Totalitarian and Authoritarian Regimes ”, in Fred. I. Greenstein et Nelson W. Polsby (eds.), *Handbook of Political Science*, vol.3 : *Macropolitical Theory*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1975, p.265-266.

politique turc introduit de façon autoritaire par les kémalistes et aussi le résultat des réformes qui avaient englobé les sphères politiques, idéologique et sociale. Par la perspective de l'analyse de concept du populisme, si on essaie de mettre en place les caractéristiques socioculturelles des pays sous-développés, on se rend compte que le système du parti unique est assez fréquent dans ces pays et que l'État-Parti unique constitue la seule force dans le système politique, qui peut assurer les progrès nationaux et réaliser des réformes radicales. Il faut aussi ajouter que l'absence de véritables bases d'un pluralisme politique est un phénomène indiscutable dans le système politique de ces pays¹⁴⁴.

Il nous paraît aussi important de voir la signification de la démocratie pour les kémalistes afin de pouvoir comprendre la nature de la révolution kémaliste. Dans l'objectif de mise en place de la révolution kémaliste, le peuple présentait dans sa totalité comme un danger : " les révolutions ne peuvent se faire qu'avec la répression et l'oppression et ce qui permet de savoir jusqu'à quel point il faut utiliser la répression, c'est la quantité et la diversité des révolutions ". L'idée que se fait l'élite kémaliste de la démocratie illustre d'une manière si franche sa haine du peuple qu'il faut que, d'après cette élite, celui-ci devienne malgré lui civilisé. Le peuple ne pouvait profiter des réformes radicales structurelles et juridiques que d'une manière marginale. L'État kémaliste n'a jamais pris en compte la volonté du peuple tout en imposant sa propre vision politique comme l'objectif final à atteindre¹⁴⁵. Le concept de démocratie est un moyen dans les mains de l'élite pour homogénéiser les conditions à travers une hétérogénéité donnée dans la réalité du peuple. De ce fait, la démocratie signifie pour l'élite l'instauration du bien-être et de l'épanouissement de tous ses citoyens par l'État selon les valeurs contemporaines.

D'autre part, cette prise en charge du peuple par l'élite kémaliste signifie aussi une réintégration de la quasi-totalité de la population dans le nouveau système politique. Cette élite avait même déployé considérablement le système administratif, éducatif sans prendre en considération les révolutions et les interdits. Autrement dit, le régime politique kémaliste a mis en marche ses objectifs socio-politiques malgré le peuple, mais, tout en étant soucieux du problème de l'intégration du peuple dans le système politique. De ce fait, il n'hésite pas à employer les moyens administratifs et l'appareil étatique de l'éducation.

La nouvelle domination, légale, est un moyen pour " faire le bien du peuple malgré le peuple ". En donnant dès le départ une dimension légitime à leur domination, les

¹⁴⁴ Peter Worsley, " The Concept of Populism ", in G. Ionescu et E. Gellner (eds.), " Populism, Its Meanings and National Characteristics ", London : weidenfeld and Nicholson, 1969, p.230.

¹⁴⁵ Feroz Ahmad, " Modern Turkiye'nin Olusumu ", Sarmal Yayinevi, Istanbul, 1995, p.151.

kémalistes découvrent la possibilité d'inclure les masses, de parler en leur nom et d'agir pour elles, mais en fin de compte contre elles.

Une fois établi, le pouvoir absolu engendre un autre absolu qui est celui de la nation turque, qui a été créée et mise en place par l'élite kémaliste. La nation en tant que telle ne laisse en effet aucun espace intermédiaire entre le peuple et elle-même. Par conséquent, n'en laisse aucun non plus entre le peuple et l'État, d'où toutes sortes de divisions ethniques, religieuses, corporatives ou politiques persistent au sein de la société turque depuis la création de la nouvelle république turque. La nation que l'élite kémaliste a voulu créer n'était qu'un non-réel et soutenu farouchement par son créateur : l'État turc. De ce fait, nous pouvons confirmer que la nation était une formation construite par le haut mais au nom d'un non-existant qui est le peuple¹⁴⁶.

On peut aussi parler du paternalisme de l'État. Ce qui semble se réaliser maintenant c'est plutôt une nation pensée unie et formée de sujets identiques dits modernes, libres, égaux, donc une nation privée de toute particularité et dont le concepteur et l'unique garant est l'État lui-même. Cependant, le régime kémaliste s'explique, au début de la révolution, par son effort d'étendre et de consolider les transformations réalisées et de les protéger de tout ce qui pouvait les menacer. Il y a eu certainement des mobilisations pour préserver l'indépendance et l'intégrité territoriale aussi bien face à la menace extérieure qu'intérieure. Cela n'a pas été sans doute encore une fois une révolution " du bas vers le haut ", une tentative pour reconstruire la société en se fondant sur la masse paysanne. Du point de vue de l'État national, le nationalisme kémaliste a avant tout l'objectif d'instaurer l'unité nationale et l'intégrité territoriale et d'établir ainsi la sécurité intérieure et la stabilité politique tout en essayant de préserver l'indépendance nationale. De ce fait, le mouvement nationaliste kémaliste se fixe les objectifs suivants à atteindre : l'assimilation d'une forte idéologie permettant de légitimer les actions et l'orientation politiques kémalistes, l'instauration immédiate de l'autorité étatique sur les individus, les différents groupes religieux et les diverses ethnies et la création d'une conscience nationale destinée à mobiliser les masses¹⁴⁷.

Pourquoi le régime kémaliste ne s'est pas heurté à une forte résistance d'origine populaire, bien qu'il ait bouleversé et transformé brutalement le fondement de la société turque ? L'absence du niveau de modernisation socio-économique et la faiblesse du niveau de " société civile " résultant de la structure de l'État ottoman n'avaient pas favorisé le pluralisme social ; la concentration du pouvoir politique entre les mains de

¹⁴⁶ Voir, Ellen Kay Trimberger, " Revolution from above, Military Bureaucrats and Development in Japan, Turkey, Egypt and Peru ", New Jersey et New Brunswick : Transaction, 1978.

¹⁴⁷ Binnaz Sayari, " Turkiye'de Dinin Denetim Islevi ", AUSBDF Dergisi, Cilt XXXIII, Sayı 1-2, Mart-Haziran 1978, p.175.

l'élite occidentalisée était l'une des raisons principales du niveau de pluralisme républicain. Le PRP était naturellement unique détenteur du pouvoir politique sans devoir rivaliser avec d'autres forces sociales.

Le processus de constitution de l'administration du parti unique commence essentiellement avec les élections de 1923 où la première liquidation de l'opposition s'effectue au détriment d'une coalition politique élargie du point de vue de la participation sociale. Le PRP avait fixé, dès sa constitution, deux missions importantes à mettre en place : l'une consistait à devenir un moyen ou un guide dans l'objectif d'assurer l'éducation et l'assimilation des réformes kémalistes auprès des masses. Quant à l'autre mission, elle provient du fait que d'être un parti politique, cela demande de prendre en charge certaines fonctions destinées principalement au processus politique et à l'instauration de légitimité du régime politique. Le fonctionnement politique était limité d'une manière générale à l'établissement d'une discipline dans l'Assemblée nationale et le PRP avait justement joué un rôle important pour faire passer facilement les lois concernant les réformes radicales à l'Assemblée nationale. Quant à la réalisation de la deuxième fonction, nous pouvons estimer que cela a été un échec jusqu'aux années 1930.

Quel était le but final à atteindre de l'élite kémaliste dans le processus de mise en place de la modernité républicaine ? Quel était le nouvel engagement de l'État républicain à la différence de l'ancien État c'est-à-dire l'État ottoman ? Qu'attend-il, le nouvel État, de la modernité républicaine ?

Le changement principal survenu avec l'apparition de la nouvelle république avait bouleversé les rapports de force existants dans la nature de la domination politique. L'État de la République de Turquie n'était que l'État d'une nouvelle nation, habitant un territoire précis et délimité à la différence de l'État ottoman, qui tirait sa spécificité de sa multitude culturelle et dont la légitimité était assurée auprès des dominés par le respect de l'indépendance de chaque communauté.

Les transformations radicales républicaines imposées d'une manière brutale par le haut malgré le peuple avaient modifié la nature des rapports de force, du contrôle et du mode de coexistence en faveur de la nouvelle nation turque.

La suppression globale des instances intermédiaires traditionnelles qui étaient le seul rapport direct avec l'État en tant que tel et ses sujets engendre de nouveaux principes de contrôle et de réorganisation des rapports de force au sein de la nouvelle république. D'ailleurs cela signifiait la disparition des instances intermédiaires représentatives de l'État ottoman et la prescription de nouvelles normes de conduites sociales. De ce fait, la modernisation peut s'expliquer par l'hypothèque de l'État sur les rapports sociaux

traditionnels. Le rejet des différences ethniques et la laïcisation forcée de la société trouvent leur raison dans l'objectif de créer une société homogène et de favoriser pleinement la centralisation du pouvoir.

La remise en cause de base de la légitimité étatique de la nouvelle République dépendait d'une manière générale du refus systématique et de reniement total de la réalité de légitimité sociale de l'ancien système politique ottoman¹⁴⁸. Puisque la base sociale du système politique ottoman était effectivement féodale. Quant au régime kémaliste, il était au contraire basé sur l'idée de l'État-nation. De même, l'imposition de nouvelles normes de conduites sociales s'est faite certainement par une pratique violente et brusque. Le remaniement du système politique turc imposé par l'État modernisateur consistait soit à supprimer directement les rapports de force ottomane, soit à les réintégrer au nouveau système politique en étatisant.

L'interdiction de ces rapports de force consiste à les rendre illégaux. Il en va ainsi pour les Kurdes constitués d'une population vivant au sud-est de la Turquie. La volonté de l'État de supprimer la réalité kurde par des moyens juridiques ou violents vise essentiellement le reniement de leur socialité traditionnelle.

La transformation fondamentale de la société toute entière touche ensuite la religion islamique dans ses dimensions institutionnelles. Le processus d'interdiction de la réalité constitutionnelle religieuse commence simplement par la suppression du *khalifat*. Ensuite l'on assiste à une série d'interdiction concernant les sectes islamiques, largement répandues et solidement enracinées au sein de la population, l'abrogation de la haute instance religieuse et du droit canon ainsi que du principe de la religion d'État et de l'enseignement religieux.

Quant à certaines autres institutions religieuses, le nouvel Etat se contente de les séculariser ou bien de les regrouper au sein d'un organisme ministériel ; la Direction des Affaires Religieuses, dépendant du Premier ministre, désignée comme remplaçante de la Haute Instance Religieuse¹⁴⁹.

L'élite kémaliste déploie deux sortes de moyens pour pouvoir créer le fondement social de l'État républicain et imposer ainsi les nouvelles normes au peuple. Premièrement, apparaissent les moyens institutionnels qui rendent possible l'interdiction de la pratique de certaines habitudes traditionnelles (le rituel religieux en arabe,

¹⁴⁸ Taner Timur, "Osmanli Mirasi", in Irvin Cemil Schick et Ertugrul Ahmet Tonak, (eds.), "Gecis Surecinde Turkiye", Bilim Dizisi, Istanbul, 1990, p.14.

¹⁴⁹ Bernard Lewis, op. cit., p.360-361.

l'enseignement religieux, l'imposition de certaines tenues etc.) en adoptant directement la législation européenne (le code civil suisse, le code administratif français, le code pénal italien...). Deuxièmement, l'État utilise les moyens politiques qui favorisent les nouvelles normes sociales et qui rendent acceptables les transformations radicales auprès du peuple. Voilà certains moyens déployés par l'État : par le biais d'école, de mass-médias, d'organismes étatiques de propagande et d'éducation socioculturelle, de l'armée, du service militaire etc.

L'une des ambitions principales du nouvel Etat républicain était de former et créer de toutes pièces la nouvelle nation non-existante, au départ, en lui constituant une mémoire collective basée sur l'invention de l'histoire des Turcs, par la création d'une langue nouvelle (le turc pur), d'une culture turque, d'une patrie turque et en quelque sorte d'une nation complètement nouvelle. De ce fait, on peut dire que l'attention portée par l'élite kémaliste sur le phénomène national était très importante dans la mesure où il a été considéré primordial pour l'intégrité territoriale et la nouvelle république. On peut même dire que le fameux discours national est destiné à faire valoir la légitimité de toutes les nouvelles normes sociales. Tout ce qui concerne le national donne à l'État sa souveraineté territoriale et politique.

Il nous revient toujours à l'esprit une question essentielle dans la compréhension du problème du régime kémaliste. Pourquoi les républicains, malgré une puissance politique considérable, ne parviennent-ils presque jamais à rendre acceptables les normes sociales par le peuple ? Et pourquoi se trouvent-ils toujours dans l'incapacité de mettre sur pied l'instauration d'une nation unie, forte et de surmonter la mise en place d'un solide régime laïc ?

Compte tenu de la complexité des phénomènes en cause, cela nous amène à penser que la réponse à cette question n'est peut-être pas si facile. Parmi les différents éléments de réponse possibles, la remise en cause de la nature même des normes sociales républicaines nous semble raisonnable dans la recherche de solutions possibles pour l'avenir de la démocratie turque et parallèlement l'avenir du régime politique.

Au moment où le nouvel Etat républicain était en train de se constituer autour de l'ethnie turque, la question de la démocratie était restée toujours secondaire par rapport à des notions comme l'ordre, le progrès ou l'occidentalisation ; elle était à chaque occasion ajournée. Face à la complexité du problème, l'idée soutenue vivement par certains intellectuels, était que l'instauration de la liberté et de la démocratie n'était possible que par le biais de l'Étatisme¹⁵⁰. " Il faut tenir la nation par la main " avait dit Kemal, comme on

¹⁵⁰ Pour avoir plus d'information sur l'Étatisme de l'idéologie kémaliste ; voir, Emre Kongar, " Atatürk ", Cem Yayınevi, Istanbul, 1983.

tient par la main un enfant qui va à l'école. Dans l'objectif de la création d'un phénomène de conscience nationale auprès du peuple et la diffusion de l'idéologie nationaliste et populiste, l'élite politique s'était attachée à créer les institutions missionnaires de modernité, c'est-à-dire les "maisons du peuple" et plus tard les "instituts de village". Autrement dit, tout était destiné à jeter les bases d'une transformation des structures sociales au sein de la population¹⁵¹.

Une des composantes de l'idéologie kémaliste est en effet le nationalisme dont l'un des penseurs les plus marquants fut Ziya Gokalp, un nationalisme défensif qui a vite pris ses distances par rapport aux idées *pan-turquistes* et *pan-touraniennes* et qui rend les élites dirigeantes peu portées à l'expansionnisme (le pacte national - *milli misak* l'interdit). D'après toujours Gokalp, la Nation se caractérise par une forte solidarité et une bonne intégration sociale¹⁵². Mais aussi violemment jalouses de conserver ce qui reste de l'Empire ("l'intégrité territoriale" qui revient comme un leitmotiv dans le discours officiel) et l'intolérance envers toute affirmation identitaire autre que la turcité. Rejetée sur le plan culturel et économique, la communauté kurde entretient un rapport d'extériorité à l'État¹⁵³.

§4) L'apparition d'un pluralisme limité : PRP et PD

Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus exactement jusqu'en 1950, le "Parti Républicain du Peuple", fondé par Kemal et dirigé, après la mort de ce dernier, par Ismet İnönü, avait été au pouvoir. Si les Républicains étaient d'accord pour des raisons tant intérieures qu'extérieures pour la création d'un parti d'opposition, cela a été une grande surprise, pour les Républicains ainsi que pour les Démocrates eux-mêmes, lorsque le Parti Démocrate a remporté en 1950 une victoire électorale écrasante. Et cela a largement raffermi sa position lors des prochaines élections. Les Républicains se sont trouvés dans le rôle d'un parti d'opposition. Celal Bayar remplacerait Ismet İnönü comme Président de la République, tandis qu'Adnan Menderes deviendrait Premier ministre.

Mais que s'est-il passé lorsque le PRP, parti unique depuis la création de la nouvelle République, se sentit soudainement obligé d'accepter un autre parti politique d'opposition au sein de la vie politique turque ? Dans le souci de répondre à cette question, il nous

¹⁵¹ Murat Katoglu, "Cumhuriyet Türkiye'sinde Egitim, Kultur, Sanat", in "Türkiye Tarihi 4: Çağdas Türkiye 1908-1980" (ouvrage collectif), Cem Yayinevi, İstanbul, 1990, p. 406, 410-411.

¹⁵² Baskin Oran, "Atatürk Milliyetçiliği", Bilgi Yayinevi, Ankara, 1988, p.56.

¹⁵³ Voir, Hamit Bozarslan, "La Question Kurde : Etats et minorités au Moyen-Orient", Presses de Science Po, Paris, 1997.

paraît utile de faire un bref aperçu sur l'évolution de la vie politique mondiale aussi bien que nationale. En dépit de l'alliance conclue avec les pays Alliés, la Turquie est restée neutre en suivant avec une grande attention l'évolution délicate de l'État des choses tout au long de la Deuxième guerre mondiale. L'attitude des dirigeants du PRP variait facilement devant l'évolution de la situation et l'Allemagne a profité de la neutralité turque jusqu'à sa défaite définitive contre les forces Alliées en août 1944. L'évolution de cette Guerre en faveur des Alliés avait aussi provoqué parallèlement une remise en cause des comportements politiques du pouvoir. On a progressivement renoncé à l'application de la loi sur l'impôt (*Varlik Vergisi*) qui avait une mauvaise réputation dans l'histoire et frappait les gens de condition modeste, les commerçants étrangers et les minorités (plus précisément les juifs). Et c'est sur la vive protestation des capitalistes que cette loi de l'impôt sur la fortune fut abolie finalement en 1944.

La nouvelle loi de l'impôt de "*ayniat*" (les biens) en vertu de laquelle l'État prend en espèces et en nature de 10 à 12 % de la production du paysan et ce qui signifiait le retour à "*l'asar*", impôt perçu au temps de l'Empire ottoman. De ce fait, tout cela annonçait l'échec du gouvernement autoritaire, qui était totalement étranger à la bourgeoisie turque. Les paysans et les propriétaires terriens étaient aussi opposés au gouvernement du parti unique à cause de la loi permettant au pouvoir de confisquer par la force leur production. Le renvoi de Fevzi Cakmak, le chef d'État-major depuis 1921, à la retraite et la déclaration du gouvernement sur sa volonté d'établir le contrôle civil sur l'armée nous démontraient notamment l'affaiblissement du régime de parti unique. Le Maréchal Cakmak est un personnage assez autoritaire, conservateur et il croyait à la nécessité de l'autonomie du domaine militaire contre toutes sortes d'ingérence civile. Le président de la République, İnönü, fit une allusion à la victoire de la démocratie sur le fascisme lors d'une déclaration à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée nationale le premier novembre 1945¹⁵⁴, et à la nécessité d'une profonde remise en ordre du système politique turc prenant notamment en considération le nouvel ordre mondial survenu à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Il ajouta également que le handicap principal du système politique turc provenait des lacunes d'un parti politique d'opposition sur la scène de la vie politique et qu'il était désormais prêt à donner le feu vert à la création d'un nouveau parti politique¹⁵⁵.

D'un côté, il est certain que les facteurs extérieurs seraient primordiaux dans la conduite de libéralisation du système politique turc¹⁵⁶. De l'autre côté, on assistait aussi à une sorte de détérioration des rapports de forces au sein de la société, rendant impossible

¹⁵⁴ Kemal Karpat, op. cit., p.169.

¹⁵⁵ İsmail Cem, " Türkiye'de Geri Kalmisligin Tarihi ", Cem Yayınevi, İstanbul, 1986, p.375-383.

¹⁵⁶ Oguz Unal, " Türkiye'de Demokrasinin Dogusu ", Milliyet Yayinlari, İstanbul, 1995, p.122 et 180-190.

la préservation du statu quo qui existait entre l'élite militaro-bureaucratique, les propriétaires terriens et la bourgeoisie. Le secteur privé a été considérablement développé tout au long de la période républicaine et il ne voulait plus supporter les décisions autoritaires et imprévues du gouvernement. La pression exercée sur la Turquie par l'Ouest, plus précisément par les Etats-Unis, avait incité le système politique à évoluer en direction du libéralisme. Néanmoins, d'une part les représentants du secteur privé dans le PRP intensifiaient leur pression sur le gouvernement pour obtenir des progrès dans la libéralisation du système et d'autre part, les partisans de l'Étatisme fort, et l'un des principaux leaders de ce groupe Recep Peker, voulaient modifier le système politique de façon à ce qu'on puisse renforcer la présence et l'intervention de l'État dans la vie politique et économique du pays¹⁵⁷.

Les différentes opinions dans le PRP se sont ouvertement confrontées à l'Assemblée nationale en janvier 1945 en raison du projet de loi de "Réforme agraire" (*Toprak Reformumu*). Les défenseurs de la sévérité espéraient notamment pénaliser et affaiblir avec cette disposition la force politique des propriétaires terriens et "riches de la guerre". Après avoir établi la discipline dans le parti, le projet de loi a été voté le 11 juin 1945 à la suite de discussions âpres durant des semaines. Les critiques faites contre le gouvernement étaient basées sur les raisons économiques et constitutionnelles, selon lesquelles, d'une part, la réforme agraire aurait engendré une diminution de la production et des résultats négatifs sur une économie en cours de croissance ; et d'autre part, le principe de propriété privée, étant sous la garantie de la Constitution, aurait été violé par cette disposition¹⁵⁸.

Les quatre hommes politiques, devenus par la suite fondateurs du Parti Démocrate, Celal Bayar, Refik Koraltan, Fuat Koprulu et Adnan Menderes, ont de plus en plus intensifié leur attaque contre le gouvernement au sujet de la réforme agraire. Ils demandaient aussi au gouvernement d'appliquer correctement la souveraineté nationale en vertu de la Constitution en vigueur et de respecter les règles démocratiques. Les critiques vives destinées continuellement à leur propre parti, c'est-à-dire au PRP, ont provoqué l'exclusion de trois hommes du PRP et ensuite la démission du quatrième, Celal Bayar, en janvier 1945. On constate ainsi la création d'un nouveau parti politique, le Parti Démocrate, le 7 janvier 1946 par ces quatre hommes¹⁵⁹.

¹⁵⁷ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye : 1945-1980", Hil Yayin, Istanbul, 1994, p.35.

¹⁵⁸ Ayse Gunes Ayata, "CHP : Orgut ve Ideoloji", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1992, p.72-73.

¹⁵⁹ Voir, Cem Erogul, "Demokrat Parti : Tarihi ve Ideolojisi", Ankara, Imge Kitapevi, 1990.

La présence d'un parti d'opposition au sein de la vie politique n'a pas créé une inquiétude dans le PRP. En effet, les fondateurs de ce nouveau parti n'étaient que les anciens kémalistes partageant les mêmes principes philosophiques malgré certaines différences de nuances politiques. Celal Bayar, l'un des principaux fondateurs du PD, était aussi l'un des hommes clés de la vie politique turque avec Ismet İnönü. Au moment de la déclaration de la République en 1923, il a été élu député dans la région d'Izmir où il avait activement participé à la libération nationale. Ensuite, il a été nommé par Kemal pour aider le secteur privé dans son développement initial. Il a d'abord créé la Banque de Travail de Turquie (*Turkiye Is Bankasi*) et est devenu très rapidement l'un des moteurs du changement économique. Lors de la crise économique mondiale en 1932, Bayar est nommé ministre de l'économie nationale dans le souci de maintenir l'ampleur de l'Étatisme dans une limite raisonnable, même si ce principe a été adopté comme l'un des principes essentiels du programme du PRP. Enfin, il a remplacé İnönü comme Premier ministre de Kemal en 1937. Après la mort de Kemal en novembre 1938 et l'élection d'Inönü comme Président de la République, Bayar a dû démissionner du poste de Premier ministre et il est revenu naturellement sur la scène politique comme le leader de l'opposition dans le PRP¹⁶⁰.

Au départ, on espérait que le PD agirait, sans mettre en cause la légitimité du parti unique, comme un parti d'opposition symbolique qui obligerait le gouvernement à être plus attentif avec problèmes graves. C'était la raison pour laquelle İnönü avait poussé Bayar à la tête de l'opposition. De ce fait, le PD a été considéré dans un premier temps par le peuple aussi bien que par le parti unique comme un "parti de contrôle"¹⁶¹ (*denetim partisi*), comme une "soupape de sécurité" pour empêcher justement un éventuel risque de révolte populaire et pour apaiser les mécontentements populaires qui pesaient lourdement sur le régime politique et qui ne cessaient de croître au sein de la population. La principale raison du passage au multipartisme est due au fait que le parti unique avait l'intention de créer une formation politique issue de son organisation qui ne mettrait pas en cause la légitimité de ses pratiques politiques et des principes fondamentaux de la République kémaliste. Autrement dit, l'entourage de M. İnönü et lui n'ont jamais eu la volonté d'instaurer un régime politique pluraliste, ils espéraient au contraire avoir un régime politique hégémonique grâce auquel on pourrait contrôler véritablement les mécontentements populaires¹⁶².

¹⁶⁰ Cemil Kocak, "Siyasi Tarih : 1923-1950", in Sina Aksin (dir.), "Turkiye Tarihi 4 : Çağdaş Türkiye 1908-1980", op. cit., p.118-119.

¹⁶¹ Mehmet Dogan, "Darbeler Mudahaleler ve Siyasi Sistem", İz Yayıncılık, İstanbul, 1997, p.93.

¹⁶² Nihal Kara-Incioglu, "Türkiye'de Çok Partili Sisteme Geçiş ve Demokrasi Sorunları", Tarih ve Demokrasi/Tarik Zafer Tunaya'ya Armagan, İstanbul, Üniversite Öğretim Üyeleri Demegi Yayinlari, 1992, p.69-86.

Dès leur apparition dans la vie politique, les Démocrates ont dans un premier temps donné l'impression d'assumer cette fonction. Leur programme n'était pas, par exemple, vraiment différent de celui du parti unique. Eux aussi défendaient les six principes du kéralisme en vertu de la Constitution en place, même s'ils ont prétendu vouloir les remettre à jour conformément à la nécessité de l'évolution du temps. Leur premier but était de développer la démocratie en diminuant fortement, dans la mesure du possible, l'intervention omniprésente du gouvernement et en garantissant les libertés et droits de l'individu contre un Etat fort et interventionniste dans la vie politique aussi bien qu'économique. Ils faisaient allusion au principe populaire et à la souveraineté nationale en demandant que l'initiative politique se base sur le peuple et non pas sur le parti unique. Les Démocrates devenus avec leurs revendications, en très peu de temps, des représentants du secteur privé ont également obtenu le soutien de l'intelligentsia libérale et des hommes d'affaires.

Les Républicains ne se sont pas, entre guillemet, rendu compte de leur administration autoritaire qui avait suscité une hostilité profonde envers les transformations radicales inassimilables à court terme dans le pays. En dépit des réformes profondes des structures sociales et juridiques, le peuple ne pouvait en profiter que marginalement compte tenu de la montée considérable de leurs attentes prioritaires. Il n'était pas content que l'État impose toujours sa volonté pour réaliser son rêve d'occidentalisation du pays sans prendre, à aucun moment, en considération les comportements du peuple. La politique de laïcité ne leur a jamais été bien expliquée et quant au peuple, il n'a presque jamais compris non plus comment il pouvait en tirer profit. Toutes ces choses faites pour le peuple, mais pourquoi fallait-il les réaliser, comme cela a toujours été dit dans le slogan du PRP, " malgré le peuple " ?

Les Démocrates ont habilement utilisé l'hostilité du peuple contre le gouvernement en place en soulignant à plusieurs reprises le caractère arbitraire de l'État de parti unique et en promettant au peuple de supprimer la pression perpétuelle exercée sur lui par ce même Etat avec justement ses dispositions de sécurité, notamment " la gendarmerie " ¹⁶³.

Les Républicains ont rapidement saisi le danger éventuel devant les revendications prononcées par le peuple et les promesses faites par le PD et ils ont spontanément réagi, prenant les mesures possibles en direction de la libéralisation de la société et du PRP. Quatre mois après l'apparition du PD en mai 1946, le Président de la République, İnönü, a adopté le règlement selon lequel le Secrétaire Général du PRP serait élu une fois tous les quatre ans en renonçant effectivement à son titre de " leader permanent du PRP " et " *Chef national* ". (Cela n'a en effet changé grande chose, étant donné qu'Inönü est

¹⁶³ Hikmet Ozdemir, " Tum Eserleri : 4 Tarih ve Politika ", Iz Yayincilik, Istanbul, 1995, p.234-235.

resté sans interruption jusqu'à sa défaite inattendue en 1972 contre Ecevit comme le Secrétaire Général du PRP). Les Républicains ont en effet décidé d'anticiper les élections législatives en 1946 au lieu de 1947 afin de ne pas laisser assez du temps au nouveau parti d'opposition : le PD pour l'achèvement de son implantation organisationnelle et pour diminuer sa présence et son efficacité dans la vie politique et au sein du peuple.

L'une des décisions les plus intéressantes prise par la direction du PRP était notamment l'abrogation de l'article 22 de son règlement qui interdisait de fonder des associations visant à privilégier l'idée de "la distinction de classe", "l'intérêt de classe" et le "régionalisme". Les radicaux du PRP, ceux qui défendaient en effet l'application totale de la "réforme agraire" qui était plus ou moins à l'origine de la création d'un autre parti politique, étaient favorables à l'idée que le PRP devienne un "parti de classe" pour pouvoir faire face à la montée inattendue du PD en essayant d'obtenir le soutien des paysans, ouvriers, artisans, petits propriétaires terriens et petits commerçants. Ainsi le PD devait être présenté au peuple comme étant un parti politique de riches commerçants et de grands propriétaires terriens. Cependant, le centre du PRP a pu préserver l'État des choses malgré le changement dans son règlement. Le PRP s'est toujours montré contre la "lutte de classe" conformément aux principes kémalistes s'efforçant davantage d'instituer un équilibre entre toutes les classes dans le souci notamment de ne pas fragiliser le système kémaliste.

A cause d'un manque de détermination, le PRP n'a finalement pas réussi à convaincre la plupart des électeurs à l'exception de ces électeurs traditionnels. Les Démocrates, qui se battaient sans cesse contre la "tyrannie de l'État" et le parti unique autoritaire, sont rapidement parvenus à devenir un "parti populaire" auprès des couches moyennes grâce à leurs promesses et engagements politiques. Le peuple a commencé à croire qu'il parviendrait, en apportant aux Démocrates un grand soutien, non seulement à écarter le pouvoir autoritaire du parti unique, mais aussi à améliorer sa situation économique¹⁶⁴. Quant aux Démocrates, leur première préoccupation était de réussir à créer un environnement favorable aux élections loyales sans intervention arbitraire de l'État c'est-à-dire qu'assurer le bon déroulement de ces élections étant conscients du fait qu'ils ne pourraient acquérir le pouvoir qu'en poursuivant dans cette direction.

Les années 1946-1950 sont considérées comme la période de transition où les deux partis politiques ont mené leurs combats en se créant de nouvelles identités afin de gagner les élections législatives. D'un côté, nous avons les Républicains décidés à anticiper les élections, de l'autre côté, les Démocrates espéraient contrôler la situation pour gagner du

¹⁶⁴ Mete Tuncay, "Siyasal Tarih 1950-1960", in "Turkiye Tarihi 4 : Cagdas Turkiye 1908-1980" (ouvrage collectif), op. cit., p.178-179.

temps sans avoir vraiment achevé leur implantation organisationnelle. Ils ont systématiquement refusé avec détermination de participer aux élections anticipées et de légitimer ainsi l'administration du parti unique jusqu'à ce qu'on modifie les règles électorales arbitraires et plus généralement toute sorte d'applications antidémocratiques, et qu'on garantisse aussi l'impartialité de la bureaucratie dans l'organisation et le bon déroulement de celles-ci. En fin de compte, le gouvernement s'est trouvé obligé de retoucher ou de modifier certaines lois dites antidémocratiques, et de prévoir ainsi certaines revendications du PD. La loi électorale modifiée de façon à ce que le système électoral soit le scrutin majoritaire à un seul degré et à un seul tour, les universités obtiennent leur autonomie administrative et la loi sur la presse se libéralise partiellement. En même temps, le gouvernement a menacé d'interdire le parti d'opposition en cas de refus de participation aux élections législatives anticipées en vertu de la nouvelle loi électorale.

Les Démocrates ont mené avec beaucoup d'ambitions leur combat politique pour gagner effectivement ces élections anticipées de 1946 sachant quand même que leur chance de succès était moindre pour ne pas dire inexistante. Leur organisation était toujours inachevée et ils poursuivaient en plus une stratégie contre l'État et ses agents bien qu'ils soient parfaitement conscients de l'importance de l'impartialité de la bureaucratie étatique, dépendant du parti unique, sur leur réussite aux élections. Dans ces circonstances, cela n'a pas été une surprise que les Républicains remportent les élections en juillet 1946 ; le PRP a obtenu 390 sièges sur 465, le PD n'acquit que 65 sièges et les 7 sièges restant partagés entre les candidats indépendants. Il y avait une sorte de consensus sur le fait que les élections s'étaient déroulées dans une atmosphère de peur et sous une forte pression de l'État. Ce qui fait que les relations entre les deux partis politiques s'annonçaient assez difficiles et fragiles pour les années à venir. Et finalement, le Parti Démocrate a bien su utiliser le conflit lointain existant entre le peuple et la bureaucratie, qui avait très longtemps dominé la vie politique sans avoir recours aux exigences populaires. Il était fortement soutenu par la nouvelle classe bourgeoise émergente, qui souhaitait rapidement se développer sans que l'État intervienne dans le domaine économique. De plus, la conjoncture mondiale et les conditions politiques intérieures lui étaient effectivement favorable¹⁶⁵.

Nous pouvons désormais estimer à la lumière des données socio-politiques du pays que la période de transition du 21 juillet 1946 au 12 juillet 1947 occupait sans aucun doute une importance vitale dans la réalisation du système de multipartisme turc. La décision d'Inönü, le Président de la République, avait notamment pesé dans le PRP en faveur des

¹⁶⁵ Idris Kucukomer, " Batilasma : Duzenin Yabancilasmasi ", Baglam Yayinlari, Istanbul, 1994, p.106.

Républicains modérés en écartant la fraction dirigiste étatiste de la scène politique. En fin de compte, cette prise de position du Président nous amène à dire que la mise à l'écart du système du parti unique était d'ores et déjà amorcée par la possibilité accordée au parti d'opposition d'avoir la " liberté d'action " et d'être sur un pied d'égalité avec le parti unique.

Les années 1946-1950 sont caractérisées par une campagne et une propagande intenses des Démocrates qui critiquaient sans cesse le PRP ; ils ont finalement réussi à attirer la majeure partie des classes dominantes dans leur champ politique. D'après Celal Bayar, le fondateur du PD, l'État était presque parvenu à son objectif principal qui était de créer des capitalistes capables d'investir et de survivre sans aucune aide de l'État entre 1923-1946. Désormais, l'État avait achevé ses tâches primordiales et il devait maintenant se retirer et leur laisser la place. L'État devait rester présent juste pour organiser la vie économique, assurer la sécurité du pays, mais pas pour s'occuper directement des affaires économiques. Ce qui est sûr c'est que l'État était l'un des moteurs uniques et le créateur de la bourgeoisie turque grâce à son gouvernement bureaucratique et militaire de 1923 à 1946. Pour l'élite militaro-bureaucratique, la principale créatrice de la bourgeoisie, la nouvelle classe libérale devient paradoxalement un danger, autrement dit un obstacle qu'il faut à tout prix écarter et remplacer puisqu'elle se voit désormais capable de diriger le pays toute seule. Il ne reste plus à l'État qu'à laisser la place à la bourgeoisie.

Lors du Congrès de 1947, les idées du PD se précisaient grosso modo ainsi : la collaboration avec le capital étranger et l'ouverture de l'économie, la renonciation à la " réforme agraire ", la protection de la propriété privée et l'entreprise privée et enfin l'appui financier de l'État à l'entreprise privée.

Compte tenu de l'État des choses, il ne restait plus au PRP qu'à prendre une ligne similaire à son adversaire pour pouvoir résister à la montée de celui-ci dans la vie politique. En effet, le Congrès du PRP qui s'est tenu la même année, a défendu à peu près les mêmes idées que le PD. Les dirigeants du PRP se sont trouvés en quelque sorte dans l'obligation de réviser leurs idées politiques afin de préparer la période d'adaptation à la nouvelle situation. Les thèmes fondamentaux de ce Congrès tournaient autour de la libéralisation de l'économie et de la protection de la propriété privée. Bien que les bureaucrates républicains aient été encore au pouvoir, la suppression de la " réforme agraire ", votée en 1945 après de longues discussions, et d'autres décisions similaires prises lors de ce Congrès de 1947 nous montrent clairement que la bourgeoisie avait

consolidé son pouvoir et que les Républicains modérés avaient aussi remporté un succès dans le PRP contre les Républicains étatistes, dirigistes¹⁶⁶.

Le gouvernement, étant sous les critiques permanentes du parti d'opposition, a eu une réaction envers le PD en créant son propre programme. İnönü a continué de libéraliser l'État à côté de son parti politique. Malgré son attachement incontestable au principe du laïcisme et aux principes kémalistes, il n'a pas hésité à rendre obligatoire les cours de religion dans les écoles. Il se trouve que le PRP, principal défenseur des principes de la laïcité et de l'Étatisme, fait des concessions aux milieux conservateurs sous la pression de l'évolution conjoncturelle afin de renforcer sa position dans la vie politique par rapport à son adversaire politique.

La mise en place de la politique de libéralisation n'a cessé d'accélérer pendant quatre ans jusqu'aux élections du 14 mai 1950. Cela dépendait tantôt de l'espoir d'İnönü dans la réussite d'une politique fixée dans la direction du multipartisme, tantôt de relations de plus en plus étroites établies généralement avec l'Ouest, particulièrement avec les États-Unis. Ce sont eux qui étaient convaincus de la nécessité de poursuivre une politique de capitalisme concurrentiel à la place d'un capitalisme étatique pour l'avenir de la Turquie et qui croyaient également à l'effet positif des investissements étrangers sur la croissance économique. Si l'on ne pouvait attirer le capital étranger qu'en défendant les intérêts des pays de l'Ouest, le gouvernement devait être prêt à assumer cette responsabilité. Mais aussi le comportement agressif de Staline en 1945 envers la Turquie avait facilité le rapprochement avec l'Ouest, particulièrement avec les États-Unis. Le processus de l'unification politique de la Turquie avec l'Ouest entamée avec la doctrine *Truman* et le plan *Marshall* avait atteint son maximum avec l'entrée de la Turquie dans l'OTAN en 1952.

Les deux partis politiques ont vite compris que d'un côté avec l'éclatement d'une guerre civile en Grèce, de l'autre côté avec le commencement de la guerre froide, l'Ouest espérait incontestablement voir une Turquie stable dans la région afin de protéger ses intérêts d'une éventuelle attaque des pays communistes. D'ailleurs, l'écartement de la fraction dirigiste du PRP n'a pas tardé à se faire le jour en juillet 1947 dans la vie politique tout en permettant à deux partis politiques de coopérer afin d'assurer la stabilité politique dans le pays. A cause d'une coopération trop étroite, certains démocrates ont même démissionné de leur parti pour protester contre la politique menée, considérée trop identique, peu différenciée¹⁶⁷.

¹⁶⁶ Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye ", op. cit., p.42.

¹⁶⁷ ibid., p.43.

On peut considérer que les Républicains avaient réussi en quelque sorte à regagner l'initiative politique durant les années cinquante en s'appropriant la politique et le programme de leur adversaire. Avec la nouvelle stratégie adoptée par le PRP, on avait du mal à distinguer la différence entre le programme des deux partis. D'une part, on avait un secteur privé plus ou moins satisfait de la nouvelle politique du PRP ; d'autre part, on avait les partisans de la libéralisation du domaine religieux à peu près assagis par de nouveaux dispositifs plus libéraux. Une fois ces mesures prises, les Républicains se sont donc sentis prêt à déclencher le combat électoral contre le PD et aussi contre le Parti national fondé en 1948 par les députés démocrates conservateurs. Compte tenu de leur programme et de leur politique, les Républicains étaient certains de remporter facilement les élections de 1950.

Les critiques des Démocrates n'étaient appuyées que sur les plaintes du peuple dans la période passée. Les Démocrates essayaient de convaincre le peuple que rien ne changerait si İnönü, le symbole de l'indignation de la période du parti unique, restait au pouvoir. Le bon résultat obtenu pendant les élections de 1950 nous prouve que la propagande électorale menée avait été efficace. Néanmoins, les Démocrates ont par la suite renoncé à poursuivre une stratégie d'attaque contre la bureaucratie étatique en soulignant bien les différences réelles entre l'État et le parti unique et en accusant plutôt le PRP comme seul responsable de tous les problèmes du pays. On a d'abord tenté d'instaurer l'impartialité de la bureaucratie pour pouvoir garantir la passation du pouvoir en cas de victoire du PD contre le PRP. De ce fait, les Démocrates ont à chaque reprise précisé que la bureaucratie serait considérée non responsable de tout ce qu'elle a fait dans le passé. L'influence de la bureaucratie étatique était toujours considérable dans la société turque où l'État avait historiquement une grande importance.

Les deux partis avaient sans aucune différence idéologique le même objectif principal affiché dans leurs programmes : créer une Turquie moderne et occidentalisée. Les Démocrates sont allés même plus loin en promettant de faire de la Turquie une " Petite Amérique " en créant " un millionnaire dans chaque quartier ". On peut certes dire qu'il n'y avait pas de divergence énorme entre l'idéal annoncé par ces deux partis ; c'était plutôt les méthodes à suivre qui étaient différentes.

Une page importante avait été tournée dans l'histoire politique turque avec les élections de 1950. Les Démocrates avaient réussi à remporter une victoire écrasante contre leur adversaire politique en obtenant 53,35% des votes et 408 sièges, le PRP ayant gagné 38,38% des votes et seulement 39 sièges. A cause du système électoral en place depuis la création de la République, l'écart entre le pourcentage de votes et le nombre de sièges obtenus était considérable.

A) *LE DEFENSEUR DES IDEES POLITIQUES REPUBLICAINES : LE PRP*

Depuis l'ouverture de l'Empire Ottoman vers l'Occident, aucune nouveauté importée de l'Ouest n'a été appliquée sans soulever des contestations populaires. Les élites kémalistes, détentrices du pouvoir politique et de l'appareil étatique, n'hésitèrent pas à aller encore plus loin que leurs précurseurs ottomans dans la réalisation de leur objectif d'occidentalisation¹⁶⁸. Sans se soucier du risque de devenir impopulaires et de soulever le peuple contre eux, les bureaucrates kémalistes continuèrent délibérément à entreprendre la modernisation radicale de la Turquie. L'instauration d'un régime autoritaire et d'une conduite dirigiste sans recourir à aucun moment à l'avis du peuple quel qu'il soit, devient indispensable pour réussir à mettre en place une politique si délicate. D'ailleurs, le peuple considéré comme une masse ignorante pour les républicains du PRP doit être éduqué et civilisé par tous les moyens. Le fameux slogan officiel du PRP "malgré le peuple, pour le peuple" nous révèle clairement cette conception élitiste et il sert aussi à justifier ce comportement politique à l'égard des couches populaires.

Les républicains kémalistes s'appuient presque exclusivement sur l'appareil coercitif de l'État à cause du manque de consensus sur leur politique d'occidentalisation et de laïcisation au sein de la population. Ils compensent leur faiblesse dans le champ idéologique et dans la société civile par la domination qu'ils exercent sur la société politique. Donc, c'est par un recours perpétuel à la coercition et à la répression que toutes les réformes sont imposées d'en haut, sans prendre en considération les aspirations populaires. Malgré la méthode forte utilisée par le gouvernement pour faire respecter les réformes, la plupart d'entre elles rencontrent une opposition tant active que passive de la part de la population. Même, certaines réformes, devant le refus total du peuple de les adopter, restent inappliquées.

Si les réformes kémalistes rencontrent une résistance populaire, c'est qu'elles entraînent des inconvénients graves pour le peuple, aussi bien sur le plan social qu'économique. Les transformations qu'on effectue dans le système social amorcent la destruction des anciennes solidarités, des traditions, des valeurs etc.. Les nouveaux modèles qu'on lui propose ne correspondant plus à sa mentalité et à son mode de vie, l'individu menacé par la perte de son identité risque de tomber dans un vide social. D'autre part, il tient les réformes responsables de son appauvrissement et de la détérioration de ses conditions socio-économiques. La politique d'occidentalisation des kémalistes visant la mise en place du mode de production capitaliste, et celle-ci ne pouvant

¹⁶⁸ Voir, M. Sukru Hanioglu, "Osmanli Ittihat ve Terakki Cemiyeti ve Jon Turkluk (1889-1902)", Cilt I, Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1986.

être réalisée qu'au détriment des masses populaires, ces dernières réagissent contre les manifestations extérieures du capitalisme, c'est-à-dire les réformes super-structurales. Enfin, l'attitude autoritaire et méprisante des bureaucrates kémalistes ne donne que plus de vigueur à l'opposition populaire. Elle incite les masses à rejeter en bloc toutes les réalisations du régime. Même les moindres détails de la vie, par exemple, le port du fez ou du voile, lié à l'islam, prennent une signification anti-réformes. Le peuple qui veut ainsi défendre sa religion, cherche en un mot à conserver son identité, son existence. L'opposition populaire à l'égard du régime kémaliste et de ses réalisations comporte généralement une caractéristique religieuse. Les masses manifestent leur refus et expriment leurs exigences par un langage religieux, à travers l'optique de l'idéologie religieuse. On a pu assister à des émeutes contestataires, qui remettaient en cause la légitimité des réformes radicales kémalistes tout au long de la République kémaliste émergente. La réponse du régime politique à ces émeutes a été assez sévère et impitoyable. Non seulement, on exterminait complètement ces mouvements populaires contestataires grâce à l'intervention directe de l'armée justifiée par la proclamation de l'État d'urgence, mais on éliminait aussi toutes les oppositions existantes sur la scène politique, qui n'y avaient même pas activement participé¹⁶⁹. De fait, le régime politique en place profitait de l'apparition d'une émeute quelconque pour supprimer la moindre opposition, même indispensable.

Le caractère autoritaire du régime kémaliste tient une part de responsabilité dans l'utilisation de l'islam en tant que moyen d'expression populaire. Devant l'absence de libertés politiques qui empêchent la circulation et la diffusion de différentes idées politiques (autre que celles du kémalisme), le peuple recourt nécessairement à l'idéologie religieuse qui est au départ la seule à lui être familière et accessible. De ce fait, toutes les revendications socio-politiques du peuple s'expriment sur le terrain religieux et par un langage religieux jusqu'à ce qu'il parvienne à avoir ses propres moyens démocratiques pour s'exprimer devant le régime politique.

La nature de l'État et du gouvernement reste plus ou moins tel qu'elle était lors des dernières années de l'Empire Ottoman, malgré la suppression du sultanat et la proclamation de la République. Car les créateurs de la nouvelle République, les bureaucrates civils et militaires, ne sont en général que les successeurs des bureaucrates " Jeunes Turcs " du Parti d'Union et de Progrès. Ils partagent les mêmes idées politiques et la même conception de l'État à mener vis-à-vis du peuple¹⁷⁰. Après le démembrement

¹⁶⁹ Voir, Zafer Uskul, " Siyaset ve Asker : Cumhuriyet Doneminde Sikiyonetim Uygulamalari ", AFA Yayinlari, Istanbul, 1989.

¹⁷⁰ Zafer Toprak, " Osmanli Narodnikleri : Halka Dogru Gidenler ", in Toplum ve Bilim, Sayi 24, Kis 1984, p.69-81.

de l'Empire Ottoman résultant de la diminution considérable du territoire de la Turquie, l'administration devient fortement structurée et ses pouvoirs s'accroissent sensiblement.

Le populisme créé par les bureaucrates kémalistes prend vite l'aspect d'une sorte de populisme élitiste. Le fameux slogan " malgré le peuple, pour le peuple " du parti unique démontre bien que l'État cherche non pas à instaurer un dialogue avec le peuple, mais plutôt à lui imposer sa politique, sa voie et ses réformes. Il est considéré ignorant et inconscient par les bureaucrates qui n'essayent jamais d'établir un rapprochement entre l'État et lui et ne font qu'accroître ce décalage. Le peuple étant conscient du fait que les kémalistes lui sont de plus en plus étrangers, n'apporte pas son soutien actif et refuse souvent les réformes radicales.

D'autre part, faute de consensus populaire sur les réformes de laïcisation imposée, la nature autoritaire du régime kémaliste et la forme bureaucratique de l'État sont déterminées par le fait que les bureaucrates du PRP utilisent, avant tout, des moyens répressifs pour réaliser leur objectif et leurs actions politiques. Dans la mesure où la société civile échappe au contrôle des élites kémalistes et se montre même opposée à eux, c'est l'appareil étatique répressif qui joue le rôle principal.

Les moyens répressifs employés en vue du processus de laïcisation sont dus aussi au fait que la coercition représente la voie la plus simple et la plus directe. Rappelons encore une fois que l'objectif des élites kémalistes consiste à élever la Turquie le plus vite possible au rang des pays européens, donc d'accomplir rapidement le choix de laïcisation. Dans tous les cas, le processus de mise en marche de ces transformations radicales de la société nécessitant une longue durée, les bureaucrates préfèrent imposer ces réformes par force. Mais force est de constater que la nature de la société en cause ne permet pas vraiment à l'État kémaliste de détruire totalement les fonctions socio-politiques de l'islam malgré le fonctionnement autoritaire et répressif exercé.

Dans le cas de la Turquie, la société civile préservant vraisemblablement son système culturel, son système de valeurs et sa vision du monde, résiste naturellement aux attaques brutales des bureaucrates et renforce sa position à la suite des réformes imposées de haut en bas. Le comportement méprisant à l'égard du peuple entretenu par les dirigeants élitistes et bureaucratiques dans le fonctionnement autoritaire et répressif de l'appareil étatique, fait apparaître l'État aux yeux des masses comme une force oppressive et étrangère. Le peuple perçoit l'État comme une force suprême, munie de moyens de coercition, qui ne se manifeste que pour exiger des sacrifices et pour imposer des obligations.

1) Le PRP : moyen essentiel de la laïcisation

Les dirigeants politiques, en instaurant un régime autoritaire basé sur un système de parti unique (deux tentatives de multipartisme, respectivement en 1924 et en 1930, ont débouché très vite sur un échec) se sont dotés de tous les moyens pour la mise en place du processus de laïcisation. Les appareils répressifs d'État, que ce soient la police, l'armée ou l'appareil juridique avec ses tribunaux d'exception, surveillaient l'application des réformes laïques et réprimaient toute opposition passive ou active. Donc, les réformes laïques ont été imposées de haut en bas grâce à ce système antidémocratique qui a permis aux dirigeants de ne pas se soucier des élections ; c'est-à-dire d'aller contre le courant populaire, contre les sentiments religieux du peuple.

D'ailleurs, à la suite du passage à la démocratie parlementaire, les concessions faites par les hommes politiques sur la portée de certaines mesures laïques qu'ils avaient prises auparavant, montrent bien l'importante contribution du caractère autoritaire du système politique à la réalisation de la laïcisation en Turquie.

Ce sont les élites kémalistes, après avoir accaparé le pouvoir politique suite à la victoire de la Guerre d'Indépendance, qui deviennent les successeurs des bureaucrates et intellectuels pro-occidentaux de l'Empire ottoman. Ils sont tous en général issus des classes moyennes appartenant à la bureaucratie militaire et civile. Ils ont suivi une éducation de type occidental et ils sont fortement influencés par la culture et le mode de vie occidentaux et émerveillés, autrement dit, par le système politique et économique de l'Europe. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le préciser, l'armée est la première institution entrée en relation avec le système occidental tout en suivant un processus d'occidentalisation. Non seulement elle se dote en premier lieu de la technologie militaire, mais aussi elle reste sous l'influence de la culture occidentale par sa façon de vivre, de penser et par ses idées politiques et sociales. Quant aux bureaucrates civils, après avoir suivi une éducation dans différents pays européens, ils étaient imprégnés aussi de la culture et des courants de pensée bourgeoise de l'Occident.

Malgré leurs comportements politiques influencés fortement par le système politique occidental, les dirigeants kémalistes commettent la même erreur que les intellectuels ottomans en copiant paradoxalement les institutions et la culture occidentales sans prendre en considération le fait que celles-ci soient apparues dans les pays européens comme conséquences du mode de production capitaliste¹⁷¹. En imposant de haut en bas des transformations radicales à la société, ils placent les superstructures bourgeoises sur une

¹⁷¹ Voir, O. Cengiz Aktar, "L'Occidentalisation de la Turquie : Essai Critique", l'Harmattan, Paris, 1986.

base économique dominée par le féodalisme et ne pouvant pas appuyer paradoxalement le nouveau système sur celles-ci ; ils n'hésitent pas à recourir à l'appui essentiel de l'armée jusqu'à ce que la classe bourgeoise turque soit assez développée¹⁷². A cause de l'absence d'une économie capitaliste et d'une bourgeoisie, les efforts des kémalistes pour mettre en place un processus d'occidentalisation et de laïcisation restent qu'insuffisants, sans toucher le fond des problèmes. Ils espèrent parvenir à une transformation du système économique dans le sens du système capitaliste en ne se procurant que des éléments super-structuraux inhérents à la bourgeoisie. D'après les kémalistes, pour pouvoir entrer dans le système capitaliste et arriver au stade du développement économique des occidentaux, il suffirait d'adopter leur mode de vie, leurs institutions politique, économique et sociale, en supprimant par la force le système politique ottoman. Ceci dit, la morale et la culture occidentales, les idées de rationalisme et d'individualisme sont considérées indispensables et suffisantes pour l'instauration de l'esprit capitaliste¹⁷³.

La politique suivie dans le sens de l'occidentalisation et de la laïcisation résulte d'un décalage entre les instances super-structurales et l'infrastructure du pays. De ce fait, les bureaucrates kémalistes étant conscients de la réalité économique et sociale du pays, prennent d'autres mesures plus efficaces, à partir de 1929 à 30, pour permettre à l'État d'intervenir davantage dans le domaine économique et accélérer ainsi le processus du passage au capitalisme par une politique d'industrialisation¹⁷⁴. De ce fait, on peut dire que la politique de " l'Étatisme ", l'un des principes kémalistes suivis depuis la création de la République, n'était pas vraiment incompatible avec le capitalisme¹⁷⁵.

2) Le PRP : moyen de la création de l'État-Nation

La naissance de la Nation comme fondement de l'État moderne est un phénomène étroitement lié au mouvement kémaliste. Les élites kémalistes largement influencées par les idées nationalistes de l'Occident comme les intellectuels militaires, civils de l'Empire ottoman, sont notamment attachés à l'idée de l'État-nation. Ce principe du nationalisme prend un aspect plus réaliste après la Guerre de Libération avec l'apparition d'un territoire délimité par le Traité de Lausanne. Tout au long de cette Guerre ; les dirigeants mettent très clairement l'accent sur le caractère national de la lutte anti-impérialiste et insistent aussi sur l'unité de la nation turque. Mais la mobilisation populaire et la victoire militaire

¹⁷² Taner Timur, " Turk Devrimi ve Sonrasi ", Imge Kitabevi, Ankara, 1997, p.51.

¹⁷³ Nursen Mazici, " Turkiye'de Askeri Darbeler ve sivil Rejime Etkileri ", Gur Yayinlari, Istanbul, 1989, p.55-56.

¹⁷⁴ Caglar Keyder, " Turkiye Demokrasisinin Ekonomi Politigi ", op. cit., p.48-49.

¹⁷⁵ Taner Timur, " Turk Devrimi ve Sonrasi ", op. cit., p.124.

sont réalisées en faisant appel aux sentiments religieux plutôt qu'aux sentiments nationaux. C'est notamment grâce au sentiment d'appartenance à l'islam et à la communauté musulmane, que le peuple sachant que l'ennemi est membre d'une autre religion, réussit à supporter une nouvelle guerre juste après celle qui avait ravagé le pays.

L'objectif principal de l'idéologie kémaliste se concrétise en effet par la proclamation de la République et la création d'un Etat moderne basé sur le phénomène du nationalisme. Le remplacement du sultanat par la nation donne au corps politique un nouveau type de souveraineté (souveraineté nationale) et les détenteurs du nouveau pouvoir politique se procurent une légitimité par le biais de cette souveraineté nationale¹⁷⁶. Ils ne cherchent plus à homogénéiser en excluant les éléments non-nationaux, mais en les intégrant dans la mesure du possible. De ce nouvel effort d'intégration, nous allons retenir deux entreprises majeures : la tentative pour créer un sentiment national et une économie nationale.

Rappelons que pour réussir à transformer le peuple en nation et l'individu en citoyen, il faut reconstituer de bas en haut la société turque conformément au principe de l'État-nation. En quelque sorte, le principe du nationalisme, qui est la condition indispensable à l'existence et à la survie de la nouvelle République, devient l'un des principaux composants idéologiques du kémalisme. Dans la mesure où la réussite d'une guerre de libération et celle de l'établissement de l'union nationale ne passe que par une prise de conscience collective d'appartenance à la nation turque, autrement dit, par la création d'une nouvelle nation turque, le nationalisme, qui est l'un des six principes kémalistes, demeure donc l'assise politique et idéologique du pouvoir¹⁷⁷.

La mise en place de la politique et de l'idéologie nationaliste s'est effectuée par les kémalistes en attribuant une grande importance à l'histoire et à la langue turques comme éléments principaux d'unité nationale. On crée d'abord en 1931 l'Institut de l'Histoire turque et en 1932 l'Institut de la Langue turque dans le but de turquiser la langue et nationaliser l'histoire. En somme, le nationalisme du régime kémaliste veut aller rechercher son passé lointain où les turcs, n'étant pas encore musulmans, n'avaient donc pas le concept d'“ *umma* ”, et veut aussi se concentrer sur son passé récent en essayant de faire oublier l'époque de l'Empire ottoman afin de pouvoir former une nouvelle nation turque.

D'une part, l'État kémaliste se sert de l'idéologie nationale pour légitimer son pouvoir politique et pour instaurer également un accord collectif sur les nouvelles institutions

¹⁷⁶ Mete Tuncay, “ Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek-Parti Yönetiminin Kurulması (1923-1931)”, Yurt Yayınları, Ankara, 1981, p.209.

¹⁷⁷ Voir, Baskin Oran, “ Milliyetçilik Atatürk Milliyetçiliği ”, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1990.

socio-politiques issues des réformes radicales imposées de force à la société. D'autre part, il tente fortement d'instituer l'unification nationale par la centralisation du pouvoir politique et de supprimer toutes sortes de différenciations régionales, ethniques et religieuses reposant sur le concept de la "nation unie" en utilisant l'idéologie nationaliste comme moyen de légitimation et d'unification.

3) Le PRP : élément clé dans la naissance de la " bourgeoisie nationale "

Dans son intégralité, le régime kémaliste créé d'en haut conformément au système juridico-politique occidental ne se limite pas au domaine super-structural, mais prend aussi des mesures destinées à adopter le mode de production capitaliste afin de transformer le système économique et de faire naître une classe bourgeoise. Le système kémaliste possédant toutes les caractéristiques du système capitaliste, puisqu'il a été importé de l'Occident, nous montre en effet la place privilégiée de la bourgeoisie dans ce même système. Nous pouvons ainsi estimer que la survie du système kémaliste nécessite en quelque sorte la présence incontournable d'une classe bourgeoise qui peut remplir le vide créé par la suppression et la transformation radicale du système de valeurs non assimilées par le peuple.

Dans l'économie de la nouvelle République, le mode de production féodal reste largement dominant au sein du système économique. Depuis l'Empire ottoman, le système capitaliste ne trouve aucun moyen pour se développer ; seule la bourgeoisie de commerce (composée surtout par des minorités religieuses) apparaît dans les grandes villes. Même si une classe bourgeoise se développe lentement en Anatolie à partir des notables locaux ou des grands propriétaires terriens grâce aux conditions favorables créées par la Deuxième guerre mondiale, cette évolution reste tout de même insuffisante malgré l'encouragement et le soutien de l'État kémaliste¹⁷⁸.

Le développement normal de la bourgeoisie dans les pays européens réalisé naturellement par une dynamique économique interne ne se répète pas ainsi en Turquie où la bourgeoisie est créée par l'intervention directe de l'État dans le souci de bâtir l'assise idéologique et politique de son régime politique. De ce fait, l'État kémaliste n'hésite pas un seul instant à privilégier l'intérêt politique de la bourgeoisie devant toutes les autres classes sociales. D'ailleurs, il se présente comme le lieu de l'unité du peuple-nation au-dessus des divisions de la société en classes afin de posséder une large manœuvre politique et de pouvoir intervenir, si nécessaire, en faveur de cette classe bourgeoise et lui

¹⁷⁸ Taner Timur, " Turk Devrimi ve Sonrasi ", op. cit., p.111-112.

donner une autonomie relative par rapport aux classes dominées. Dans cette perspective, on voit l'apparition du PRP en 1923 comme un intermédiaire politique de l'État destiné à être le représentant de toutes les classes sociales. D'ailleurs Kemal définit à plusieurs reprises le parti unique comme le représentant de l'intérêt général : " Les partis naissent pour conserver les intérêts de certaines classes. C'est tout à fait normal. Mais dans ces pays, ce qui tire à conséquence, c'est que les partis politiques sont constitués comme s'il y avait chez nous aussi des classes différentes. Notre pays n'est pas composé de différentes classes possédant des intérêts divergents et luttant entre elles... Puisque les intérêts des citoyens de métiers différents dépendent les uns des autres, il est impossible de les séparer dans des classes différentes. Ils ne se trouvent ensemble que dans le peuple... Tandis que, lorsque nous disons le Parti du Peuple, cela comprend non seulement une partie du peuple, mais le peuple tout entier "179.

La création du PRP concrétise l'objectif visé par les bureaucrates kémalistes : s'identifier à l'État par le biais du parti unique et se présenter comme la seule organisation politique défendant l'intérêt de toute la société afin de parvenir à l'idéal kémaliste.

Dans la phase de transition du féodalisme au capitalisme considérée absolument nécessaire pour la survie de nouveau système politique, l'intervention de l'État devient indispensable, d'une part pour accélérer cette transition, et d'autre part pour permettre au capitalisme de se développer sur des bases solides. C'est dans le souci de réussite que l'État réagit en planifiant la vie économique, lui apportant une certaine rationalisation et en utilisant le slogan de modernisation afin de former une société de type bourgeois par l'emprunt des institutions, de la culture et des valeurs de l'Occident. En bref, l'État kémaliste s'efforce de consolider le mode de production capitaliste pour que la bourgeoisie turque puisse rapidement instituer son hégémonie politique. Le principal but de Jeune Turc était aussi de constituer une classe bourgeoise dans le pays afin de faire reposer le système politique sur une base solide occidentale¹⁸⁰. Il convient de souligner un point important, c'est que la mise en place de cette politique ne serait pas très facile à appliquer. Comme on l'a déjà évoqué brièvement, une fois le pouvoir politique installé par les bureaucrates kémalistes, la reprise de celui-ci par la bourgeoisie serait assez douloureuse.

Concernant les caractères fondamentaux du PRP, nous pouvons estimer que le PRP n'était qu'une organisation politique marquée notamment par les principes essentiels du kémalisme, destinée à mettre en place l'idéologie kémaliste. A l'origine, le kémalisme

¹⁷⁹ Ismail Cem, " Türkiye'de Geri Kalmisligin Tarihi ", Cem Yayinevi, Istanbul, 1986, p. 314-315.

¹⁸⁰ Caglar Keyder, " Türkiye'de Devlet ve Siniflar ", Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1989.

avait pour but de modifier le plus profondément et le plus rapidement possible la vie sociale et politique du pays. Même après la mort de Kemal, le PRP ne cesse de poursuivre la même voie en s'efforçant plutôt de conserver fermement ses réformes¹⁸¹. Les réformes réalisées restant insuffisantes devant l'ampleur de l'évolution sociale, les cadres politiques du PRP deviennent plus "conservateurs". Quels sont donc les caractères fondamentaux du PRP : l'anticléricalisme et l'attachement étroit à la laïcité, l'admiration du système politique, économique, social de l'Occident, l'attachement aussi à l'économie mixte et à l'Étatisme modéré.

Il serait intéressant de souligner l'importance de la constitution de 1921 dans l'instauration du principe de laïcité. Pour la première fois, la souveraineté nationale appartient sans restriction à la nation, alors qu'au contraire, elle était considérée comme "divine" sous l'Empire ottoman. L'enchaînement du processus de transformation de la société continue notamment avec l'abolition du califat le 3 mars 1924 par la Grande Assemblée nationale et c'est ainsi que le système étatique fondé sur la religion fut supprimé. Enfin, le 9 avril 1928, on supprime l'article 2, selon lequel l'islam est la religion d'État. Désormais, il n'y aurait plus de religion officielle. Quant au terme de laïcité, en 1931, il fait son entrée dans la littérature politique et est accepté comme l'un des six principes kémalistes qui allaient bientôt faire partie de la constitution.

Selon Kemal et son parti, on ne pourrait pas réaliser les réformes radicales sans minimiser ou bien écraser l'influence religieuse, à l'origine de tout mouvement réactionnaire et des malheurs du pays. Avec le passage au multipartisme, le PRP doit nuancer cette hostilité à l'égard de l'islam afin de freiner la montée de nouveaux partis politiques et reconquérir le peuple. Si les élites kémalistes insistent encore sur la nécessité d'une laïcité stricte, c'est parce que l'on craint qu'une libéralisation dans ce domaine puisse susciter une réaction forte contre le régime kémaliste.

Le parti unique est jugé nécessaire, comme une phase obligatoire, pour le passage au multipartisme et pour la préparation des conditions nécessaires à la mise en place du processus de modernisation, d'occidentalisation et de laïcisation du pays. L'Étatisme, lui aussi, est un des principes essentiels du PRP, il n'est déterminé qu'avec le temps et par une voie pragmatique, puisque le secteur capitaliste n'existe pas et que c'est à l'État de tout faire¹⁸².

L'arrivée du PD au pouvoir, prétendant que la bourgeoisie est assez forte pour gouverner le pays toute seule, signifie le début d'une nouvelle ère dans la croissance

¹⁸¹ Hasan Bulent Kahraman, "Yeni Bir Sosyal Demokrasi İçin", Imge Kitabevi, Ankara, 1993, p.55 à 63.

¹⁸² Voir, Tevfik Cavdar, "Türkiye'de Liberalizmin Dogusu", Imge Kitabevi, Ankara, 1992.

économique du pays. Le nouveau parti politique profite de conditions favorables au libéralisme économique en donnant un coup de pouce à la création et au développement du secteur privé. Les Démocrates commencent à utiliser le moyen d'intervention étatique dans le domaine économique en faveur, cette fois-ci, des classes capitalistes en les aidant notamment dans le processus d'accumulation du capital¹⁸³.

La question qu'on doit se poser, c'est de savoir quel genre d'évolution entraîné le PRP ? Après deux tentatives de passage au multipartisme qui débouchent sur un échec, le régime kémaliste devrait être prêt à tolérer l'opposition dès la fin de la Deuxième guerre mondiale, vu l'évolution tant mondiale que nationale, à la seule condition que celle-ci ne remette pas en cause la nature de son régime politique et ne touche à aucun moment à l'esprit de sa révolution. Après avoir établi le nouvel ordre politique de l'autorité de l'État et de l'unité du peuple, une économie nationale aurait aussi pu naître suite à la volonté de rester en dehors du conflit mondial. Les effets de la victoire de la démocratie sur le fascisme, obligeant le régime du parti unique à réagir en faveur de la libéralisation du système politique, se font sentir rapidement et le mécontentement du peuple contre le régime autoritaire atteint son niveau maximum. Dans ce contexte, le PRP se retrouve forcé de prendre des mesures destinées à la libéralisation du système politique.

B) LE DEFENSEUR DES IDEES POLITIQUES LIBERALES : LE PD

L'instauration du système de multipartisme (1945-1971)

L'objectif essentiel de ce chapitre est de mettre en lumière l'apparence générale de la vie politique et idéologique du système de multipartisme, interrompu par les coups d'État de 1960 et de 1971 et qu'on essaie de faire vivre depuis 1945. Comme la période concernée sera examinée d'une manière idéologique et politique, les domaines à traiter peuvent se définir ainsi : les changements de pouvoirs politiques, la structure des pouvoirs politiques, les politiques suivies particulièrement du point de vue des relations entre gouvernants-gouvernés ainsi que les partis politiques ayant un rôle important dans la vie de la société, les mouvements organisés ou non organisés, les événements politiques importants et enfin l'aspect de l'idéologie dominante et de l'idéologie réactionnaire de cette période. Il est clair que tous ces domaines sont étroitement liés les uns aux autres.

L'année 1945 est un tournant du point de vue de la politique extérieure et intérieure turque. Comme nous l'avons déjà cité à plusieurs occasions, la Turquie a été gouvernée

¹⁸³ Voir, Taner Timur, "Turkiye'de Çok Partili Hayata Gecis", İletişim Yayınları, İstanbul, 1991.

depuis la création de la République en 1923 par un système de parti unique entre 1923-1945, à l'exception de deux tentatives de passage au multipartisme qui ont échoué, l'une entre 1924-1925 et l'autre en 1930. Ce système de parti unique arrive en effet à son apogée avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

La décision de mettre à l'écart le régime de parti unique qui était en place presque sans interruption pendant 22 ans, depuis l'apparition de la République kémaliste, et qui prenait un caractère de plus en plus totalitaire au fil du temps, a été prise par İnönü, étant à la fois le "Président à vie du PRP" et le leader incontesté de l'État sans opposition politique légale¹⁸⁴. De ce fait, il convient de nous poser la question suivante : quelles sont les raisons principales d'İnönü pour agir dans ce sens et prendre une telle décision dans une situation favorable ? Même si l'on n'est pas en mesure d'estimer avec une certitude absolue les raisons les plus déterminantes de cette évolution, on peut quand même citer plus ou moins les facteurs principaux de cette décision.

L'un des facteurs pouvait être d'éviter une éventuelle explosion sociale, une crise politique et d'orienter ainsi le mécontentement populaire qui avait déjà atteint son maximum vers une solution démocratique. La Turquie étant obligée de maintenir son armée toujours en alerte tout au long de la Deuxième guerre mondiale, même si elle est parvenue à rester en dehors de ce conflit, le peuple a dû concéder de grands sacrifices pour le fonctionnement et l'entretien de cette armée. De plus, le programme de modernisation et de transformation radicale imposé par force de haut, suscite une grande inquiétude et une méfiance envers le régime autoritaire au sein de la population qui est en majorité conservatrice. Enfin, étant donné que la politique est menée par un pouvoir unique durant de longues années sans aucune opposition, le peuple tient naturellement le PRP comme responsable de tous ses malheurs .

La volonté de trouver une réponse à la pression de plus en plus intense des nouvelles classes dominantes pourrait être un autre facteur dans l'application de cette initiative. La bourgeoisie turque s'est renforcée au cours des années et s'est énormément enrichie pendant la Deuxième guerre mondiale. Elle n'a plus besoin de la bureaucratie pour diriger la société politique, même si c'est elle était la principale force créatrice depuis la période de Jeunes Turcs. Après la victoire de la guerre de Libération nationale, la création d'une bourgeoisie nationale devient l'une des préoccupations importantes du nouveau régime politique kémaliste. C'est ainsi que l'hyper-inflation, provoquée par les conditions économiques et sociales difficiles de la Seconde guerre mondiale, demeurent la cause principale de l'accélération de ce processus et joue un rôle prépondérant dans l'enrichissement de la classe bourgeoise et dans la mise en place de ce processus déjà

¹⁸⁴ Voir, Cemil Kocak, " Türkiye'de Milli Sef Donemi (1938-1945) ", Yurt Yayinlari, Ankara, 1986.

entamé. C'est dans ce contexte que cette nouvelle classe dominante qui est sûre d'elle et consciente de sa force, commence à considérer les bureaucrates et l'intervention étatique extrêmement forte dans le secteur économique comme une entrave à son épanouissement. De plus, certaines mesures gouvernementales interventionnistes risquaient de se produire à tout le moment au détriment des intérêts économiques de la bourgeoisie : comme exemple ; l'adoption de l'impôt sur les revenus en 1942, la tentative de "réforme agraire" en 1945, la nationalisation des forêts, la mise en place des restrictions apportées aux importations etc... Le système pluraliste est en effet aux yeux des classes dominantes le meilleur moyen d'empêcher une telle emprise interventionniste. On peut estimer que la bourgeoisie turque juge solennellement en somme que l'administration kémaliste a accompli sa tâche (l'installation et la consolidation du mode de production capitaliste) et que le temps est venu d'écarter des tendances dirigistes dans l'appareil étatique. Dès la prise de conscience de sa force la bourgeoisie s'engage à récupérer le pouvoir politique qui était aux mains des bureaucrates kémalistes depuis 1923¹⁸⁵.

L'un des facteurs le plus important dans la mise en place de ce processus était le facteur externe. La décision du passage au multipartisme réalisé juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale n'était pas indépendante du fait que la défaite et l'écroulement des régimes autoritaires devenaient une réalité dans le monde. Il est peut-être vrai que la libéralisation de la vie politique serait demeurée inexistante si le fascisme était sorti vainqueur de la Seconde guerre mondiale. Cependant, il nous appartient à préciser que ce ne sont pas les pays occidentaux qui ont obligé la Turquie à mettre en œuvre la libéralisation du système politique. C'est au contraire les dirigeants kémalistes eux-mêmes qui se trouvent dans l'obligation de se rapprocher du champ occidental et d'être intégrés dans le système politique occidental pour pouvoir faire face à la menace incessante soviétique sur le territoire et les points stratégiques du pays, à l'infiltration du système communiste dans leur système et aussi profiter de l'aide financière de l'Occident afin de surmonter convenablement l'énorme ampleur des difficultés économiques. D'ailleurs, devant la nouvelle situation internationale, le partage du monde en deux camps, les bureaucrates kémalistes se sentent en quelque sorte obligés d'être à côté des Etats-Unis qui sont seuls capables de contribuer au redressement de l'économie turque et de donner le soutien militaire indispensable face à l'URSS, même si l'on risque de remettre en cause le principe kémaliste de non-alignement. Dans ce contexte, la libéralisation de la sphère politique et économique n'est qu'un moyen utilisé pour obtenir les faveurs des Etats-Unis¹⁸⁶. D'une manière générale, la prise de décision de démocratisation du système

¹⁸⁵ Hikmet Ozdemir, "Turkiye Cumhuriyeti", op. cit., p.148.

¹⁸⁶ Nihal Kara, "Turkiye'de Cok Partili Sisteme Gecis Karari (1945)", Ankara Universitesi SBF, Yayinlanmamis doktora tezi, 1982.

politique turc par le régime kémaliste n'était pas tout à fait incompatible avec l'ultime objectif des " Jeunes Turcs " : l'occidentalisation.

Il est aussi important de souligner que l'initiative employée par İnönü dans la mise en place du processus du multipartisme se trouve insuffisante du point de vue de l'ouverture vers les classes sociales et la représentation de celles-ci dans le système politique. C'est en fait cette ouverture qui est réservée uniquement à une opposition modérée et fidèle aux principes kémalistes. D'ailleurs, on n'avait pas prévu une place à l'aile gauche dans le cadre du système du multipartisme. En quelque sorte, il s'agissait ici d'une démocratie instituée uniquement par la droite qui était aussi assez restreinte dans sa diversification. En principe, toute opposition pouvant remettre en question l'idéologie kémaliste se trouve privée de cette libéralisation assez discutable. La seule opposition politique admise comme légitime n'est en somme qu'un parti politique libéral de droite qui n'est pas tellement différent du parti unique, le principal défenseur de l'idéologie kémaliste. On réussit en effet à créer un " parti d'opposition fidèle " aux principes kémalistes avec l'approbation d'İnönü, le Parti Démocrate dont les fondateurs sont les députés du PRP¹⁸⁷.

On peut considérer que ce modèle désigné pour le passage au multipartisme ne suit pas une évolution convenable espérée par İnönü . Certes, la mise à l'écart , d'une part, de la gauche entière et de la droite dite non légitime du jeu politique signifiait la réussite de celui-ci. Mais l'évolution inattendue de l'opposition bouleverse le clivage politique et l'espoir de pouvoir du parti unique. Dès son apparition au sein de la vie politique, le PD ne cesse d'être soutenu par les intellectuels, la presse, les masses populaires muettes depuis de très longues années et même certaines divisions de l'armée.

Dans ce contexte, il serait intéressant de préciser l'importance de l'attitude prise par le PD, durant tout le processus de démocratisation de la vie turque, car elle est en effet l'une des bases principales de l'implantation de la tradition du multipartisme turc. Le PD a mené avec une forte détermination une politique d'opposition tout en restant soigneusement dans les limites de la légitimité restreinte accordée par le parti au pouvoir. Le moyen le plus efficace de défense du PD contre toute sorte de répression politique était sans doute l'organisation de meetings de grande ampleur. Il est certain que ce phénomène se présente comme une nouveauté sans précédent dans la vie politique turque. Il s'agit ici d'un peuple, qui n'a jamais eu le droit de parole, de s'exprimer librement sur son propre sort depuis des siècles, qui se trouve soudainement amené sur la scène politique et qui commence à crier ses revendications, ses vœux aux visages des dirigeants politiques sans avoir peur de rien à l'occasion de meetings populaires organisés pour les élections législatives.

A la suite de tant d'évolutions politiques importantes, le PD réussit à faire accepter au gouvernement, formé par le PRP, une nouvelle loi électorale établissant un système de vote secret sous l'arbitrage impartial du corps judiciaire, après avoir longuement critiqué les élections de 1946 considérées comme truquées. Cela n'a pas été très facile pour le PD de minimiser l'intervention du pouvoir politique en place sur le déroulement impartial des élections, d'assurer une certaine garantie judiciaire sur le dépouillement des votes et d'imposer aussi la présence d'un responsable de chaque parti politique participant aux élections sur le lieu de vote. Car nous l'avons déjà évoqué, İnönü était un partisan du processus de multipartisme à condition que le parti d'opposition soit faible, de façon à ce que celui-ci ne puisse pas remettre en question la nature du régime kémaliste. A partir des élections de 1946 jusqu'à l'acquisition de la nouvelle loi électorale démocratique, le débat politique courageux mené par le PD, occupe une place importante dans le système politique pour la survie du multipartisme. İnönü en tant que Président de la République se trouve en quelque sorte, en face de la détermination considérable du PD, obligé d'intervenir en faveur du parti d'opposition pour que ce processus ne se solde pas encore une fois par un échec. De ce fait, nous avons assisté à plusieurs reprises aux changements du gouvernement : du plus autoritaire vers le plus modéré.

C'est dans des conditions tout à fait réglementaires que les élections législatives du 14 mai 1950 ont eu lieu, celles-ci ont amené au pouvoir le Parti Démocrate avec 408 sièges au Parlement sur 487. Quant au Parti Républicain du peuple, il ne peut en garder que 69. Et le Parti de la nation est représenté désormais au sein de l'Assemblée par un seul député. Neuf députés enfin sont indépendants¹⁸⁸.

Dans ce nouveau contexte, le PD, le vainqueur incontestable des élections législatives du 14 mai 1950 avait encore besoin de temps pour acquérir totalement le pouvoir. Car la prise de pouvoir ne s'est pas déroulée dans un contexte politique où la banalisation des règles démocratiques parlementaires existait déjà. L'État, s'identifiant avec le parti unique pendant 27 ans, était complètement étranger à ce nouveau pouvoir politique légitime. De plus, sous l'influence de la mode fascisante, on avait d'abord surnommé Kemal " *le chef éternel* ", après sa disparition, İnönü a obtenu le titre de " *chef national* ". Après la défaite électorale du PRP, on ne pouvait pas non plus prévoir le comportement d'Inönü, qui était le président de la République depuis 1939. En effet, il se trouva soudainement dans une position de " leader de l'opposition ".

¹⁸⁷ William Hale, " *Türkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Günümüze* ", Hil Yayin, Istanbul, 1996, p.84-85.

¹⁸⁸ Kemal H. Karpat, " *Turkey's Politics : The Transition to Multi-Party System* ", Princeton University Press, 1956, p.191-203 et 241-242.

L'un des soucis majeurs du PD était le risque d'un coup d'État militaire en faveur du PRP. C'est la raison pour laquelle la première initiative du PD fut de prendre des mesures préventives contre l'armée le 6 juin 1950. On a d'abord effectué des changements parmi les plus importants Commandants des forces armées (le chef d'État-major, son adjoint, les Commandants des forces armées) en les remplaçant par d'autres considérés comme fidèles au PD dans l'espoir de réduire tous les risques éventuels d'une intervention militaire¹⁸⁹. Dans les trois mois qui ont suivi, il y a eu des élections municipales et régionales respectivement le 3 septembre 1950 et le 15 octobre 1950 et le PD les a remportées avec un succès considérable. C'est ainsi que le changement de pouvoir politique est réalisé complètement en 6 mois de temps seulement.

Nous devons également nous pencher sur l'évolution politique et surtout sur les éléments socio-économiques, facteurs essentiels de cette évolution pour pouvoir bien déterminer la structure politique de la période du multipartisme. La structure du pouvoir politique et les constitutions démocratiques de la Turquie durant toute la période de la vie plurielle, sont influencées par la structure sociologique déterminée ; d'une part, par la mobilité économique et l'accélération de l'évolution capitaliste avec l'arrivée du PD au pouvoir ; par certaines forces sociales atteignant de nouvelles dimensions ; et d'autre part enfin, par la différenciation du conflit d'intérêt dans la société : les nouvelles alliances sociales ou mécontentes sociales etc. Les relations entre le système du multipartisme et la réalité de la société ne sont que des relations réactionnaire- anti-réactionnaire dans les conditions sociales du pays.

Après avoir vu apparaître des changements structurels considérables provenant de l'engagement du PD dans la réalisation du mode de production capitaliste, on commence à voir d'une manière manifeste les conséquences du bouleversement du système social et ses effets négatifs et contradictoires sur la structure sociale à partir de la fin des années soixante. Les rapports sociaux entrent dans une nouvelle phase et le champ de la lutte des classes revêt de plus en plus un caractère conflictuel. Comme nous aurons la possibilité de revenir sur ce point, il nous paraît quand même utile de souligner brièvement que, le champ politique qui est profondément modifié du point de vue organisationnel, se trouve envahi par de nouvelles idées et de nouvelles pratiques politiques grâce à l'apparition de la nouvelle Constitution de 1960. Résultant du coup d'État militaire de 1960, cette Constitution était une des principales causes de la naissance de la nouvelle idéologie de gauche et de forces politiques.

Mais cette évolution importante au sein de la vie politique turque ne se limite pas uniquement à la gauche, la base sociale de la droite turque subit aussi une évolution

¹⁸⁹ Hikmet Ozdemir, " Rejim ve Asker ", AFA Yayinlari, Istanbul, 1989, p.35.

remarquable au fil du temps. C'est ainsi que le PD devenu par la suite le Parti de la Justice (PJ) après le coup d'État militaire de 1960 se différencie de son successeur sur le plan de la défense des intérêts des classes dont il se présente comme le porte-parole. Dans la formation du PD, c'est la bourgeoisie du commerce qui occupe la place essentielle tout en faisant une alliance avec les grands propriétaires terriens. En dépit des concessions faites à ces derniers, le conflit d'intérêt de ces deux classes et la rivalité entre le capital et la propriété foncière ne se concrétisent qu'à partir de 1954. Néanmoins, le PD réussit à préserver une certaine homogénéité jusqu'en 1957-1958 en maintenant une forte croissance économique et un développement économique grâce à l'aide américaine et à la politique inflationniste menée longuement avec succès et qui permettent effectivement de privilégier plus ou moins toutes les classes sociales et fractions dominantes dans le partage du " gâteau ". Au fil des années, on constate une sorte de contradiction interne naissante parmi les classes dominantes dans le PJ qui succède au PD après son interdiction par l'intervention militaire de 1960. On assiste donc au bouleversement des rapports de forces sociales au sein du bloc au pouvoir à partir de 1965, après que la bourgeoisie industrielle et financière serait devenue hégémonique. De ce fait, l'éclatement des classes dominantes dans le PJ voit le jour avec la politique menée par celui-ci au détriment des intérêts réels des grands propriétaires terriens ainsi que des petites bourgeoisies¹⁹⁰.

Il nous importe aussi de voir la politique appliquée par le PD vis-à-vis de la religion et du principe de la laïcité dans le but d'arriver au pouvoir. Après avoir utilisé parfaitement le mécontentement et le raz-de-marée populaire à l'égard du PRP qui avait une image autoritaire, le PD conquiert le pouvoir politique profitant de la conjoncture mondiale favorable à son développement rapide contre un parti unique autoritaire. Il a pu assurer sa réussite grâce à son engagement affiché de libéralisation et de démocratisation du système politique, à son programme, à ses promesses et à la responsabilité prise dans la direction de libéralisation complète du système économique. Au départ, les dirigeants du PD n'hésitent pas à prendre certaines mesures en faveur de la religion et à laisser se développer les dispositifs indépendants de l'État dans cette direction pour ne pas perdre le soutien du peuple et pour réaliser leur programme et leur politique avec l'appui indispensable du peuple. Désormais, le PD étant essentiellement le représentant de la bourgeoisie turque, il s'efforce de faire sentir au peuple qu'il prend en considération leur désir et leur comportement et qu'il est respectueux de la culture populaire, contrairement aux bureaucrates du PRP. C'est ainsi que le PD devient vite un parti populiste auprès du peuple tout en réinterprétant à nouveau l'idéologie populiste-laïque kémaliste. Face à l'absence des institutions politiques civiles, l'utilisation du populisme apparaît comme

¹⁹⁰ Feroz Ahmad, " Modern Turkiye'nin Olusumu ", op. cit., p.200-201.

l'unique alternative politique, qui est capable de faire face à la coalition politique hégémonique dominante dans les pays sous-développés¹⁹¹.

Certaines composantes des classes dominantes dans le PD qui sont également assez sensibles au sujet du respect de la tradition islamique, tels que les notables locaux, les grands propriétaires terriens, poussent la direction du parti à réagir effectivement dans ce sens. Ceci étant dit, les dirigeants du PD utilisent essentiellement l'influence de l'idéologie religieuse pour faire accepter leur domination économique et politique conformément à leur programme et à leur intérêt. Il serait assez facile pour le PD de renforcer et de concrétiser son image favorable auprès du peuple, extrêmement sensible à l'égard des arguments religieux, qui lui permettrait par la suite d'appliquer leur programme. A leur arrivée au pouvoir, les hauts dirigeants du PD n'utilisent pas beaucoup le langage religieux dans leur discours politique, puisque leur politique économique remporte un grand succès grâce à l'aide économique américaine et à la croissance économique due à une politique économique inflationniste et à la conjoncture mondiale favorable. Par ailleurs, c'est aux dirigeants locaux de tirer profit de l'idéologie religieuse afin de discréditer l'opposition et de faire oublier les problèmes majeurs du pays.

A partir de là, l'on assiste à une libéralisation de la sphère religieuse, même si elle demeure insuffisante et symbolique devant l'ampleur des promesses importantes faites au peuple. L'un des premiers actes officiels du gouvernement démocrate est d'accorder la permission de faire le nouvel appel à la prière dans sa formule originale arabe. Et l'on transforme en statut facultatif des leçons religieuses à l'école primaire, en rendant obligatoire une demande en cas de dispense.

Etant donné que la régularisation de la vie religieuse reste insuffisante et ne répond pas exactement aux besoins du peuple, le PD n'arrête pas de critiquer le passé et de faire son discours idéologique en utilisant un langage religieux. Les dirigeants du PD n'hésitent pas non plus à user des expressions et des formules religieuses lors des réunions publiques et des meetings et à exalter les sentiments religieux. Les réformes kémalistes font aussi souvent l'objet d'attaques de leur part. En somme, nous pouvons estimer que le langage religieux tenu par le PD n'est qu'un moyen politique utilisé pour justifier leur politique économique, pour discréditer et neutraliser l'opposition vis-à-vis de l'opinion publique. Il convient de préciser qu'en dépit de concessions faites dans le processus de libéralisation du domaine religieux, le pouvoir démocrate n'a jamais osé modifier en

¹⁹¹ İlkay Sunar, "Demokrat Parti ve Populizm", Cumhuriyet Donemi Türkiye Ansiklopedisi, Cilt 8, İletişim Yayınları, İstanbul, p.2076-2086.

profondeur les principes fondamentaux, qui garantissent le laïcisme dans la Constitution et dans le code pénal¹⁹².

L'attente des masses populaires ne se limite pas uniquement à la libéralisation de la vie politique et religieuse, mais ils espèrent également ressentir une amélioration concrète de leurs conditions de vie économique. Etant conscient de cette réalité, le PD ne tarde pas à se pencher sur les problèmes économiques en soulignant à chaque reprise dans son discours politique l'importance du progrès, du développement économique et de la libéralisation de la vie économique¹⁹³. L'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie par l'intermédiaire du PD signifie le début d'une nouvelle idéologie économique selon laquelle on prépare l'adhésion complète des masses au système capitaliste en présence de divers slogans tels que " créer un millionnaire dans chaque quartier " ou " faire de la Turquie une petite Amérique ". Désormais, l'idéologie religieuse étant originairement anticommuniste elle permet de rejeter tout modèle de développement autre que celui du capitalisme et facilite notamment la réceptivité de l'idéologie économique.

Il convient quand même de préciser que la mise en place du système capitaliste engendre des bouleversements structurels aussi importants que ceux des réformes kémalistes dans la société. Elle donne lieu à un éclatement de la structure féodale (par l'importation des machines agricoles et par la capitalisation de la rente foncière) et à l'apparition des bidonvilles dus à l'immigration massive vers les grands centres urbains. Vers la fin des années cinquante, on voit apparaître un monté considérable du mécontentement des masses devant les résultats décevants dus à la crise économique à partir des années 1955-1956. Le processus d'industrialisation restant très faible, le taux de chômage augmente très vite dans le pays. L'inflation revêt des dimensions inquiétantes et à la suite de cette mauvaise gestion et de l'accumulation de la dette extérieure, les Etats-Unis commencent à fermer le robinet du crédit. En 1958, la dévaluation de plus de 300% de la livre turque par rapport au dollar, se répercute sur le coût de la vie. Cette hausse des prix qui suscite un mécontentement parmi les couches sociales ayant des revenus fixes (entre autre les officiers militaires) renforce considérablement l'opposition¹⁹⁴.

Le PD se trouvant privé des effets positifs de la bonne conduite économique, subit une série d'échecs dans sa politique économique. De ce fait, le régime démocrate perd progressivement son caractère démocratique libéral et il tend vers l'autoritarisme. Dans le souci de garder le pouvoir politique sous leur contrôle, les dirigeants démocrates

¹⁹² Binnaz Toprak, " Islam and Political Development in Turkey ", Leiden, Brill, 1981, p.75-88.

¹⁹³ William Hale, " The Political and Economical Development of Modern Turkey ", Croom Helm, London, 1981.

¹⁹⁴ Feroz Ahmad, " Modern Turkiye'nin Olusumu ", op. cit., p.166-167.

n'hésitent pas à employer l'idéologie religieuse pour se donner une nouvelle légitimité. Face à la montée de l'opposition vers la fin des années cinquante, provenant de la mauvaise conduite économique et de l'application d'une politique antidémocratique, les démocrates utilisent davantage les arguments religieux et s'appuient dessus afin de freiner la progression de l'opposition qui revêt une réalité de plus en plus forte.

Dans ce contexte, l'idéologie religieuse apparaît comme un moyen de manipulation dans la mesure où elle est utilisée pour détourner l'attention des masses sur les problèmes socio-économiques et pour neutraliser la poussée de l'opposition auprès des couches sociales mécontentes. De cette manière, les responsables démocrates cherchent à priver l'opposition politique de la possibilité de critiquer facilement les mauvaises conditions socio-économiques dans sa propagande politique, en attirant les réflexions du peuple sur le passé de l'opposition et sur leur caractère dirigiste concernant justement les réformes réalisées d'en haut par force. D'ailleurs, reposant sur la légitimité religieuse, le PD avance l'idée que l'opposition est illégitime. Mais, en dépit de tous ses efforts pour se doter d'une légitimité au sein du peuple et de mesures antidémocratiques prises dans l'objectif d'étouffer l'opposition politique, le mécontentement se fait sentir en faveur de cette dernière et le pouvoir du PD prend fin avec un coup d'État militaire le 27 mai 1960.

§5) La multiplication des partis politiques :

A) *LA BASE JURIDIQUE DU REGIME DES PARTIS POLITIQUES*

Jusqu'à la Seconde République, les constitutions turques ignorent l'existence des partis politiques. Mais au fil du temps, on a pu voir apparaître une série de principes admis par l'Assemblée Constituante auxquels les partis devront désormais se conformer.

Il se peut qu'on prenne une telle précaution à cause d'une méfiance vis-à-vis d'une catégorie de dirigeants de partis qui pourraient profiter de la discipline du parti pour constituer une dictature à leur profit, ainsi que vis-à-vis des partis qui, afin d'obtenir plus de voix, n'hésiteraient pas à dégénérer les principes et les réformes kémalistes.

C'est en fait à partir de la nouvelle constitution issue d'une intervention militaire qui sera examinée plus en détail plus loin, qu'on découvre pour la première fois la base juridique du régime des partis politiques. Nous pouvons prétendre que les expériences

politiques vécues ont permis au régime kémaliste de reconnaître avec quelque contradiction, d'une part la nécessité de la présence des partis politiques dans un système démocratique et parlementaire, et d'autre part de protéger les acquis kémalistes contre les abus potentiels de ces partis.

D'après l'article 56 de la Constitution de 1960 : " Les citoyens ont le droit de fonder des partis politiques et d'en sortir selon les règles prévues. Les partis politiques se constituent sans autorisation préalable et fonctionnent librement ". L'article se termine par cette phrase : " Les partis politiques, soit au pouvoir, soit dans l'opposition, seront les éléments inséparables de la vie politique démocratique ".

Les partis politiques peuvent aussi saisir la Cour Constitutionnelle en vue de l'annulation d'une loi ou du statut judiciaire de l'une des deux chambres (article 149). Un député de chaque groupe du parti aura le droit de prendre la parole à propos de la motion de censure (art. 84). La constitution exige également que les présidences des deux assemblées soient composées proportionnellement au nombre de sièges de chaque parti (art. 84). Afin de disposer, au sein du Parlement, de certains droits, le groupe doit être composé d'au moins dix députés ou dix sénateurs (art. 84).

Quant aux articles concernant la protection du régime politique contre les abus probables des partis, ils sont plus nombreux que les précédents : " Les statuts, les programmes et l'activité des partis politiques doivent être conformes aux principes de la République Démocratique et laïque reposant sur les droits et libertés de l'homme ainsi qu'au principe fondamental de l'indivisibilité de la nation et du territoire de l'État. Les partis qui ne s'y conforment pas sont définitivement dissous.

Les partis politiques rendent compte de leurs dépenses et de leurs ressources à la Cour Constitutionnelle. La loi réglemeta la Cour Constitutionnelle et dont leur contrôle financier sera exercé par ladite cour, le tout conformément aux principes démocratiques.

Les procès relatifs à la dissolution des partis politiques sont du ressort de la Cour Constitutionnelle et la décision de dissolution ne peut être rendue que par ladite cour " (art.57).

En ce qui concerne l'attachement obligatoire à la laïcité, l'expression de l'article 19 est plus claire : " Personne ne peut exploiter la religion ou les sentiments religieux ou les choses considérées sacrées par la religion ou bien en abuser, de quelque manière que ce soit, dans le but de s'assurer un intérêt ou une influence personnelle ou politique ou pour appuyer l'ordre social, économique, politique ou juridique de l'État, ne fût-ce qu'en

partie, sur des préceptes religieux. Ceux qui contreviennent à cette interdiction ou qui excitent les tiers dans ce sens sont punis d'après la loi. Les associations sont interdites par les tribunaux compétents et les partis politiques par la Cour Constitutionnelle, de façon permanente ”.

Enfin, le contenu de l'article 109 peut être considéré comme plus significatif à cet égard, ce qui montre ouvertement la méfiance de la constitution envers le parti au pouvoir : “ Les Ministres de la Justice, de l'Intérieur et des Communications démissionnent avant les élections législatives à la Grande Assemblée nationale, trois mois avant la date des élections, et si ces élections ont été décidées avant l'expiration de la législature, dans cinq jours suivant cette décision. Le Premier ministre nomme de nouveaux Ministres de la Justice, de l'Intérieur et des Communications parmi les membres indépendants de la Grande Assemblée nationale de Turquie ”.

Pour pouvoir comprendre la base juridique des partis politiques, il serait nécessaire de jeter un coup d'œil sur la loi relative aux partis politiques après l'intervention militaire de 1960. Pour la première fois dans l'histoire turque, les règles du jeu auxquelles les partis politiques doivent se conformer ont été fixées soigneusement : c'est la loi du 17 mai 1965 relative aux partis politiques, loi qui contient des principes, n'existant pas dans la tradition de la vie politique. Le parti d'opposition qui possède le plus grand nombre de députés est considéré comme le principal parti d'opposition et dispose de différents avantages. Le Secrétaire Général du principal parti d'opposition est placé après le Premier ministre dans l'ordre du protocole et a, à sa disposition, une voiture et un chauffeur payés par le gouvernement. De plus, la même loi prévoit pour le Secrétaire Général du principal parti d'opposition une indemnité égale à celle du Premier ministre.

Quant aux interdictions frappant les partis politiques, toujours d'après cette loi, elles sont nombreuses : “ Il est interdit aux partis d'avoir pour but l'établissement de la souveraineté d'une classe ou d'une famille ou d'un individu. Il leur est également interdit d'avoir pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à l'unité politique nationale. Les partis ne peuvent se proclamer contre la laïcité et n'ont pas le droit d'exploiter la religion à des fins politiques. Les partis ne doivent jamais avoir pour but de supprimer le régime démocratique de la République turque qui repose sur le principe de l'État de Droit, les droits de l'homme et le multipartisme démocratique qui réside dans le suffrage universel. Les partis n'ont pas le droit de faire de la propagande contre les réformes kémalistes qui sont énumérées dans l'article 153 de la constitution. Il est aussi interdit aux partis d'avoir des activités ayant pour objectif de déclarer illégitime “ la révolution ” (d'après l'expression employée par la loi) du 27 mai 1960.

En dehors de cette loi, les articles 141 et 142 du code pénal portent encore des interdictions aux partis ainsi que l'article 163. L'expression du dernier est la suivante : "Celui qui fonde, organise ou dirige une association contre la laïcité, dans le but de conformer, complètement ou partiellement, les ordres fondamentaux sociaux et économiques ou politiques et juridiques de l'État aux principes et à la foi religieuse, est puni d'une peine de prison variant de deux à sept ans. Quant à l'article 141 du code pénal, il interdit les groupements poursuivant le but de supprimer complètement ou partiellement et par des considérations racistes, les libertés publiques. Et d'après l'article 142 : celui qui fait de la propagande pour établir la domination d'une classe sociale sur les autres ou pour supprimer une classe sociale ou renverser les ordres sociaux et économiques fondamentaux, ou pour faire disparaître les ordres juridiques et politiques de l'État, sera puni d'une peine de prison de cinq à dix ans.

La Cour Constitutionnelle a le droit de décider la dissolution des partis politiques qui ont agi à l'encontre des dispositions ci-dessus. La Cour Constitutionnelle peut être saisie soit par le Procureur général de la République, soit, après délibération en Conseil des Ministres, par le Ministre de la Justice, soit encore par le Procureur général qui peut saisir un parti politique ayant un groupe parlementaire.

Le Procureur général peut demander à un parti politique d'exclure un de ses adhérents qui aurait eu des activités dépassant les limites permises par la loi du 15 mai 1965. Dans ce cas, le parti a le droit de faire appel au "Comité chargé d'examiner les interdictions envers les partis" qui se compose des présidents des départements pénaux de la Cour de Cassation. Au cas où celui-ci aurait rejeté cet appel, le parti qui tient à ne pas exclure son adhérent sera envoyé devant la Cour Constitutionnelle et sa dissolution sera demandée.

La nouveauté majeure par rapport à la Constitution de 1961 se traduit ici par l'abandon du bicaméralisme. Outre la sensibilité au regain de faveur que le monocaméralisme connaît dans les constitutions modernes, cette solution a été favorisée par la volonté d'accélérer le processus législatif ainsi que le rôle passablement effacé que le Sénat jouait dans le système de la Constitution précédente.

Selon la nouvelle Constitution de 1982, en spécifiant le droit mener des activités politiques indépendamment des partis politiques, le Constituant a entendu dissiper les doutes que d'aucuns avaient entretenus à ce sujet sous l'empire de la Constitution de 1961. Si en effet les partis politiques "sont les éléments indispensables de la vie politique démocratique", ils ne sauraient la monopoliser sous peine d'engendrer un régime négateur de la liberté individuelle.

Le Constituant a d'autre part réagi contre la politisation à l'excès de certains milieux sous l'empire de la précédente Constitution en leur déniait expressément le droit d'adhérer à des partis politiques. Cela se conçoit pour les magistrats, les membres des forces armées et les fonctionnaires publics. Mais on l'admet difficilement pour les membres du corps enseignant des institutions d'enseignement supérieur et les étudiants.

La nouvelle Constitution interdit aussi les partis dont les statuts vont à l'encontre de l'intégrité indivisible de l'État et des principes de la République démocratique et laïque. Sont de même prohibés les partis " tendant à préconiser ou à instaurer soit la domination d'une classe ou d'un groupe soit une forme quelconque de dictature. Cependant, comme il s'agit de concepts flous susceptibles de donner lieu à des interprétations abusives, le texte définitif se contente d'un critère abstrait appelé à frapper tout parti qui nourrirait des velléités dictatoriales. De plus, plusieurs dispositions tendent à aseptiser les partis contre les influences étrangères. Il leur est interdit de recevoir des aides ou des directives des Etats étrangers, des organisations internationales ou des associations ou groupes situés à l'étranger. D'une manière générale, les activités et les décisions des partis doivent être conformes aux " principes de la démocratie ".

Le procureur général de la République est chargé de veiller au respect des prescrits constitutionnels et le cas échéant de saisir la Cour constitutionnelle qui peut seule prononcer la dissolution à titre définitif du parti contrevenant.

B) LE CHANGEMENT DES SYSTEMES ELECTORAUX

D'après l'article 10 de la Constitution de 1924, tous les citoyens des deux sexes bénéficiaient du droit de vote , à condition d'avoir 22 ans et du droit d'être élu à partir de 30 ans. Les articles 11 et 13 prévoyaient les élections législatives tous les quatre ans et précisaient que les députés seraient mandataires et représentants de la nation tout entière, non pas seulement de telle ou telle région.

Quant à la Constitution de 1961, elle parle des élections sous le titre, " le droit d'élire et d'être élu " : " Les citoyens ont le droit d'élire et d'être élu conformément aux conditions fixées par la loi. Les élections se déroulent selon les principes de liberté, d'égalité, du vote secret, du suffrage universel à un seul degré, et du recensement public " (art. 55).

Jusqu'à la seconde République, le suffrage était restreint. C'est ainsi que les militaires, les commissaires de police et leurs adjoints étaient privés du droit de vote. Il faut encore souligner que les élections, au sens propre du terme, n'ont lieu qu'à partir de

1946. Auparavant c'était un système majoritaire à deux degrés qui était en place. Mais sous le régime du parti unique, il était possible de le qualifier de plébiscitaire.

L'entrée en vigueur de la loi électorale du 5 juin 1946 à l'occasion des élections du 21 juillet 1946, a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire politique de la Turquie. Avec cette nouvelle loi électorale, le scrutin majoritaire à un seul degré et à un seul tour était officiellement adopté. Il restait d'ailleurs beaucoup à faire pour obtenir un système démocratique proprement dit.

La loi du 5 juin 1946 est modifiée par la loi du 21 février 1950 qui demeure la base de tout le système électoral jusqu'à la seconde République. Cette loi de 1950 est toutefois modifiée en 1954-1957. Le vote secret, et le contrôle des élections par les tribunaux étaient deux grandes innovations de la loi du 21 février 1950.

Après le coup d'État du 27 mai 1960, le pouvoir constituant adopte le système proportionnel à un tour pour les élections législatives (la loi du 25 mai 1961) et le scrutin majoritaire également à un tour pour les élections sénatoriales (la loi du 24 mai 1961). La majorité électorale était abaissée à 21 ans. L'âge d'éligibilité à l'Assemblée nationale était de 30 ans. Les lois citées ci-dessus sont aussi modifiées entre 1961-1965. Pour les élections à l'Assemblée nationale, le système du partage des restes à la plus forte moyenne est remplacé par un système d'utilisation des restes au plan national.

Dans ce contexte, l'esprit "libéral" rebattu de la Constitution turque de 1960 peut paraître paradoxal à première vue. Car, si elle vise à prémunir la société contre les menées dictatoriales d'une majorité parlementaire à l'instar de celles dont le PD avait fait preuve vers la fin de sa législature, face à l'effritement de son assise sociale, allant dans l'autre extrême, elle restreint énormément les prérogatives de l'exécutif. A la veille du retour au jeu des partis, les maîtres d'œuvre de la Constitution ne sont pas indifférents à la forte probabilité d'un succès aux élections des formations revendiquant l'héritage du PD. Ce libéralisme douteux de la Constitution modèle un appareil d'État censé être autonome par rapport à un exécutif condamné à manœuvrer dans un champ rétréci.

C'est effectivement à partir de l'apparition de nouvelle Constitution qu'on voit apparaître beaucoup de partis politiques au sein de la vie politique turque. Sur le plan politique l'aspect le plus remarquable de la seconde République turque est l'éclosion et le développement considérable d'une série de courants nouveaux, mais presque tout pourvus de solides attaches ou références historiques. La nouvelle droite populiste, se réclamant du PD, se regroupe dès 1965 au sein du Parti de la justice (PJ) de Demirel. Empêchée de prendre le pouvoir au lendemain du scrutin de 1961 plus en raison du vote du Comité d'union national (CUN) composé de militaires à la suite du coup d'État du 27

mai 1960 que par ses propres divisions, la droite populiste s'impose en 1965 et 1969. (Toute évolution de la vie politique turque sera exposée d'une manière plus large et avec plus de détail dans la troisième partie, nous nous contenterons donc de les citer très brièvement). A l'heure actuelle, le système électoral défavorise considérablement les petites formations. C'est un système à un tour, une variante du système dit d'Hondt, avec la répartition des restes nationaux qui veut que tout parti politique, pour être représenté au Parlement, recueille au minimum 10 % des suffrages en moyenne nationale.

Le PJ s'approprie l'héritage du PD, pour le meilleur et pour le pire. La poursuite d'une privatisation certaine de l'économie et l'extension du marché posent des problèmes politiques et sociaux aussi bien qu'économiques. Les succès de ce qu'on pourrait appeler le capitalisme turc marquent la droite populiste et lui causent des inconvénients sur le plan électoral. Du parti populaire qu'était le PD, on semble passer au "parti capitaliste" que devient de plus en plus le PJ. Cette évolution affecte, notamment vers les années soixante, son équilibre interne et provoque un certain effritement de sa base.

Avec le développement rapide du capitalisme à partir de 1960, les rapports de force au sein du bloc au pouvoir commencent à évoluer au profit de la bourgeoisie industrielle et financière concentrée dans les grandes villes. Cette fraction de la bourgeoisie prend le PJ en main en 1964 et s'efforce d'établir son hégémonie. On voit en effet apparaître une crise importante au sein de l'unité du bloc au pouvoir, formée sous l'égide de la bourgeoisie industrielle et financière, et due à l'affrontement des intérêts contradictoires entre les différentes classes dominantes dans le PJ. Vers la fin des années soixante-dix, on constate la concrétisation du problème avec l'éclatement de l'unité du bloc dans le PJ, et la prolifération des partis politiques que ce soit de gauche ou de droite au sein de la vie politique turque. D'ailleurs, le développement économique inégal et le fonctionnement du pouvoir du PJ presque exclusivement au profit du grand capital suscitent très vite le mécontentement de la bourgeoisie de province et de certaines couches de la petite bourgeoisie et conduit à l'apparition de différents partis politiques les représentants¹⁹⁵.

Ces divisions incontournables apparues d'abord au sein de la droite, puis au sein de la gauche ne signifiaient que le début d'un libéralisme politique et économique favorisé par la nouvelle Constitution de 1960 faite de haut en bas par force. Effectivement, dans le souci de prendre des mesures afin d'empêcher les gouvernements d'abuser de leurs pouvoirs, les militaires n'hésitent pas à intervenir dans la vie politique en procurant au pays une Constitution progressiste et très libérale. Celle-ci, qui garantit un grand nombre de libertés et de droits sociaux et économiques conformes à la démocratie bourgeoise, servira en fin compte au développement des idées révolutionnaires et à la lutte des classes

¹⁹⁵ Muzaffer Sencer, "Türkiye'de Siyasal Partilerin Sosyal Temelleri", May Yayinlari, Istanbul, 1974, p.373 à 383.

dominées¹⁹⁶. C'est à partir de là qu'on assiste à une mutation dans le PRP vers le début des années soixante-dix et aussi à l'apparition du Parti Ouvrier de la Turquie (POT) représentant pour la première fois la gauche socialiste. D'une part, on voit donc apparaître des idées socialistes au sein de la vie politique, d'autre part l'éclatement du bloc des classes dominantes.

Il faut aussi souligner la naissance d'un courant social-démocrate à l'intérieure du PRP sous la direction d'Ecevit à cause de l'impopularité continue du PRP malgré son éloignement du kémalisme intransigeant, des succès permanents du populisme du PD et du PJ et le dynamisme d'une classe ouvrière montante apparue rapidement avec la nouvelle Constitution de 1960. Ce courant préfère se désigner comme une " gauche démocratique " et son objectif de combattre le PJ sur le même terrain populiste le conduit à une rupture brutale avec ses traditions et aussi avec İnönü.

La fin des années soixante, donc la première moitié de la courte mais très animée Seconde République, est marquée par l'apparition de nouvelles formations politiques. Par ordre chronologique la gauche ouvrière et marxisante, le " nationalisme socialiste " et la " démocratie musulmane " entrent en scène.

SECTION 3) L'EVOLUTION DU REGIME POLITIQUE TURC

Dans l'analyse de l'évolution du régime politique turc, nous comptons en effet déterminer la face cachée de la situation contemporaine du système politique. Comme tous les régimes politiques, le régime politique turc a suivi une phase assez turbulente de l'autoritarisme au pluralisme démocratique. L'origine du régime politique républicain va jusqu'à l'Empire ottoman tout en étant fortement influencée par la tradition politique ottomane. Les tentatives de modernisation du régime politique ont été déjà entamées sous la domination de l'Empire ottoman. Dans un premier temps, nous nous interrogeons sur les modalités d'une transition d'un régime autoritaire à un régime pluraliste en prenant comme exemple le cas spécifique turc. Nous allons essayer de mettre en évidence la réalité sociologique selon laquelle le processus de démocratisation du système politique turc avait déjà commencé depuis la période ottomane et les élites militaro-bureaucratiques de l'époque républicaine avaient été fortement influencées par les idées politiques ottomanes. Dans un deuxième temps, nous tenons à mettre l'accent sur la place importante de

¹⁹⁶ Bulent Tanor, " İki Anayasa 1961-1982 ", Beta Yayinlari, Istanbul, 1986, p.129-130.

l'institution militaire turque dans le système politique grâce à son rôle indiscutable et nécessaire joué dans le processus de fondation d'un régime politique pluriel kémaliste.

Afin de bien examiner le régime politique, il nous faut aussi une explication complète de l'évolution constitutionnelle de la vie politique turque. Le processus de mise en place d'un régime constitutionnel est assez récent en Turquie. Les limites définitives de chaque constitution turque ont été largement déterminées par les exigences militaires et ses intérêts organisationnels formés selon l'idéologie kémaliste. L'apparition de chaque constitution turque est directement liée à l'intervention politique des forces armées turques. En outre, il n'est pas étonnant d'assister à la constitutionnalisation de l'influence militaire dans le système politique et à l'effacement considérable du pouvoir politique civil sur la scène politique en faveur du pouvoir militaire. De ce fait, l'évolution constitutionnelle de la vie politique et les conditions socio-politiques de l'apparition du régime politique constitutionnel seront analysées en détail dans les paragraphes suivants.

§1) La transition d'un régime autoritaire à un régime pluraliste :

En s'interrogeant sur les "démocraties fondatrices", c'est-à-dire les démocraties britanniques, française et américaine, on se propose d'éviter toute une série d'écueils. La réflexion consacrée à la démocratie ne peut être dissociée d'une prise en compte du long cours historique ; un cours souvent complexe, et jamais identique. De même que les démocraties fondatrices se conjuguent déjà au pluriel, les mises en forme historiques ne relèvent pas d'un modèle unique. D'où la surprise à la quelle on aurait pu s'attendre : si la démocratie émerge lentement de l'histoire, elle s'institue à travers, pour ne pas dire au moyen, de régimes peu démocratiques. La transition d'un régime traditionnel à un régime moderne a été notamment réalisée dans les pays occidentaux par leurs dynamiques internes tout au long d'une longue période, de 400 ans minimum. En d'autres termes, le processus de modernisation des systèmes politiques occidentaux est apparu automatiquement grâce aux dynamiques internes de chaque pays tout en suivant une très longue et progressive évolution historique¹⁹⁷.

La réflexion sur la démocratie rencontre alors celle qui porte sur les régimes autoritaires, le plus souvent qualifiés de totalitaires. On découvre paradoxalement qu'un régime militaire peut précéder l'ouverture démocratique, que les régimes autoritaires sont le plus souvent soumis à l'opinion publique et se considèrent fréquemment comme des parenthèses politiques.

¹⁹⁷ Pour se procurer d'une connaissance complète sur les facteurs internes et externes du processus de modernisation ; voir, John H. Kautsky, "The Political Consequences of Modernization", John Wiley and Sons, Inc., New York, 1972.

Avant de commencer à traiter la transition d'un régime autoritaire à un régime pluraliste en Turquie, il nous paraît nécessaire d'avoir un bref aperçu sur la définition du régime politique. La notion de régime politique comporte quatre composantes majeures : le principe de légitimité, la structure des institutions, le système de parti, la forme et le rôle de l'État. David Easton définit cependant le régime comme une composante du système - un sous-système - composée de trois éléments : les valeurs (buts et principes), les normes (procédure pour le traitement des "exigences"), les structures d'autorité (mode de distribution et de l'organisation du pouvoir)¹⁹⁸.

Les typologies développementalistes sont globalement fondées sur l'idée de "modernisation politique", fonction générale du système politique, marquée par la différenciation et l'institutionnalisation des structures politiques. Dans sa perspective initiale, cette conception établit un lien entre l'industrialisation et le développement politique avec la modernisation politique dont le stade ultime est la démocratie pluraliste moderne¹⁹⁹.

En dépit de leur nombre élevé, l'ensemble de ces typologies est fondé sur l'idéalisation de la démocratie pluraliste des sociétés occidentales "postindustrielles", le régime le plus avancé et but ultime de la différenciation des structures politiques. En ce sens, l'exigence fonctionnelle de modernisation n'est que la nécessité de se conformer à ce modèle fini.

Dans ce schéma global, où se placent les régimes autoritaires ? Quel territoire occupe cette catégorie politique ? De ce fait, ce concept d'autoritarisme constitue une sorte de fourre tout en répondant à une définition étroite, datée et polémique. Est réputé autoritaire tout régime qui n'est ni démocratique et représentatif ni "totalitaire". Or entre l'État de droit et l'État de foi s'étend un vaste marais où campe la grande majorité des régimes modernes de la planète. Mais paradoxalement cette quasi-normée revêt également dans la littérature politique une définition historiquement située d'État d'exception post-démocratique. Né pour désigner des dictatures conservatrices de l'entre-deux-guerres, sans idéologie obligatoire ni volonté d'enrégimenter les masses, le terme de régimes autoritaires s'est appliqué à des régimes jugés "récupérables" pour la cause démocratique, à la différence du "totalitarisme"²⁰⁰. Quant à la conceptualisation de l'autoritarisme, il va de soi que ces régimes sont par nature transitoires et le concept d'État

¹⁹⁸ David Easton, "Analyse du système politique", Armand Colin, 1974.

¹⁹⁹ Pour avoir une idée globale sur la théorie de la modernisation ; voir, "Modernization - I. Social Aspects (Daniel Lerner), II. Political Aspects (James S. Coleman), III. The Bourgeoisie in Modernizing Societies (Ronald P. Dore)", International Encyclopedia of the Social Sciences, Vol. X, p.386 à 409.

²⁰⁰ Juan J. Linz, "Totaliter ve Otoriter Rejimler", Siyasal Ilimler Turk Dernegi Yayinlari, Ankara, 1984, p.130.

autoritaire est même inutile et sans fondement puisque de tels régimes tendent à moyen terme, soit vers le totalitarisme, soit vers la démocratie.

De manière très grossière on peut décréter “ autoritaire ” un système politique dans lequel le peuple est privé des moyens légaux d’accepter ou de refuser les hommes destinés à le gouverner. Ainsi, à la différence de la tension totalitaire, l’autoritarisme apparaît comme une sorte de moindre effort politique, la voie de la plus grande pente, bref un degré zéro du politique et pas seulement comme dans son acception classique ou historique un accident post-démocratique²⁰¹.

Apter, de ce point de vue, s’attache moins à une classification des régimes autoritaires qu’à celui des types de développement ou des “ stratégies de modernisation ”. La relation, entre information et coercition signalée par lui paraît fournir une piste intéressante en la matière. A partir de deux variables fondamentales, les normes et valeurs, les structures d’autorité, il identifie ainsi trois possibilités : le système de communauté associe les groupes et noue des compromis au service d’un objectif commun de transformation économique et sociale. Le croisement des normes et des structures (hiérarchique ou pyramidales) aboutit à distinguer quatre grands types de systèmes politiques. Le système d’autocratie moderne, sans modifier l’ordre traditionnel existant, importe des techniques modernes de développement économique et social. Le système de mobilisation s’attache à transformer les rapports sociaux pour la modernisation en imposant une allégeance totale des individus aux valeurs qu’elles diffusent²⁰².

En somme, faute de multiplicité des formes politico-institutionnelles et de leur spécificité qui échappe aux modèles théoriques, on peut grosso modo distinguer quatre grandes catégories : 1) les tyrannies patrimoniales 2) les régimes militaires 3) les régimes de parti unique 4) les démocraties guidées ou limitées.

La catégorie qui convient le mieux au régime kémaliste est celle qui renvoie aux régimes “ bonapartistes ” qu’on pourrait assimiler chez Weber à l’idée de “ démocratie plébiscitaire ”. Libéré des contraintes parlementaires et représentatives, l’État pensé comme “ arbitre ” au-dessus des groupes sociaux joue un rôle de modernisation économique et politique grâce au développement d’une bureaucratie et s’appuie sur des élites capitalistes modernistes, sur l’armée, devenue instrument d’ascension sociale. On note que le bonapartisme ouvre la voie à une transition entre l’autoritarisme oligarchique et la démocratie moderne, il est dans ce sens pré-démocratique et constitue ainsi avec

²⁰¹ *ibid.*, p.131.

²⁰² David Apter, “ Types de développement et systèmes politiques ”, in Pierre Birbaum et François Chazel, “ Sociologie politique ”, Armand Colin, 1971.

l'universalisation du suffrage un apprentissage pour la population des normes et procédures démocratiques.

L'importance primordiale du régime kémaliste, comme on a déjà eu l'occasion de le souligner, provient du fait qu'il est l'un des rares cas de transition pacifique d'un régime autoritaire de parti unique à un système représentatif pluraliste. Un type de système politique ne se transforme pas facilement en un autre, cela s'effectue généralement par le biais d'un effondrement du système. On peut même estimer que l'épidémie contemporaine de système autoritaire se situe dans une phase de bouleversement des structures économiques et sociales. Un régime politique qui n'a pas suivi l'évolution sociale peut parfois se transformer lui-même, réaliser sa propre mutation indispensable. Sans doute, cela s'accompagne généralement d'un renforcement plus ou moins net de l'autorité.

La caractéristique la plus signifiante, d'après Linz, des régimes autoritaires, à la différence des systèmes totalitaires se trouve dans le fait qu'ils acceptent l'existence d'un pluralisme limité, à condition que ce pluralisme ne prenne pas la forme d'une contestation ouverte de l'autorité établie. Il y aurait toujours certains groupes exclus de la vie politique à cause de la remise en question des objectifs fondamentaux du régime en place. Autrement dit, les régimes autoritaires sont des systèmes à pluralisme limité mais sont responsables, sans idéologie directrice élaborée, ni volonté de mobilisation intensive ou extensive, sauf à certains moments, de leur développement²⁰³.

Il nous paraît important de préciser que le pluralisme limité dont nous venons de parler, est totalement indépendant du niveau de pluralisme social, qui est semble-t-il plutôt lié au degré de modernisation socio-économique. De ce fait, le niveau du développement a un rôle important dans la détermination de pluralisme social. Il est évident, vu la structure de l'État et la faiblesse du niveau de modernisation socio-économique, que le pluralisme social était absent dans la société ottomane. Face à l'absence d'une "société civile ottomane", le pouvoir se trouve en effet sous le contrôle des fonctionnaires bureaucratiques. Ainsi, ceci s'explique d'une certaine manière par la position primordiale du PRP dans la vie politique turque et la concentration de son pouvoir sans s'être véritablement confronté à d'autres forces sociales, sachant que la force la plus déterminante, l'armée, se trouve sous son contrôle.

Ce sont les élites bureaucratico-militaires qui jouent un rôle important dans la genèse et les mutations du système étatique turc depuis la fin du XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire la spécificité de leurs modes d'intervention dans le jeu politique national, spécificité qui

²⁰³ Juan Linz, "The Institutionalization of an authoritarian regime: the case of Brazil", in Alfred Stepan et Juan Linz, "Authoritarian Brazil", New Haven, Yale University Press, 1969.

distingue le modèle politique turc aussi bien des démocraties pluralistes que des dictatures militaires classiques.

L'armée, en particulier remplissait une fonction clé dans le contrôle des périphéries turbulentes de l'Empire, périphéries toujours en butte aux dissidences ethniques, religieuses ou politiques. L'armée était également le garant de la continuité de l'Empire face à la poussée des impérialismes occidentaux. La prépondérance politico-idéologique exercée par les militaires au cours des événements de 1911 et plus encore durant la guerre de libération menée par les troupes de Kemal contre les puissances alliées qui occupaient alors la plus grande partie du territoire turc, était déterminante.

Par la suite, les personnes occupant les plus hautes charges du pays provenaient de l'administration ou de l'armée. Autrement dit, le principal soutien du régime et le lieu de recrutement des élites étaient une bourgeoisie d'État et non une bourgeoisie fondée sur l'économie moderne. Selon Ozbudun²⁰⁴, la formation du PRP portait certains germes de pluralisme englobant toutes les forces politiques sous une fédération de groupes locaux tout au long de la guerre de libération. Le fait que la compétitivité et le pluralisme interne soient présents dans la formation du PRP, permet alors un passage plus facile au pluralisme. La deuxième spécificité du PRP provient de ses bases sociales et de son organisation dans lesquelles la composante militaire et la composante bureaucratique occupent une place importante²⁰⁵.

Au nom d'une occidentalisation qui n'a été bien souvent qu'une acculturation pure et simple, les valeurs occidentales ont été massivement importées à l'exception cependant du phénomène de la démocratie. La nécessité de la prise en compte d'une crise identitaire durable à la suite des transformations radicales au sein de la société turque nous amène à porter notamment une analyse spécifiquement politique sur les dimensions historiques, culturelle et stratégique de son devenir. Le passage d'un Empire multinational à un Etat-nation monolithique serait l'un des principaux problèmes graves ajournés jusqu'à nos jours, d'une manière ou d'une autre, du système politique turc. De plus, l'évolution politique, civile ou militaire procède effectivement de la position stratégique de la Turquie. A partir de là, on peut dire que cette crise de transformations radicales est en effet liée aux mutations matérielles de la société, qu'elle traduit sur le plan spirituel. Le décalage entre un système politique ancien et des structures sociales nouvelles conduit au détachement d'une fraction plus ou moins grande de la population. Ainsi naît un conflit de légitimité : le pouvoir devient contesté par une partie des citoyens, qui ne critiquent pas seulement

²⁰⁴ Ergun Ozbudun, "La nature du régime politique kémaliste", in Ali Kazancigil et Ergun Ozbudun (eds), "Atatürk : fondateur de la Turquie moderne", UNESCO, Paris, 1984, p.81-100.

²⁰⁵ Suat Parlar, "Silahlı Bürokrasinin Ekonomi Politigi", Bibliotek Yayinlari, Istanbul, 1997, p.13.

l'usage qu'on en fait, mais sa forme même et les principes qui le fondent. On parlera effectivement d'un " conflit de légitimité ", quand il concerne les fondements mêmes de l'État et du pouvoir.

C'est précisément la question d'occidentalisation qui constitue la préoccupation fondamentale pour les fondateurs du régime républicain en Turquie. Sur ce point, il nous paraît nécessaire de faire certaines précisions. En analysant les bases sociales du PRP, on a mis souvent l'accent sur l'absence de bourgeoisie dans un pays agricole relativement archaïque. Est-ce que l'effort d'occidentalisation, dont la construction du PRP fait partie, qui a entraîné une certaine intégration économique avec l'Occident, n'a pas permis la création, l'apparition d'une bourgeoisie ? C'est nécessairement le régime kémaliste qui crée une bourgeoisie nationale au départ, à partir d'un certain degré de développement, le phénomène du monopartisme devient inutile dans la mesure où la capacité hégémonique de cette bourgeoisie facilite le passage au multipartisme. D'une manière générale, il est possible de dire qu'un régime politique qui n'a point suivi l'évolution sociale peut toutefois se transformer lui-même, réaliser lui-même sa mutation indispensable, et cela s'accompagne généralement d'un renforcement plus ou moins net de l'autorité en place.

Il nous appartient de mettre à sa place l'importance incontournable de l'histoire dans l'analyse de certains comportements politiques, surtout en ce qui concerne l'autonomie de l'action militaire, face aux autres acteurs socio-politiques. A notre avis, cela doit être l'une des préoccupations importantes du défi du système politique turc. En présence de l'étude historique, si l'on a pu déterminer le caractère " bonapartiste ", " jacobin " de l'armée turque qui a une ambition " civilisatrice permanente ", il nous reste quand même à analyser les motifs de ses missions inachevées jusqu'à nos jours. Comment ne pourrait-on pas se pencher sur le phénomène de l'absence considérable d'opposition populaire durant les périodes de l'autoritarisme, si on se trouve obligé de se référer à la culture politique et à l'histoire institutionnelle turque afin de mettre en évidence le phénomène de l'autoritarisme.

Dans le système autoritaire, l'imposition de certaines politiques par tous les moyens coercitifs ne suffit pas seule que celles-ci soient totalement assimilées par la société. Malgré l'isolement de l'individu, le démantèlement des groupes, le cloisonnement des institutions et bien sûr l'anéantissement de l'activité politique civile, le problème de légitimité des politiques suivies est toujours en question. La légitimité est une notion fondamentale de la sociologie politique. Selon la définition de Pye au sujet de la crise de légitimité, c'est tout simplement un problème de compromis, qui est placé entre le caractère légitime de l'autorité et l'approbation générale de ses propres responsabilités dans le système politique. De ce fait, le problème de la légitimité est directement un

problème constitutionnel²⁰⁶. Si le régime autoritaire est presque toujours plus dur et plus violent qu'un régime légitime, c'est qu'il est privé de la protection de ce " fameux phénomène ", et qu'il repose essentiellement sur la force nue. Faute d'un compromis accepté par la plus grande partie de la population, les crises de légitimité créent une situation révolutionnaire où nul gouvernement n'est reconnu pour légitime par l'ensemble du pays. Le pouvoir perd son assise dans les esprits de beaucoup de citoyens. Mais une certaine légitimité du régime autoritaire vient du fait qu'il repose sur le sentiment de sa nécessité. C'est normal que tout le monde ne le partage pas, puisque le régime s'est donc constitué contre la volonté d'une partie d'entre lui. S'il existe quand même dans un pays une véritable crise de structure, si une mutation sociale est nécessaire, si un grave conflit de légitimité déchire l'esprit public, le régime autoritaire s'institue bénéficiant d'un certain support populaire. Plus ce sentiment de la légitimité est profond, plus il est largement partagé. Cependant, selon plusieurs auteurs, la perte de légitimité est souvent fréquente dans une société politique lors d'une phase transitoire où la demande de la participation augmente considérablement et les normes sociétales sont en train de subir une transformation progressive²⁰⁷.

" Ceci dit, dans une nation où le régime n'est pas sérieusement contesté, les risques de coup d'État militaire sont naturellement réduits. Comme tous les autres citoyens, officiers et soldats tiennent alors pour acceptable le gouvernement établi, ne songent pas à se dresser contre lui. C'est pourquoi l'armée n'est pas actuellement dangereuse en Grande-Bretagne, ni aux Etats-Unis, ni en Europe nordique. Au contraire, elle l'est particulièrement dans les Etats d'Amérique latine, d'Asie, du Moyen-Orient, que le développement économique et la modernisation plongent dans des crises de structure et des conflits de légitimité " précise Duverger concernant l'intervention militaire²⁰⁸. Selon d'autres présuppositions philosophiques qu'on trouve chez bon nombre de penseurs classiques, l'apparition du régime autoritaire se présente comme une réponse au désordre préexistant. Le désordre, qu'il soit préparé, provoqué et entretenu par une minorité agissante, ou qu'il soit le résultat d'une véritable crise, est un état de déséquilibre social qui fait appel en toute circonstance et en tout lieu, à la tentation autoritaire.

Nous pouvons en effet avancer l'idée selon laquelle l'influence politique des militaires en tant que groupe pression est réduite avant qu'ils interviennent directement dans la vie politique. L'institutionnalisation des acquis obtenus ne peut se réaliser que lors de leur

²⁰⁶ Lucien W. Pye, " Aspects of Political Development ", Boston : Little, Brown and Co., 1966, p.62.

²⁰⁷ Kenneth Fidel et Arthur K. Smith, " Military Role and Rule : Perspectives on Civil-Military Relations ", North Scituate, Mass. : Duxbury Press, 1974, p.4.

²⁰⁸ Maurice Duverger, " De la Dictature ", R. Julliard, Paris, 1961.

règne effectif et cette réalité ne se limite pas avec la durée de la main mise du pouvoir. De ce fait, la présence distancée des militaires sur les forces politiques civiles et aussi l'imposition de certaines politiques à suivre sont assurées par le maintien des institutions militaires.

Revenons au titre essentiel, la transition d'un régime autoritaire à un régime démocratique s'effectue par un raccourci. En effet, l'instauration et la réalisation facile d'un certain nombre de règles démocratiques importées des régimes démocratiques occidentaux selon la simple volonté des élites progressistes ne signifiaient en aucun cas que cela puisse être mis en marche aussi facilement quand il s'agit de l'assimilation de ces valeurs et comportements. Il reste que le long chemin du processus de démocratisation avait été marqué et déterminé par le phénomène de l'autoritarisme. Ainsi, serait-il faux de dire que le " passage coercitif " est une phase inévitable pour parvenir à la démocratie ?

Tout au long de l'évolution de la vie politique turque, on constate notamment que les élites de la société civile se sont trouvées incapables de maîtriser l'évolution du système politique dans le cadre parlementaire. Dans le souci de trouver une réponse à cette constatation, pourrait-on avancer l'idée que le changement super-structurel et le laïcisme turc n'ont pas été le produit d'une société bourgeoise, mais le résultat d'une politique volontariste d'État ? Ne faut-il pas expliquer pourquoi l'État est-il à la fois dispensateur et confiscateur des biens et des avantages de la " société civile " et précède-t-il l'économie et toute autre forme sociale en Turquie alors que l'émergence de l'État moderne s'est vue apparaître par la sphère économique en Occident ?

En tenant compte de la complexité du système politique turc qui a traversé et traverse toujours des crises graves dans l'objectif de l'instauration de la démocratie stable du type occidental par rapport aux facteurs économiques, sociaux et politiques déterminants, il nous semble assez utile de citer des concepts tirés de la théorie de " modernisation politique ", ou " développementaliste " ²⁰⁹ afin de fournir des éléments d'explication concernant certains aspects du système politique turc et de son fonctionnement.

La plupart des théories de modernisation sont effectivement marquées par des particularismes culturels et la tradition et l'expérience historique des démocraties bourgeoises occidentales se trouvent toujours au cœur de leur préoccupation majeure. Les théories inspirées donc du modèle des pays occidentaux mettent l'accent sur la décentralisation politique et économique, et sur le pluralisme démocratique. Certains considèrent même ces caractéristiques comme une phase obligatoire pour le développement. Ce type de développement présenté donc comme un modèle à suivre pour

²⁰⁹ Voir, Robert Nisbet, " History of the Idea of Progress ", Heinemann, London, 1980.

les pays sous-développés par ces auteurs qui pensent, au sens marxiste du terme, que la superstructure doit précéder celui de l'infrastructure. Face à la réalité de l'histoire de l'Europe occidentale selon laquelle le développement économique est déterminant dans l'apparition de modernisation politique et culturelle ; l'affirmation de certains d'entre eux ne reste qu'assez prudente sur cette question des priorités.

L'approche développementaliste prévoit donc une sorte de transition entre le stade traditionnel et le stade moderne dans une perspective évolutionniste pour les régimes des pays du Tiers Monde. Ainsi, les sociétés occidentales présentées comme le modèle idéal à suivre vu leur réussite dans le domaine de l'intégration nationale, la question de l'autorité, la participation et la distribution, on n'hésite pas à suggérer aux systèmes politiques traditionnels de suivre le même chemin.

De ce point de vue, il est important de se poser la question suivante : comment pourrait-on appliquer cent pour cent des règles d'un type-idéal qui sont issus d'une expérience historique particulière de l'Occident, alors que les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont leurs propres expériences historiques ? Comment pourrait-on également ignorer la réalité du système politique de ces pays du Tiers Monde qui est d'une certaine manière déterminante dans l'application parfaite d'un autre système politique pluraliste et démocratique considéré comme type-idéal à se doter ?

Quant à l'évolution du régime politique turc, on se demande souvent comment pourrait-on le placer dans son évolution ordinaire dans les différentes approches du système politique démocratique ? La plupart des études consacrées sur le processus de l'évolution sociale de la Turquie moderne du point de vue théorique sont appuyées sur un paradigme qui s'est vu apparaître sous l'influence des chercheurs américains de sciences sociales après la Seconde Guerre mondiale. Ce paradigme porte ainsi certaines caractéristiques selon le domaine précis : elle est à la fois positiviste, structuro-fonctionnaliste et progressiste.

Selon les principes et le raisonnement de la théorie de modernisation politique, le niveau de développement économique et l'occidentalisation dans les pays du Tiers Monde du point de vue de l'instauration de " démocratie " comme un système politique doit atteindre son degré maximum. C'est justement à partir de l'accomplissement de ces conditions indispensables qu'on peut réaliser ou espérer la démocratie comme un système politique complet. La réalisation du processus de démocratisation a duré au moins quatre cent ans dans les pays occidentaux à la suite des évolutions sociales assez mouvementées. Etant donné que les sociétés traditionnelles ne peuvent plus attendre si longtemps pour pouvoir parvenir au système politique idéal, il va de soit qu'elles accélèrent ce processus en utilisant tels ou tels moyens. De ce fait, en présence du fonctionnement si lent du

processus d'évolution sociale dans les pays du Tiers Monde, c'est-à-dire dans les sociétés stagnantes, il nous faut l'intervention active de la volonté individuelle. Cette intervention ne peut se réaliser que par un groupe de société étant conscient de caractéristiques de l'État moderne : l'intelligentsia. On prétend aussi que l'intervention observée dans le processus d'évolution des sociétés traditionnelles est jugée indispensable par la théorie de modernisation lors du passage d'une " société traditionnelle " à une " société moderne " et on doit même supporter les régimes politiques autoritaires et suspendre la démocratie jusqu'à ce que cette transition soit véritablement établie.

Dans cette perspective, d'après la plupart des chercheurs turcs et étrangers, l'interprétation de la vie politique contemporaine turque au niveau de la démocratisation du système politique est la suivante : comme nous l'avons déjà souligné, la période du parti unique est considérée comme " le régime tutélaire ", le PRP comme " le parti tutélaire " et l'idéologie de la période considérée comme " l'idéologie tutélaire " ²¹⁰.

La notion tutélaire s'explique ici par le fait que le régime, le parti et l'idéologie kémalistes ne visent pas à établir un système politique autoritaire définitif permanent, mais au contraire, à préparer la société à la démocratie selon les principes de la théorie de modernisation. En somme, la caractéristique tutélaire de la période du parti unique a joué le rôle indispensable d'accélérateur pour l'instauration du système pluraliste, démocratique en Turquie.

Selon d'autres auteurs spécialistes de la Turquie, certaines caractéristiques traditionnelles de la société turco-ottomane possèdent dans leur nature des facteurs négatifs du point de vue de l'établissement de la démocratie de type occidentale. Il est ainsi possible de regrouper ces facteurs négatifs : les corrélations entre les hommes en tant que citoyens ne se fondent pas sur le phénomène de consensus dans la société turco-ottomane à cause du contenu de l'organisation traditionnelle de celle-ci. De plus, il y a une sorte de coupure entre le " centre " (l'État) et la " périphérie " (le peuple) et il s'agit ici de la domination et du contrôle définitifs du premier sur le second. Dans une telle société où l'organisation traditionnelle est forte, la possibilité d'enracinement du consensus est presque inexistante. On avance aussi l'idée que la faiblesse de la systématisation et de l'établissement de la tradition concernant les mouvements de l'opposition dans la société turco-ottomane est due à la tradition islamique sunnite qui préconise fortement la

²¹⁰ Pour avoir plus de connaissance sur la conception tutélaire ; voir, Tarik Zafer Tunaya, " Siyasal Kurumlar ve Anayasa Hukuku ", IUHF Yayinlari, Istanbul, 1980, p.314-315 ; et Walter F. Weiker, " Political Tutelage and Democracy in Turkey, the Free Party and its Aftermath ", E. J. Brill, Leiden, 1973.

soumission inconditionnelle à l'autorité de l'État ; peut être l'une des causes principales de la difficulté de l'apparition du système politique démocratique en Turquie²¹¹.

Même si l'intelligentsia bureaucratique a eu pour objectif l'instauration d'un Etat moderne en tant que seule force modernisatrice, il n'est jamais tout à fait parvenu à instituer une démocratie saine jusqu'à nos jours. D'un côté, il n'a jamais effacé totalement les effets de cette culture sur son comportement ; de l'autre côté, il n'a pas non plus permis l'apparition des structures et organisations sociales entre lui et le peuple sous la pression de l'objectif ultime kémaliste qui vise essentiellement l'instauration de transformation radicale de la culture traditionnelle étant dépourvue des éléments minimums nécessaires pour la base de la démocratie.

A côté de ces raisonnements exposés au niveau de la culture politique turco-ottomane, on fait souvent allusion à la réalité économique de la société turque dont la classe bourgeoise est l'une des forces sociales essentielles dans l'évolution historique de la démocratie occidentale développée indépendamment de l'État, bien qu'elle se soit épanouie directement grâce à l'intervention de l'État en Turquie ; cela nous amène enfin à dire que ce phénomène a été considéré comme un facteur négatif du point de vue de l'instauration et de l'évolution de la démocratie en Turquie. En somme, il nous paraît important d'indiquer certains autres facteurs négatifs qui peuvent peut-être expliquer le caractère instable de l'évolution de la démocratie turque. En effet, le fait que la bourgeoisie turque ait pu se développer directement par l'intervention de l'État, la résistance de la bureaucratie étatique en tant que détentrice du pouvoir politique contre la montée d'une classe bourgeoise forte et une politique définie selon les intérêts de celle-ci constituent un autre défi de la base sociale de la démocratie turque.

Par ailleurs, on a souvent mis l'accent sur l'absence de la classe bourgeoise en Turquie comme une cause de faiblesse pour la démocratie turque. L'objectif du processus d'occidentalisation présenté comme un choix ultime à atteindre en priorité par le kémalisme n'a-t-il pas permis la création et le renforcement d'une bourgeoisie qui a dû assurer une certaine intégration économique avec l'Occident ? Le processus d'occidentalisation entamé d'abord par les Jeunes Turcs et poursuivi ensuite par les kémalistes a évidemment joué un rôle non négligeable dans l'apparition d'une bourgeoisie nationale qui serait par la suite capable toute seule de demander une responsabilité politique, et une part du pouvoir grâce à sa capacité hégémonique acquise au fil du temps. Certes, il convient d'avancer l'idée que cette bourgeoisie ne serait pas tout à fait assez

²¹¹ Serif Mardin, " Türk Siyasetini Açıklayabilecek Bir Anahtar : Merkez-Cevre İlişkileri ", *Dün ve Bugün Felsefe*, BFS, İstanbul, 1985, Kitap I, p.167-195.

forte et suffisamment libre pour affronter certains problèmes graves dans la mesure où les coups d'État militaires se succèdent au cours de l'évolution de la vie politique turque.

C'est ainsi que nous pouvons estimer que le dilemme du système politique turc tient au fait que la bureaucratie étatico-militaire, après avoir aidé à la création d'une "bourgeoisie turque" et d'une "société civile", ne veut pas laisser ces dernières échapper à son contrôle²¹². En dépit de toutes ces caractéristiques exceptionnelles de la culture et société politiques turques, nous assistons à la transition d'un régime autoritaire à un régime pluraliste au fil du temps. Ainsi, le modèle occidental recherché n'était-il pas un modèle dans lequel le multipartisme ou bien le pluralisme avait déjà leur place ? L'idéal politique n'était-il pas représenté par le système pluraliste ? Paradoxalement, vu les caractéristiques de la société turque, le processus d'occidentalisation nécessitant un pluralisme minimum par sa nature, il est capable de provoquer une instabilité politique et le retour à l'ancien régime.

Ce qui explique le retard du passage au multipartisme, malgré les engagements indissociables envers les principes de l'occidentalisation pris par le régime kémaliste. Il ne faut quand même pas négliger l'importance de la conjoncture internationale sur l'évolution du système politique turc. Cela n'est certainement pas un simple hasard, si l'on a vu apparaître la prise de décision du passage au multipartisme en 1945 à un moment où la défaite du fascisme se concrétisait avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est aussi à cette période que l'entrée de la Turquie dans l'OTAN, l'arrivée de l'aide américaine et l'augmentation du poids des Etats-Unis sur la scène internationale aussi bien que nationale ont vu le jour. De ce fait, la conjoncture a effectivement joué un rôle indéniable dans l'évolution du régime. Dans les années à venir, les effets de la conjoncture mondiale vont certainement continuer à influencer la politique turque.

Y-a-t-il ou non-corrélation entre le niveau de développement économique et les chances de passage au pluralisme politique ou la longévité démocratique ? Selon S.P. Huntington la réponse est la suivante : " Pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, plus de trente pays sont passés de l'autoritarisme à la démocratie. Cette vague de transition a plusieurs causes. Le développement économique a indubitablement été le facteur principal qui a sous-tendu ces changements politiques. En outre, la politique et l'action des Etats-Unis, des grandes puissances européennes et des institutions internationales ont aidé à apporter la démocratie en Espagne et au Portugal..."²¹³ Selon les principes de la théorie de modernisation, la justification et l'explication d'une phase de

²¹² Metin Heper, " The Recalcitrance of the Turkish Public Bureaucracy to 'Bourgeois Politics' : A Multi-Factor Political Stratification Analysis ", The Middle East Journal, Vol. XXX, No. 4, l'automne 1974, p.485-500.

²¹³ Samuel P. Huntington, " Le choc des civilisations ", Edition Odile Jacob, Paris, 1997, p. 210.

politique autoritaire considérée comme indispensable se trouvent dans le fait que les sociétés du Tiers Monde ont un niveau de développement assez faible et qu'elles ont aussi besoin d'un coup de pouce imposant pour le démarrage économique.

§2) L'évolution Constitutionnelle :

“ L'évolution de l'histoire du constitutionalisme républicain en Turquie du point de vue juridique n'est pas vraiment différente de celle de tout constitutionalisme contemporain si l'on considère la nature du mouvement entre l'autorité et la liberté. Les premières constitutions de 1921 et de 1924 posent le principe de la souveraineté nationale contre la tradition monarchiste de légitimité et de suprématie du parlement, une structure étatique tout à fait dans l'esprit d'une évolution jacobine. La constitution de 1961 met au contraire l'accent sur la proclamation et la protection d'une longue liste de libertés individuelles et de droits sociaux ; mais cette nouvelle poussée constitutionnelle crée bientôt son antithèse sous la forme d'une réaction juridique qui s'appelle la Constitution de 1982. ”²¹⁴

“ Les régimes politiques, qu'ils soient “ civils ” ou “ militaires ”, prennent place au sein de l'État ; et l'État n'existe que juridiquement organisé. La Constitution est l'acte par lequel l'État, entité de fait, s'érige en entité (sujet) de droit et se dote des organes nécessaires à l'affirmation de sa personnalité et à l'exercice de ses compétences. La Constitution est ainsi la source du droit dans l'État et la source de l'État de droit, constituant, en cela, la loi fondamentale... En “ civilisant ” (rendre civils) les régimes militaires, les généraux ayant cessé de chausser leurs bottes, le constitutionnalisme (la Constitution) va servir, comme dans les régimes civils, à consolider un pouvoir personnel auquel il fournit une certaine légitimité ”²¹⁵.

Si nous jetons un coup d'œil rapide sur l'histoire constitutionnelle turque, nous constatons un certain nombre d'éléments unis les uns aux autres par un lien de causalité, qui expliquent les caractéristiques de cette évolution.

Depuis l'Empire ottoman jusqu'à nos jours, il est clair qu'une sorte d'évolution de la société turque se produit sous l'influence des facteurs géopolitiques dans le sens où le processus de transmutation d'une civilisation à une autre, ce qu'on appelle l'occidentalisation, a eu lieu sur plusieurs plans sous la forme de passages simultanés. Les transformations radicales faites sur le plan général visaient à assurer le passage d'une

²¹⁴ Mumtaz Soysal, “ La constitutionalisme républicain et l'évolution sociale en Turquie ”, in CEMOTI, No. 7, Paris, 1989.

²¹⁵ Francis Wodie Vangah, “ Régimes militaires et Constitutionnalisme en Afrique ”, in Penant, No.803, juin à septembre 1990, pp.195-204.

société fermée à une société moderne, occidentale, avec toutes les conséquences morales et matérielles qu'on a déjà soulignées. On n'a pas hésité à aller plus loin sur le plan politico-juridique en renversant totalement les fondements de l'État ottoman, c'est-à-dire la mise en place d'un Etat national, plus précisément d'un Etat laïc européen au détriment de l'ancien système théocratique ottoman basé principalement sur la communauté islamique. En somme, on suit d'abord une transition de la Monarchie absolue vers la Monarchie constitutionnelle. Cette transition inachevée vers une démocratie saine poursuit en Turquie son développement incontournable jusqu'à présent.

A) LA CONSTITUTION DE 1921 ET DE 1924

On peut déterminer l'origine de l'histoire constitutionnelle turque aux deux récits du Sultan datant respectivement de 1839 et 1856. Ces actes traduisent le début d'un gouvernement constitutionnel en donnant certaines limites à l'omnipotence du Sultan qui, en sa double qualité d'autorité spirituelle suprême de l'islam (khalife) et de monarque temporel, régnait en maître absolu sur un empire fortement centralisé et autoritaire. Compte tenu des réalités sociales de l'Empire, fortement structuré selon les règles de l'islam, les réformes constitutionnelles restaient relativement sans aucune base.

On assiste à l'adoption de la première constitution de l'histoire turco-ottomane avec l'engagement d'un processus incontournable imposé par des éléments tant internes qu'externes. Les caractéristiques fondamentales de cette constitution sont déterminées par rapport au fait qu'elle prévoyait de larges attributions en faveur du Sultan et qu'elle n'envisageait pas la séparation des pouvoirs. L'islam restait naturellement la religion d'État et le Sultan²¹⁶ préservait son titre de khalife. La promulgation de la première et unique Constitution ottomane devait intervenir le 23 décembre 1876 au début du régime d'Abdulhamid (1876-1909) dans un contexte politique intérieur et international particulièrement complexe. La Constitution garantissait enfin certains droits et libertés aux citoyens ottomans mais, dans son article 113, elle n'en reconnaissait pas moins au sultan la faculté d'exiler les personnes soupçonnées d'atteinte à la sûreté de l'État. Mais ce processus de constitutionnalisation n'est même pas parvenu à son objectif minimal. Le Parlement a été d'ailleurs dissout en 1878 et n'a commencé son existence qu'à la suite de la révolution des Jeunes Turcs soutenue par l'armée. Entre temps, la constitution ne s'appliquait pas réellement²¹⁷.

²¹⁶ Sur la complexité de pouvoir intégral de Sultan, cf. G. Veinstein, "L'Empire dans sa grandeur (XVI^e siècle)", in R. Mantran (dir.) "Histoire de l'Empire ottoman", Fayard, Paris, 1989, p.167.

²¹⁷ Voir, Bernard Lewis, "Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne", op. cit.

La première constitution moderne voit le jour en 1921 après la Première Guerre mondiale où le processus de transformation d'une société archaïque en une société moderne sera véritablement entamé par Kemal qui mènera la lutte de libération nationale. Avec cette nouvelle constitution, nous assistons à la concentration de tous les pouvoirs dans la Grande Assemblée nationale, à l'instauration d'un gouvernement d'assemblée et pour la première fois, le principe de souveraineté nationale fait son apparition. De ce fait, cette Constitution marque un tournant dans l'histoire constitutionnelle turque puisqu'elle s'ouvre par cette déclaration définitive : " La souveraineté appartient sans réserve ni condition à la nation ; le système d'administration repose sur le principe que le peuple dirige personnellement et effectivement sa propre destinée ". L'affirmation d'une nation turque, la défense de ses intérêts territoriaux, la revendication de son droit à un gouvernement indépendant vont légitimer la création d'un nouvel Etat turc²¹⁸. Après avoir aboli le sultanat en 1922 et assuré l'indépendance du pays, on en arrive à des réformes plus radicales proclamant d'abord la République en 1923 et mettant, après, en œuvre une nouvelle constitution en 1924 remplaçant celle de 1921. D'après la Constitution de 1924²¹⁹, l'Assemblée nationale est la seule détentrice de tous les pouvoirs politiques, c'est-à-dire le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en exerçant la souveraineté nationale au nom du peuple. La nature dirigiste du régime kémaliste se justifiait par la Constitution de 1924 selon laquelle l'absence de Cour constitutionnelle est effective et le pouvoir du législateur est énorme dans l'usage inconditionnel des transmutations radicales de la société turque, assez traditionnelle. La souveraineté nationale restait en effet l'apanage exclusif de l'Assemblée nationale, élue au suffrage universel indirect pour quatre ans. C'est effectivement dans le cadre de ce système à parti unique que Kemal se base pour construire un Etat nouveau selon les principes sociaux et économiques du système occidental²²⁰. L'intervention soutenue et ordonnée de l'État dans l'économie nationale est donc assez déterminante.

L'on conçoit dès lors que la Constitution de 1924 a permis à l'État kémaliste de se doter d'une assise idéologique pour légitimer ces bouleversements en employant la formule d'État social, révolutionnaire, laïc et national. En somme, nous pouvons préciser que la Constitution de 1924 est essentiellement calquée sur les principes de souveraineté nationale et de suprématie du parlement hérités de la Constitution précédente. En surface, il y a très peu de différences entre les deux.

²¹⁸ Idem, p.60.

²¹⁹ Pour une analyse approfondie de la Constitution de 1924, cf. Ali Fuat Basgil, " La Constitution et le régime politique ", La Turquie coll., La vie juridique des peuples, Delagrave, Paris, 1939, p.19.

²²⁰ Sur ce point, cf. Paul Dumont, " Mustafa Kemal invente la Turquie moderne ", Ed. Complexe, Bruxelles, 1983.

B) LA CONSTITUTION DE 1961

Vu les caractéristiques socioculturelles de la société turque, quelle que soit la détermination avec laquelle les transformations radicales kémalistes sont mises en œuvre, elles ne pouvaient s'enraciner facilement dans la conscience collective. La tâche de l'élite kémaliste, basée essentiellement sur l'armée, n'est pas vraiment aisée compte tenu de la réalité culturelle, sociale et économique de la société turque. En d'autres termes, mettre en route le progressisme politique qui repose sur une idée de civilisation théoriquement universelle tout en véhiculant des valeurs et des référents principalement occidentaux, serait, tout au long de la vie politique turque républicaine, le principal objectif du régime kémaliste²²¹.

Sachant que nous aurons d'autres occasions de voir, de près, l'évolution historique de la vie politique turque, nous nous contenterons pour l'instant de souligner très brièvement les causes du coup d'État de 1960 qui engendra la nouvelle constitution. Etant donné que le passage au multipartisme assuré par l'arrivée au pouvoir du PD en 1950, la mise en cause des principes kémalistes, les concessions faites aux milieux religieux et les propensions totalitaires du gouvernement dus aux traditions politiques du parti unique, sont la conséquence du coup d'État militaire du 27 mai 1960. Quelles que soient les véritables causes de cette intervention militaire dans la vie politique turque, elle fit apparaître une nouvelle constitution en 1961. En réalité, les avatars de la décennie démocrate (1950-1960) ont mis en lumière, d'une part, l'inadaptation de la Constitution de 1924 à garantir l'épanouissement d'une démocratie parlementaire, d'autre part l'incapacité des forces politiques turques à accepter le consensus minimum nécessaire au fonctionnement d'un système politique supposant l'alternance.

C'est ainsi que nous avons connu la troisième constitution de la république. Elle s'est inspirée de la Constitution de 1924 de la Première République turque et surtout des constitutions de la République Fédérale Allemande et de l'Italie. Celle-ci tendait à instaurer une authentique démocratie parlementaire : la séparation des pouvoirs, un cabinet responsable devant le Parlement, l'indépendance de la magistrature, un régime de libertés entouré de sérieuses garanties et surtout la consécration d'un catalogue étendu de droits fondamentaux, de droits économiques, ainsi que l'institution d'une Cour

²²¹ Sur ce concept de "civilisation" et plus généralement sur les problèmes de modernisation et d'occidentalisation en Turquie, ch. Nilifer Gole, "La revendication démocratique de l'Islam", Autrement, H.S., No.76, septembre 1994.

constitutionnelle. La Constitution affirmait avec plus de force encore les idéaux du kémalisme en particulier la laïcité et la mission sociale de l'État²²².

Comme nous l'avons cité maintes fois, la nature du régime kémaliste et son application dans une société islamique, sous-développée et stagnante nous amènent à penser que le processus de transmutation radicale et lente, imposée par une élite procède inévitablement d'un dualisme dans tous les domaines où l'ancien et le nouveau, le religieux et le laïc, l'occidental et l'oriental, le progressiste et le réactionnaire s'affrontent pour pouvoir s'imposer tout au long de l'évolution historique de la vie politique turque. Mais, ces confrontations se déroulent plus entre les élites, entre les classes dirigeantes qu'entre les masses populaires. Ce paradoxe nous prouve encore une fois que la participation du peuple dans le processus de décision et dans l'orientation du système politique et social est presque inexistante.

Ce dualisme continue à se présenter sur le plan moral aussi bien que matériel. De ce fait, il serait intéressant d'appuyer sur le point clé du dilemme perpétuel de la Turquie, à la fois très simple à identifier et difficile à résoudre. L'idée c'est que le dualisme se manifeste souvent sur le plan structurel par le manque, d'une part, d'adaptation suffisante du système de droit positif à la réalité sociale moins évoluée et d'autre part, par la grande non-conformité du régime politique à la même réalité. Cette non-conformité du système politique, social et économique importé de l'Occident n'a pas manqué de provoquer des crises sérieuses dans le régime politique, des blocages, des crises sociales et finalement des changements de Constitution. La transformation du régime se manifeste en effet par un mouvement pendulaire entre la liberté et l'autorité quasi dictatoriale.

Si nous revenons sur la Constitution de 1961, nous voyons qu'elle est issue du coup d'État militaire du 27 mai 1960 et préparée par une assemblée à caractère corporatiste, essentiellement dominée par l'élite kémaliste bureaucratique et militaire et, différente des précédentes. Inquiète de voir les valeurs kémalistes laïques et modernistes, remises en cause, réapparaître légitimement dans la société politique, cette assemblée constituante se voit obligée de prévoir des mesures préventives dans le but d'assurer la conformité exacte à ces valeurs.

Un autre trait dominant et vraiment nouveau de la Constitution de 1961 est sa reconnaissance de tous les droits et libertés sociaux devenus par la suite classiques. Certes, ces nouveaux droits n'ont pas été acquis par les luttes acharnées et les revendications d'une classe ouvrière consciente de cette réalité, mais au contraire, cela a

²²² Huseyin Nail Kubali, "Les traits dominants de la Constitution de la seconde République turque", in. *Revue Internationale de Droit comparé*, 1965, p. 855-872.

été offert par une élite bureaucratique et militaire d'une manière dirigiste pour pouvoir compléter le modèle occidental qui a été l'objectif final du régime kémaliste. La Constitution de 1961 avait d'ores et déjà préparé sa fin dès son apparition sur la scène politique en raison de sa nature incompatible avec la réalité politique et sociale du pays. De cette façon de considérer la constitution, non pas comme un contrat social entre les différentes classes sociales mais plutôt comme un contrat social imposé, constituait le principal handicap de l'élite kémaliste. L'interprétation de cette constitution comme un moyen de changement social vers les valeurs occidentales selon l'estimation de l'élite bureaucratique et militaire est un trait fortement caractéristique du constitutionnalisme républicain en Turquie. En d'autres termes, la Constitution de 1961 est un texte "d'architectes et de créateurs". Les constituants voulaient en effet faire franchir à leur pays une nouvelle étape modernisatrice en constituant un régime démocratique qui engendrerait une société nouvelle.

Même si ce phénomène de transformation radicale faite d'en haut par la force est surtout fréquent dans les pays du Tiers Monde inspiré de la théorie de modernisation²²³, la réussite de ce but ultime se trouve dans le fait que les droits fondamentaux, surtout ceux de nature économique et sociale, doivent s'appuyer essentiellement sur un fondement social. Ce qui oblige inévitablement la création de diverses forces politiques et syndicales capables, si nécessaire, de les protéger et de les développer.

Etant donné que cela n'est pas le cas pour la Constitution de 1961, la mise en place de celle-ci a engendré notamment la dégradation de ces droits pendant son application par les organes de tous les pouvoirs de l'État. Par la suite, le niveau de liberté assuré par la Constitution de 1961 serait considéré comme un "luxe" pour la société par les dirigeants politiques. Etant donné la réalité politique et sociale du pays et la facilité pour acquérir des droits économiques et sociaux, on ne doit pas vraiment s'étonner de la suppression des libertés sociales par une autre intervention militaire en 1971 sans aucune résistance populaire. Donc, quelques activités, grèves et protestations, manifestations d'étudiants etc. encouragées par la Constitution, ont suffi cette fois-ci à provoquer l'intervention militaire du 12 mars 1971. L'armée avait été de nouveau amenée à intervenir mais dans des conditions de fond et de forme sensiblement différentes de celles qui avaient prévalu en 1960. Or, une contradiction importante des comportements militaires s'avère ainsi : la même armée qui avait autrefois déclenché le processus de libéralisation de la société se trouvait cette fois-ci inquiète face aux conséquences inattendues de la Constitution de 1961. Qu'est-ce qui n'allait pas quand la même armée avait réagi dix ans plus tard contre les engagements de la Constitution de 1961 qui était en quelque sorte son

²²³ Sur la théorie de la modernisation, cf. Samuel P. Huntington et J. I. Dominguez, "Siyasal Gelisme", S Yayin, Ankara, 1985.

œuvre ? La réponse se trouve dans le fait que l'armée était pour la modernisation et l'occidentalisation du pays, mais, à condition que son emprise sur la société ou sa suprématie et la légitimité de ses fondements kémalistes ne soient jamais mises en cause.

L'avalanche des demandes populaires causée par la Constitution de 1961 jugée très libérale pour une société relativement féodale, obligeait la bourgeoisie turque à faire une alliance avec l'élite bureaucratique et militaire pour faire barrage à la montée des mouvements sociaux, pour pouvoir limiter les droits fondamentaux et enfin réduire l'indépendance et les pouvoirs des organes judiciaires capables de les protéger. D'ailleurs, depuis l'apparition du PD, la bourgeoisie turque ne cesse de se développer en tant que force politique ascendante grâce aux politiques menées pour son renforcement et son épanouissement économique. Il va de soi qu'elle s'inquiète de la montée des mouvements sociaux et du sort de l'instabilité politique du pays et qu'elle essaie de retoucher la Constitution de 1961 de façon à ce qu'elle soit équilibrée du point de vue de ses intérêts réels et fictifs. En effet, compte tenu de la réalité politique et sociale du pays, la classe bourgeoise se trouve à un stade où sa force lui permettait d'asseoir sa suprématie. Elle a donc saisi l'occasion de modifier l'équilibre de la constitution pour faire de celle-ci un instrument de protection de ses propres intérêts²²⁴.

En faisant référence aux conditions exceptionnelles économiques et sociales des années soixante-dix, on constate que le phénomène d'agitations estudiantines, de mouvements sociaux, d'instabilité politique et enfin d'événements terroristes était assez pesants sur la vie quotidienne de tout le monde. Ce qui fait qu'un parlement légiférant prend des mesures autoritaires et restreintes sous la pression des forces armées intervenues dans la vie politique pour freiner en quelque sorte la montée de mouvements sociaux et l'émancipation de la société turque. En effet, il semble logique que la bourgeoisie turque ait su profiter de ces événements pour transmettre l'inquiétude générale et arriver aux amendements constitutionnels qu'elle désirait.

En somme, si nous essayons de conclure en un paragraphe, il est vrai que la Constitution de 1961 a notamment assuré l'instauration d'une nouvelle ère ; celle de la démocratie constitutionnelle au sein de l'histoire politique et sociale turque, dont l'apprentissage devait bientôt s'avérer douloureux. Encore une fois, l'instabilité politique engendrée par le manque de maturité politique, la montée de la violence politique, la réapparition du facteur religieux, son exploitation par des milieux réactionnaires et la confrontation violente des mouvements de gauche et de droite font basculer tout le pays

²²⁴ Hikmet Ozdemir, "Siyasal Tarih 1960-1980", in "Turkiye Tarihi 4 Cagdas Turkiye 1908-1980" (ouvrage collectif), op. cite., p.230.

vers une situation de chaos propice à l'explosion sociale et à des tendances inconstitutionnelles.

C) LA CONSTITUTION DE 1982

La Constitution de 1982 présente à la fois une rupture et une certaine continuité par rapport aux constitutions précédentes. L'apparition de la nouvelle constitution turque a été le résultat d'un coup d'État militaire.

Le fait d'essayer de résumer très brièvement la situation politique du pays à cette époque peut nous éclairer effectivement sur certains points dans la compréhension de la Constitution de 1982. Face à une situation d'une extraordinaire gravité, les responsables politiques du pays se trouvent dans l'impossibilité de former un gouvernement stable faute de majorité absolue au Parlement. En effet, les deux grands partis, le parti de la justice (PJ) et le parti républicain du peuple (PRP), au lieu de constituer un large gouvernement de coalition, préférèrent s'allier à des partis marginaux, mais, extrémistes, résolument hostiles à la démocratie²²⁵. Le fonctionnement des institutions politiques connaissait des problèmes importants (incohérence et instabilité des coalitions parlementaires articulées autour de la droite parlementaire principalement). L'absence d'une majorité homogène provoqua inévitablement un véritable vide politique qui fut fatal à l'État : les activités législatives furent totalement paralysées, le Parlement ne parvint même pas à élire pendant six mois le nouveau Président de la République ; la dégradation énorme des conditions économiques due en quelque sorte au dysfonctionnement et à l'instabilité politiques et enfin les événements terroristes et la violence politique faisant plus de vingt morts par jour. Devant une telle situation d'instabilité totale du pays, l'armée en tant que garante et à l'origine même de la République décide d'intervenir dans la vie politique turque le 12 septembre 1980.

Dans la conception des constitutions précédentes, le danger provient essentiellement de l'exécutif, par conséquent, la Constitution de 1981 voit l'origine du péril dans les entreprises destructrices accomplies par les minorités hostiles à la démocratie. Elle est donc une réponse à une demande de plus d'autorité pour protéger l'État, pour sauvegarder la paix et la sécurité de la société. C'est ainsi qu'on s'efforce de protéger plus l'État et son intégrité contre toute sorte de danger que l'individu, contrairement à la Constitution de 1961²²⁶. La Constitution de 1980 s'emploie de deux façons à renforcer l'État et la

²²⁵ Cem Eroglu, "Cok Partili Duzenin Kurulusu : 1945-1971", in Irvin Cemil Schick et Ertugrul Ahmet Tonak (dir.), "Gecis Surecinde Turkiye", Bilim Dizisi, Istanbul, 1990, p.151.

²²⁶ Sur l'analyse comparative des deux Constitutions, cf. Muzaffer Sencer, "From the Constitution of 1961 to the Constitution of 1982", Turkish yearbook of human rights, vol. 7 et 8, Ankara, 1985-1986, p.15-72.

sécurité collective. En premier lieu, en renforçant l'exécutif appelé à être attentif à la sécurité de l'État. En seconde lieu, en dépolitisant la vie publique et en réservant le monopole de la politique à ses acteurs naturels : les partis et les élus politiques. De ce fait, il convient de dire que la Constitution de 1982 est un retour en arrière en ce qui concerne la liberté d'association et les droits syndicaux²²⁷.

En tirant les leçons des événements passés, on a regroupé les libertés de telle manière que les "abus" du passé ne se reproduisent plus. Ce qui fait que la Constitution est devenue assez limitative : l'accent mis constamment sur les devoirs de l'individu à côté de ses droits et des diverses restrictions apportées aux droits reconnus. Ainsi se dégagent les deux axes fondamentaux sur lesquels s'articule le régime des libertés publiques : les principes et les limitations. Les restrictions apportées par la Constitution ne peuvent être motivées que par la nécessité de "préserver l'intégrité et indivisibilité de l'État du point de vue de son territoire et de sa nation ; la souveraineté nationale, la République ; la Sécurité nationale, l'ordre public, la sûreté publique, l'intérêt public, les bonnes mœurs et la santé publique..." En somme, les restrictions que la Constitution énonce dans de diverses dispositions sur les libertés publiques, reposent sur des considérations analogues aux restrictions générales : éviter le retour au "chaos politique" à la faveur d'un usage "abusif" des libertés. En effet, la réaction du constituant de 1982 s'est-elle traduite par une tentative de la dépolitisation de la vie publique, qui se concilie, toujours d'après elle, difficilement avec les principes de l'ordre social démocratique.

Les syndicats, les organisations professionnelles ayant le caractère d'établissement public, les associations, les fondations ne peuvent ainsi se livrer à des activités étrangères à leur but et à leur objet, en général, ni à des activités politiques, en particulier, ni organiser des réunions ou des manifestations se rapportant à des objets ou à des buts autres que les leurs. Sont en outre expressément interdits les grèves ou les lock-out dans un but politique ou de solidarité²²⁸. De même, "on ne peut poursuivre dans les établissements d'éducation et d'enseignement que des activités se rapportant à l'éducation et à l'enseignement, à la recherche et à l'étude.

Ainsi la Constitution de 1982 ; d'une part, met fin à toute tentative d'équilibre entre les forces sociales dans l'espoir de créer une société plus homogène plus, juste selon les exigences militaires ; et d'autre part, établit l'hégémonie des forces favorisées par un certain modèle économique.

²²⁷ Pour une analyse approfondie sur la Constitution de 1982, cf. Mumtaz Soysal, "Anayasanin Anlami", Gercek Yayinlari, Istanbul, 1986 ; et A. Seref Gozubuyuk, "Anayasa Hukuku", Turhan Kitabevi, Ankara, 1994.

²²⁸ Nursen Mazici, "Turkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri", op. cit., p.119.

Cependant ; il est vrai que la continuité entre la nouvelle constitution et les anciennes réside dans son caractère idéologique²²⁹. La pièce maîtresse de la nouvelle constitution, c'est le kémalisme. Celui-ci domine la constitution tout entière, il en est, peut-on dire, la source suprême d'inspiration. Plusieurs dispositions s'y réfèrent explicitement. D'après ces dispositions, la philosophie de l'État se résume en la primauté du droit, la démocratie, le laïcisme, le modernisme et le nationalisme.

Les tentatives de modernisation constitutionnelle entamées véritablement par la Constitution de 1961 et menées par une élite kémaliste paternaliste ont débouché paradoxalement sur un échec en raison du manque de conscience des masses (ouvrières, paysannes ou autres) qui ne les ont pas soutenues même si ce sont elles qui en profitèrent finalement.

C'est effectivement au regard de la situation sociale de l'époque qu'on doit se demander la raison de cet échec qui paraît en première vue assez paradoxale. On voit notamment apparaître incontestablement comme un privilège les dispositifs pris par la Constitution de 1961 en faveur des masses comme les droits économiques et sociaux, la création et le fonctionnement des syndicats etc., qui auraient pu amener à une véritable transformation sociale s'ils avaient été soutenus par des forces sociales conscientes de leur rôle. Mais, on constate très clairement encore une fois que les réformes aussi bien sociales que politiques ne seront jamais complètement mises en place sans assises sociales.

Consciente de cette réalité et forte de son pouvoir direct et absolu, l'armée décidait d'entreprendre une restructuration sociale. Le domaine des institutions était privilégié dans le processus de mise en place de ce projet. En effet, la Constitution de 1982 n'était qu'une restructuration institutionnelle et une légitimation du projet social des militaires. D'après le diagnostic de ces derniers concernant leur intervention dans la vie politique et la nécessité d'une nouvelle constitution, autrement dit, la re-formulation de la Constitution de 1961, l'affaiblissement de l'autorité de l'État est effectivement dû au dysfonctionnement et à l'incapacité de certaines institutions politiques face à des problèmes importants, vitaux et à la non-conformité du fonctionnement de ces mêmes institutions avec les principes kémalistes. C'est la raison pour laquelle, la nécessité prioritaire de la révision et la correction de ces institutions politiques serait l'une des raisons principales de cette intervention militaire et de la mise en place d'une nouvelle constitution, à la place de celle qui est déjà désignée comme "luxueuse pour la Turquie". Prenant toujours le modèle occidental et le système politique occidental comme objectif final, les militaires n'hésitent pas à entreprendre cette restructuration institutionnelle sous couverture juridique.

²²⁹ Sur ce thème, cf. Bulent Tanor, " Iki Anayasa 1961-1982 ", Beta Basim-Yayim, Istanbul, 1986.

Dans cette perspective, la visée des militaires s'expliquait par la volonté de se présenter comme une force politique au sein de la société et d'assurer la légitimation de son projet social. De ce fait, l'autonomie de la société de plus en plus étendue et mieux exprimée grâce à la Constitution de 1961, c'est la politique considérée par les militaires à plusieurs reprises comme la cause essentielle de l'instabilité sociale et politique, serait la préoccupation prioritaire de l'armée. C'est ainsi qu'on voit clairement des mesures concrètes prises par la nouvelle Constitution dans le sens où le même " politique " serait soumis à un contrôle strict exercé par l'armée. Selon Kalaycioglu, les militaires ont établi non seulement " la souveraineté nationale ", mais aussi " la souveraineté étatique " avec la Constitution de 1982²³⁰.

Sachant que le modèle occidental visé véritablement comme un but ultime depuis l'apparition de la République de la Turquie dans lequel le " politique " demeure l'un des éléments fondamentaux du système occidental, les militaires se trouvent obligés d'agir d'une manière prudente envers le politique en dépit de leur comportement général hostile vis-à-vis de celui-ci. Devant une telle nécessité incontournable d'un espace politique, le pouvoir militaire est en quelque sorte obligé d'assumer l'importance de la place de politique dans le système en adoucissant son discours pour porter ses critiques sur le système politique partisan et sur les formes d'organisation politique.

²³⁰ Ersin Kalaycioglu, " 1960 Sonrası Türk Siyasal Hayatına Bir Bakış : Demokrasi, Neo-Patrimonializm ve İstikrar ", in " Tarih ve Demokrasi ", Cem Yayınları, İstanbul, 1992, p.112.

CHAPITRE 2 LE FACTEUR MILITAIRE : L'ARMÉE TURQUE CONTEMPORAINE

Dans l'analyse de l'armée turque nous tâcherons de mettre l'accent sur son organisation et sa structure afin de trouver une réponse complète à ses interventions répétitives dans la sphère politique. De ce fait, les caractéristiques organisationnelles de l'armée turque seront utiles dans l'établissement d'un raisonnement cohérent relatif à la résolution de l'interventionnisme militaire dans la vie politique. La prise en compte des bases sociales des officiers turcs va nous éclairer sur plusieurs points importants en complétant notre réflexion. Il convient de préciser que le régime politique kémaliste est dans une large mesure fondé sur l'armée elle-même. De la création de la République kémaliste jusqu'à la protection de ces acquis, ce sont les forces armées turques qui défendent les principes kémalistes. Ceci dit, la mise en lumière des caractéristiques socioculturelles de l'institution militaire turque va constituer notre préoccupation principale dans l'analyse complète de la question essentielle.

Nous allons évoquer aussi l'importance de l'évolution politique spécifique survenue dans l'armée tout au long de l'histoire politique turque. La protection des principes et des acquis kémalistes a été sans doute assurée par l'armée, mais cela ne veut pas dire que celle-ci n'ait jamais subi une évolution importante dans ses idées politiques. Autrement dit, l'idéologie kémaliste et son régime politique ont toujours été placés sous le protectorat de l'armée turque, mais l'évolution survenue dans les idées politiques de celle-ci a été inévitable. Aucune institution socio-politique ne peut s'isoler complètement des effets de la conjoncture externe et interne. La société évolue sans cesse et l'armée étant l'une de ses composantes importantes ne peut rester à l'écart de cette évolution politique et sociale. Ceci dit, depuis la création de la République kémaliste jusqu'à nos jours, l'armée turque a

aussi dû subir une évolution importante dans la reconstitution des idées politiques spécifiques à elle-même.

En dernier lieu, nous nous efforcerons de mettre en évidence les ressources politiques de l'armée turque sous deux titres : les ressources structurelles et les ressources fonctionnelles. En effet, nous essayerons de déterminer la probabilité de l'intervention militaire dans la sphère politique à travers les ressources politiques de l'institution militaire. Notre tâche principale sera donc de mesurer le rôle des ressources politiques de l'armée dans la détermination de sa place stratégique au sein du système politique. La diversité des fonctions spécifiques de l'institution militaire la rend-elle forte dans la société et lui fournit-elle une importance considérable politique ? Ceci dit, la recherche d'une réponse à cette question sera notre préoccupation principale.

Enfin, nous allons voir, dans la dernière section, les lieux institutionnels de l'influence militaire dans le système politique turc. L'intervention de l'armée turque dans la vie politique turque est-elle un hasard ou non ? Sinon, d'où provient l'importance stratégique de l'armée dans le système politique ? Nous essayons de mettre l'accent sur les lieux constitutionnels, qui fournissent à l'armée turque un rôle primordial dans le processus de prise de décisions politiques.

SECTION 1) LES CARACTERISTIQUES DE L'ARMEE TURQUE

La Turquie est l'un des rares pays de culture islamique parvenue, certaine mesure, à rentrer à l'ère démocratique, compte tenu de la réalité de la région (le Moyen-Orient) dont elle fait partie. On peut dans une large mesure attribuer ce phénomène à la révolution politico-sociale orchestrée durant les années vingt par Mustafa Kemal " Atatürk ". A partir des lambeaux de l'Empire ottoman, celui-ci a su en effet créer une " Turquie nouvelle ", laïque, relativement libérale et fondée sur une idéologie nationaliste.

Pour arriver à ses fins, Kemal s'est appuyé sur l'armée²³¹, une armée qui, dans l'histoire de l'Empire ottoman, n'a cessé d'accroître son influence pour devenir une force politique de premier ordre qui participera à la chute de la " sublime porte " et deviendra, après la mort de Kemal, l'un des moteurs principaux de l'évolution politique de la " Turquie nouvelle ". D'où l'importance de se pencher de près sur celle-ci dans le cadre

²³¹ Osman Metin Ozturk, " Ordu ve Politika ", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1993, p.63.

de ses caractéristiques sociales, organisationnelles, et de son évolution politique spécifique afin d'analyser complètement la vie politique turque et ses défis.

§1) L'évolution historique de la situation de l'armée turque dans système politique global

L'Empire ottoman n'a acquis et conservé sa puissance qu'en s'organisant autour de son armée. Pour certains historiens, " le gouvernement ottoman a été une armée avant d'être quoi que ce soit d'autres... ". On n'a jamais pu réellement distinguer les institutions politiques et militaires au sein de l'Empire et l'ensemble de ses fonctions étaient, de ce fait, souvent regroupées dans les mains d'un seul homme.

A) L'HERITAGE OTTOMAN

L'empire s'est construit par la conquête militaire et ses frontières n'étaient garanties que par la capacité de son armée. Durant la période de croissance de la " sublime porte " au XVI e siècle, la puissance et l'indépendance du sultan étaient subordonnées à la discipline exceptionnelle de son armée de professionnels. Sur le plan organisationnel, la structure de l'armée ottomane a varié selon les époques et les lieux.

Dans l'histoire de l'Empire ottoman, on peut constater que l'identification complète de l'armée avec l'État a laissé l'empire dans une situation de mort clinique. Durant tout le XIX e siècle, les autorités politiques se sont employées à réorganiser l'institution militaire mais cette volonté de changement s'est heurtée à une formidable opposition jusqu'au début du siècle²³².

Les officiers se sont portés à l'avant-garde des réformes et sont à la base de leur développement. Leur éducation, qui les sépare de la société traditionnelle, a forgé leur sens du corporatisme et le sens de leur " mission politique ". A l'opposé, le Sultan voyait dans les réformes le moyen de récupérer une armée forte pour sauver son empire. Certains officiers ont refusé cette vision des choses. Pour beaucoup d'observateurs, l'activisme de l'armée, en tant que principale force révolutionnaire, né de la conviction que le mal qui rongait l'Empire, était dû au traditionalisme politique.

Le succès de la révolution de 1908 pose des problèmes d'interprétation. L'armée a-t-elle seulement voulu renverser le gouvernement ou a-t-elle voulu en plus un rôle politique

²³² Sur l'émergence de besoin de la modernisation de l'armée et la prise des mesures nécessaires sous l'Empire ottoman, cf. Bernard Lewis, " Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne ", op. cit., p.72-79.

de premier plan de façon permanente ? Il est en tout cas certain qu'à partir de 1908-1909, l'armée devient un acteur omniprésent de la vie politique²³³. Elle perd aussi toute sa neutralité tout en devant composer avec les forces politiques civiles. Cette symbiose prend fin avec la défaite de 1918 qui sonne le glas de l'indépendance nationale et qui accélère la déliquescence du pouvoir.

En effet, toutes les structures politiques créées par les Turcs étaient conçues selon un schéma militaire. Les Turcs sont historiquement des nomades cultivant collectivement la terre et se déplaçant en groupements mobilisés en permanence pour la guerre.

Si centrale que soit la place de l'institution militaire dans le système, on peut toutefois distinguer les différentes périodes caractéristiques où l'armée possède un positionnement variable. La période où l'armée se trouve au centre du système politique mais, en même temps à l'écart du pouvoir sous l'Empire ottoman. Il convient effectivement de se pencher sur les caractéristiques organisationnelles de l'Armée ottomane, ces rapports Armée-Etat. On s'efforce aussi de porter quelques appréciations sur le pouvoir ottoman, ce qui ne manquera pas de nous guider dans l'appréhension du cours des événements à longue échéance. Il serait vraisemblablement convenable d'analyser le système économique ottoman selon le mode de production asiatique adopté par plusieurs historiens pour bien exposer la spécificité ottomane par rapport au système féodal à l'occidentale. L'État ottoman, cité comme exemple du "despotisme oriental", avait une structure très centralisée, et le pouvoir appartenait seul au Sultan qui affirmait représenter la volonté de Dieu sur le trône. Cette réalité précisément fait la différence essentielle, au moins sur le plan politique, avec la féodalité européenne. Même si l'on a pu constater de temps à autre dans l'Empire ottoman l'apparition de certaines petites principautés périphériques. Lors de l'affaiblissement du pouvoir central, la suprématie de cet Etat central reste toujours le principal déterminant du système politique ottoman. Cet état de chose ne permet pas la création de compromis fragiles entre des seigneurs indépendants et l'État central comme cela s'était passé en Europe²³⁴.

Cet Etat ottoman qui est prescriptif-religieux était une force "indépendante de la société" et "s'imposait à la société"²³⁵. Ses fonctions étaient multiples. Il s'agit d'abord du principe de non-propriété de la terre : toutes les terres ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un achat ou d'une vente, la propriété privée n'existe pas. Le Sultan étant le seul et unique propriétaire de toutes les terres, a le droit de les distribuer pour une durée

²³³ Metin Hepar, Gunay Goksu et Hakki Ocal, "Latin Amerika Deneyimleri Isiginda Turkiye'de Asker-Sivil Iliskisi", I.U. Iktisat Fakultesi Mecmuasi, Cilt 37, No.1-4, 1977, p.87.

²³⁴ Mehmet Turhan, "Siyasal Elitler", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1991, p.75 à 95.

²³⁵ Niyazi Berkes, "Turkiye'de Cagdaslasma", Bilgi Yayinevi, Ankara, 1973.

fixe aux élites militaires, civiles et religieuses. En outre, la terre appartenant à l'État, la culture était placée sous la responsabilité directe des militaires ; ce qui oppose Etat central ottoman et la féodalité occidentale. Ceux qui constituaient la bureaucratie de l'État avaient comme mission principale de faire la guerre et d'administrer l'Empire. La bureaucratie ottomane était donc une bureaucratie militaire remplissant en même temps des fonctions administratives et économiques. La distribution des terres aux administrateurs militaires ne se faisait que selon des critères de mérite. Tout cela résultait de la création d'une société sans aristocratie terrienne.

Dans l'Empire ottoman théocratique-autocratique, l'Islam représentait une vision totale, avec la confusion de la religion, de l'État et de la politique. Pour réaliser sa mission, le Sultan s'appuyait sur une organisation étatique perfectionnée qui lui était inconditionnellement fidèle. De ce fait, on peut parler d'une autre tradition étatique possédant le renforcement de la tendance centralisatrice : c'est la conception de souveraineté absolue, indivisible et unique, engendrée par la personnalité du Sultan, l'ombre de Dieu. Il représente, en même temps l'autorité temporelle et spirituelle. Par ce biais, tout conflit entre le Pouvoir Religieux et l'État est évité d'emblée²³⁶. En dépit de la place essentielle de la religion dans le système étatique, on ne peut pas considérer l'État ottoman comme théocratique puisque les hommes de religion ne constituent point de corps spirituel à part.

Compte tenu des fonctions multidimensionnelles et étendues de la bureaucratie militaire ottomane dans la société, la différenciation sociale qui est déjà défavorisée par la religion, restait plus ou moins inexistante dans l'Empire. L'armée représentait donc une force capitale, essentielle dans l'Empire ottoman en tant que pilier principal de l'appareil étatique. " Soit, la haute bureaucratie ottomane a été composée directement par l'institution militaire, soit l'appareil militaire ottoman est devenu le pilier central de celle-ci tout en étant influent dans l'administration civile "²³⁷.

Cependant, l'armée était entièrement subordonnée à l'autorité politique, c'est-à-dire, au sultan par rapport auquel elle ne jouissait ni de pouvoir et ni d'autonomie. La bureaucratie ottomane attachée entièrement au Sultan n'était qu'un simple instrument dans le système politique qui agissait avec une " fidélité mécanique ". La bureaucratie comme l'armée était, tout simplement, " la propriété " du Sultan, de même que, l'empire tout entier. La bureaucratie n'était qu'un moyen étatique doté de responsabilité sous le contrôle du Sultan pour administrer l'Empire. Elle exerçait des " responsabilités " tant

²³⁶ M. Inalcik, " Osmanli Padişahi " (le Sultan Ottoman), SBF, cilt XII, No: 4, Sayı : 2, Ankara, 1958, pp. 68-79.

²³⁷ Bahri Savci, " Türkiye'de Devlet Hayatında Askeri Mahiyetin ve Tesirin Seyrine Bir Bakış ", A.U. SBF Dergisi, Cilt XVI, No.3, 1966.

que ses activités restaient conformes à ses trois “ obligations ” : fidélité au Sultan, croyance en la religion, connaissance des coutumes²³⁸. Dans les pratiques coutumières ottomanes, le sultan en tant que propriétaire de tout, avait le droit de tuer tous ses fonctionnaires et de confisquer leurs biens. On a pu conclure au caractère absolutiste de son pouvoir après la décapitation des chefs de l’armée, adjoints directs du Sultan, selon la directive du Sultan²³⁹.

Tout le système d’éducation des militaires était d’ailleurs orienté pour assurer la fidélité complète de la machine militaire au Sultan. Le recrutement des futurs officiers et des soldats d’élite, “ les janissaires ” s’effectuait très tôt, dès le plus jeune âge chez les familles chrétiennes, islamisés dans les familles turques. Ces enfants étaient, par la suite, éduqués dans les écoles de l’État et promus aux divers échelons de l’administration militaire en fonction de leur réussite. Ne possédant comme assise sociale que l’État, les officiers et les soldats ne vivaient que pour servir l’État et obéir au Sultan.

Sans cette période de “ société militaire ”, l’armée constitue l’armature du pouvoir tout en lui restant extérieur. Si les raisons du déclin de l’Empire furent nombreuses, il n’en demeure pas moins que l’action de l’institution militaire fut primordiale. A partir du XV^e siècle, les révoltes militaires éclatent pratiquement à chaque succession au trône. L’État de l’Empire se dégrada tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles et les territoires sous son contrôle diminuèrent progressivement. Les révoltes militaires se multiplièrent pour des raisons de revendications des salaires et se soldèrent par la décapitation de certains pachas. Au fur à mesure que les finances de l’Empire commençaient à connaître des difficultés du fait du poids de l’appareil d’État, en expansion continue, ces révoltes parfois réprimées mais toujours plus sanglantes devenaient de plus en plus fréquentes. A partir de XVIII^e siècle, suite aux défaites militaires, on tente de réorganiser l’armée sur un modèle européen, mais les modifications de structure restent peu profondes. Car le corps des “ Janissaires ” qui aurait dû être dissout provoque des troubles politiques. D’ailleurs, dès le début du XVII^e siècle, on peut parler d’une dégénérescence de l’institution militaire par suite d’une modification de fait du système de recrutement traditionnel. La discipline et la combativité de l’armée en souffrent donc. C’est finalement le Sultan Mahmut II qui réussit à créer des unités modernes conduisant à la mise en place d’une armée reposant sur des nouvelles bases, il se débarrasse des Janissaires en 1826²⁴⁰. Malgré tout, la “ Sublime Porte ” ne va pas

²³⁸ Metin Heper, “ Turk kamu burokrasisinde gelenekcilik ve modernlesme ”, Bogazici Universitesi yayinlari, Istanbul, 1975, pp.62-63.

²³⁹ Emre Kongar, “ Turkiye'nin Toplumsal Yapisi ”, Cem Yayınevi, Istanbul, 1976, p.37.

²⁴⁰ Bertrand Lewis, “ Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne ”, op. cit., p.75-76.

cesser de s'effriter pour devenir, au début de ce siècle, l'homme malade de l'Europe. Cette situation aboutit à l'apparition d'un mouvement de réaction au sein de l'armée communément appelé le mouvement des " Jeunes Turcs ".

A partir de là, on rentre dans une autre ère politique avec le renversement du rôle que jouait l'armée dans le système politique ottoman : il s'agit ici d'une autre période où la prise du pouvoir s'effectue par l'armée (1908). Le recul incontournable de l'Empire ottoman sur le plan militaire poussait les élites politiques ottomanes à trouver rapidement un remède. L'objectif principal des élites politiques consistait à moderniser complètement l'institution militaire pour faire face au recul interminable de l'Empire. La modernisation devait sans doute s'effectuer, selon les sultans, de manière à ce que la structure du pouvoir ne soit pas forcément modifiée. L'armée, bien que demeurant l'instrument central, l'armature de la société, se trouve en même temps incontestablement sous le contrôle total de l'autorité civile, théocratique et autocratique. Dans le cadre du processus de modernisation de l'institution militaire ottomane, réalisé avec l'aide des officiers européens selon leur modèle moderne, on voit apparaître petit à petit l'influence européenne dans l'institution militaire tant sur le plan technique que sur celui des idées. Or, ce sont les élites bureaucratiques militaires qui seraient porteuses des idées modernistes grâce à l'ouverture de leur institution aux officiers européens dans le but de sauvegarder l'Empire²⁴¹. En effet, le Sultan est renversé en 1876 et le pouvoir est remis à un prince qui se dit libéral : Abdulhamit II.

La survie de cette nouvelle monarchie constitutionnelle sera courte. Le Sultan Abdulhamit II réagit vite face à l'émancipation énorme des idées libérales dans l'Empire pour se débarrasser des réformistes " jeunes ottomans ". Il parvient à restaurer son pouvoir absolu en écartant d'abord des jeunes réformistes arrêtés, exilés et éliminés de la scène politique et, par la suite, le Parlement sous prétexte d'une guerre russo-turque. Dès son arrivée au pouvoir en 1876, le Sultan Abdulhamid II affronte des problèmes liés, d'une part, à l'effritement territorial de l'empire et, d'autre part, à la situation intérieure préoccupante. La Constitution de 1876, qui instituait un Parlement à deux chambres dont les membres étaient élus par les conseils administratifs des provinces. Par ailleurs, le Sultan garde le pouvoir de dissoudre le Parlement et, a seul l'initiative des lois²⁴².

Dans ce contexte inattendu, une réaction politique d'origine bureaucratique et militaire, se soulève contre le régime en place de la part d'anciens officiers, hauts gradés, et des

²⁴¹ Sur les différentes idées politiques dans l'Empire ottoman, cf. Bernard Lewis, " Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne ", op. cit.

²⁴² Sevket Sureyya Aydemir, " Makedonya'dan Orta Asya'ya Enver Pasa ", Remzi Kitabevi, Istanbul, 1971, Cilt 1, p.583-596.

intellectuels s'organisant en comité de lutte. De même, des cellules secrètes de révolutionnaires se constituent dans les écoles militaires. Le mouvement réactionnaire se transforme par la suite en un parti politique clandestin " Union et Progrès ". Ce parti est essentiellement composé par les officiers. C'est la révolte des militaires de l'armée à Salonique qui oblige le Sultan Abdulhamit II à restituer en 1908 la Constitution suspendue par lui-même trente-trois an auparavant. Il essaie en 1909 de récupérer le pouvoir en profitant d'une contre-révolution : mais celle-ci écrasée par l'armée, il est destitué. Les élections sont organisées, un Parlement se met au travail. La forme officielle du régime est devenue une monarchie constitutionnelle mais la réalité du pouvoir appartient à l'armée et au Parti Union et Progrès qui restent toujours dans la clandestinité. L'union dirige le pays par cabinet interposé à la tête duquel il place des vieux généraux. Mais en réalité, le pouvoir est détenu encore une fois par les officiers révolutionnaires qui tirent leurs forces de l'armée²⁴³.

Le régime de " Jeunes Turcs " établi entre 1908-1918 sera incontestablement à l'origine de la République en marquant profondément le nouveau système politique turc. La révolution de " Jeunes Turcs " a été réalisée par des comités clandestins implantés carrément dans l'institution militaire et dotés de la force d'appui indispensable, émanant de l'ensemble de l'armée. Face à l'autocratie impitoyable d'Abdulhamid II, les officiers révolutionnaires promettaient en effet une monarchie parlementaire fondée sur l'idée d'aspiration de liberté. La révolution de 1908 avait en outre la signification de la prise directe du pouvoir par l'institution militaire qui était toujours prédominante sous l'Empire sans cependant exercer directement le pouvoir. A partir de 1908, on assistait dans l'Empire à un renversement des rôles politiques, le Sultan devenait dépendant de l'Armée et celle-ci devenait l'unique source du pouvoir²⁴⁴.

En somme, ayant sans doute des effets primordiaux sur la compréhension du système politique turc actuel, la période de " Jeune Turc " a été effectivement le point de départ de la République tant sur le plan politique que sur le plan idéologique. Elle a servi d'expérience et de laboratoire par la suite et ce sur tous les plans. En particulier en ce qui concerne les fonctions de l'armée et ses rapports avec l'autorité civile, la période de " Jeune Turc " sert de cadre de référence, même à l'heure actuelle : l'idéologie kémaliste s'est développée par rapport et contre les principes et pratiques du parti " Union et progrès ".

²⁴³ Pour une analyse approfondie sur les " Jeunes Turcs " et le " Parti Union et Progrès " et sur leurs idées politiques, cf. Sina Aksin, " 100 Soruda Jon Turkler ve Ittihat ve Terakki ", Gercek Yayınevi, Istanbul, 1980.

²⁴⁴ Tarik Zafer Tunaya, " Turkiye'de Siyasi Partiler ", Hurriyet Vakfi Yayinlari, Istanbul, 1984, p.195-198.

Comme nous l'avons déjà largement esquissé dans la première partie, la période du retour de l'Armée à la caserne s'effectue dans le cadre d'une nouvelle République de Turquie. La fin de la Première Guerre mondiale et la défaite de la *Tripolice* (Tripolis) entraînent une crise politique majeure au sein de l'Empire ottoman. Cette crise déclenchée par l'occupation d'une grande partie du territoire par les forces de l'Entente, aboutit à l'apparition d'un nouveau mouvement politique dirigé par un officier de l'armée ottomane : Kémal. Ce dernier est partisan d'un renouveau turc qui conduira à la chute du sultanat et à l'instauration d'un nouveau régime. Pendant toute la durée de la guerre de libération, l'effort principal est essentiellement fourni par l'Armée : L'Armée de Libération nationale en tant que force unique et organisée, grâce à laquelle l'État pouvait agir. Là où l'État n'est plus qu'un embryon impuissant, l'Armée seule agit et poursuit les objectifs des Kémalistes avec lesquels elle se confond, ce qui lui donne un rôle politique de premier ordre.

De ce fait, la question qui se pose était simple : la nouvelle Turquie est-elle une République militaire ? Le phénomène de sauvegarde de l'autorité civile par les armes nécessitait évidemment l'intégration du pouvoir politique et du pouvoir militaire. D'ailleurs, cette idée était vite devenue une réalité puisque la plupart des promoteurs des idées nouvelles dans l'Empire ottoman étaient des intellectuels de l'Armée. Par ailleurs, les civils partagent les mêmes perspectives que les bureaucrates militaires en constituant une sorte d'alliance des Forces Vives.

Quelle que soit l'approche adoptée par l'analyse de l'Empire ottoman ; les observateurs sont unanimes quant au caractère militaire et bureaucratique de celui-ci²⁴⁵. Doté d'un Etat islamique centralisé, l'Empire compte sur son armée, puisque celle-ci joue un rôle principal aussi bien dans l'organisation économique du pays que dans son organisation politique fondée pour une large part sur les conquêtes.

En tant qu'auteur principal du succès réalisé lors de la guerre d'indépendance (1919-1923), endoctrinée par la nouvelle idéologie du nationalisme turc, la nouvelle armée républicaine devenait la première institution de jeune Etat turc. Le phénomène du retour des militaires dans leurs casernes pendant cette période pouvait effectivement s'expliquer par le fait que c'était sa propre politique qui allait être mise en œuvre par les hommes politiques du parti unique et la bureaucratie civile qui, d'ailleurs, étaient pour la plupart composées d'ex-militaires. Compte tenu de sa position primordiale ; dotée en effet d'un prestige général et d'un statut privilégié dans le nouveau système politique turc en tant que première institution politique, l'armée ne se préoccupait que des problèmes fondamentaux

²⁴⁵ Metin Heper, " L'État et la débureaucratization : le cas turc ", in *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Novembre 1990, pp.665-675.

désignés par l'idéologie kémaliste : la sauvegarde de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale. Elle a aussi eu le temps de s'occuper de ses propres structures.

A titre d'exemple, on l'a déjà souligné maintes fois, dans la première Assemblée nationale réunie à Ankara le 23 avril 1920, on pouvait déjà observer une participation significative des représentants de l'Armée. Les commandants des grandes unités faisant éventuellement figure au sein du Parlement dans le cadre de l'équipe qui avait joué un rôle important dans la victoire étaient majoritairement présents dans la même Assemblée. La deuxième législature était également puissamment influencée par les militaires. Etant donné que leurs idées, soutenues et représentées, d'une part, par les bureaucrates civiles kémalistes, en tant qu'origine même de l'idéologie de l'armée, et d'autre part, par les ex-militaires, le but principal de Kemal était, selon Harris, d'assurer l'attachement inconditionnel de l'armée à sa propre autorité. Ceci dit, il avait l'intention de recourir à l'appareil militaire en cas de difficultés importantes pour imposer des réformes radicales lors de la création de la nouvelle Turquie républicaine²⁴⁶.

Il nous paraît utile de faire un bref survol historique sur le fondement structurel de l'armée ottomane pour la compréhension de la période kémaliste. Les principaux composants de la société ottomane se formaient en gros de deux sphères : *Askeri* (Etat) et *Reaya* (sujets)²⁴⁷. Le bon fonctionnement du système ottoman était appuyé essentiellement sur un expansionnisme territorial constant qui permettait d'avoir une source de richesses. Il s'agissait d'une société entièrement orientée vers la guerre, organisée en fonction de la guerre, en somme, d'une société armée.

L'armée ottomane était essentiellement composée de deux corps, les janissaires comme unités permanentes en principe basées à Istanbul et les Spahis comme unités de province. L'Armée ottomane est une armée à la fois verticale et centralisée (janissaires) puis horizontale, décentralisée (spahis)²⁴⁸.

Etant donné que les Spahis sont liés à la production agricole et à la collecte de l'impôt sur les récoltes, ils constituent une armée intégrée à l'économie rurale. Leur présence symbolisait la potentialité d'hommes armés de l'Empire. La particularité du système des Spahis relevait du fait que cette force d'armes ne prenait forme que lors de la guerre. Sinon, elle se démobilisait et ses composantes devenaient de simples sujets-paysans .

²⁴⁶ George S. Harris, " The Rôle of the Military in Turkish politics ", Part I, in *The Middle East Journal*, 19 Winter, 1965.

²⁴⁷ Mevlut Bozdemir, " Sources Historiques de l'Armée turque ", A.U. SBF Yayinlari, Ankara, 1982.

²⁴⁸ Pour une analyse détaillée concernant l'armée ottomane, Cf. Gilles Veinstein, " L'empire dans sa grandeur (XVIe siècle) ", in Robert Mantran (dir.), " Histoire de l'Empire ottoman ", Fayard, Paris 1989, pp.191-203.

Quant aux Janissaires, ils constituaient le fondement de l'Armée ottomane. Ils ont gagné beaucoup d'importance au fur et à mesure que les Spahis perdaient du terrain dans le système de défense ottoman. Les Janissaires constituaient une armée professionnelle, permanente et soldée. Comme le souligne Bozdemir, " Les singularités de cette armée sont bien connues, elle est composée d'esclaves chrétiens affranchis, contraints à rester célibataires toute leur vie, sans famille, sans biens et sans liens sociaux, ils sont endoctrinés dans l'idéologie islamique et conditionnés pour devenir des soldats d'élite au service inconditionnel du Sultan "249. A ce stade, il convient d'ouvrir une parenthèse sur la faiblesse de la société civile et sur la centralisation du régime politique. L'État ottoman a déployé des efforts considérables pour consolider ses assises, réduisant à un rôle à peu près insignifiant les notables locaux. Le fait que l'État ottoman soit extrêmement favorisé par l'abondant butin, par le recrutement forcé comme fonctionnaires ou soldats de jeunes gens non musulmans et finalement par l'absence d'une politique mercantiliste²⁵⁰, les représentants de la société civile sont restés fragiles et défavorisés dans l'appareil étatique qui favorisait une forte centralisation du système politique.

B) LA SITUATION CONTEMPORAINE

L'Armée turque a incontestablement un poids considérable dans le système politique : fortement structurée, présentant normalement les caractères de hiérarchie, de discipline et d'uniformité traditionnellement inhérents aux corps militaires. Elle est capable en outre, en raison de son organisation en branches et activités techniquement différenciées, d'assurer des services dans les domaines aussi divers que la santé, l'alphabétisation, la lutte contre les cataclysmes etc. Dans ces conditions, elle représente une force et une capacité technique souvent utilisées par le pouvoir dans le domaine du maintien de l'ordre et des tâches extra-militaires dans un pays comme la Turquie où les structures politiques sont encore mal stabilisées.

La Turquie porte la caractéristique d'être un pays dont la vie politique et sociale est particulièrement instable. Les militaires, artisans de coups d'État répétés, sont au cœur des turbulences qui agitent le pays. Dans un souci de compréhension des raisons de cette instabilité politique et sociale, il convient d'analyser les caractéristiques de l'armée turque et notamment de ses officiers (recrutement, formation, idéologie, revendications etc.), de manière à éclairer les raisons qui les amènent à chasser les civils et à se combattre les uns les autres. Il nous paraît aussi important de préciser qu'en conséquence, l'instabilité ne

²⁴⁹ Mevlut Bozdemir, " Sources historiques de l'Armée turque ", op. cit.

²⁵⁰ Metin Heper, " Center and Periphery in the Ottoman Empire with Special Reference to the Nineteenth Century ", in *International Political Science Review*, No.1, pp.81-105.

peut s'expliquer uniquement par l'inconstance des officiers et par les caractéristiques organisationnelles de l'armée en tant que telle.

L'armée turque, et notamment le corps des officiers, représentait, depuis la révolution kémaliste, dans un contexte social où la société est à dominante rurale, une force non seulement technologique, mais aussi culturelle et idéologique, capable d'initiative et d'innovation. Lorsque les militaires prennent le pouvoir aussi en tant qu'officiers qu'en tant que membre d'une classe d'élite, ils se sont retrouvés devant une masse paysanne retardataire.

L'armée turque, composée de trente deux mille officiers et de trente huit mille sous-officiers est l'une des plus grandes armées de l'OTAN. Elle est également l'une des institutions parmi les plus organisées, les plus disciplinées et les plus coûteuses. Elle se compose de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine et de la gendarmerie. Les Commandements des forces terrestres, aérienne, navale et de la gendarmerie sont attachés directement à l'État-major. Le chef d'État-major est nommé par le Président de la République sur la proposition du Conseil des ministres ; il est responsable auprès du Premier ministre pour ses procurations et ses fonctions. Il est également placé après le Premier ministre dans le protocole officiel²⁵¹.

L'armée turque, selon les différentes périodes de la vie politique, se trouvait tantôt sous le contrôle civil, tantôt même au cœur du système politique. Elle a toujours préservé son importance dans la vie politique turque étant effectivement une institution bien organisée grâce à la capacité énorme de son cadre des officiers ou des sous-officiers d'un côté, grâce à sa structure hiérarchique et disciplinée d'un autre côté. Le noyau dur de l'armée : les officiers qui passent un concours d'entrée dans un des cinq lycées militaires après avoir été sélectionnés soigneusement et subissent un programme rigoureux avec beaucoup d'instruction et de discipline militaire. Avant de devenir officier, l'élève, issu des lycées militaires ou issu des lycées d'enseignement secondaire, rigoureusement sélectionné, doit passer deux années à *Harp Okulu*, école de formation dont le régime est extrêmement sévère, et au terme desquelles il obtient le grade de sous-lieutenant. Il entre ensuite dans une école d'application avant sa première affectation. Les jeunes candidats commencent à faire leurs études à l'âge de 14-15 ans dans les lycées militaires et à l'âge de 19-20 ans dans les *Harp Okulu*. Il est extrêmement difficile de réussir à entrer dans ces écoles. Non seulement il faut passer un concours d'entrée assez difficile composé d'un examen de connaissance et de condition physique, mais aussi il faut avoir un relevé de casier judiciaire personnel propre et aussi celui de ses parents et de ses

²⁵¹ Au sujet des changements fondamentaux réalisés dans le statut de l'État-major, cf. Hikmet Ozdemir, "Rejim ve Asker", op. cit., p.44 à 86.

proches familiales lointaines. Le nombre de demandes d'entrée est assez élevé malgré la difficulté du processus bureaucratique à suivre. La raison principale de la popularité du métier militaire provient du fait que les écoles militaires sont gratuites et internes, que la qualité d'enseignement est assez élevée : par exemple, l'apprentissage d'une langue étrangère est obligatoire, que ce soit, enfin, un métier bien assuré du point de vue économique et sociale : le statut social et la condition de vie des militaires sont effectivement assez hauts.

Bien que l'entrée aux écoles militaires soit ouverte à tous les milieux sociaux, une partie importante de ceux qui choisissent ce métier sont, soit, issus des classes moyennes vivant dans les grandes villes, soit, issus des classes moyennes ou basses résidant dans les petits villages²⁵². Le corps des officiers est assez homogène, grâce à l'origine de leur recrutement ou de leur formation. Par conséquent, les officiers de l'armée turque ne s'identifient pas avec une classe sociale contrairement à ce qui est le cas dans plusieurs d'autres pays, et ne défendent pas forcément les intérêts de telle classe sociale. Au contraire, ils se considèrent différents du reste de la société, comme c'était le cas pendant la période de l'Empire ottoman, en se considérant comme une élite politique de l'État²⁵³. Les officiers parviennent à cela grâce à une formation disciplinaire, adoptée dans les écoles militaires permettant d'inculquer des valeurs nationales, et aussi grâce à un sentiment de suprématie sociale. En effet, l'influence qu'elle pourrait exercer est limitée par le processus de socialisation qui diminue considérablement les répercussions de l'origine sociale des officiers dans l'armée.

L'impératif structurel de l'armée résulte des nécessités fondamentales d'efficacité et du commandement à distance, en même temps que de cohésion ou de cohérence. L'organisation exceptionnelle de l'armée exige donc une structure hiérarchique rigide d'un type organique pyramidal, de nature à faciliter la transmission des ordres au niveau supérieur vers les rangs inférieurs. Cette structure s'adapte à l'impératif d'efficacité car elle permet une grande rapidité dans la prise de décision, de caractère unilatéral.

L'unilatéralité de la prise de décision et le sens unique des communications du haut vers le bas peuvent s'exercer parce que le fonctionnement de l'institution militaire est établi sur le couple de base discipline-obéissance. L'exercice unilatéral de l'autorité repose en effet sur ce couple discipline - obéissance. Nous pouvons donc observer la mise en place, à partir de ces exigences, de ce que nous appelons un système de valeurs.

²⁵² Nur Yalman, " Intervention and Extrication : The Officer Corps in the Turkish Crisis ", in Henry Bienen (dir.), " The Military Intervenes : Case Studies in Political Development ", N. Y. : Russell Sage Foundation, 1986, p.129.

²⁵³ C.H. Dodd, " Democracy and Development in Turkey ", The Eothen Press, Walkington, 1976, pp.141.

A partir de données générales sur l'armée, on peut revenir sur le cas précis : l'armée turque. Au moment où les élèves mettent le pied dans l'école militaire, le contact de ceux-ci avec le monde extérieur est impérativement rompu. Il est strictement interdit de sortir à l'extérieur ou d'effectuer souvent des rencontres familiales à l'exception de certains jours précis, mais, relativement restreints. Les mêmes formes de comportement et les mêmes valeurs sociales ont été inculquées grâce à un système d'éducation disciplinée aux jeunes candidats venus de tous les coins du pays, appartenant à différentes classes sociales et ayant un niveau de culture assez varié. On apprend aux élèves toute sorte de formes de comportements à appliquer devant telle ou telle situation. Par exemple, comment manger, comment marcher, comment réagir face à une situation quelconque, comment adresser la parole à telle ou telle personne, etc. ? On crée une armée d'un type identique, des hommes qui ont une réaction commune face à une situation quelconque²⁵⁴.

En aucune manière, il n'est question de montrer de l'indulgence à l'égard de la désobéissance aux lois et aux règlements en place. L'indiscipline arrive en tête parmi les raisons de l'expulsion de l'école militaire. Le refus inconditionnel d'un élève, expulsé d'une école militaire, dans toute institution étatique oblige en quelque sorte les élèves militaires à terminer le plutôt possible leurs études, en respectant dans une large mesure les règles sévères de discipline. On constate notamment parmi les enseignants militaires une conception assez répandue selon laquelle les Turcs ne sont pas en général capables de prendre parfaitement en charge une responsabilité et une fonction, si la discipline est absente sur eux. Le niveau élevé de discipline entretenue durant toute la période des études ne pourrait en aucun cas être appliqué pendant la vie professionnelle d'un officier. Ce qui fait que le degré de la discipline rude imposé pendant le déroulement des études d'un élève ne vise donc qu'à marquer une fois pour tout la vie professionnelle de celui-ci, même après ses études. L'obligation du respect aux règlements militaires figure aussi parmi les règles disciplinaires. De ce fait, il se peut que l'officier se trouve dans l'impossibilité de prendre automatiquement une décision juste face à certaines situations données selon les conditions présentes du fait d'un manque d'habitude à réagir sans avoir recours aux commandements militaires en vigueur. Cela peut se répercuter d'une manière négative dans la vie sociale d'un officier sous une forme de non-flexibilité des comportements et des attitudes.

Quant il s'agit du système d'éducation des écoles militaires, il convient de souligner qu'il est indiscutablement parfait et bien organisé par rapport à ces équivalents, celui des établissements de l'éducation étatiques. Les ouvrages et la sélection de l'enseignement sont directement déterminés par l'État-major dans les Ecoles de Guerres (*Harp Okulu*)

²⁵⁴ M. Ali Birand, " Emret Komutanim ", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1989, p.79.

sans concours du Ministère de l'Education nationale. La détermination du contenu des enseignements varie d'une période à l'autre. Entre les années 1950-1960, une grande partie des matières était consacrée aux sujets militaires (70%). Néanmoins, cette proportion relativement élevée serait renversée en faveur des thèmes académiques occupant de 70% de la totalité du sujet à partir des années soixante. Finalement, la remise en ordre du partage des matières dans les Ecoles de guerre a été fixée une dernière fois de la manière suivante : les sujets militaires 56%, les sujets académiques 44%²⁵⁵.

L'une des particularités du système éducatif des Ecoles de guerre est que l'éducation académique est aussi importante que l'éducation militaire. L'histoire ottomane et républicaine et les guerres sont étudiées dans une large perspective, d'une part, par une dimension militaire et d'autre part, par une dimension sociale, historique et politique. Les sujets les plus étudiés sont sans doute ceux qui sont relatifs à la période de l'effondrement de l'Empire ottoman et à la période de la création de la nouvelle République turque. De plus, on accorde beaucoup d'importance aux matières économiques et politiques, comme si l'on voulait former les administrateurs pour le pays.

Les cours moraux et idéologiques occupent également une place importante dans l'enseignement militaire turc, ce qui est peut-être absente dans d'autres armées. Le kémalisme s'impose indiscutablement parmi ces cours idéologiques et moraux. On constate effectivement une forte augmentation des cours de kémalisme à partir des années cinquante dans l'enseignement militaire contrairement aux années 1940-1950. On enseigne aujourd'hui dans les Ecoles de guerre (*Harp Okulu*) 960 heures par an, dont 160 heures, approximativement 20% de la totalité, sont en effet consacrées à l'idéologie kémaliste, à la révolution kémaliste et finalement aux principes kémalistes²⁵⁶. On essaie effectivement de créer un officier qui doit être capable d'avoir toujours les idées, par exemple, sur le fonctionnement et l'importance des partis politiques, sur la structure et la place des syndicats et de la liberté de presse dans la vie politique etc., selon les principes et les pratiques kémalistes. En bref, Kemal en tant que personnage, le kémalisme en tant qu'idéologie et les pratiques kémalistes en tant que conduite politique à suivre sont tous étudiés en détail dans toutes les écoles militaires, à tel point que chaque officier s'identifie effectivement à Kemal et à ses idées : il se considère comme unique gardien du kémalisme²⁵⁷.

²⁵⁵ *ibid.*, p.13.

²⁵⁶ *ibid.*

²⁵⁷ Emre Kongar, " *Imparatorluktan Gunumze Turkiye'nin Toplumsal Yapisi* ", Cem yayinevi, Istanbul, 1976, p.460.

Si nous ouvrons une parenthèse au sujet du système symbolique pour définir ses deux fonctions principales au sein de l'institution militaire, nous nous rendons compte qu'il permet à l'armée d'assurer son autorité sur ses membres, en affaiblissant les droits et libertés individuels au nom des impératifs de Défense Nationale et qu'il permet également de donner une identité sociale aux militaires de carrière en procurant une satisfaction d'ordre idéologique²⁵⁸.

L'officier, formé identiquement selon les principes kémalistes lors des enseignements scolaires, commence effectivement à avoir le sentiment qu'il est l'unique défenseur de la patrie et qu'il est en effet chargé tout seul d'effectuer cette mission. La mission de " la protection de la patrie " inculquée intensément à l'officier pendant ses études éveille la défiance chez celui-ci contre tous ceux qui ne sont pas militaires et contre particulièrement les étrangers. Le fait de se considérer comme unique défenseur du pays et du kémalisme provoque généralement chez l'officier une sorte de supériorité par rapport au reste de la société. Il se dote en effet d'une responsabilité supérieure, celle de la protection du pays contre, non seulement toutes les attaques extérieures, mais aussi contre l'éventuel danger intérieur destiné particulièrement à l'intégralité territoriale et à l'idéologie kémaliste. De plus, il est le singulier gardien de l'idéologie kémaliste sur laquelle la nouvelle république est essentiellement basée. Les principes kémalistes considérés comme idéologie officielle ont pratiquement un caractère dynamique et flexible qui est susceptible d'être utilisé plus ou moins dans tous les domaines : de l'éducation à la famille, de l'économie à la politique²⁵⁹. L'idéologie kémaliste contient donc toujours une réponse à toutes les évolutions politiques, à tous les cas socio-politiques. De ce fait, l'idéologie kémaliste sur laquelle s'établit le régime et l'ordre politiques en place est le système idéal pour le pays. Le devoir fondamental des officiers ne consiste qu'à protéger à tout prix ce régime officiel en place. Ceci dit, l'armée turque a en effet pour but, selon le programme de l'enseignement en vigueur, de faire la guerre contre toutes les attaques extérieures et d'assurer aussi la survie du régime politique en place contre toute sorte de danger intérieur et extérieur. Le terme de " danger intérieur " signifie en quelque sorte l'existence de la potentialité de risque contre le régime officiel et ses institutions parmi le peuple et aussi parmi les autorités civiles.

Même si l'on n'ose jamais préconiser directement l'intervention de l'armée dans la vie politique lors des enseignements militaires, la formation suivie tout au long des années à l'école militaire permet aux officiers de se rendre compte de leurs capacités intellectuelles

²⁵⁸ Voir, Etienne Schweisguth, " L'institution militaire et son système de valeurs ", in Revue Française de Sociologie, Tome XIX, 1978.

²⁵⁹ Serdar Sen, " Cumhuriyet Kulturunun Olusum Surecinde Bir Ideolojik Aygit Olarak Silahlı Kuvvetler ve Modernizm ", op. cit., p.37.

pour jouer un rôle important dans la vie politique turque. On met l'accent sur l'importance du rôle joué par l'armée dans la création du nouveau régime politique et dans la réalisation des réformes radicales kémalistes et ce particulièrement pendant les cours d'histoire afin d'éveiller la sensibilité de jeunes officiers au nationalisme. En outre, lorsqu'il s'agit de la définition des fonctions de l'armée, on n'hésite pas à insister particulièrement sur le rôle de protection des principes kémalistes et du régime politique contre les attaques intérieures et extérieures. L'officier étant conscient du rôle joué par l'armée pour la création de ce nouveau régime et de sa mission ultime pour la protection de celui-ci, devient notamment très sensible tous ceux qui sont liés aux intérêts nationaux²⁶⁰. La menace, quelle qu'elle soit, contre les intérêts nationaux constitue donc une bonne raison pour mobiliser l'armée.

La prise de pouvoir par les militaires face à la résurgence du rejet des principes kémalistes et au danger de l'éclatement du régime politique en place est notamment considérée, non pas comme une usurpation du pouvoir civil, mais plutôt comme un droit naturel de l'armée accordé par la loi militaire et même par la Constitution. L'immobilité de l'appareil militaire face à une situation identique est même considérée comme application incomplète de ses fonctions. Selon l'article 34 de la loi du Service interne de l'armée, le rôle des forces armées est de protéger et de défendre le territoire turc et la République turque. Tout en s'appuyant sur cet article 34, l'armée est amenée à intervenir plusieurs fois dans la sphère politique, lorsqu'elle sent que la survie de l'État, le régime politique kémaliste sont menacés.

Le point de vue des militaires à l'égard des partis et des hommes politiques est d'une manière générale négatif. Les politiciens inspirent une sorte de défiance chez les militaires. De même, l'opinion générale dans l'armée vis-à-vis du domaine de la politique peut être expliquée ainsi : les hommes politiques ne défendent en principe que leurs propres intérêts, ils accordent plus d'importance à l'intérêt de leur parti qu'à l'intérêt du peuple et ils sont capables de manipuler sans hésitation une réalité pour leurs profits. On donne aux officiers pendant leurs études la définition d'un bon politicien selon laquelle l'attachement et la fidélité aux principes kémalistes devraient être prioritaires de tous partis politiques et de tous les hommes politiques. On ne doit pas hésiter à préserver soigneusement les principes kémalistes, si c'est nécessaire, au détriment même des intérêts du parti politique. Les partis doivent toujours s'efforcer d'assurer l'intérêt général et l'avenir du pays dans la mesure du possible d'après les principes kémalistes.

²⁶⁰ Kenneth Fidel, "Military Organization and Conspiracy in Turkey", in Kenneth Fidel (dir.), "Militarism in Developing Countries", New Brunswick, N.J. :Transaction Books, 1975, pp.188-189.

Les partis d'opposition se trouvent aussi bien sous la surveillance attentive des militaires que le parti au pouvoir du point de vue de la conformité de leur conduite politique avec l'idéologie kémaliste. Les partis d'oppositions ne peuvent critiquer le parti au pouvoir et leurs actions politiques qu'en restant uniquement dans la limite de la manœuvre politique prédéfinie déjà par l'armée concernant les sujets suivants : l'inviolabilité de l'intégrité territoriale et des principes kémalistes, l'indivisibilité de la nation etc. Ils sont aussi tenus responsable de défendre les intérêts nationaux et les principes kémalistes avec une particulière attention. En bref, on apprend tout aux officiers pendant leurs études concernant les partis politiques, leurs dirigeants et comment doivent-ils agir face à telle ou telle situation etc. ? De ce fait, l'idée de l'intervention dans la vie politique apparaît ainsi automatiquement chez les militaires, estimant la situation politique délicate pour le régime, l'intégrité territoriale et l'intérêt général dans le cas où les partis et les hommes politiques ne respecteraient pas les engagements appris soigneusement à l'école. Comme nous aurons l'occasion plus loin de voir en détail les interventions militaires dans la sphère politique, nous examinons à présent la motivation des officiers et leurs attentions spécifiques concernant le domaine politique.

Une sorte de défiance se développe en effet parmi les officiers à l'égard des partis et hommes politiques qui ne correspondent pas tout à fait à ce qu'on apprend à l'école. Selon le sondage effectué sur les échantillons par Birand, il se révèle que le sentiment de défiance chez les jeunes élèves vis-à-vis des partis et hommes politiques ne se développe pas seulement lors des études à l'Ecole de guerre, mais aussi dans l'éducation familiale²⁶¹. Il convient quand même de signaler que cette attitude de défiance s'évalue plus vite lorsqu'ils sont dans l'école militaire. De même, ils sont beaucoup plus gênés par rapport au reste de la population quand il s'agit des sujets sensibles : le principe de laïcité, l'intégrité territoriale, l'indivisibilité nationale, la reconnaissance de la réalité kurde, les actes politico-sociaux agitées etc. La formation et la discipline acquises à l'école rendent naturellement plus rigides et peu tolérants les officiers, qui peuvent réagir sévèrement par rapport à la population civile face à certaines conduites politiques des partis et des hommes politiques.

Néanmoins, il nous paraît assez important de préciser que la structure de l'organisation de l'armée turque ne suffit évidemment pas à expliquer à elle seule les raisons de son intervention dans la vie politique, même si cela peut indirectement influencer l'acte de l'intervention en tant qu'élément secondaire. Etant appuyé sur les données spécifiques de l'armée turque, il est possible d'avancer une idée fondamentale selon laquelle celle-ci contient d'une manière générale une sorte de potentialité des

²⁶¹ M. Ali Birand, op.cit., pp52-53.

instincts interventionnistes. Mais, pour que cette idée plus ou moins simpliste, pour ne pas dire totalement aberrante, ne nous ramène pas à une erreur fatale pour la suite de cette recherche, il est temps de souligner l'importance de la culture politique turque. Une majorité d'armées du monde, ayant plus ou moins les mêmes caractéristiques organisationnelles que l'armée turque, ne se considèrent pas au-dessus du pouvoir civil, mais plutôt, se trouvent sous le contrôle total et au service de celui-ci. L'une des raisons principales de la supériorité civile sur le domaine militaire provient ainsi d'une culture politique qui est largement appuyée sur l'existence d'une société civile forte. Par ailleurs, la culture politique turque n'a pas toujours atteint le niveau minimum dans la définition de Finer qui exige "une culture politique mature ou développée" pour le bon fonctionnement et l'instauration de la démocratie saine, bien que la culture politique turque ait forcément dû faire beaucoup de progrès depuis la création de la république.

§2) Les bases sociales des militaires

Il est presque impossible d'analyser d'une manière complète le rôle joué par l'armée qui préserve toujours son caractère signifiant en tant que groupe de pression dans tous les systèmes politiques, dans la vie politique sans prendre en considération la base sociale de celle-ci qui ne consiste qu'à examiner les origines sociales des officiers et des sous-officiers. La possibilité de l'évolution de la base sociale effectuée au sein de l'institution militaire est susceptible de peser lourdement sur la conduite politique de celle-ci en tant qu'une force de pression dans la vie politique.

L'étude de la dynamique des bases sociales des militaires au sein de l'institution militaire turque se heurte en effet à des difficultés majeures. Les sources disponibles en la matière sont relativement pauvres. Les recherches universitaires n'ont pas vraiment été menées dans une direction méthodologique satisfaisante du point de vue de nos préoccupations. Existente également dans sa généralité, de nombreux comptes rendus journalistiques, et les mémoires de quelques-uns des acteurs militaires de ces événements : les uns et les autres ne sont pas entièrement crédibles et doivent être utilisés avec précaution. D'une façon générale, il convient de souligner combien est forte en Turquie la tradition du secret pour tout ce qui a trait aux questions militaires. Cela revient à reconnaître que les propos avancés dans ce paragraphe sont loin d'être invalidés ou complétés.

L'armée turque est considérablement caractérisée par une homogénéité interne et d'une autonomie par rapport à la société civile. Aussi la répercussion des clivages sociétaux y est-elle à peu près nulle. Le corps des officiers semble être imperméable à la

question des minorités ethniques ou religieuses, soit qu'une sélection politique s'opère en début de carrière comme cela semble se faire systématiquement dans l'institution militaire, soit que l'idéologie nationaliste du kémalisme, apprise intensivement à l'école militaire, refoule toute attitude d'affirmation plurielle.

Il existe une corrélation étroite entre la perspective ou le point de vue de l'armée à l'égard des problèmes ou événements politiques et la structure sociale de l'armée qui n'est pas indépendante de la structure sociale du pays. Une évolution produite parmi l'un est susceptible de déclencher d'autres évolutions fondamentales au sein de l'autre. Un changement quelconque effectué dans les bases sociales de l'institution militaire peut être influencé par la place de celle-ci dans le système politique ou dans la vie politique²⁶².

L'enquête plus utilisée, dans la définition des bases sociales de l'institution militaire, de A. T. Kislali, menée en 1971 et portant sur 239 officiers et 531 sous-officiers, se présente ainsi : 11,7% des officiers interrogés avaient un père militaire, 34,7% un père appartenant à la bureaucratie civile ; mais seulement 7,9% provenaient d'une famille d'industriels ou de commerçants, 5% d'une famille ouvrière, 13,3% d'une famille d'artisans ou de petits commerçants, 14,2% d'une famille paysanne, 12,9 d'une famille de profession libérale. L'origine géographique des officiers interrogés est en tout point conforme à ce tableau : 27,8% dans une grande ville, 5,4% dans un village²⁶³.

Selon cette enquête, on a vu notamment apparaître la forte présence des sous-officiers issus de familles moyennes et modestes. Effectivement, 46,4% des officiers sont d'origine bureaucratique et les fils de grands commerçants, industriels et entrepreneurs ayant un revenu assez élevé n'occupent que de 7,9% sur la totalité.

Dans une autre étape de l'enquête, en comparant les officiers et les sous-officiers selon le niveau de leurs pères, on constate la présence étendue de nombre des officiers par rapport aux sous-officiers dans les groupes de revenu moyen ou élevé comme les bureaucrates, les commerçants, les industriels et les professions libéraux, et au contraire, le nombre des sous-officiers est beaucoup plus avancé que le nombre des officiers dans les groupes de revenu modeste et bas comme les ouvriers et les paysans. De plus, lors de la même enquête, on a pu aussi observer la grande différence entre les officiers et sous-officiers du point de vue du niveau d'études de leurs pères. 41,3% des pères des officiers ont un diplôme de l'école primaire ou encore plus bas, quand il s'agit des pères des sous-officiers le niveau monte même jusqu'à 85,4%.

²⁶² James Brown, " The Military and Politics in Turkey ", in *Armed Forces and Society*, Vol.13, No.2, winter 1987, pp.235-253.

Les sous-officiers d'extraction paysanne sont donc nombreux (37,8% dans l'échantillon de 531 personnes interrogées par Kislali) et sont issus en majorité dans des bourgs (*kasaba*) ou des villages (57% et 14,5% contre 22,5% dans des petites villes et 5,8% dans des grandes villes²⁶⁴.

Après les enquêtes plus récentes effectuées en 1983 et 1985 sur les bases sociales de l'armée turque, on a pu avoir certaines informations nécessaires sur celle-ci. La première enquête réalisée en 1983 a été appliquée selon l'effectif de trois Ecoles de guerre (*Harp Okulu*) sur 25% des élèves de tout niveau (1251 élèves) en faisant la différence entre les élèves issus du lycée militaire et les élèves issus du lycée normal. Les résultats obtenus d'après cette recherche sont indiqués systématiquement ci-dessus en plusieurs tableaux²⁶⁵.

La composition de 1251 officiers interrogés selon le métier de leurs pères se présente ainsi : 25,5% d'officiers et sous-officiers, 24,3% de fonctionnaires, 16,2% d'ouvriers, 11,3% de paysans, 13,8% de professions libérales et 0,8 de sans emploi. En regroupant les militaires et les fonctionnaires sous un titre commun comme "bureaucrates", nous atteignons un niveau assez significatif de la présence des bureaucrates dans l'armée : comme 49,8%. En outre, il est possible de dire que la moitié de l'institution militaire est formée par les enfants des bureaucrates. La présence de la catégorie socioprofessionnelle ayant un revenu assez élevé est très faible : 13,8% de professions libérales qui pourraient peut-être représenter cette catégorie de la société. Comme c'était le cas dans la première enquête faite en 1971, on constate une forte présence des bureaucrates avec leurs revenus bas ou modestes dans l'armée turque.

Il est aussi important de comparer le niveau d'étude des pères et mères des élèves militaires. Le niveau d'étude des pères est suivant : 3,5% d'illettrés, 10% de lettrés, 34% de diplômé d'école primaire, 10,4% de diplômé de collège, 23,8% de diplômé de lycée et 18,2% de diplômé d'université. Selon le niveau d'études des citoyens, on peut avancer l'idée que les familles des officiers sont au-dessus du niveau national du point de vue de diplômes obtenus. Il est aussi vrai que l'on a vu apparaître une augmentation de niveau d'études parmi les familles des officiers de 1971 à 1983. La montée est significative : 35,1% de familles ayant des diplômes lycéens ou universitaires d'après l'enquête menée

²⁶³ Ahmet Taner Kislali, "Turk Ordusunun Toplumsal Kokenleri Uzerine Bir Arastirma", A.U. SBF Dergisi 29, No.3-4, 1974, pp.89-105.

²⁶⁴ Ibid.

²⁶⁵ Huseyin Agca, "T.S.K. Harp Okullari Ogrencileri Uzerine Psiko Sosyal Saha Arastirmasi", Aankara, 1983.

en 1971, 42% de familles ayant des diplômes lycéens ou universitaires selon l'enquête réalisée en 1983²⁶⁶.

Dernièrement, il nous paraît aussi important d'examiner l'origine géographique des officiers interrogés. Elle est en tout point conforme à ce tableau : 9,7% d'entre eux étaient nés dans un petit village, 37,3% dans un bourg, 5,4% dans une petite ville et bidonville, 47,7% dans une grande ville. A cet égard, on peut avancer l'idée générale selon laquelle la moitié des officiers provient des grandes agglomérations. On peut également prétendre qu'il y a une forte augmentation de nombre de demandes pour devenir officiers parmi les jeunes des grandes et moyennes agglomérations en s'appuyant sur les enquêtes effectuées en 1971 et en 1983.

Les données scientifiques concernant les origines sociales des sous-officiers ont été obtenues grâce aux deuxièmes recherches réalisées par Agca auprès des Ecoles Préparatifs des Sous-officiers (*Astsubay Hazirlama Okulu*). D'une manière générale, on a procuré les résultats conformes à l'enquête précédente menée en 1971 d'après lesquels les jeunes sous-officiers sont toujours placés un peu derrière des jeunes officiers dans le classement du point de vue du niveau économique de leurs familles, du niveau d'études de leurs familles. Au niveau des lieux d'habitation, la moitié d'eux provient plus ou moins des agglomérations relativement petites²⁶⁷.

Compte tenu des données scientifiques obtenues lors des enquêtes réalisées respectivement en 1971, en 1983 et en 1985 sur les officiers et sous-officiers, il convient donc de faire un commentaire général sur la base sociale de l'armée turque. D'une façon globale, on peut estimer que l'armée turque à partir de son cadre professionnel est en effet appuyée sur la couche moyenne dans la société. Même si les données affichées éveillent l'impression qu'elle est basée sociologiquement sur la couche supérieure (un peu au-dessus de la moyenne), cela reste provisoire. Selon Birand²⁶⁸, cela peut s'expliquer par le fait que la plupart des familles de couche supérieure du point de vue économique et sociale, ont dû encourager leurs enfants de choisir les écoles militaires pour éviter les turbulences politiques et idéologiques que le pays a connu durant les années 1975 et le début des années 1980. De ce fait, le résultat de ces enquêtes ne traduit pas la réalité sociale du pays. En bref, on commence même à estimer que la présence de la couche sociale inférieure et moyenne serait de plus en plus fréquente dans l'armée turque dans la détermination de son origine sociale. En outre, le futur commandant de l'an 2000 sera

²⁶⁶ Ibid.

²⁶⁷ Huseyin Agca, "TSK Orta Dereceli Askeri Okullar Uzerine Saha Arastirmasi", Ankara, 1985.

²⁶⁸ M. Ali Birand, "Emret Komutanim", Milliyet, 29 Ekim 1986.

probablement issu d'une famille modeste ou moyenne du point de vue économique et sociale (le père est professeur au lycée dans un petit village d'Anatolie et a un revenu modeste). Plusieurs causes pourraient expliquer cette évolution. Compte tenu de la réalité politique de la Turquie qui se trouve notamment dans une région de turbulence d'une part, de l'existence des problèmes intérieurs concernant la question kurde et la laïcité d'autre part, il est vrai que la prise en charge de la fonction de la sécurité nationale par l'armée contre toute sorte d'attaques intérieures ou extérieures qui demande beaucoup de disponibilité et de vigilance, comporte aussi de risque pour ceux qui choisissent le métier militaire. L'absence de vie privée pourrait être une autre raison de ce choix.

SECTION 2) LES TENDANCES INTERVENTIONNISTES DE L'ARMÉE TURQUE

Il convient d'exposer brièvement une deuxième approche des forces politiques contraire à celle de la théorie de la modernisation. De ce fait, il importe de souligner les idées générales en la matière : les interprétations qui, se situant dans le cadre de la théorie de la modernisation, considèrent tout porteur d'uniforme comme un agent du changement social et mettent l'accent sur les accomplissements spécifiques des régimes non civils, sont en effet sérieusement contestées tant sur le plan de l'évidence empirique que sur celui de la démarche méthodologique²⁶⁹. C'est pourquoi plutôt que de rester en amont ou en aval du pouvoir militaire, il n'est sans doute pas sans intérêt de considérer les armées jusqu'à un certain point comme des forces politiques. Il est sûr qu'on ne peut pas considérer que les armées constituent un groupe social comme les autres dans la compétition pour le pouvoir ni qu'il faut " se débarrasser du mythe selon lequel les forces armées sont avant tout une institution militaire ". Quelles que soient les raisons de l'intervention des forces armées dans la sphère politique, que l'armée se manifeste comme une force politique de substitution ou qu'elle entre dans une compétition inégale - qui n'exclut pas les alliances civiles - avec d'autres groupes à vocation politique, l'institution militaire mérite donc d'être étudiée en tant que telle, dans son fonctionnement effectif de nature politique.

Dans cette perspective précise sur le plan théorique, il ne serait pas sans intérêt de se pencher de près sur le cas turc dans le souci d'en savoir toujours plus sur l'institution

²⁶⁹ Voir notamment, Robert W. Jackman, " Politicians in uniform : military government and social change in the third world ", in *American Political Science Review*, décembre 1976, pp.1078-1097.

militaire turque. Avant de commencer à examiner l'évolution spécifique des tendances politiques au sein de l'armée turque, il importe de poser certaines questions vitales. Que fait l'Armée en dehors de son occupation strictement militaire ? Que fait-elle politiquement, c'est-à-dire dans ses rapports avec le pouvoir politique, et que fait-elle socialement, c'est-à-dire dans ses rapports avec la vie économique, culturelle, technique, etc. ? Existe-t-il une sorte de consensus dans les différentes branches de l'armée ? Existement-ils vraiment des clivages essentiels au sein de l'institution militaire ?

Le taux élevé des interventions militaires dans la vie politique et l'augmentation considérable de l'usurpation de pouvoir politique et les efforts consacrés dans l'institutionnalisation de la participation militaire à la vie publique (par l'intermédiaire du Conseil national de sécurité et des lois martiales) prouvent effectivement que la politisation de l'appareil militaire s'effectue d'une manière perpétuelle à partir de la période républicaine en Turquie.

Comme nous l'avons déjà souligné, l'importance de l'armée ottomane dans le système politique est fondamentale, puisque l'État ottoman doté d'État islamique centralisé, ne pouvait exister que pour une large part, grâce aux conquêtes militaires. Face à la réalité de l'État ottoman ayant un caractère militaire-bureaucratique, la place fondamentale de l'armée dans le système politique et social ne devrait pas être étonnante.

Le recul incontournable de l'Empire ottoman sur l'échiquier mondial contre ses adversaires européens engageait le processus de modernisation de l'institution militaire pour pouvoir faire face à l'effondrement de l'Empire. De ce fait, la résurgence des mouvements novateurs au sein de l'Empire ottoman a été réalisée et assurée par les élites politiques issues de l'appareil militaire. De plus, la décision de la modernisation de l'institution militaire serait sans doute à l'origine même des mouvements nationalistes grâce auxquels la création de nouvelle république turque a été réalisable. Comme tout cela a déjà été largement signalé, il serait utile de passer à la période républicaine.

Dans le cas présent, d'où vient l'armée turque ? Historiquement, les circonstances dans lesquelles naît une armée ont beaucoup d'importance. Unifiée par la nouvelle idéologie du nationalisme turc, l'armée turque était la base même de la nouvelle république pendant et après la guerre d'indépendance. En quelque sorte, l'armée turque en tant qu'institution, a constitué un système bureaucratique idéal pour les élites kémalistes. Elle a directement adopté sans hésitation les pratiques et les normes politiques des élites kémalistes comme données idéales²⁷⁰. De la création jusqu'au passage au multipartisme,

²⁷⁰ Metin Hepar, "Bürokratik Yönetim Gelenegi ; Osmanli İmparatorlugu ve Türkiye Cumhuriyetinde Gelismesi ve Niteligi", in ODTU İdari İlimler Fakültesi, Yayın No. 23, Ankara, 1974, p.5.

les élites kémalistes se sont effectivement servies de l'armée turque pour bien préserver l'idéologie kémaliste et ses réformes radicales. Compte tenu de la situation politique de l'époque, il serait exact de dire que l'institution militaire turque était l'unique appui fort des acquis kémalistes sous le contrôle des élites kémalistes. La présence importante des députés d'origine militaire pendant la période du parti unique pouvait certainement justifier la place centrale de l'appareil militaire dans le système politique. Dans des conditions exceptionnelles telles que la guerre d'indépendance, l'armée garde son caractère progressiste par rapport à la société en cause. D'une manière générale, il va de soi que les institutions militaires en raison de leur destination même et donc de leur organisation ne sont pas des forces comme les autres. Appareils publics destinés par nature à organiser la violence légitimée dans le cadre de l'État-nation, l'armée lorsqu'elle assume un rôle politique présente inévitablement des pratiques et des mécanismes originaux. En effet, leur rôle extra-militaire transforme les armées en forces politiques ambiguës. Une fois née, l'armée, comme toute force sociale, a tendance à déborder de son rôle proprement militaire. Cette tendance peut être contrecarrée par un pouvoir politique fort qui commande l'armée et la forme, ou au contraire favorisée par un pouvoir faible en quête d'appui. Le premier cas précis peut être représenté par la période de la naissance jusqu'au passage au multipartisme de la nouvelle république sous le contrôle des élites bureaucratique et militaire kémalistes. Selon Saylan, l'un des points communs des chercheurs travaillant sur la révolution kémaliste est que le groupe d'hommes qui a réalisé cette révolution, appartient sans doute aux élites militaro-civiles de l'époque²⁷¹.

Le passage au multipartisme a provoqué inévitablement le changement des élites dirigeantes, la modification des structures politiques et les transformations sociales importantes au sein de la société turque. Cette situation a été ressentie par l'armée comme une dégradation de son propre prestige institutionnel et comme une remise en cause de son image dans la société. Sur le plan institutionnel, l'armée se retrouvait sous le contrôle civil des démocrates et souffrait des conditions économiques.

D'une manière générale, l'affirmation brutale de l'armée par le coup d'État de 1960 sur le plan politique et social était décisive concernant la définition de sa place dans le système politique et sa détermination dans la sphère politique. Même si l'armée n'a pas suivi tout au long des trois coups d'État militaire (en 1960, en 1971 et en 1980) les mêmes politiques, il convient de préciser qu'elle avait un objectif déterminé : la protection de l'idéologie kémaliste tout en prenant en considération l'évolution inévitable de la société politique et en se donnant une place privilégiée dans cette même société tant

²⁷¹ Gencay Saylan, "Türkiye'de Kapitalizm Bürokrasi ve Siyasal İdeoloji", TODAİE Yayınları, Ankara, 1974, p.74.

sur le plan constitutionnel qu'économique. A titre d'exemple, l'apparition du Conseil national de sécurité coïncide pour la première fois avec le coup d'État militaire de 1960.

En dépit de la détermination militaire sur certains points importants, il existe effectivement une sorte de divergence lors d'un coup d'État dans l'appareil militaire. Selon le concept et les modèles des "partis militaires" utilisés par Alain Rouquié, le cas de la Turquie a été examiné par J.F. Bayart et S. Vaner. L'armée turque de la période 1960-1973, selon les mêmes auteurs, présente les principaux courants suivants : les pro-fascistes qui seront à l'origine de la création du Parti de l'Action Nationaliste (PAN) ; les nationalistes de droite, proches de ces derniers mais qui s'en sépareront au fur et à mesure que se durcira le PAN ; les nostalgiques d'un régime étatiste animé d'un volontarisme "réformiste" confus ; les défenseurs de la démocratie parlementaire ; les jeunes officiers favorables à une révolution socialiste ou nationale-démocratique, eux-mêmes divisés par de nombreux clivages, et enfin un groupe d'adeptes d'un professionnalisme apolitique²⁷².

Le clivage important existant entre les "modérés" et les "radicaux" dans l'armée turque lors de coup d'État de 1960 a été surmonté en faveur des premiers par l'expulsion de quatorze "radicaux" du Comité d'union nationale. Les sujets de clivage se concentraient sur l'ampleur et la durée de cette intervention. Les "radicaux" avaient l'intention de garder le pouvoir politique le plus longtemps possible pour pouvoir mettre en place les transformations radicales par la force militaire, à l'opposé des "modérés" qui étaient partisans du retour à la vie normale dès que possible. Les derniers voulaient notamment effectuer des réformes importantes dans la vie politique et sociale et mettre même en place des dispositifs nécessaires pour garantir une sorte de surveillance ou contrôle sur le pouvoir civil tout en restant en dehors de la politique active. Le retour à la vie normale assuré par l'envoi des quatorze "radicaux" en exil n'était pas tout à fait à l'abri de toute intervention militaire. Certains secteurs militaires étant indignés face à la remise en question des acquis du coup d'État de 1960 n'hésitaient pas à manifester leur mécontentement en faisant directement pression sur le haut-commandement et même en déclenchant deux tentatives de putsch le 22 février 1962 et le 20-21 mai 1962²⁷³. En somme, il importe de signaler que, quel que soit le comportement des militaires vis-à-vis de la sphère politique, le coup d'État militaire de 1960 était le début d'un processus :

²⁷² Jean François Bayart et Semih Vaner, "L'armée turque et le théâtre d'ombre kémaliste (1960-1973)", in Alain Rouquié (dir.), "La politique de Mars : les processus politiques dans les partis militaires contemporains", Le Sycomore, Paris, 1981, pp.41-69.

²⁷³ Pour avoir plus d'informations sur les deux tentatives de coup d'État militaires échouées, cf. William Hale, "Turkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Gunumuze", op. cit., p.138 à 148.

celui de l'affirmation de l'armée dans l'espace politique et de la définition de son identité par rapport à l'État.

En quelques mots, la résurgence du clivage se répète de la même manière dans l'armée turque entre 1970-1971. Compte tenu de l'acquisition de droits sociaux et de libertés politiques suite au coup d'État de 1960, incontestablement favorable au développement des divers mouvements politiques, l'environnement social était très différent désormais en Turquie par rapport à la période précédente. A la suite de l'urbanisation sauvage, de l'industrialisation rapide et de l'accroissement énorme de la population, on se retrouve devant une situation nouvelle : la possibilité d'expression politique tous azimuts, l'émancipation des idées d'extrême gauche favorisée par la nouvelle Constitution 1960²⁷⁴.

Dans ce cas précis, les conditions justificatives nécessaires se trouvaient réunies sous les yeux des officiers pour une intervention militaire. La formation d'un cabinet "réformateur" composé d'une part des technocrates et d'autre part des politiciens professionnels et la démission du Premier ministre avait été imposées par l'intervention officielle de l'armée sous une forme d'un mémorandum le 12 mars 1971. Par ailleurs, l'existence d'un clivage au sein de l'appareil militaire a été confirmée par la tentative de coup d'État de "gauche radical" qui a débouché sur un échec le 9 mars 1970. En effet, selon un compromis établi entre le chef de l'État, l'ex-général Sunay, le chef d'État-major et les commandants des trois armées, l'armée intervient officiellement le 12 mars 1971 par un mémorandum signé par le chef d'État-major. C'est ainsi qu'on peut parler du commencement d'une période caractérisée par une lutte très sévère contre la gauche. Pour terminer cette période mouvementée, il pourrait être utile de donner certaines idées diverses sur le sujet : "la dynamique des clivages a été considérablement modifiée dans les années soixante-dix. La politique de conciliation mise en œuvre par les "modérés" dans les années soixante poursuivie dans les années soixante-dix fit perdre à l'armée son hypothétique virginité politique et son purisme progressiste. Désormais liée à un type particulier de système économique et social, partie prenante du débat politique, l'institution militaire pouvait de moins en moins prétendre à se poser en arbitre au-dessus des forces sociales"²⁷⁵. Il nous semble nécessaire de mettre l'accent sur certains points de vue de ces idées dans le souci de ne pas tomber sur une piste erronée. Il nous paraît indispensable d'examiner la situation dans une perspective assez élargie et complète. Quel

²⁷⁴ Cem Eroglu, "Cok Partili Duzenin Kurulusu : 1945-1971", in I. C. Schick et E.A. Tonak (dir.), "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.146 à 148.

²⁷⁵ Jean François Bayart et Semih Vaner, "L'armée turque et le théâtre d'ombre kémaliste (1960-1973)", in Alain Rouquié (dir.), "La politique de Mars : les processus politiques dans les partis militaires contemporains", op. cit., p.41-69.

que soit son caractère politique, l'institution militaire est toujours susceptible d'absorber des changements socio-politiques et conjoncturels.

Dans l'analyse de coup d'État militaire de 1980 et dans l'interprétation des tendances, une certaine précaution s'impose immédiatement. L'impossibilité d'obtenir des renseignements précis sur l'institution militaire turque des années quatre-vingt nous amène à agir prudemment concernant l'existence et la diversité des tendances politiques au sein de l'armée turque de 1980. En outre, une chose est sûre : dès les premiers mois de l'intervention de l'armée, la cohésion était établie au sein de celle-ci, contrairement aux situations de 1971 et surtout à celles de 1960, où les diverses tendances étaient apparues dans l'institution militaire sur les différents sujets. On peut même avancer l'idée selon laquelle un consensus était assuré dans les hautes sphères de la hiérarchie militaire. D'une certaine manière, soucieux d'un éventuel éclatement à l'intérieur de l'armée, les officiers des hautes sphères préfèrent ne pas agir tout de suite sans que l'opinion publique et militaire soit complètement prête à assumer une intervention militaire dans la vie politique. De ce fait, les problèmes économiques et sociaux, l'obstruction politique, la désagrégation de l'unité de l'État et l'absence de l'assurance de la sécurité corporelle rencontrées perpétuellement jusqu'à la fin des années soixante-dix étaient l'origine des consensus au sein de l'armée et de la société.

En essayant de déterminer l'évolution spécifique de l'armée turque du progressisme vers un conformisme, mais toujours fidèle à l'idéologie kémaliste, il convient d'avancer certaines nouvelles caractéristiques de l'armée. Il est possible de constater dans l'institution militaire, une double évolution contradictoire : d'une part, l'existence de son isolement considérable par rapport à la société civile provoqué par sa singularité fonctionnelle et organisationnelle et par la définition de sa supériorité à l'encontre des civils ; et d'autre part, une certaine ouverture vers la société civile par l'intégration de l'armée dans la vie économique par l'intermédiaire de OYAK (Office de la Mutuelle d'Assistance de l'Armée). L'ouverture qui s'est produite dans l'armée turque vers la société civile était d'une manière intéressante orientée vers le sens du monde industriel. De ce fait, il nous faut effectivement nous intéresser au problème des structures de pouvoir en prenant en compte les nouvelles données socio-économiques. L'intégration de l'armée dans la vie économique est susceptible de bousculer les équilibres des forces sociales en faveur des industriels²⁷⁶.

Compte tenu de la réalité du système politique turc accordant beaucoup d'importance à l'autonomie d'action démesurément significative des acteurs-élites dans la société, on peut

²⁷⁶ Pour une analyse approfondie sur les relations étroites entre l'armée et le monde industriel, cf. Saat Parlak, " Silahlı Bürokrasinin Ekonomik Politigi ", op. cit.

effectivement confirmer que l'État en tant que tel et ses élites occupaient une place considérable grâce à son appareil coercitif par rapport à la société civile dans le système politique. Etant donné que l'État profitait dans une large mesure d'une indépendance traditionnelle exceptionnelle par rapport à la société civile en fonction des caractéristiques structurelles qu'il s'est dotées lors de la création de nouvelle République, le poids réel du pouvoir civil ou militaire extra-sociétal était beaucoup moins important que la réalité sociale. L'une des préoccupations du jeune Etat républicain était d'assurer d'une manière générale la création d'une classe capitaliste dans le cadre du processus de l'occidentalisation fixée dès le départ comme objectif principal.

Il serait intéressant de citer intégralement les idées de Bozdemir en la matière : " Aujourd'hui, à une étape plus évoluée de la société, les données de l'action politique tendent à se transformer radicalement. Sous la pression continue des forces économiques, qui n'arrivent pas à elles seules à une maîtrise politique totale, les forces armées semblent s'engager dans une double action extra-militaire : régulation des conflits sociaux par la force, suivie par la mise en œuvre d'une domination nouvelle. Cela veut dire qu'une série des caractéristiques politiques de l'Armée d'autrefois comme le progressisme, l'esprit d'arbitrage ou le soutien direct en faveur des forces laborieuses, ont fait leur temps et qu'un virage idéologique dans le sens de l'appel des classes montantes s'est réalisé. La flèche de l'évolution se dirigerait ainsi vers un conformisme de mous en plus actif de l'armée grâce à des mécanismes d'intégration de celle-ci au système du marché "277.

En dépit de l'existence de certaines véritables données sur l'évolution spécifique des tendances au sein de l'institution militaire, il convient de souligner quand même que l'armée est une institution dont le caractère politique ne doit pas faire oublier la singularité fonctionnelle et organisationnelle. L'évolution de tendances ou de discordances à l'intérieur de l'armée turque ne devrait en aucun cas être expliquée en se basant simplement sur certaines données sociales ou politiques, parce que cela agirait ainsi dans le sens d'une solution de simplicité qui risquerait de fausser l'approche scientifique du problème. Ceci étant dit, l'explication de " progressisme vers conformisme " attribué à l'armée turque par plusieurs auteurs, ne serait jamais tout à fait complète, si nous n'examinions pas le problème dans une large perspective. A la suite de chaque coup d'État militaire, le besoin de légitimation de l'armée par l'intermédiaire de l'idéologie kémaliste ou bien par la non-conformité des politiques civiles suivies par rapport aux principes kémalistes ne devrait pas être sous-estimé dans l'analyse de l'évolution politique

²⁷⁷ Michel Bozdemir, " Société Civile Versus Société Militaire en Turquie ", in J. Thobie et S. Kancal (dir.), " Industrialisation, Communication et Rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale ", Harmattan, Varia Turcica XX, 1994, p.413.

spécifique de l'armée turque. De plus, aujourd'hui la résolution des problèmes internes (la question kurde, la laïcité et l'instauration de la démocratie) et l'établissement de stabilité politique dans le pays signifient beaucoup de choses pour la classe bourgeoise turque, qui est directement concernée par la mondialisation économique. Face à la réalité actuelle de l'économie mondiale qui exige inlassablement une stabilité sociale et politique dans un pays, pour investir ou transférer le capital, le comportement non-tolérant de l'armée turque sur tel ou tel sujet sensible défini par les principes kémalistes nous prouve que l'intégration de celle-ci dans la vie économique ne pourrait pas toute seule suffire à expliquer le conformisme militaire. Même si les propos retenus par Bozdemir représentent un intérêt non-négligeable en la matière, il ne faut pas sous-estimer d'autres éléments importants.

L'implantation de l'armée dans la vie économique offre certains avantages, d'une part à l'armée : l'amélioration des conditions de vie militaire et l'embauche de ses membres dans des grandes entreprises comme conseillers ; d'autre part, à la classe bourgeoise qui se trouve en effet sous la garantie de l'armée dans l'application de certaines recettes économiques qui défavorisent incontestablement la population civile : la mise en place des décisions du 24 janvier 1980 grâce au coup d'État de 1980. En outre, le système libéral se trouve justifié ou renforcé encore plus par les nouvelles politiques adoptées par l'armée à partir des années quatre-vingt dans le cadre de la restructuration politique. Il importe de souligner quand même que la politique de création et de renforcement de la classe bourgeoise n'était pas une perspective nouvelle. Celle-ci faisait, dès la naissance de la nouvelle république, partie des objectifs à atteindre de l'idéologie kémaliste. Ce qui est peut-être nouveau dans cet état de chose, c'est l'instauration d'une certaine autonomie de la classe bourgeoise vis-à-vis de l'armée (bureaucratie militaire) grâce au processus d'intégration de celle-ci dans l'économie²⁷⁸.

Sur ce point, M. Bozdemir s'exprime ainsi : “ ...Sans parler de l'absence des organisations de masse qui font, comme toujours, les frais de l'opération, les grands perdants de ces changements sont les élites civiles et intellectuelles qui ont pourtant longtemps incarné à la fois l'État- ottoman et Républicain. Ces éléments de “ l'élite ” dirigeante se trouvent désormais exclus du jeu politique. Seule l'Armée a pu échapper à l'écroulement de la politique élitiste, sans doute au prix d'un virage idéologique ”. Dans la logique de ce même raisonnement : “ Désormais, seule la branche armée de la

²⁷⁸ Ismail Cem, “ Türkiye'de Geri Kalmisligin Tarihi ”, op. cit., p.354 à 359.

bureaucratie étatique conserve quelque poids dans la conduite des affaires, le trio civil-militaire-intellectuel ayant dû céder la place à un duo militaire-industriel ²⁷⁹.

Selon les nouvelles données politique et sociale en Turquie, il n'est pas aisé d'avancer avec une certitude les idées défendues ci-dessus. Une fois encore, l'avantage énorme d'une solution pacifique des problèmes internes en faveur de la classe bourgeoise est indiscutable. L'exigence et l'intolérance de l'armée envers des problèmes cruciaux déterminés selon les principes kémalistes prennent toujours la première place dans la réflexion militaire avant même son intérêt économique. Si ce n'est que la collaboration avec le système libéral qui compte en définitive pour l'armée turque, la flexibilité de celle-ci face aux problèmes sensibles aurait été dominante et prévisible. De ce fait, il est extrêmement important de rester assez prudent dans l'analyse de cette situation pour ne pas tomber dans un piège dangereux.

SECTION 3) LES RESSOURCES POLITIQUES DE L'ARMÉE TURQUE

Quel est le vrai visage de l'armée turque ? Quel est son rôle dans la vie nationale ? Dans quel sens intervient-elle et comment a évolué son insertion sur la scène politique ? De quelle manière parvient-elle à s'imposer dans la vie politique comme un facteur stabilisateur incontournable ?

Dans le souci de répondre d'une manière satisfaisante aux questions précédentes, notre propos est ainsi d'aller plus loin et d'appréhender à la fois l'environnement du pouvoir militaire et ses buts manifestes ou latents en même temps que ses effets réels sur la société civile. Ni l'armée dans ses casernes, ni la marine dans ses bases ne vivent dans un isolement insulaire. A tous les niveaux et par tous les côtés, les militaires se trouvent immergés dans la société globale avec ses tensions, ses remous et ses conflits.

A la suite de chaque coup d'État militaire, les objectifs définis et exprimés au nom de l'ordre nouveau sont alors : le retour à l'application stricte de la Constitution en vigueur, à la démocratie, au respect de la loi, à un Etat de droit, à la clarté, à la réforme du système politique afin de ne pas retomber dans les mêmes erreurs anciennes et, surtout, la

²⁷⁹ Michel Bozdemir, " Société Civile Versus Société Militaire en Turquie ", in J. Thobie et S. Kancal (dir.), op. cit., p.411-412.

modernisation et le développement économique afin d'améliorer le sort du peuple. L'armée se proclame " l'unificateur, le stabilisateur et le dynamisateur la nation "280.

Avant de commencer à examiner les ressources politiques de l'armée turque, il convient de mettre l'accent sur le rôle extra-militaire attribué à l'institution militaire par beaucoup de chercheurs dont Dehaussy fait partie : " C'est que depuis toujours l'armée est non seulement la détentrice par excellence de la force, mais qu'en outre elle est par essence, et en quelque sorte qu'assez souvent, tout au cours de l'histoire, ait été ressenti le besoin d'une certaine " transfusion " de cette organisation, de cette structure essentielles à l'armée, dans ce vaste corps social dont l'armée n'est normalement qu'une partie intégrante : L'État. Tantôt, l'appel à l'armée vient du dehors : appel des civils aux soldats, pour que ceux-ci prêtent la structure de l'armée, appuyée sur sa force, à l'ordre étatique tout entier. Tantôt, l'appel vient de la conscience - ou de l'impatience ! - des militaires eux-mêmes, les conduisent à sortir de leur rôle premier "281.

Quelles qu'elles soient, les raisons de l'accession des militaires au pouvoir, une chose est sûre, c'est que l'institution militaire possède des ressources politiques dans sa structure ou son organisation qui la favorisent vis-à-vis des forces politiques civiles.

Dans la continuité de son raisonnement, il ajoute alors : " Ces moments, ce sont aussi et surtout ceux où l'organisation étatique se cherche, où les structures sociales sont insuffisantes encore pour engendrer assez vite des structures juridiques et des structures politiques, bref, ce sont les moments où la société politique se débat dans les douleurs de l'enfantement. Et à ces moments, l'armée se révèle être un rude accoucheur "282. Autrement dit, face à l'insuffisance ou l'impuissance des organisations politiques civiles, l'institution militaire se rend compte de sa différence structurelle et organisationnelle afin d'intervenir d'une manière avantageuse dans la vie politique.

En dernier lieu, il nous paraît nécessaire d'évoquer très brièvement les propos soutenus et défendus par M. Martin concernant les facteurs écologiques. Il met l'accent plus particulièrement sur les facteurs militaires et organisationnels que sur les facteurs écologiques²⁸³. En considérant incomplet des travaux effectués dans le domaine des relations Armée-Société selon les fameuses théories dites développementalistes, M.

²⁸⁰ Sur les probabilités et les conditions d'un coup d'État, cf. Edward Luttwak, " Bir Uzmanin Gozuyle Darbe ", YABA Yayinlari, Ankara, 1996.

²⁸¹ Léo Hamon, " le rôle extra-militaire de l'armée dans le Tiers-monde ", Presses Universitaires de France, Paris, 1966, p.3.

²⁸² *ibid.*, p.4.

²⁸³ Michel L. Martin, " la militarisation des systèmes politiques africains (1960-1972) ", Naaman de Sherbrooke, Québec, Canada, 1976.

Martin s'exprime ainsi : " Sur un plan théorique tout d'abord, ce type d'analyse, s'il paraît séduisant de par ses qualités d'abstraction, tend néanmoins à simplifier grossièrement la réalité sociale, puisqu'il n'attire l'attention que sur des facteurs strictement écologiques²⁸⁴ (lesquels n'expliquent que l'origine éventuelle de la crise, mais restent causalement étrangers à l'intervention des militaires au pouvoir), au détriment des facteurs militaires et organisationnels qui nous paraissent jouer dans le contexte de l'Afrique noire contemporaine un rôle déterminant ”²⁸⁵.

§1) Les ressources structurelles

L'avantage de ressources structurelles dont l'armée turque s'est doté, provient donc de sa puissance structurelle à l'encontre de la société civile, de son organisation forte et de son niveau de professionnalisation assez élevée par rapport aux organisations démocratiques civiles. Selon Vernier, dans l'ouverture du Colloque publié sous la direction de Hamon, le fait s'explique ainsi : " Ne détiennent-elles (les armes) pas en effet non seulement la force violente des armes de plus en plus puissantes et spéciales, mais aussi celle de l'outillage (moyen de transport, de transmission, intendance, génie) qui feront partie intégrante de leur équipement ? Ne constituent - elles pas des corps qui les mettent à part de la nation et dont l'efficacité dépend de l'habitude qu'ont leurs membres de commander et d'obéir, et du respect que tous ont obligatoirement de l'autorité ?²⁸⁶

De ce fait, il convient de faire un bref aperçu sur l'organisation, la puissance et la professionnalisation de l'institution militaire afin de pouvoir bien juger son intervention dans la vie politique.

La Puissance :

L'institution militaire turque a joui tout au long de l'histoire ottomane et continue incontestablement à jouir dans une certaine mesure, d'une position prestigieuse, sans rivale, sans concurrent ni adversaire véritable. L'originalité de la place exceptionnelle de l'armée turque dans la sphère politique provient de l'importance organisationnelle que

²⁸⁴ Le vocable " écologie " ou la formule " facteurs écologiques " réfèrent très simplement ici à l'ensemble des conditions socio-politiques, économiques et culturelles, c'est-à-dire à tous les aspects non militaires du phénomène étudié ici " .

²⁸⁵ *ibid*

²⁸⁶ Léo Hamon, " le rôle extra-militaire de l'armée dans le Tiers-monde ", Presses Universitaires de France, Paris, 1966, p.10.

celle-ci occupait dans le système politique ottoman. Comme nous l'avons déjà souligné, la position centrale de l'institution militaire constituait même le fondement de l'Empire ottoman. A tel point que l'Empire n'était essentiellement basé que sur son armée et sa puissance. Quels que soient les excès, c'est effectivement à partir de l'Armée et de ses composantes que l'Empire a pu se moderniser ; elle se présentait par la force des choses comme l'unique secteur où la réforme à l'occidentale pouvait être assimilable. En effet, nous assistons à une sorte de politisation de l'appareil militaire sans que cela ait été souhaité par les dirigeants ottomans. Plus l'appareil militaire se modernise, plus le processus de politisation de celui-ci devient important. De la naissance des idées révolutionnaires jusqu'à la réalisation de la nouvelle Turquie, le rôle des militaires a été déterminant. Dans un premier temps, toutes les données historiques nous amènent à dire que le fondement même de la nouvelle République kémaliste était établi et renforcé par l'institution militaire. Là où l'État n'est plus qu'un embryon impuissant, lors de la Guerre d'indépendance, l'appareil militaire agit seul et poursuit les objectifs des kémalistes avec lesquels il se confond, ce qui lui donne un rôle politique de premier ordre.

Ainsi, dans le classement des éléments analytiques à suivre, il n'est pas inutile de mettre en effet l'accent sur la spécificité à la fois historique, structurelle, et organisationnelle de l'institution militaire turque. L'analyse des ressources politiques de l'armée touche à la fois l'ensemble de la société dans toute son envergure et l'histoire, d'où l'attribution de l'importance aux facteurs historiques est répandue dans notre démarche.

Dans ce cadre d'analyse, il serait intéressant de souligner encore une fois très brièvement la spécificité de l'armée turque vis-à-vis de la société civile en prenant notamment en compte la structure socio-politique du système politique turc. D'une manière générale et globale, on peut parler du fait que toutes les révolutions effectuées dans les domaines politiques et sociaux, se sont accomplies grâce à l'Armée, soit par son appui direct, soit par sa mainmise ouverte. A partir de l'époque ottomane jusqu'à l'époque républicaine, il est exact de dire que l'influence de l'institution militaire était incontestablement déterminante, soit dans l'instauration de nouveaux systèmes politiques, soit dans l'application de transformations sociales et politiques, réalisées notamment par le haut²⁸⁷. De ce fait, ce ne sont pas des révolutions sociales, basées sur les masses populaires tout en bouleversant la hiérarchie sociale existante, qui ont créé la Turquie républicaine et moderne. En un mot, la mise en place des nouveaux principes

²⁸⁷ Ellen K. Trimberger appelle la "révolution par en haut", autrement dit la "prise, par des moyens extrajudiciaires, du pouvoir politique", par une bureaucratie militaire ; cf. E. K. Trimberger, "Revolution from Above, Military Bureaucrats and Development in Japan, Turkey, Egypt and Peru", Transaction Books, 1978, p.3.

révolutionnaires ont été réalisées par des mouvements de cadres, des initiatives d'élites civiles ou militaires.

A cet égard, il convient de signaler que l'institution militaire occupe une place prépondérante et marginale au sein de la Nation, aussi bien dans le temps que dans l'espace. Cette particularité spécifique des rapports entre l'Armée et le Pouvoir civil révèle que les orateurs sont favorables à l'armée. Il semble que la mission particulière assignée à l'armée explique cette marginalité et détermine sa spécificité. Tous les aspects de la spécificité militaire comportent plus ou moins deux réalités concrètes. L'une est naturellement sa raison d'être : la défense nationale. Il s'agit effectivement ici d'une tâche qui est prévue, voulue et consacrée. Sur le plan général, l'armée a été constituée selon le consensus social et le besoin de sécurité et de défense nationale pour assumer les responsabilités et les missions qui lui sont strictement définies à l'avance par les représentants du peuple. La seconde réalité de l'armée, c'est qu'elle peut, dans certains cas précis, se procurer un pouvoir politique, même si cela n'a pas été prévu en temps normal.

D'ailleurs seule l'institution militaire possède le monopole légal de la violence. Les militaires sont des " professionnels de la violence " et c'est dans cette mesure que le lien qui rattache le combat à l'armée est spécifique, parce qu'il s'agit d'un rapport de finalité. Malgré le fait qu'elle se dote des fonctions spécifiques organisationnelles et structurelles le rôle politique de l'armée ne peut s'expliquer uniquement par sa raison d'être. En aucun cas, ce rôle politique peut être justifié par les principes militaires.

S'intéressant maintenant à la définition de la fonction du système de valeurs militaires en tant que ressources politiques dans le but de mettre en lumière la spécificité de l'armée turque, les valeurs militaires contribuent dans un premier temps à la cohérence des modèles, de sorte que la charge émotive qui leur est attachée permet souvent de lier ensemble des valeurs contradictoires. Ainsi, ce système permet l'acceptation des principes " obéissance/discipline ", sans lesquels l'institution militaire ne peut pas exister. En second lieu, il contribue à l'unité psychique des personnes. Le système de valeur joue également un rôle dans l'intégration sociale, dans la mesure où il crée une solidarité dans les valeurs partagées. Il développe aussi la cohésion, liée à l'impératif d'efficacité²⁸⁸.

L'esprit de corps est renforcé par un sens aigu du communautarisme, du patriotisme et inversement par un faible individualisme. D'une manière générale, il est possible de

²⁸⁸ Sur les trois fonctions de système de valeurs militaire, cf. Guy Rocher, " Introduction à la sociologie générale ", Seuil, Collection Point, Paris, Tome 1, p.72 et s.

constater dans l'institution militaire, lors de ses activités professionnelles, une sorte de fidélité des hommes envers leurs camarades, la loyauté, la discrétion, le sacrifice jusqu'à la complicité, etc. Les valeurs militaires conçues pour la guerre deviennent ainsi un arsenal formidable pour s'imposer contre le fragile pouvoir civil. En outre, la spécificité de l'appareil militaire renforcée par les valeurs ci-dessus constitue l'atout principal de l'institution militaire dans l'imposition ou l'accession au pouvoir civil.

Il est aussi important de souligner le fait qu'il existe une spécificité militaire, brièvement mise en évidence, il n'en est pas moins vrai que l'institution militaire en tant que telle soit en interrelation permanente avec la société parente, subisse les influences de cette dernière, même si cela peut varier selon le développement de la société. Les éléments perturbateurs peuvent généralement provenir de deux domaines différents : le premier est politique, le second technologique.

Les progrès technologiques entraînent effectivement des modifications organisationnelles importantes dont peut dériver une altération non négligeable du système de valeurs de l'institution. En effet, ce qui s'est produit concernant l'institution militaire turque depuis l'éclatement de l'Empire ottoman jusqu'à l'adhésion à l'OTAN en 1952. Quant aux éléments perturbateurs provenant du domaine politique, l'émancipation et la maturité de pouvoir civil vis-à-vis de l'armée dans la société entraînent inévitablement des modifications dans le système de valeurs de l'institution et déclenchent la remise en cause de la restructuration du processus de décision, essentiellement de nature stratégique et sécuritaire, dans le système politique.

Il nous paraît aussi non-négligeable de déterminer la particularité de l'armée turque du point de vue numérique et organisationnelle. De ce fait, la particularité la plus marquante de l'appareil militaire turc se trouve justifiée fortement par l'existence d'une présence physique par rapport à la détermination décisive de celui-ci dans la sphère politique et sociale. D'ailleurs, avec plus d'un demi-million d'effectifs dont 35.000 officiers et 800.000 réservistes, l'armée turque est l'une des plus grande armée de l'OTAN. Dans ce niveau d'analyse, il est intéressant de voir les propos de Bozdemir en la matière : " Si le nombre d'hommes compte peu en matière de défense moderne, il n'en est pas moins vrai que sociologiquement parlant une telle importance numérique pèse certainement très lourd dans une société dont les structures sont encore mal intégrées et elle (l'armée) garde sa performance de corps social le plus organisé. ”²⁸⁹

²⁸⁹ Michel Bozdemir, " Le rôle politique de l'armée en Turquie ", Université de Paris I Panthéon-Sorbonne SRT, Grenoble, 1976, p.124.

Voyons maintenant les effets de la détermination des politiques extérieures turques sur les relations Armée - Etat - Pouvoir. L'influence directe de l'institution militaire dans la définition du processus de prise de décision concernant la politique extérieure se fait sentir de plus en plus à l'heure actuelle. Il est même rare de mettre en place une décision concernant l'armée dans le domaine de la politique extérieure sans avoir l'avis préalable de celle-ci. De même, il est normal aussi de ne pas voir apparaître une décision militaire non-conforme aux conduites habituelles et objectifs traditionnels de politiques extérieures²⁹⁰. La politique extérieure et l'institution militaire se sont liées très étroitement l'une à l'autre dans tous les sens du terme. Autrement dit, elles se laissent influencer réciproquement lors de la prise de décision et de détermination de conduite politique. En général, la conférence politique sur les comportements politiques habituels est réelle quant il s'agit des traits traditionnels officiels : la sensibilité commune vis-à-vis des principes kémalistes, particulièrement le laïcisme, l'indivisibilité territoriale, l'intégrité nationale, le danger du communisme, etc.

Sur le plan général, il est aisé d'avancer l'idée selon laquelle l'efficacité de la diplomatie dans l'échiquier mondial augmente notamment grâce à la force de son armée. L'institution militaire occupe une place considérable dans l'application des décisions prises en politique extérieure, dans l'acquisition des objectifs politiques et dans la procuration de soutien aux diplomates lors de négociations politiques. Même si la méthode la plus sûre dans la mise en œuvre d'une défense nationale efficace passe fondamentalement par la diplomatie²⁹¹, il est devenu, à l'heure actuelle, indispensable pour le pouvoir politique de prendre en considération le point de vue militaire dans le domaine des relations internationales à cause de l'évolution rapide de la technologie militaire.

Toutes les décisions importantes liées globalement aux relations internationales sont débattues dans le Comité national de sécurité (CNS) auquel participent les militaires : le chef d'État - major, les commandants des forces armées et les civiles : le Président de la République, le Premier ministre et les ministres concernés. Voire même, face à la nécessité de la prise de décision urgente, il arrive qu'en Turquie, le Président de la République, le Premier ministre, et le chef d'État - major expriment leurs opinions en la matière. Ce qui fait que nous observons une forte augmentation de l'influence militaire dans la détermination du processus politique, favorisée par ce rôle politique acquis grâce au domaine des relations internationales. De plus, il faut aussi préciser que la plupart des

²⁹⁰ Selon Maizere, cela serait une erreur fatale de ne pas recourir à l'armée dans la prise de décision en matière de relation internationale, cf. Ulrich de Maizere, " Dis Politikada Silahlı Kuvvetlerin Rolu ", Trad. par Fahri Celiker, S.K.D., No. 272, décembre 1979, p.34-36.

²⁹¹ Haluk Gerger, " Mayinli Tarlada Dis Politika ", Belge Yayinlari, Istanbul, 1983, p.22.

militaires retraités deviennent par la suite diplomates, autrement dit, comme principaux meneurs de la politique extérieure. C'est ainsi qu'on peut parler d'une concrétisation des corrélations entre Pouvoir civil et institution militaire, vraisemblablement intensives et étroites dans le domaine des relations internationales.

Il convient aussi de faire un bref aperçu sur l'importance stratégique de la Turquie qui peut nous éclairer d'une certaine manière du point de vue des relations Armée-Pouvoir. La Turquie a effectivement une grande importance stratégique à l'égard de son positionnement géographique²⁹². L'importance stratégique de la Turquie est renforcée grâce au fait qu'elle possède les détroits du Bosphore et des Dardanelles et qu'elle est bien placée géographiquement en faisant partie à la fois du Moyen-Orient, de la Méditerranée orientale et du Golf Persique. De ce fait, il est possible de dire que la Turquie dispose d'une grande influence sur les potentialités d'équilibres économique, politique et militaire du monde. Compte tenu de l'extrême fragilité de l'équilibre des forces au Moyen-Orient, de l'existence d'une minorité kurde en Turquie et de la potentialité d'un danger d'intégrisme, l'armée turque devient de plus en plus forte et influente dans la sphère politique. De ce point de vue, l'intervention de la politique dans l'armée est inséparable de l'intervention de l'armée dans la vie politique. Mais, une question se pose : quelle politique, à quel niveau, selon quelles lignes de force ?

D'une manière générale, une organisation militaire est un système social qui s'articule autour de l'architecture structurelle la plus appropriée à l'exécution des fonctions pour lesquelles elle a été créée : le combat. L'armée en tant qu'institution, est donc le produit d'une véritable rationalisation sociale. Son fonctionnement repose sur l'existence et sur l'utilisation optimale des ressources dont elle dispose. Par conséquent, ce concept nous paraît déterminant puisque l'absence de ressources rend cette organisation pratiquement in-opérationnelle. Il nous semble donc que l'analyse des ressources structurelles ou politiques des organisations militaires représente une alternative intéressante à leur parfaite compréhension.

Les ressources politiques de l'institution militaire turque sont constituées par l'ensemble des moyens dont elle dispose afin d'assumer les objectifs pour lesquels celle-ci a été instituée et ainsi de contribuer au maintien de la permanence structuro-fonctionnelle qui la désigne. Par une vision assez globale, il n'est pas inutile de mettre l'accent sur l'importance des ressources politiques de l'armée turque, puisque, de certaine manière, elles contribuent à justifier l'existence ou la naissance même de celle-ci. Mais il

²⁹² Selon Sander, l'établissement des relations américano-turques et la rentrée de la Turquie dans l'OTAN ne sont pas indépendants de la position géostratégique de la Turquie dans le Moyen-Orient, cf. Oral Sander, "Turkiye'nin Batı Bağlantısı, ABD ve Türkiye", in AUSBDF Dergisi, Cilt 34, No.1-4, p.72-76.

convient de souligner que ce n'est pas là leur seule raison d'être. Les ressources sont aussi en étroite relation avec la nature opérationnelle des organisations militaires.

Quant à la professionnalisation de l'armée turque comme étant une ressource structurelle politique, il est exact de dire que, depuis la création de la nouvelle république, l'institution militaire turque n'a cessé de se moderniser ; diverses missions étrangères ont contribué à cette évolution. Ce processus s'est encore accéléré notamment après l'intégration de l'armée turque dans l'OTAN en 1952 grâce à l'appui américain²⁹³.

Mais que faut-il entendre exactement par " professionnalisation ? " Sur le plan général, on parle de la " technicisation " qui se manifeste dans la formation des officiers ; une formation qui les rend capables d'utiliser un armement de plus en plus complexe, d'en assurer la maintenance et de mettre au point des tactiques guerrières élaborées. De plus, la bureaucratisation dont le signe le plus évident est l'application d'un système d'avancement hiérarchique qui règle la carrière.

En théorie, la professionnalisation militaire a été expliquée par Samuel Huntington prenant comme exemple le modèle des armées européennes. Les propos défendus par ce dernier reposent notamment sur le fait que ce processus donne une grande satisfaction professionnelle à l'officier qui ne s'occupe que de ses affaires techniques, qui nécessitent normalement des compétences spécifiques propres : " Une claire distinction des rôles et des fonctions sépare les dirigeants civils et militaires ". De ce fait, " il devient impossible d'être un expert dans le maniement de la violence pour la défense externe et en même temps d'être spécialisé dans la science de la politique et du gouvernement ou dans l'usage de la force pour le maintien de l'ordre interne. Les fonctions d'officier deviennent distinctes de celles du politicien et du policier ". En conséquence, " le contrôle des civils ne provient pas du fait que les militaires partagent les valeurs sociales ou les idéologies politiques de la société, mais de l'indifférence militaire à l'égard de ces valeurs et de ces idéologies ".²⁹⁴

Compte tenu de l'originalité historique de chaque société, il convient d'être prudent dans la schématisation de ce modèle qui ne peut s'appliquer que d'une manière générale aux armées européennes. La professionnalisation militaire n'entraîne donc pas tout à fait une sorte de dépolitisation de l'institution militaire turque ; au contraire, celle-ci est susceptible de provoquer de plus en plus la militarisation du champ politique civil. La

²⁹³ La dépendance militaire turque aux Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN et les aides militaires américaines destinées à moderniser l'armée turque, ont constitué la principale raison de la continuité des relations étroites américano-turque, cf. Haluk Ulman et Oral Sander, " Turk Dis Politikasina Yon Veren Etkenler (1923-1968) ", AUSBDF Dergisi, Cilt 27, No.1, p.6.

²⁹⁴ Samuel Huntington " The soldier and the state : the theory and politics of civil military relations ", New York, Vintage Books, 1964, p. 32 et p. 84.

sensibilité des militaires sur certains domaines spécifiques et l'existence des fonctions extra-militaires de l'armée turque nous ramènent effectivement à dire que l'indifférence des militaires à l'égard des valeurs idéologiques et sociales, citée ci-dessus, ne peut en aucun cas être appliquée à l'institution militaire turque.

En outre, il importe de souligner les raisons de non-conformité de ce modèle au cas turc, autrement dit, de voir pourquoi la professionnalisation n'entraîne pas la dépolitisation que Huntington prédit dans son modèle explicatif. Tout au long de notre analyse sur l'institution militaire turque, nous avons essayé de déterminer la spécificité historique et sociale turque. Quelles qu'en soient les raisons, il est exact de dire que l'armée turque ne s'occupe pas uniquement des missions militaires, en raison de l'originalité sociale du pays et de la place qu'elle a historiquement dans le système politique turc. Même si nous avons plus loin, l'occasion de traiter beaucoup plus en détail les missions qui sont d'ordre économique, il convient quand même de préciser brièvement cette réalité sociale comme un élément de non-conformité au modèle de Huntington. En effet faute d'une classe bourgeoise forte, capable d'assumer ces responsabilités ordinaires, les élites militaires et bureaucratiques la remplacent dans un premier temps et s'efforcent d'en créer une pour le développement du pays. Les forces armées doivent donc contribuer à assurer la survie des objectifs fixés par les kémalistes. Au fil du temps, les préoccupations militaires changent de nature : l'apparition du complexe industriel militaire turc.

En définitive, la professionnalisation de l'armée turque ne signifie pas uniquement sa spécialisation militaire, mais en même temps, l'élargissement de ses compétences et la légitimation de sa politisation et de son intervention dans la vie politique.

Par ailleurs, il y a des questions qui se posent dans le domaine des relations Armée-Etat-Société : " Comment optimiser la sécurité militaire de l'État-nation sans militariser la société ni sacrifier ses valeurs centrales ? Autrement dit, comment assurer l'efficacité fonctionnelle des armées tout en maintenant leur subordination au souverain : en évitant que le corps des officiers ne se transforme lui-même en acteur politique ? " ²⁹⁵.

Selon la réalité de l'existence des relations Armée-Pouvoir, on a tenté de mettre l'accent sur les éléments politiques spécifiques qui permettent à l'institution militaire turque de devenir une composante intégrale du système politique.

²⁹⁵ Bernard Boème " la spécificité militaire " Armand Colin Editeur, Paris, 1990, p. 204.

§2) Les ressources fonctionnelles

“ Qu’est-ce que l’Armée ? On peut pour la caractériser employer deux critères : l’existence d’une discipline propre et la détention des armes de combat. Une armée se caractérise par l’acceptation d’une certaine discipline et par la détention de certaines armes. Séparer l’un ou l’autre de ces éléments procure un ordre monastique ou une horde ou une bande ”²⁹⁶.

L’origine même de l’institution militaire réside en termes simples dans la restauration et le maintien de la défense nationale contre l’étranger. Dans l’État politique de l’Europe, les armées n’ont jamais pu oublier très longtemps qu’elles avaient pour raison d’être la défense nationale contre le pays étranger. Le corps des officiers était donc mal préparé aux problèmes de politique intérieure. Dans la mesure où ces techniciens de la guerre intervenaient dans la politique, c’était sous la forme d’un groupe de pression, efficace d’ailleurs, qui se concentrait sur les armements, et parfois, sur la politique extérieure.

Mais, la situation n’est pas pareille pour certains pays du Moyen-Orient, d’Amérique Latine ou d’Afrique. La politisation de l’appareil militaire, l’intervention militaire dans la vie politique et la prise de position de l’armée sur des problèmes socio-politiques sont notamment fréquentes dans des pays où la structure sociale est pratiquement inachevée. De ce fait, la détermination politique de l’armée turque sur tel ou tel sujet se fait grâce aux fonctions spécifiques qu’elle s’attribue : la fonction de défense du monde occidental, la fonction de maintien de l’ordre, la fonction de socialisation et la fonction économique.

A) LA FONCTION DE MAINTIEN DE L’ORDRE

Comment intervient l’armée en terme légal et organisationnel dans la vie politique ? En effet, “ le devoir de l’armée ”, selon la loi du service interne, est de “ surveiller ” et de “ protéger ” la patrie et la République turque. Cet article a été interprété sans difficulté, de sorte qu’elle est devenue une source de légitimité à chaque intervention²⁹⁷. L’élargissement de fonctions (véritable organisationnelle) extra-militaire de l’armée a été de plus en plus significatif et extensif à la suite de chaque coup d’État militaire qui permettait de redéfinir facilement les limites de leurs fonctions en vue de légitimer devant la loi.

²⁹⁶ Léo Hamon, “ Le rôle extra-militaire de l’armée dans le Tiers Monde ”, op. cit., p. 387.

Sur le plan général, les fonctions de l'armée turque sont déterminées par la loi selon laquelle l'institution militaire turque est essentiellement responsable de la protection de la République contre toute sorte d'attaque externe ou interne et de l'unité nationale et territoriale. L'armée turque se trouve aussi chargée de responsabilités au sujet de maintien de l'ordre et de l'assurance de sécurité intérieure. En cas d'inefficacité ou d'impuissance des agents de sécurité : comme la police ou le gendarme face à un éventuel danger destiné à la destruction de l'ordre constitutionnel en place, l'institution militaire est automatiquement chargée de participer à l'établissement de l'ordre par la Constitution et par certaines lois en vigueur. Après avoir assuré l'ordre intérieur ordinaire dans le cadre des réglementations prévues par la constitution, l'armée se retire automatiquement de ces fonctions extraordinaires, la police et la gendarmerie (reprennent encore leurs fonctions habituelles) redevenant seules responsables de l'ordre intérieur.

L'originalité de la loi du Service Interne provient du fait qu'à partir du coup d'État militaire de 1960, le régime militaire en place essaie de se légitimer en se basant sur cette fameuse loi. Nous constatons d'emblée que la fonction de l'armée est définie de façon extensive, laissant la porte entrouverte aux interventionnistes de se légitimer. Effectivement, le mot de "surveillance et protection de la République" se trouvant dans cette loi de service interne a été utilisé la première fois lors du coup d'État de 1960 comme un argument ou une base juridique. Selon Batur, l'article 34 de la loi du Service interne constitue la base légitime de l'intervention des forces armées dans le domaine politique en attribuant des fonctions politiques à l'institution militaire turque. Autrement dit, il est convaincu que cet article donne automatiquement le droit à l'appareil militaire d'intervenir dans la sphère politique²⁹⁸.

Il n'est pas possible de prétendre que l'armée turque a le droit, du point de vue juridique, d'intervenir dans la vie politique en se basant tout simplement sur l'article militaire 35 de service interne. En dépit de cette réalité juridique, certaines spécialités en la matière interprètent différemment le problème en prétendant que cette fameuse loi peut être constituée sur la base juridique légitime de l'intervention militaire dans la vie politique. Effectivement, Aydemir s'exprime ainsi : "l'armée turque, d'après sa loi de service interne, assure non seulement la protection de l'État, comme c'est le cas dans les pays de démocraties occidentales, mais en plus, elle surveille aussi le bon déroulement de l'ordre constitutionnel. Autrement dit, l'institution militaire turque a été spécialement chargée par la même loi de défendre d'abord les frontières du pays et de surveiller les institutions républicaines et l'ordre socio-politique. Face au débordement ou bien au mauvais

²⁹⁷ Hikmet Bila, "Dunu Bugunu ile 27 Mayıs 27 Mayısçılar", Milliyet, 30 Mayıs 1986.

²⁹⁸ Muhsin Batur, "Anılar ve Görüşler", Milliyet Yayınları, İstanbul, 1985, p.557.

fonctionnement de ces institutions, l'armée s'estime automatiquement responsable en vue de remettre en ordre la vie politique ²⁹⁹.

D'une manière générale, les caractéristiques structurelles et organisationnelles de l'institution militaire créent elles-mêmes des tendances interventionnistes au sein de celle-ci. Une telle armée professionnelle chargée, d'une façon prioritaire, de défendre la patrie contre toutes les attaques extérieures et aussi d'assurer la sécurité intérieure, si nécessaire, se sent entièrement responsable à l'égard de la société et de l'État. Cette responsabilité porte une signification nette, pour l'armée, protéger et défendre la Nation et l'État quelles que soient les circonstances, contre toute sorte de danger éventuel. De ce fait, la fonction de maintien de l'ordre constitutionnel en place présente beaucoup d'importance aux yeux des militaires, à tel point que le renversement de l'ordre démocratique peut être quelque fois toléré par l'intervention militaire, si l'instabilité socio-politique domine la vie politique. L'importance accordée au maintien de l'ordre dans un système politique fait développer éventuellement une sorte de comportement politique chez les militaires qui privilégie notamment la supériorité de l'institution militaire vis-à-vis de l'autorité civile. Cette prise de position et le jugement politique utilisés chaque fois par les militaires après chaque coup d'État ne sont que des efforts faits pour justifier leurs actes politiques arbitraires. Effectivement, les raisons des interventions militaires dans la vie politique sont toujours légitimées par la sauvegarde du régime politique et de l'ordre politique en place. Nous aurons l'occasion dans la troisième partie de découvrir plus clairement les tentatives militaires de légitimation de leur action antidémocratique lors des trois coups d'État militaires.

Par ailleurs, l'armée en tant que garante du maintien de l'ordre existant est aussi en même temps le symbole de la Nation. La raison d'être de l'armée est claire : la défense de l'État. De ce fait, la première action directe d'une nouvelle nation est de créer immédiatement une armée nationale³⁰⁰. D'ailleurs, on prétend que la raison d'être de l'armée ne peut être que la Nation elle-même. Dans certain pays où le rôle de l'armée est significatif, pour ne pas dire unique, dans la restauration de nouveau régime politique, la Nation et l'institution militaire se sont en quelque sorte identifiées. La grosse partie de l'éducation militaire est effectivement consacrée à l'institution d'une idéologie nationale et à la création d'une identité nationale parmi les jeunes officiers. Une telle institution militaire parvenue à constituer une forte identité nationale au sein de ses cadres d'officiers s'identifie profondément avec "l'intérêt national". En outre, le principal objectif de

²⁹⁹ Sevkət Sureyya Aydemir, " Kahramanlar Dogmalydi ", Cagdas Yayinlari, Istanbul, 1974, p.98

³⁰⁰ Samuel E. Finer, " The Man on Horseback : The Rôle of Military in Politics ", Middlesex, England : Penguin Books, 1975, p.29.

l'armée est de protéger et de surveiller constamment l'intérêt national face aux menaces extérieures et intérieures qui peuvent fragiliser l'unité nationale et territoriale et créer un état d'anarchie. Il est normal qu'ait une importance secondaire le pouvoir civil à l'encontre des militaires qui portent une vision négative sous l'influence de leurs éducations. Ils auront toujours tendance à intervenir dans la vie politique au moment où l'atmosphère politique est considérée comme dangereuse pour l'ordre constitutionnel existant et pour l'intérêt national. Mais, il convient de souligner que toutes les interventions militaires ne sont pas véritablement réalisées pour l'intérêt national ou le régime politique. Nous essayons seulement de voir les choses par la perspective militaire, de leur point de vue. Il ne faut pas négliger non plus d'autres facteurs importants qui peuvent susciter effectivement l'intervention militaire dans la vie politique, l'intérêt de l'armée en tant qu'institution, les efforts de l'armée pour préserver son autonomie à l'égard des autorités politiques civiles, l'intérêt relatif à son institution elle-même, etc.

Les activités menées par l'institution militaire turque en vue de la légitimation du régime politique existant sont variées selon les périodes³⁰¹. Elles se sont en effet transformées après l'évolution survenue au sein du régime politique. Au début de la nouvelle république, les plusieurs activités extra-militaire de l'armée au sein du système politique ; celles de la sauvegarde et la surveillance de régime kémaliste et par la suite, celle de légitimation du régime politique existante, ont été évoluées au fil du temps.

Comme nous l'avons déjà souligné, l'idéologie kémaliste privilégiait la définition de la notion de l'État et de ses fonctions en lui accordant une place importante dans le système politique : l'État était la garantie de la justice, il était placé au-dessus de toutes les classes sociales et il n'existait que pour le peuple. Face à la non-conformité de la définition de place de l'État en question à la réalité socio-politique, les responsables potentiels des dysfonctionnements du régime politique définis par l'idéologie kémaliste, sont déjà fixés : les ennemis intérieurs et extérieurs. Même si les moyens utilisés pour la légitimation de l'État dans le système politique portent des avantages considérables pour le nouveau régime politique kémaliste par rapport à l'ancien régime ottoman, ils sont en même temps à l'origine de la légitimation du style des relations autoritaires et nationalistes dans la société.

Par ailleurs, ceux qui se trouvent dans l'opposition au pouvoir kémaliste, sont automatiquement considérés comme traîtres du fait de l'accentuation extrême des thèmes de l'unité et de l'union nationale et aussi à cause de l'utilisation du concept d'unification

³⁰¹ A propos de coup d'État militaire de 1980 et de la tentative de légitimation des actes politiques de l'armée turque, cf. Bulent Tanor, "Des fonctions légitimatrices de la Constitution turque de 1982", in *Revue Internationale de droit contemporain*, 1988, No.1, p.75 et s.

symbolisé directement par le kémalisme. Autrement dit, en s'efforçant d'établir un lien étroit d'identification entre le kémalisme et le régime politique de l'État, le fait d'être contre le kémalisme est directement considéré comme hostile au régime en place et à l'État. Les menaces extérieures et intérieures sont toujours utilisées tout au long de l'histoire républicaine, soit, par les militaires, soit par les civils. Même si les ennemis ont changé de caractères lors de chaque période, l'essentiel est toujours resté constant. En effet, l'institution militaire tout en se basant sur la fameuse loi de service interne, s'est tout de suite engagée dans le système politique non pas par rapport à sa subordination totale au pouvoir politique, mais, par rapport à ses relations directes avec l'État et ce sans passer forcément par le pouvoir civil. La naissance d'une telle perspective du point de vue des relations entre l'Armée et le Pouvoir n'était que le résultat d'une politique menée par l'idéologie kémaliste utilisant l'institution militaire turque dans le but de faire assimiler son idéologie dans la société largement traditionaliste. Autrement dit, l'armée a été au départ employée comme un élément fort du combat idéologique³⁰².

Il est donc possible de dire que l'armée turque a ouvertement participé aux efforts de restauration de la légitimation de Régime-Etat depuis la création de la nouvelle République. C'est effectivement lors du service militaire que tous les jeunes garçons découvrent la réalité de l'idéologie officielle. Ce qui fait qu'aux yeux du peuple, l'État et l'armée sont inséparablement attachés. Les activités extra-militaires employées dans la société servent effectivement, d'une part, au renforcement de la vase de légitimité du régime politique et de l'État, et de l'autre, à la légitimation de l'intervention militaire dans la sphère politique. De plus, il est fort probable de constater les effets incontournables des caractéristiques militaires (hiérarchie, autorité) sur la culture politique dans la société.

Le respect inconditionnel de l'autorité civile aux principes kémalistes constitue la limite de l'obéissance des militaires au pouvoir politique, même si l'on enseigne habituellement aux militaires la nécessité de la subordination à l'autorité civile. Les militaires jugeaient essentiellement le pouvoir civil par rapport à la conformité de leurs conduites politiques avec le combat politique kémaliste en vue de la création d'une nouvelle culture au sein de la société. L'armée turque charge ainsi le pouvoir civil de certaines responsabilités socio-politiques selon son interprétation de l'idéologie kémaliste. C'est ainsi que l'intervention militaire dans la vie politique se voit légitimée et justifiée devant l'existence des actes politiques non-conformes avec les principes officiels. Cela prouve que l'armée est consciente de sa fonction concernant la protection du régime politique. En s'identifiant directement avec l'État et le régime politique, l'armée avait d'ores et déjà écarté le choix d'être sous le contrôle du pouvoir civil en estimant être

³⁰² Hikmet Ozdemir, " Rejim ve Asker ", op. cit., p.32.

l'unique garante de la doctrine officielle et le seul possesseur des fonctions supplémentaires hors du domaine militaire.

L'absence d'une révolution sociale, qui bouleverse radicalement les équilibres des forces de pouvoir en Turquie, a fortement empêché l'apparition d'une culture politique contenant la confiance qui peut rendre effectivement la société civile plus forte contre l'État et contre le régime politique. L'évolution d'une culture politique autoritaire a donc créé un peuple faible et inconscient à l'égard de l'État et de ses agents. En outre, la résurgence d'un nouveau régime politique dépourvu de base sociale fait que le nouvel État doit s'appuyer sur l'armée turque qui est seule capable de l'épauler³⁰³.

B) LA FONCTION DE DEFENSE DU MONDE OCCIDENTAL

Le but essentiel de la politique étrangère de la Turquie kémaliste était de préserver son indépendance nationale, son intégrité territoriale et d'assurer la modernisation du pays. En eux-mêmes ces objectifs n'ont rien de très original, mais ils revêtent un caractère particulier dans ce pays. La création d'un État-nation à la suite de la désintégration d'un empire multinational, et d'une rude bataille pour surmonter les différences culturelles et régionales afin de poser les bases d'un État moderne, la Turquie devient ainsi particulièrement sensible à tout ce qui peut ressembler à une menace remettant en cause son unité et son indépendance.

Comme nous l'avons déjà signalé, la menace soviétique pesant lourdement sur la nouvelle république kémaliste, qui poussait rapidement la Turquie à nouer une alliance étroite avec le bloc occidental, après une période de stricte neutralité jusqu'à 1945 symbolisée par le slogan kémaliste : " Paix à l'intérieur, paix à l'extérieur ", celle-ci essaie de se mettre à l'abri de toute sortes de menaces qui risquent de déstabiliser le statu quo politique.

L'importance stratégique de la Turquie due à sa position géographique a certainement joué un rôle considérable dans le rapprochement avec les États-Unis et dans l'institution de relations internationales étroites avec le monde occidental. De ce fait, l'importance géostratégique de la Turquie nécessite la possession d'une armée forte, encouragée et soutenue par l'aide occidentale, ce qui renforce la position centrale de l'institution militaire turque dans le système politique national et donne un nouvel élan aux activités militaires dans la vie politique. Autrement dit, l'efficacité perpétuelle de l'armée turque dans la

³⁰³ Pour une analyse approfondie sur les politiques économiques kémalistes à partir de 1923, cf. Yahya Sezai Tezel, " Cumhuriyet Doneminin İktisadi Tarihi 1923-1950 ", Yurt Yayinlari, Ankara, 1982.

sphère politique a été ainsi privilégiée par la position stratégique de la Turquie³⁰⁴. Toutefois, la première conséquence de cette situation comme on pourrait s'y attendre, est budgétaire : approximativement, plus du quart du budget est réservé à la défense nationale. Face à l'importance géopolitique du pays, l'augmentation des dépenses militaires est inévitable. Ce qui fait que la densité des relations entre pouvoir politique et l'institution militaire revêt un aspect dangereux pour le processus de démilitarisation du système politique.

Il est effectivement nécessaire d'insister sur le fait que durant plusieurs décennies la Turquie a été le seul pays membre de l'OTAN, mis à part la Norvège, à partager une frontière avec l'URSS. Il convient néanmoins de préciser que le rôle qui lui est assigné dans le dispositif de défense des intérêts occidentaux ne peut pas, seul, expliquer le réalpolitique du pays. Il faudra voir les deux faces de choses. Du point de vue des Occidentaux, la position stratégique de la Turquie, la rend incontournable contre l'expansion du danger du communisme et de la menace soviétique pesant lourdement sur leurs intérêts dans la région. Mais, la nouvelle Turquie kémaliste avait aussi des préoccupations communes avec les pays occidentaux notamment au sujet de danger du communisme et de la menace soviétique. Dans le domaine de la politique extérieure, les kémalistes se sont clairement vus afficher le choix d'une neutralité active et le refus d'une quelconque initiative qui pourrait entraîner le pays dans un conflit. Dans leur esprit, la politique extérieure vise à assurer l'indépendance et la sécurité du pays et à aucun moment ne comporte de projets expansionnistes. En outre, face aux revendications soviétiques en 1945 – retour des villages orientaux de *Kars*, *Ardahan* et *Artvin*, octroi de bases stratégiques dans les Détroits, révision de la Convention de Montreux, les Turcs réagissent vite pour rechercher une alliance active avec les puissances occidentales, particulièrement avec les Etats-Unis. A l'origine de ce rapprochement avec les Occidentaux et par la suite, de l'entrée de la Turquie dans l'OTAN, il se trouve des raisons militaires ou bien la recherche de l'assurance de sécurité nationale. Au fil du temps, l'unification entre la Turquie et les Etats-Unis du point de vue économique et politique sera effectuée par la suite. D'ailleurs, la volonté d'eupéanisation culturelle se traduit en Turquie dès la résurgence de la nouvelle République par une laïcisation militante de l'État et de la vie socio-économique.

³⁰⁴ Il convient de mettre l'accent sur la conformité exorbitante entre des régimes militaires apparus dans la vie politique turque suite à trois coups d'État militaires et les Etats-Unis. Autrement dit, à la veille de chaque intervention militaire, l'annonce immédiate de régime militaire au sujet de respect des intérêts américains et sa subordination inconditionnelle à l'égard des engagements de l'OTAN, constituent toujours les premières réactions militaires en matière de futures relations turco-américaines. Pour une analyse complète en la matière, cf. Ufuk Guldemir, "Kanat Operasyonu", Tekin Yayınları, Istanbul, 1985.

Compte tenu du positionnement géographique délicat de la Turquie (frontières communes avec l'URSS, proximité avec les pays producteurs du pétrole, détroits stratégiques et présence d'une minorité kurde sur son sol), la Turquie s'est sans doute dotée d'une puissance dissuasive considérable contre toute sorte de menace régionale et nationale avec son entrée dans l'OTAN. De plus, la coopération effectuée dans le cadre de l'OTAN donne aussi d'importantes opportunités à la Turquie pour profiter de la haute technologie. Suite à l'acceptation de la Turquie dans l'OTAN, on a effectivement pu constater une évolution et un développement importants de l'armée turque. Après avoir eu l'occasion de rencontrer toute sorte de nouvelles idées politiques, économiques, sociales et technologiques dans le cadre de programme d'échange de coopération militaire de l'OTAN les militaires turcs commencent à voir différemment les problèmes du pays et à s'y intéresser de plus en plus activement avec un autre point de vue. Autrement dit, à l'occasion de coopération militaire entre les pays de l'OTAN, il y a eu inévitablement beaucoup d'échanges culturels, technologiques, économiques et sociaux³⁰⁵.

D'une manière générale, il est aisé de dire que l'importance stratégique de la Turquie due à sa position géopolitique privilégie sans doute le rôle fondamental de l'armée dans la vie politique. Le phénomène de la sécurité nationale étant souvent à l'ordre du jour, due à l'appartenance du pays à une région turbulente, constitue en effet un milieu convenable à l'intervention de l'armée dans la vie politique.

C) LA FONCTION DE SOCIALISATION

Ce n'est pas par hasard que l'institution militaire était chargée d'assumer de multiples fonctions importantes dans le domaine de lutte idéologique grâce à sa force. Mais il n'est pas possible d'expliquer cette fonction extra-militaire par une simple préférence subjective des kémalistes. Il est certain que le niveau de développement concernant l'infrastructure du pays et l'insuffisance structurelle favorise largement l'appareil militaire de se doter de nouvelles fonctions extra-militaires. Au fil des années, le faible niveau de développement des appareils socio-politiques, qui sont seuls, capables de poser les bases de valeurs sociales nouvelles dans une société où la supériorité de la population campagnarde est écrasante, où le fort pourcentage de population analphabète et le bas niveau de développement de moyens de communication sont fréquents. Dans cette circonstance, l'appareil étatique se trouve forcément favorisé et mis en avant. C'est à partir de là que l'armée se fait sentir partout où surgit un vide quelconque et où elle estime sa présence nécessaire : de l'activité économique jusqu'à l'éducation du peuple. En tant qu'institution

³⁰⁵ William Hale, " Türkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Günümüze ", op. cit., p.92-93.

la plus organisée dans la société, l'armée turque se trouve forcée d'être le pilier fondamental de la nouvelle République et de prendre le relais de certaines fonctions d'appareils idéologiques ou de mener une activité de soutien en faveur du régime politique. Ceci dit, l'armée est l'organisation sociale la plus moderne, la plus cohérente et la plus technique, et par conséquent constitue, selon la formule de Pye : " L'unique élément effectivement organisé, capable d'entrer en compétition pour le pouvoir et la formulation de politiques d'intérêt public³⁰⁶ " .

Néanmoins, il convient de noter que le fait de saisir l'armée uniquement comme un appareil idéologique peut nous entraîner vers une fausse piste dans la compréhension de la nouvelle culture politique et de nouvelles relations sociales. Il ne faut pas, non plus, oublier le fait que le perfectionnement de l'armée dans la restauration des bases idéologiques pour le régime politique la rend de plus en plus organisée et efficace du point de vue de ses relations avec le pouvoir politique et avec la société civile. Dans le processus de restauration des bases sociales du nouveau régime politique, l'institution militaire turque a également saisi l'opportunité de préparer un fond de légitimité pour ses activités extra-militaires, particulièrement après le coup d'État de 1960 que l'origine juridique de ressources politique de l'appareil militaire s'est vu le jour dans le système politique. En quelques mots, quelle que soit l'importance qu'on attribue à l'analyse historique de l'armée ottomane et à la prise en charge du processus de modernisation qui a avantagé l'appareil militaire, cela ne peut pas, seul, expliquer l'armée kémaliste de nos jours. Il nous faut donc nous pencher notamment sur ses activités extra-militaires dans le domaine de lutte idéologique.

Dans le processus de vulgarisation de l'idéologie kémaliste, l'armée turque comme étant le lieu idéal de la concrétisation de conscience kémaliste, se voit avancer devant tout autre appareil étatique en s'identifiant avec le régime politique et l'État. La fonction de socialisation de l'armée turque est multiple : l'approbation du nouveau régime et du nouvel Etat par le peuple, la vulgarisation de l'histoire officielle kémaliste, l'assimilation des principes kémalistes, l'engagement dans la création d'une nouvelle culture, les activités dans le domaine de l'agriculture concernant les connaissances modernes, les activités dans le domaine d'éducation, etc.

Compte tenu de la densité des fonctions extra-militaires de l'institution dans la société, il convient de citer les propos défendus par Bozdemir : " cette lourde omniprésence de l'Armée l'a conduite inévitablement à un certain paternalisme protecteur-guide veillant et attentif à tout atteinte extérieure mais aussi intérieure à l'unité nationale jalousement

³⁰⁶ Lucien W. Pye, " Armies in the Process of Political Modernization ", Archives Européennes de Sociologie, Vol. 2, No.1, 1961, pp.82-93.

gardée. De ce point de vue, l'Armée turque s'est toujours comportée en jacobin et en ethnocentrique, et n'a jamais toléré l'épanouissement des cultures périphériques. Il est intéressant à cet égard de rappeler l'attitude antagoniste des ottomans et des républicains : les uns, l'exemple même d'un décentralisme culturel, les autres partisans convaincus d'une dominance culturo-linguistique turque³⁰⁷. En effet, ce genre d'activités extra-militaires a permis à l'institution militaire turque de se doter largement d'une liberté totale vis-à-vis du pouvoir politique et d'une grande manœuvre pour sa présence dans la vie politique.

De ce fait. Il convient de dire dès lors que société militaire et société civile sont nettement différenciées, et que les effectifs de l'Armée, les ressources économiques, politiques et idéologiques qui lui sont allouées, et l'importance que confèrent aux militaires les menaces extérieures réelles ou virtuelles et les menaces intérieures existantes ne sont pas effectivement négligeables dans leur intervention au sein de la sphère politique.

Notre propos doit aussi aller plus loin et mettre en évidence à la fois l'environnement du pouvoir militaire et ses buts manifestes ou latents en même temps que ses effets réels sur la société civile. L'activisme militaire en Turquie ne se limite pas uniquement au domaine politique ; au contraire, les domaines économiques et culturels sont largement influencés par ses activités. Les fonctions extra-militaires de l'armée turque, excepté la sécurité extérieure et intérieure, sont extrêmement déterminantes dans la détermination de sa position importante au sein du système politique en Turquie. L'armée turque exécute des travaux publics, assume un rôle d'éducation et se charge pleinement de l'assimilation des principes kémalistes. Elle accomplit même de grands travaux et s'attache à donner aux recrues une formation technique.

Il est intéressant de citer les propos exprimés dans un article de M.E. pour pouvoir montrer l'importance de rôle social de l'armée : " l'Armée turque est en même temps une école. Un soldat qui y est entré sans avoir aucune instruction, sait lire et écrire quand il revient à son village : ses connaissances générales, son niveau intellectuel se sont accrus"³⁰⁸. En faisant un survol historique de l'armée, on constate que l'institution militaire a toujours occupé une place importante dans le système politique. Elle était placée en tant qu'institution au cœur des mouvements de modernisation entamés vers la fin de l'Empire ottoman. Le processus de transformation de l'armée sur le plan

³⁰⁷ M. Bozdemir, " Le rôle politique de l'armée en Turquie ", Université de Paris I Panthéon-Sorbonne SRT, Grenoble, 1976.

³⁰⁸ M.E. " Le rôle de l'armée en Turquie ", in Hamon Léo (dir.), " Le rôle extra-militaire de l'armée dans le Tiers - Monde ", Presses Universitaires de France, Paris, 1966, p. 215-257.

institutionnel s'est développé sur une longue période tout en étant très turbulent. A partir du moment où elle était directement concernée par le processus de modernisation, elle était aussi ouverte à toute sorte d'influence extérieure sauf le domaine militaire. En outre, elle se sentait concernée par tous les problèmes politiques et sociaux exceptés son propre domaine.

La sauvegarde de l'Empire en voie de disparition ne pouvait s'assurer que par le processus de modernisation de l'institution militaire pour permettre à l'État de se renforcer. Ce processus a été conçu par la simple modernisation des corps militaires tout en insistant sur le système européen dans les domaines technologique et éducatif, c'est-à-dire structurels. Par conséquent, la mise en place du processus de modernisation de l'institution militaire ne s'est pas uniquement limitée que domaine militaire, au contraire, on a créé une armée omniprésente et susceptible d'agir à l'égard de tous les problèmes socio-politiques dans le système. L'influence des idées socio-politiques européennes commençait effectivement à peser lourdement dans le système politique ottoman en passant par l'institution militaire. Pour le renforcement de l'État ottoman vis-à-vis des pays européens par le biais du processus de modernisation de son appareil militaire, on a dû favoriser l'armée de devenir par la suite l'une des institutions les plus importantes du système, qui viserait à transformer l'Empire ottoman de haut en bas. La révolution radicale du système politique et social a pu être mise en application par la domination relative des rapports de force au sein de la société. Finalement, la transformation de la société a été réalisée d'une manière corporative à vitesse variable par l'utilisation de force. C'est ainsi qu'on a pu constater de plus en plus la politisation de l'institution militaire qui faisait clairement partie de ce combat vers la modernisation. Il convient de souligner tout de même que l'impuissance du régime politique kémaliste dans la mise en marche de ses réformes radicales, provient du fait que Kemal a essayé de rendre praticables et fonctionnelles ses réformes politiques et sociales par l'intermédiaire du simple usage de l'idéologie tout en négligeant la structure socioculturelle et socio-politique du pays³⁰⁹.

Analysons maintenant le rôle social de l'armée kémaliste et sa progression dans le système politique. Après avoir été l'un des principaux appuis du nouveau régime politique fondé sur des principes inhabituels pour le peuple, l'armée turque a toujours été un appareil de pression sous le contrôle de Kemal. Nous l'avons déjà mainte fois répété, l'armée turque est la force protectrice et l'appui fondamental de la révolution kémaliste. Il convient de souligner le fait que l'apparition d'une image institutionnelle de l'armée turque, non pas celle de non-conformité avec la démocratie, mais plutôt celle de garantie du nouveau régime politique et l'établissement de bons rapports entre l'armée et le

³⁰⁹ Serif Mardin, " *Türkiye'de Toplum ve Siyaset* ", İletişim Yayınları, İstanbul, 1994.

pouvoir politique dans l'appareil de pression, mais aussi dans d'autres domaines politiques, idéologiques, techniques et sociaux, ils n'ont pas hésité à utiliser l'armée comme un moyen de pression, au cas où la société deviendrait non-maîtrisable en dépit de l'existence des moyens ordinaires. Ils sont aussi parvenus à assurer, dans une autre dimension, des rapports entre la majeure partie de la population, l'État et le régime politique grâce au caractère obligatoire du service militaire national. Sur ce point, il serait utile de souligner les propos défendus par Loubet del Bayle : " En effet, le rôle socialisateur que l'on s'en défende ou non, que joue l'armée chaque année pour toute une classe d'âge par l'intermédiaire de ce trait d'union formidable que constitue le service militaire, contribue à l'entretien d'une interrelation entre l'institution militaire et la société parente "310.

En somme, la position centrale de l'armée turque dans le combat idéologique mené pour la création de la nouvelle culture et de nouveaux rapports sociaux a largement apporté des caractéristiques propres au domaine militaire dans la nouvelle restructuration politique, sociale et culturelle. De ce fait, il est possible de dire qu'il y a un lien direct et concret entre le processus de création d'une nouvelle culture et du niveau de légitimité des activités extra-militaires de l'armée turque dans la société. Autrement dit, plus l'armée turque joue un rôle important dans la restauration et la définition d'une nouvelle culture, plus elle se trouve légitimée aux yeux du peuple pour ses activités extra-militaires. L'institution militaire turque en tant que seule et unique représentante du nouvel Etat et de nouveaux rapports de force, au sein de la société, grâce au rôle joué dans la mise en application des principes révolutionnaires kémalistes, a dû effectivement constituer et renforcer indirectement la base de légitimité de nouveau régime politique et du nouvel Etat kémaliste. C'est ainsi que l'armée turque s'est procurée d'un grand marge de manœuvre et d'une large possibilité du moyen de pression à l'égard du pouvoir civil tout en devenant une force politique incontournable dans le système. Ceci dit, l'institution militaire turque, tout en exerçant les fonctions extra-militaires dans le système politique, a pu préparer un milieu ou bien une base juridique convenable pour ses fins extra-militaires.

D) LA FONCTION ECONOMIQUE

Avant d'explorer le phénomène de complexe militaro-industriel turc, il convient de définir le concept d'implantation de l'armée dans le domaine économique selon la citation de Bozdemir : " Le complexe militaro-industriel (CMI), qu'il soit américain, asiatique ou européen est visiblement une coalition de groupes d'intérêt qui, tout en visant des buts

³¹⁰ Jean-Louis Loubet del Bayle, "l'institution militaire et sa fonction d'intégration à la société globale", in Défense Nationale, Vol. 36, janvier 1979, pp.5-19.

matériels, psychologiques et moraux, s'exprime en termes de développement et de maintien de hauts niveaux d'armement et de perpétuation des conceptions militaires, à l'intérieur et à l'extérieur, des affaires internationales³¹¹. Une sorte de rapprochement et d'alliance, s'effectue entre l'institution militaire et le domaine économique. Compte tenu de l'existence d'un faible niveau économique dans les pays en voie de développement, il serait fortement utile d'être prudent dans l'analyse du complexe militaro-industriel, puisque la dépendance de l'armée du point de vue de ses besoins matériels est dans une large mesure réelle³¹².

Devant l'importance accablante de lien direct entre la survie et la protection du pays et le niveau de développement de ses forces militaires, le pouvoir politique se trouve notamment forcé de prendre en considération les lourds effets des dépenses militaires sur l'économie nationale en vue d'établir un équilibre entre le redressement économique, financier et les dépenses militaires excessives dans le pays. De ce fait, il était peut-être inévitable de voir apparaître une forte démarche administrative dans la création de l'industrie nationale d'armement pour alléger le poids lourd des dépenses militaires sur l'économie nationale turque en voie de développement. De plus, si l'on prend aussi en considération l'importance géopolitique de celle-ci, la sensibilité et l'instabilité de la région dans laquelle elle se trouve, il serait plus aisé de mesurer la nécessité et l'ampleur des dépenses militaires turques consacrées à la protection du pays.

Du point de vue organisationnel, le CMI turc n'est pas aussi poussé que son prototype américain, dit-il Bozdemir³¹³, au début des années soixante, nous avons pu assister à une structuration de ce genre sous le nom de OYAK. Il convient tout de suite de préciser que l'origine de cette démarche n'était pas le résultat d'une coopération entre l'industrie et la défense, comme c'était le cas en Europe et aux Etats-Unis, mais plutôt une démarche qui vise essentiellement l'intégration de l'armée turque dans le système économique. Mais sinon, qu'est-ce qu'OYAK ? En employant les mêmes termes que Bozdemir, on essaie de le définir ainsi : " Une mutuelle pas comme les autres. L'OYAK est à la fois une caisse d'épargne obligatoire, une caisse de retraite complémentaire, un établissement de crédit... mais aussi une chaîne de supermarchés réservée aux membres, une usine

³¹¹ Michel Bozdemir " Une forme nouvelle de complexe militaro-industriel : le cas turc ", in Pouvoirs, No.34, 1985, p.143-155.

³¹² Le fait d'être dans l'OTAN a aussi créé de divers problèmes. L'aide militaire (faite souvent sous une forme des matériels militaires usés) accordée à la Turquie dans le cadre de l'OTAN nécessit beaucoup de dépenses supplémentaires pour leurs réparations coûteuses tout en affaiblissant l'armée turque et lui rendant dépendante d'autres pays, cf. Ismail Cem, " Turkiye'de Geri Kalmisligin Tarihi ", op. cit., p.523-524.

³¹³ Michel Bozdemir " Une forme nouvelle de complexe militaro-industriel : le cas turc ", op. cit.

d'automobiles, de ciment ou de pétrochimie, une compagnie d'assurances ou une société de bâtiments...³¹⁴.

A première vue, l'OYAK peut être considéré comme un organisme mutualiste qui vise à assurer un soutien fondamental à ses membres, la sécurité sociale ne pouvant exister financièrement que grâce au versement de cotisations mensuelles de ses membres³¹⁵. Mais ce qui est plus important dans l'analyse de cette nouvelle restructuration du domaine militaire, c'est que pour la première fois, l'armée turque établissait directement un rapport avec le monde économique capitaliste par l'intermédiaire de l'OYAK. Cette réalité politique a été exprimée par les militaires à l'occasion d'un briefing de la presse : " L'armée turque, étant déterminée et consciente de la nécessité prioritaire, dans tous les domaines du redressement et du développement du pays, n'a pas uniquement mobilisé la force financière de l'OYAK par instinct corporatiste : l'amélioration de niveau de vie de ses membres. Consacre aussi un budget important aux investissements primordiaux susceptibles d'influencer directement le redressement national "³¹⁶. Ce lien étroit entre l'armée et le monde économique ne sert pas uniquement à renforcer la position de l'armée dans le système politique, mais la rend aussi extrêmement sensible à l'égard de l'instabilité économique et politique qui peut nuire directement à ses intérêts.

L'OYAK travaille comme un organisme qui mène une activité économique de soutien ou bien comme pionnier en investissant pour la première fois dans certains domaines inexploités. Les participations industrielles d'OYAK sont ainsi diversifiées : automobile (OYAK-Renault), ciment, pétro-chimie, bâtiment, agro-alimentaire, électronique (militaire), services (assurances, transports...). Comme on peut le constater, les secteurs économiques concernés sont extrêmement importants pour un pays en voie de développement comme la Turquie³¹⁷.

Intéressons-nous maintenant à l'origine de la montée en puissance des cadres de l'armée tant sur le plan économique que sur politique. En fait, nous avons pu assister à l'écartement de l'élément militaire du pouvoir à partir du début des années cinquante jusqu'à l'intervention militaire de 1960 dans le domaine politique. En fait, après avoir renversé le pouvoir sultanique, les kémalistes se sont clairement exprimés en faveur de la création de nouvelles classes sociales lors du congrès d'Izmir de 1923 pour pouvoir

³¹⁴ *ibid*

³¹⁵ Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980) ", *op. cit.*, p.327-328.

³¹⁶ Serdar Sen, " Cumhuriyet Kulturunun Olusum Surecinde Bir Ideolojik Aygit Olarak Silahlı Kuvvetler ve Modernizm ", *op. cit.*, p.148-149.

³¹⁷ Cf. Suat Parlar, " Silahlı Bürokrasinin Ekonomi Politigi ", *op. cit.*, p.85 à 118.

établir le fondement de leur révolution. C'est dans les années cinquante qu'est apparu un nouveau parti politique : le PD représentait généralement des nouvelles classes sociales issues des politiques d'encouragement poursuivies par les kémalistes. Tout au long des années cinquante où le PD était au pouvoir, l'élément militaire, son importance dans le système politique ont été largement négligés par les dirigeants démocrates. Il y a eu effectivement la première intervention militaire dans la vie politique en 1960. Il a fallu donc attendre que la bourgeoisie turque estime bien la place incontournable de l'institution militaire au sein du système politique. Les propos défendus par Bozdemir en la matière sont les suivants : " A la suite de l'amère expérience de la première intervention militaire, une meilleure prise en compte du phénomène semble avoir été amorcée dans les milieux économiques et leurs représentants politiques. Compte tenu de cette évolution, le CMI turc apparaît aujourd'hui comme un terrain d'entente où la réconciliation entre les forces de l'économie et la branche armée de la bureaucratie fait son chemin "318.

A ce stade de l'analyse, il convient de préciser que la prise en charge de nouvelles activités pour l'armée turque dans les domaines industriels et commerciaux l'a rendu plus indépendante vis-à-vis du pouvoir politique. Cette nouvelle position de l'institution militaire à la suite du passage au multipartisme semble avoir été plus nette et claire avec le coup d'État militaire de 1960. On n'a donc plus assisté à l'unification des rapports entre l'armée turque et la sphère politique, comme c'était le cas pendant la période du parti unique, mais plutôt à un processus systématique de séparation de deux domaines. Cette séparation apparaît plus nettement à partir du coup d'État de 1980.

Les objectifs de l'armée turque se sont vus diversifiés beaucoup avec son engagement direct dans la vie économique. A partir de là, le combat à mener par l'armée ne se limite plus uniquement à l'instauration d'un nouveau régime politique, mais elle touche un engagement actif dans la vie économique pour le redressement et le développement du pays. On peut même parler de l'instauration d'une harmonie parfaite entre les intérêts de l'armée et ceux du monde industriel³¹⁹. L'institution militaire turque utilise de plus en plus la carte d'industrialisation comme condition fondamentale pour parvenir à ses fins idéologiques. Ainsi, il nous revient à l'esprit certaines questions intéressantes relatives à l'intégration de l'armée turque dans la vie économique. L'engagement économique de l'institution militaire au sein du système est-il susceptible de transformer son comportement habituel vis-à-vis des classes sociales ? Autrement dit, la présence de l'armée turque dans la sphère économique ne la rend-elle pas impuissante dans la réalisation de ses fins prioritaires fixées par l'idéologie kémaliste ? Et enfin, de quelle

³¹⁸ Michel Bozdemir, " Une forme nouvelle de complexe militaro-industriel : le cas turc ", op. cit.

³¹⁹ Voir, Suat Parlar, " Silahlı Kuvvetler ve Modernizm ", op. cit., p.119 à 152.

manière les activités économiques de celle-ci la rendent-elles efficace dans la sphère politique ?

Le modèle OYAK était à l'origine basé sur un système d'épargne obligatoire qui s'est vite transformé en un système d'actions : 90% des salaires retenus à la source. Pour compenser ses dépenses sociales, l'OYAK s'est orienté vers les investissements dans les domaines les plus divers. En fin de compte, une simple caisse d'aide sociale se transformant rapidement en un véritable holding financier. Ainsi, l'armée turque prend activement sa place dans l'évolution du capitalisme turc. Ce qui fait dire que, celle-ci devient de plus en plus sensible vis-à-vis des problèmes socio-politiques qui peuvent nuire au bon fonctionnement du système politique turc en place. Il est aussi exact de dire que toutes les caractéristiques du modèle libéral sont désormais légitimées dans l'esprit militaire. Le croisement entre les intérêts militaires et le capitalisme turc se trouve inévitablement créé par l'implantation de l'élément militaire dans le monde économique.

D'une manière générale, plus l'armée turque s'identifie avec l'État et le régime politique, plus elle se sent responsable à l'égard de la société. Elle n'a jamais hésité à intervenir dans la vie politique, si cela paraissait nécessaire selon ses propres critères. Elle ne s'est pas contentée uniquement de l'intervention dans la sphère politique, mais aussi, elle a participé activement à la vie économique par l'intermédiaire de l'OYAK et elle s'est également imposée parfois violemment dans la sphère sociale en intervenant dans les conflits sociaux. De cette façon, la détermination de l'institution militaire dans tous les domaines nous ramène à dire que celle-ci était inévitablement vouée à devenir la véritable clef de voûte du régime politique par ses activités extra-militaires.

Il convient aussi de préciser le contact avec les investisseurs étrangers. Le secteur automobile constitue la locomotive de l'OYAK. La Régie Renault produit en collaboration avec l'OYAK plusieurs modèles de sa gamme. Good Year est un autre partenaire économique essentiel. La principale raison de la collaboration entre l'OYAK et les capitaux étrangers réside dans les initiations fiscales et l'exonération de certaines taxes accordées à cet organisme par la loi³²⁰. Cela veut dire que les activités de l'armée turque dans le domaine économique ne se limitent pas au secteur privé. Du fait que celle-ci est en contact avec de grosses entreprises internationales, elle s'est renforcée en profitant d'opportunités et de certaines facilités tout en demeurant une force politique importante au sein du système politique. Autrement dit, les moyens de légitimation de ses interventions dans le domaine politique se trouvent multipliés dans le système politique.

³²⁰ O. Metin Ozturk, " Ordu ve Politika ", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1993, p.151-152.

En dernier lieu, il nous apparaît utile d'examiner les activités économiques de l'armée dans le secteur de l'armement et de l'équipement militaire afin de pouvoir comparer le CMI turc avec son prototype occidental. Il est fort probable que les secteurs cités constituent la piste d'évolution des investissements futurs de l'OYAK. On voit de plus en plus l'OYAK s'engager dans l'investissement proprement militaire. L'OYAK s'est déjà investi dans la production des engins électriques à l'usage militaire. Il y a aussi beaucoup de projets d'alliance entre celui-ci et d'autres firmes privées spécialisées dans la construction d'usine d'armement ou de matériel militaire. L'on trouve déjà des exemples d'évolution en ce sens : "l'ASELSAN, groupe de l'industrie militaire participe déjà entre autres initiatives à la fabrication des avions General Dynamics F16, ce qui représente le plus gros investissement étranger dans l'histoire de la Turquie (4,3 milliards de dollars) et des G3, arme légère de l'OTAN fabriquée et en partie exportée par une usine du MKEK, établissement public de machinerie"³²¹. D'après cet auteur toujours, l'OYAK sera bien présent sur ce terrain dans les années à venir.

Il reste à voir si cette évolution de l'institution militaire turque dans le domaine économique fut permanente. L'élargissement des activités extra-militaires ne porterait-il pas un véritable danger pour l'établissement d'une démocratie saine en Turquie ? La présence grandissante de l'institution militaire dans la sphère économique ne crée-t-elle pas le danger d'un militarisme débordant pour le régime politique turc ? Enfin, n'est-il pas temps de remettre en cause les fondements socio-politiques de légitimation des activités extra-militaires afin de parvenir à instaurer une démocratie saine et stable en Turquie ?

SECTION 4) LE LIEU INSTITUTIONNEL DE L'INFLUENCE DE L'ARMEE

La fonction principale de l'institution militaire turque a été définie par la loi de Service Interne selon laquelle elle est chargée de protéger et surveiller attentivement la patrie turque et son régime politique. Autrement dit, l'établissement de la sécurité nationale et la réalisation des objectifs nationaux prédéfinis par l'idéologie kémaliste sont attribués à l'armée turque comme une fonction à accomplir. De plus, cette fonction constitue la raison d'être de celle-ci. Elle occupe donc une place primordiale dans le système national en tant que force organisée, disciplinée, consciente et prête à tout moment à se mobiliser. Au sein

³²¹ Michel Bozdemir, "Une forme nouvelle de complexe militaro-industriel : le cas turc", op. cit.

des systèmes démocratiques occidentaux, cette grande force institutionnelle se trouve entièrement sous le contrôle des pouvoirs politiques. La Turquie en voie de développement où la faiblesse de la société civile et le bas niveau de l'institutionnalisation par rapport à l'armée, souvent bien organisée, forte et toujours mobile, sont relativement marquants au sein du système politique turc. Il est donc normal qu'on accorde beaucoup d'importance à la détermination de la place de l'institution militaire turque dans l'ordre constitutionnel. De ce fait, il est assez primordial de protéger le système contre toute sorte d'intervention militaire dans la vie politique par la mise en place d'un système juridique fort et par la redéfinition de la place de l'appareil militaire dans le système politique. Ceci dit, garantir le bon fonctionnement du système démocratique grâce à l'utilisation des moyens constitutionnels devient nécessaire. De ce point de vue, on a essayé d'instaurer un équilibre fragile entre le pouvoir politique et l'armée turque de façon à ce que la deuxième ne se retrouve pas totalement sous le contrôle du premier et que la deuxième garde également au moins une certaine autonomie concernant les domaines proprement militaires. En prenant en considération le fait que le pouvoir politique et l'armée sont respectivement responsables de l'administration du pays et de la sécurité nationale, on a notamment prévu d'établir dans les Constitutions des points d'équilibre comme le Conseil National de Sécurité (CNS) et le Haut Conseil Militaire afin de permettre aux élites militaires et civiles d'échanger entre elles des idées sur les divers problèmes du pays³²².

La sensibilité affichée à l'égard de la position de l'institution militaire turque dans l'ordre constitutionnel et les véritables influences réciproques existantes entre l'armée et les autres institutions politiques sont extrêmement importantes dans la détermination de la place de l'armée au sein du système politique.

§1) Le Conseil National de Sécurité (CNS)

Le CNS a fait son apparition dans la vie politique turque comme un lieu constitutionnel suite au coup d'État militaire de 1960 qui voulait restaurer la surveillance permanente sur le pouvoir politique et établir également une coordination avec le pouvoir exécutif. Il est assez fréquent de voir ce genre d'institution militaire dans divers pays du monde : le Conseil National de Sécurité aux Etats-Unis, le politburo en ex-URSS, le Collège de Sécurité de l'Empire en Angleterre etc. Dans ces pays les militaires sont dotés, grâce aux comités divers cités ci-dessus, de moyens institutionnels d'expression sur les sujets de sécurité et de défense, sur la définition des politiques gouvernementales

³²² Tayfun Akguner, " Milli Guvenlik Kavrami ve Milli Guvenlik Kurulu ", I.U. SBF Yayini, Istanbul, 1983, p.205.

concernant leurs domaines spécifiques, tout en se trouvant entièrement sous le contrôle du pouvoir politique civil. Le Conseil national de sécurité, créé comme une institution constitutionnelle ayant pour objectif d'aider le Conseil des ministres dans les domaines de protection et de surveillance de l'ordre constitutionnel de l'État, de l'existence nationale et de tous les intérêts matériels et moraux du pays contre toute sorte de menaces extérieures et intérieures, a été clairement différencié de ceux des pays démocratiques en raison de sa prise en charge de multiples fonctions dans le système national.

Au fil du temps, on a pu constater une sorte d'évolution des fonctions du CNS. Celui-ci est composé des élites militaires et politiques : les généraux en tant que membres non-élus, et certains ministres de gouvernement, le Président de la République en tant que membres. En théorie, ses pouvoirs ne devaient être que consultatifs, mais en pratique, ils sont devenus déterminants dans le processus de prise de décision politique. Quant à la responsabilité du CNS dans le système politique, le CNS est une institution constitutionnelle qui est essentiellement chargée d'aider le Conseil des ministres de prendre des mesures nécessaires. De ce fait, l'appareil exécutif est entièrement responsable des actes et des décisions politiques du CNS³²³. La définition de la place exacte du CNS dans le système politique en vertu de la Constitution est la suivante : “ Le Conseil national de sécurité soumet au Conseil des ministres son opinion en ce qui concerne la “formulation, l'établissement et la mise en œuvre” de la politique de sécurité nationale. Le Conseil des ministres doit, à son tour, “accorder une considération prioritaire aux décisions du Conseil national de sécurité concernant les mesures qu'il estime nécessaire” à la sécurité nationale et à l'intégrité de l'Etat ”³²⁴.

En vertu de l'article 2945 de la loi qui définit l'existence juridique du CNS ; bien que le CNS soit chargé d'une fonction consultative vis-à-vis de pouvoir politique dans le domaine de la détermination, de l'application et de l'établissement de coordination nécessaire de la politique de sécurité nationale de l'État, celui-ci préserve d'une manière permanente une certaine pression sur le pouvoir politique en devenant davantage déterminant dans la prise de décision au-delà d'un simple organe consultatif. Depuis son apparition en 1961 dans le système politique turc jusqu'à nos jours, le CNS a été exposé aux modifications constitutionnelles survenues systématiquement après chaque intervention militaire dans la vie politique. D'après la Constitution de 1982, les décisions institutionnelles du CNS, concernant les mesures urgentes et primordiales à prendre au sujet de l'indépendance et de l'existence de l'État, de l'indivisibilité et l'intégralité de

³²³ Seref Gozubuyuk, “ Yonetim Hukuku ”, Turhan Kitabevi, Ankara, 1985, p.58-59.

³²⁴ Ilkay Sunar, “ La redémocratisation en Turquie ”, in Paul Dumont et François Georgeon (dir.), “ La Turquie au seuil de l'Europe ”, L'Harmattan, Paris, 1991, p.110.

l'État, de la protection de la sécurité nationale et de l'établissement de l'ordre dans la société, seront d'une manière prioritaire prises en considération par le Conseil des ministres. Compte tenu de l'élargissement excessif de ses pouvoirs institutionnels au sein du système politique (de la décision d'abattre les arbres d'une quelconque université jusqu'à la programmation des heures des chaînes de télévision nationale), l'armée turque se trouve significativement renforcée du point de vue de son poids institutionnel dans le processus de prise de décision en dehors même de domaine de sécurité nationale³²⁵. Autrement dit, la place et le rôle importants de l'armée turque dans le système politique se sont vus légitimés grâce justement au CNS qui est effectivement une institution constitutionnelle.

D'une manière générale, il serait exact de dire que les militaires sont bien placés pour faire accepter leurs points de vue au sein du CNS, institution la plus importante de la Constitution dans laquelle les décisions et les principes sécuritaires sont majoritairement déterminés. Et ce en raison de l'importance de la composition des membres du CNS : le Président de la République en qualité de commandant en chef, le chef d'État-major, les quatre commandants des forces armées, le Premier ministre et les ministres de l'intérieur, de l'extérieur et de la défense nationale, l'institution militaire turque s'est ainsi permise de se procurer d'un moyen considérable constitutionnel grâce auquel leur sensibilité et leur opinion à l'égard des graves problèmes socio-politiques se trouvent pleinement exprimées et en même temps transmises au plus haut niveau du pouvoir politique. En prenant en considération le nombre des membres civils et militaires du CNS : cinq militaires, quatre civils et le président de la République, il n'est pas faux de dire que l'armée turque est bien placée pour exercer son influence sur le processus de prise de décision qui est normalement réservé au pouvoir politique. C'est ainsi que l'armée turque participe au haut niveau de l'administration du pays par l'intermédiaire du CNS qui la rend extrêmement influente dans la sphère politique.

A vrai dire le CNS n'était que le résultat des efforts militaires faits en vue de l'institutionnalisation de leur présence définitive dans la vie politique. Le terme de " sécurité nationale ", employé par l'institution militaire pour définir la limite de son champ de manœuvre dans la sphère politique, ne comprend pas seulement la protection du pays contre toute sorte de danger intérieur et extérieur, mais aussi l'officialisation et l'assimilation de l'idéologie kémaliste auprès du peuple et finalement l'instauration de l'assurance de l'inviolabilité de la même idéologie dans le système politique. En outre, l'institution militaire turque est parvenue à créer dans le système politique un lieu constitutionnel au détriment du pouvoir civil politique légitime. Ceci dit, l'existence

³²⁵ M. Ali Birand, " Emret Komutanim ", op. cit., p.462.

militaire dans la sphère politique s'est vue ainsi légitimée grâce au CNS en dépit du pouvoir politique civil³²⁶.

De ce point de vue, il convient de présenter maintenant les motifs de création du CNS au sein du système politique. Serait-il exact de dire que l'apparition de ce mécanisme constitutionnel à caractère militaire était le simple résultat d'une méfiance permanente de l'armée turque à l'encontre du régime démocratique, c'est-à-dire de la libre expression du peuple par le système du vote ? Dans la pratique, cette politique adoptée par les militaires n'était que la suite des idées dirigistes-réformatrices de l'époque de leur prédécesseur. En fait, les politiques menées par les kémalistes, pour la création d'un nouvel Etat-nation dépourvu plus ou moins de l'appui populaire, étaient d'une manière générale basées sur la fameuse idée fondamentale de la période concernée : " pour le peuple malgré lui ". On peut effectivement trouver beaucoup de traces de cette tendance réformatrice-dirigiste à l'origine de la création du CNS. Autrement dit, de ce point de vue, la remise en question partielle de l'idéologie kémaliste, même, par la libre expression démocratique du peuple ne doit en aucun cas être tolérée. Dans l'histoire politique contemporaine turque à l'exception de la période purement kémaliste (de 1923 à 1945), la première réaction concrète de l'intolérance militaire à l'encontre du Parti Démocrate (PD), arrivé au pouvoir par la libre expression démocratique du peuple, s'est manifestée avec le coup d'État militaire de 1960. C'est effectivement à partir de cette date où le rôle croissant de l'appareil militaire au sein de l'État s'est constitutionnalisé avec l'apparition du CNS. Comme on l'a déjà souligné, malgré son statut consultatif, le fait que celui-ci soit composé des plus hautes personnalités de l'État lui donne incontestablement beaucoup d'importance dans les grandes décisions politiques.

Par le biais du CNS, l'armée turque a-t-elle voulu manifester seulement sa sensibilité vis-à-vis de la tentative de remise en question de l'idéologie kémaliste ? Ou bien, y a-t-il autre chose ? La complexité de la définition exacte des motifs de l'intervention militaire dans la vie politique nous prive en effet d'une réponse complète et globale à cette question. Mais ce qui est vrai c'est que les militaires participent d'une manière à une autre, ne serait ce que sous forme de délibération consultative, à la détermination des décisions cruciales pour le pays par l'intermédiaire de ce Comité consultatif³²⁷. L'armée turque affiche, une fois de plus, sa volonté et sa détermination afin de réagir à n'importe quelle politique qui est susceptible de nuire à l'idéologie et aux acquis kémalistes et également à ses intérêts institutionnels et économiques. C'est ainsi qu'il s'agit ici d'une armée de régime, non pas seulement, d'une armée de métier. Selon Cizre-Sakallioğlu, l'apparition

³²⁶ Lutfu Duran, " Türkiye Yonetiminde Karmasa ", Imge Kitabevi, Ankara, 1993, p.23.

³²⁷ Hikmet Ozdemir, " Rejim ve Asker ", op. cit., p.87 à 127.

du CNS dans le système politique comme une institution constitutionnelle est un signe de méfiance militaire affiché clairement à l'égard du pouvoir politique civil³²⁸.

Il serait utile de préciser brièvement le contenu de l'évolution constitutionnelle du CNS au fil du temps depuis le jour de son apparition en 1960. Le droit de désignation de ses membres, soumis à l'appréciation de l'exécutif par la Constitution de 1961, a été supprimé par celle de 1982. Plus précisément, on a préféré citer les membres du CNS, un par un dans celle de 1982. En insistant sur la désignation détaillée des membres du CNS on veut en effet mettre l'accent sur le bouleversement des rapports de force en faveur des militaires du point de vue du droit de vote dans ce Conseil. L'avantage qu'avaient les civils grâce à la conservation de leur majorité dans le CNS, en vertu de la Constitution de 1961, qui désignait le pouvoir législatif en tant que seul organe compétent en lui accordant le droit de déterminer ses membres par rapport à son besoin temporaire, s'est vu effacé en faveur des militaires en 1982. Finalement, d'après la Constitution de 1982, les membres du CNS étaient ainsi composés de quatre civils (le Premier ministre et les ministres de l'intérieur, de l'extérieur et de la défense nationale), de cinq militaires (le chef d'État-major, les commandants de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine et de la gendarmerie) et du président de la République. En cas d'égalité de voix sur un quelconque sujet, le vote du président de la République est déterminant. Le CNS se réunit ordinairement chaque mois sous la présidence du président de la République. En cas d'absence de ce dernier, le Premier ministre préside automatiquement le CNS. Quant aux réunions extraordinaires du CNS, le président de la République est la seule autorité compétente qui peut décider d'en organiser en prenant en compte les suggestions du Premier ministre et ceux du chef d'État-major. Ceci étant dit, la Constitution de 1982 attribue beaucoup de pouvoir à la présidence de la république qui fut très long temps occupée par les généraux de haut grade jusqu'en 1989, à l'exception de Celal Bayar entre 1950-1960.

En dernière analyse, il convient de souligner l'importance des décisions consultatives du CNS dans le système politique. Même si, sur le plan juridique, ces décisions sont consultatives, en pratique, celles-ci prennent une autre allure. De ce point de vue, il suffit de voir les effets grandissants de ces décisions dans la vie politique, lorsque les militaires se montrent déterminés sur certains sujets cruciaux. C'est effectivement la sensibilité militaire sur des problèmes quelconques trouve son lieu constitutionnel d'expression. Encore une fois, compte tenu de l'étendue du concept de "sécurité nationale" qui constitue le domaine d'intérêt ou bien le domaine de préoccupation du CNS, il est correct de dire que l'armée est assez bien placée pour s'exprimer et en même temps pour faire

³²⁸ Umit Cizre-Sakallioğlu, "AP-Ordu İlişkileri : Bir İkilemin Anatomisi", İletişim Yayınları, İstanbul, 1993, p.74.

pression sur le pouvoir politique en prenant surtout en considération sa majorité numérique dans celui-ci. Depuis sa création, les décisions du CNS relatives aux problèmes délicats et importants, ont sans exception fait du bruit considérable auprès du pouvoir politique afin que celui-ci prenne les mesures concrètes sans beaucoup retarder. Sur ce point, il convient aussi de préciser les idées de Parla selon qui le CNS est une simple institution consultative créée en vue d'établir la coordination nécessaire entre l'appareil exécutif et l'armée et d'assurer également le bon fonctionnement des relations réciproques³²⁹. Quant à Yayla au sujet du caractère moral et politique des décisions du CNS, il prétend que les mesures décernées nécessaires par le CNS à prendre, mettent automatiquement le Conseil des Ministres dans l'obligation de les appliquer, puisque celles-ci revêtent en quelque sorte une forme juridique contraignante. Néanmoins, l'inexécution de ces mesures est effectivement susceptible d'engendrer une situation politique non-désirée, par exemple les interventions militaires dans la sphère politique³³⁰.

Par ailleurs, la définition détaillée de l'évolution constitutionnelle du CNS depuis la date de son apparition en 1961 dans le système politique porte une grande importance pour la détermination de sa place et ses fonctions au sein du système constitutionnel turc et également pour la détermination de son influence sur le processus de prise de décision. Dans la Constitution de 1961, les fonctions et la position du CNS vis-à-vis du Conseil des ministres étaient définies ainsi : " Le Conseil national de sécurité exprime au Conseil des ministres les opinions fondamentales nécessaires quant à la prise de décisions dans le domaine de la sécurité nationale et sur l'établissement de la coordination pour lui porter son aide " (art. 111/3). Avec la modification de 1971, le texte devient le suivant : " Le Conseil national de sécurité recommande au Conseil des ministres les opinions nécessaires fondamentales sur la prise de décisions dans le domaine de la sécurité nationale et sur l'établissement de la coordination " (art. 111/3). Et finalement, selon la Constitution de 1982 l'article 118/3 en la matière est défini ainsi : " Le Conseil national de sécurité exprime au Conseil des ministres ses opinions au sujet de la prise de décisions concernant la détermination, la fixation et l'application de la politique de sécurité nationale de l'État et aussi au sujet de l'établissement de la coordination nécessaire. Les décisions du CNS, concernant les mesures obligatoires à prendre en matière de protection de l'indépendance et d'existence de l'État, de l'assurance de l'indivisibilité territoriale et de l'unité nationale et aussi de la garantie de la tranquillité et de la sécurité de la société, sont, d'une manière prioritaire, prises en considération par le Conseil des ministres ".

³²⁹ Taha Parla, " Türkiye'nin Siyasal Rejimi, Demokrasi, Anayasalar, Partiler ", Onur Yayinlari, Istanbul, 1986, p.27.

³³⁰ Yildizhan Yayla, " Idare Hukuku ", Istanbul, 1985, p.45.

Comme on peut le constater, le terme de “ la recommandation ” a été remplacé par celui de “ l’expression ” en 1971 avec la modification faite dans le texte concerné. D’après certains spécialistes de droit constitutionnel turc, le mot de “ recommandation ” est juridiquement plus fort qu’une simple expression en la matière. Autrement dit, les décisions prises par le CNS sur certains sujets de sécurité nationale sous une forme de recommandation limitent véritablement le champ de liberté de l’exécutif, puisqu’il doit fortement et obligatoirement prendre en considération les recommandations de celui-ci. Même si les décisions consultatives du CNS n’ont pas d’influence juridique directe sur le processus de prise de décision de pouvoir civil, elles ont tout de même beaucoup d’influences politiques et morales sur le pouvoir exécutif. Ce phénomène de modifications constitutionnelles (effectuées avec le coup d’État militaire de 1970) a été considéré par Tanor comme une concession faite en faveur du pouvoir militaire qui demandait une grande part dans le partage du gâteau. De plus, l’élargissement du champ de compétence de la justice militaire s’est aussi vu réalisé au détriment de la justice civile³³¹. A titre d’exemple, la proclamation et la suppression de la loi martiale nécessitent en pratique la décision consultative du CNS. En vertu de la Constitution de 1982, le contenu de la notion de “ sécurité nationale ” a été tenu assez large, à tel point qu’on a plus ou moins créé un Conseil militaire d’exécutif qui n’a, en contrepartie aucune responsabilité devant l’Assemblée nationale. Selon Soysal : “ il est normal que le Conseil des ministres prend en compte les décisions consultatives du CNS, puisqu’il est l’organe constitutionnel le mieux placé pour la détermination des politiques de sécurité nationale. Ce qui est aberrant c’est que le contenu de la notion de “ sécurité nationale ” soit énormément étendu en allant même jusqu’aux domaines qui se trouvent en principe sous la responsabilité de Conseil des ministres ”³³².

Les décisions du CNS à caractère consultatif prennent une valeur juridique dans la mesure où elles sont adoptées par le Conseil des ministres étant partiellement présent dans celui-ci. En outre, il convient de rappeler l’existence incontournable des effets moraux et politiques de ces décisions dans le processus de prise de décisions, puisque le Premier ministre en tant que chef de l’exécutif est présent dans le CNS. Il convient aussi de souligner un point important dans l’analyse du CNS en Turquie. En effet, suite à chaque réunion du CNS, on fait pratiquement toujours une conférence de presse par l’intermédiaire du Secrétaire Général du CNS afin d’informer le peuple des mesures prises. Il existe une contradiction apparente à l’origine de cette pratique. Puisque le CNS est uniquement chargé, en vertu de la Constitution en place, de recommander au Conseil des ministres de prendre des mesures dans certains domaines, de quelle logique on tient à

³³¹ Bulent Tanor, “ 12 Mart Rejimi Anayasa Degisikligi ”, Armagan, Kanun-î Esasi'nin 100. Yili, Ankara, 1978, p.433.

³³² Muntaz Soysal, “ Anayasa'nin Anlami ”, Istanbul, Gerçek yayinlari, 1986, pp. 346.

informer l'opinion publique du contenu des décisions du CNS par l'intermédiaire de conférence de presse, alors que l'appareil exécutif (le seul organe responsable de l'exécution) a juridiquement le choix d'appliquer ou non ces mesures. Autrement dit, on met le Conseil des ministres dans une situation difficile en divulguant les mesures prises par le CNS, alors que celui-ci est entièrement libre de les mettre en œuvre ou non³³³.

Essayons de conclure ce paragraphe en soulignant encore une fois l'importance considérable du CNS dans la vie politique et dans le système constitutionnel turc en faveur de l'armée. En fait, le CNS a un fonctionnement restreint sur l'appréciation du pouvoir civil ou exécutif en lui imposant moralement et politiquement ses décisions consultatives. Et enfin, l'utilisation du CNS par l'institution militaire turque comme un moyen formidable de pression et d'avertissement à l'égard de pouvoir civil sur des sujets politiques divers constitue effectivement l'une des principales faiblesses du système politique turc.

§2) Le Président de la République

Il n'est pas étonnant que le chef de l'institution militaire, suite à chaque coup d'État militaire, veuille occuper la place la plus importante dans l'administration politique du pays : la présidence de la république, qui représente traditionnellement et constitutionnellement la tête du pays étant en même temps le commandant en chef, et qui a également été surchargée du point de vue de la responsabilité par rapport aux règles habituelles du système parlementaire classique. D'ailleurs, la plupart des candidats aux élections présidentielles, étaient généralement à l'origine des militaires. Avant de commencer à analyser les conditions politiques dans lesquelles se déroulent les élections présidentielles, il convient quand même de poser un certain nombre de questions, qui peuvent nous être utiles. Pourquoi la présidence de la république constitue-t-elle pour les militaires la clef de voûte à conquérir ? Pourquoi impose-t-on toujours certains candidats pour les élections présidentielles à l'Assemblée nationale ? Ou bien, pourquoi l'Assemblée nationale ne parvient-elle pas à élire librement son propre candidat civil ? Il est donc facile de multiplier les questions.

³³³ Voir, Rona Aybay, " Milli Guvenlik Kavrami ve Milli Guvenlik Kurulu ", A.U. SBF Dergisi, Cilt XXXIII, Mart-Haziran 1978, No.1-2, p.81-82.

Dans l'histoire politique turque, il est vrai que la présidence de la république occupait une place importante au sein de la vie politique depuis la création de la nouvelle république turque. Dès la proclamation de la république, Kemal est toujours resté président de la Turquie jusqu'à sa mort. La succession d'Inönü à ce poste a été assez tourmentée. Après avoir obtenu l'appui fondamental de l'armée, Inönü s'est installé à la tête de l'État et y est resté jusqu'au jour où le passage au multipartisme a donné ses fruits c'est-à-dire, le changement de pouvoir politique effectué suite aux élections législatives de 1950. En effet, le régime du parti unique se trouve renversé dans un délai assez restreint et le président de la République remplacé pour la première fois par un civil Celal Bayar, qui était le chef du Parti Démocrate (PD). A ce stade, il convient de préciser que si l'armée avait libéré la sphère politique en faveur des bureaucrates civilo-militaires, c'est parce qu'elle était persuadée que ses politiques auraient été mises en œuvre par le régime du parti unique³³⁴. Comme on l'a déjà évoqué à plusieurs reprises, le régime du parti unique était essentiellement basé sur l'armée turque ; autrement dit, les membres de celle-ci se sentaient fortement présents, puisque leur chef charismatique était chaque fois à la tête du pays. De ce fait, le début de la montée progressive de l'appareil militaire dans le système politique a été véritablement déterminé vers la fin des années soixante où l'armée turque se trouvait totalement écartée de la vie politique tout en étant essentiellement sous le contrôle du pouvoir politique.

Sans rentrer trop en détail il convient donc de faire un bref survol historique sur les élections présidentielles à partir du premier coup d'État militaire de 1960 et sur les conditions socio-politiques dans lesquelles elles se sont déroulées. Comme nous allons nous pencher avec plus de précision dans la troisième partie sur les déroulements et aussi sur les répercussions de chaque intervention militaire qui sont sans doute déterminants pour la compréhension globale des relations Armée-Pouvoir civil, il nous paraît à présent suffisant d'être assez bref concernant les élections présidentielles.

Après avoir renversé le pouvoir politique démocratique en place, la junte militaire de 1960 réalisée effectivement par les officiers de différents grades sans respecter l'ordre hiérarchique, s'installe à la vie politique sous le nom de " Comité de l'Union nationale ". Après avoir d'abord écarté, le PD de la scène politique et mis ses dirigeants en prison (l'ancien Premier ministre Adnan Menderes et ses deux ministres Polatkan et Zorlu ont été pendus) et puis, mis en place la nouvelle Constitution de 1961, la junte militaire a décidé d'organiser les élections législatives de 1961 tout en subissant un échec incontestable. Les partis politiques prétendant être successeurs du PD ont tout ensemble obtenu 62,3% du suffrage aux élections législatives (le Parti de la justice 34,7%, le Parti de la nouvelle

³³⁴ Semih Vaner, " Ordu ", in Irvin C. Schick et Ertugrul A. Tonak (dir.), " Gecis Surecinde Turkiye ", op. cit., p.256.

Turquie 13,7% et CKMP 13,4%). Le PRP obtient donc le reste du suffrage : 36,7% en se trouvant en position de première place. Quant aux élections sénatoriales, le résultat n'était pas vraiment différent de celui des élections législatives. On a imposé à deux partis politiques : le PRP et le PJ de faire une coalition sous la présidence d'Inönü grâce à l'exercice de la pression intensive militaire³³⁵. C'est à partir de cette date que nous constatons plus clairement la détermination forte de l'armée turque dans l'objectif de préserver la présidence de la République sous son contrôle pour diverses raisons.

A vrai dire, l'importance grandissante accordée au poste de la présidence de la République par l'armée turque réside dans de multiples explications. L'armée turque a toujours préféré garder ce lieu constitutionnel, stratégique et important du système politique turc sous son contrôle suite à chaque coup d'État militaire et surtout pendant la période de transition afin de garantir son existence légale sur la scène politique dans en exerçant une pression sur le pouvoir politique. De Kemal à Inönü, c'est toujours quelqu'un de l'armée turque qui était nommé comme président de la République jusqu'au passage au multipartisme. A l'exception de Bayar, la présidence de la République a été très longtemps occupée par des généraux de l'institution militaire de la naissance de la nouvelle république jusqu'à la dernière intervention militaire de 1980. Il est quand même assez significatif d'être face une volonté permanente militaire à l'égard de ce poste prestigieux.

D'une manière générale, il faut aussi prendre en considération l'État de la faiblesse et de la divisibilité du pouvoir civil lors des élections présidentielles afin de bien juger l'implication des militaires dans le domaine politique et leur position importante dans le système politique. La pression et l'intervention directes de l'armée turque dans les domaines civils et politiques étaient toujours favorisées par la discordance superficielle des partis politiques et surtout par les conflits personnels existant entre les dirigeants de certains partis politiques. De plus, si l'on rajoute à tout cela, la méfiance chronique militaire à l'égard des hommes politiques au sujet de l'intérêt national et des acquis kémalistes, il serait assez aisé de saisir l'exigence solide de l'armée turque du point de vue de l'octroi sollicité de la présidence de la république. Autrement dit, l'armée turque estime que l'occupation d'un poste à la fois stratégique et important par un militaire est indispensable et préférable pour la protection des acquis kémalistes et de son idéologie, puisque l'instabilité politique et la remise en cause systématique des acquis kémalistes persistent toujours dans un pays comme la Turquie où le faible niveau des organisations politiques et celui de la culture politique est réel.

³³⁵ Voir, Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980)", op. cit., p.251 à 264.

La présidence de la république étant normalement le lieu constitutionnel symbolique de haute représentation du pays a été fortement renforcée du point de vue de l'élargissement des responsabilités constitutionnelles au fil du temps en suivant une évolution non-conforme au système parlementaire³³⁶. A l'origine du système parlementaire, l'impartialité et l'irresponsabilité du président de la République sont essentielles. Mais l'armée turque a voulu attribuer beaucoup de responsabilité, au président en essayant de renforcer ce poste afin de garantir véritablement le sort du régime militaire pendant la période de transition par le biais de la dernière Constitution turque de 1982, justement issue de l'intervention militaire.

En général, suite à chaque intervention militaire, on est catégoriquement confronté dans l'histoire politique turque avec une réalité sociale répétitive selon laquelle le chef militaire a une forte ambition d'arriver à la tête du pays. Le chef militaire de chaque coup d'État devient donc systématiquement le président de la République pendant le début du processus de remise en place de régime démocratique. D'une part l'armée obtient le poste le plus stratégique et prestigieux du système politique pour surveiller de près les actes politiques de nouveau gouvernement et d'autre part, ce même nouveau régime politique se trouve à l'abri d'autres éventuelles interventions militaires pendant la période de transition, puisque leur chef est à la tête de l'État. A titre d'exemple, lors des élections présidentielles des 1961 et 1982 deux chefs des juntes se sont automatiquement présentés comme candidats pour la présidence de la République. Dans le premier cas, même si le leader du putsch n'avait pas la majorité nécessaire dans l'Assemblée nationale pour devenir président de la République, on n'a pas hésité à menacer ouvertement le candidat de la majorité des partis politiques prétendant être les successeurs du PD, Ali Fuat Başgil, pour qu'il renonce à se présenter. Bien que le leader de launte de 1960 Cemal Gürsel, n'ait pas une majorité absolue, il réussit à imposer par la force sa candidature unique à la présidence de la république. C'est effectivement dans le cadre du "Protocole de Cankaya" signé le 21 octobre 1961 par les partis politiques et les représentants du régime militaire que la présidence de la République a été véritablement hypothéquée par l'armée. C'est à partir de là que la tradition de l'imposition systématique d'un militaire à la tête du pays devient réelle³³⁷. Dans le deuxième cas, après avoir tiré la leçon de mauvais exemple du passé, les militaires de launte de 1980 agissent cette fois-ci avec beaucoup de prudence en introduisant directement la candidature de leur chef, Kenan Evren, dans le référendum organisé pour la Constitution de 1982. Autrement dit, ils veulent éviter toute sorte de risque au sujet du choix de leur candidat qui peut être contrarié par l'Assemblée

³³⁶ Mumtaz Soysal, "Anayasa Hukukuna Giriş", Remzi Kitabevi, Ankara, 1987.

³³⁷ Orhan Erkanli, "Askeri Demokrasi", Gunes Yayinlari, Istanbul, 1987, p.372.

nationale, si jamais les partisans des ex-partis politiques continue à être fortement présents dans la nouvelle composition du Parlement.

Comme on peut le constater à la suite de chaque intervention politique des forces armées, le régime militaire essaie toujours de se procurer des moyens constitutionnels dans le but d'avoir un certain regard permanent sur le pouvoir politique et de se protéger à court terme contre toute sorte d'attaques politiques ou judiciaires. Ceci dit, une fois que les militaires décident de se retirer de la vie politique, ils essaient d'abord de se doter de certaine protection constitutionnelle pour se sentir à l'abri. De ce fait, l'importance de la présidence de la République est non négligeable pour l'armée.

D'une manière générale, il est possible d'admettre que les élections présidentielles en Turquie se réalisent dans une situation politique assez tendue depuis 1923 sous la forte pression de l'armée qui est peut-être directement au pouvoir ou non. Dans le deuxième cas légal, s'il n'existe pas d'intervention quelconque extérieure sur le Parlement, le leader de parti politique de la majorité est élu comme président de la République. Ce qui nous intéresse ici c'est le premier cas selon lequel l'armée intervient de différentes façons dans les élections présidentielles : ou bien directement, ou bien indirectement. Comme on vient de le préciser, l'intervention directe et la détermination rude de l'armée turque dans les élections à la tête du pays se produisent systématiquement suite aux coups d'État militaires. Mais, il se peut que celle-ci préconise ou s'exprime sur certaine candidature à la présidence de la République, même s'il n'existe pas un régime militaire au pouvoir. D'ailleurs, comme ce qui s'est passé lors des élections présidentielles de 1966 et de 1973, respectivement Cevdet Sunay et Fahri Koruturk, deux militaires, sont élus comme Président de la République, en dépit de l'absence de menace directe militaire³³⁸. Il s'agit ici d'une sorte de consensus entre les militaires et les civils ; d'une part l'armée est largement satisfaite de voir un officier haut gradé à la tête du pays ; d'autre part les autorités civiles concernées parviennent, de leur côté, à établir un grand consensus sur une candidature ressemblante. Une fois un candidat clé sélectionné par les accords réciproques de l'armée et du Parlement, les élections présidentielles se passent dans le calme et sans ambiguïté déstabilisatrice au sein du système démocratique.

Dans l'histoire politique contemporaine turque, il y a un exemple assez significatif concernant les élections présidentielles de 1973 qui a engendré beaucoup de discussions sur les relations Armée-Pouvoir politique. C'est effectivement faute de consensus minimum entre la proposition de l'armée et la volonté politique civile sur la candidature du général Faruk Gurler, accusé de garder ses relations avec les groupes radicaux, qu'on a

³³⁸ Pour avoir des détails précis sur les élections présidentielles, cf. Hikmet Ozdemir, "Ordunun Olagandisi Rolü", Iz Yayincilik, Istanbul, 1994.

assisté à une sorte de crise politique grave. Mais, cela n'a pas duré longtemps, puisque les partis politiques dont surtout les deux grands partis : le PRP et le PJ, sont parvenus pour la première fois, à constituer une alliance nécessaire contre la volonté militaire d'imposer la candidature de M. Gurler³³⁹.

Il convient ici d'ouvrir une brève parenthèse, même si l'on a l'occasion de s'attarder plus longuement sur ce sujet, sur l'efficacité incontestable de l'alliance civile restaurée contre toute sorte d'attaque ou d'intervention militaire visant le régime démocratique. Il est exact de dire que les autorités civiles et militaires avaient réussi à établir une sorte de cohérence dans leurs comportements politiques pour les candidatures de Sunay et Koruturk. Pourtant, lors des élections présidentielles de 1973, l'imposition de Gurler pour la présidence de la République avait notamment provoqué une crise politique entre l'Armée et le Parlement. Cette discordance politique existante sur une candidature pouvait être expliquée par le fait que la division entre le pouvoir politique civil et l'armée devient davantage une réalité frappante dans la vie politique. En clair, la détermination de la candidature d'un général par l'armée en tant que président de la République ne pose pas à priori de problème dans la mesure où celle-ci est approuvée par le Parlement en se basant effectivement sur le compromis minimum. De ce fait, il s'agit ici d'un président de la République, élu lors d'une période de transition modérée et approuvé pleinement par l'armée aussi bien que par le pouvoir politique, qui se charge d'assumer une responsabilité importante destinée à établir un pont stabilisant et équilibrant entre le Parlement et l'institution militaire. Il ne faut pas non plus oublier que l'armée turque se sent à l'abri, lorsque la présidence de la République est occupée par un militaire. De plus, le fait que le président soit à l'origine militaire constitue un atout primordial pour l'armée turque dans la résolution de problèmes importants entre le pouvoir politique et elle-même.

Si l'on revient encore sur les élections présidentielles qui coïncident avec les coups d'État militaires : celles de 1961 et de 1982 pendant lesquelles tout se déroule sous le contrôle total de l'État-major, on constate clairement chez les militaires l'attribution excessive de l'importance à la présidence de la République qui peut s'expliquer par le fait que l'armée ne laisse rien au hasard en garantissant l'élection de son chef comme président de la République afin d'assurer l'immunité de ses actions politiques dans la période du régime militaire. En clair, l'institution militaire réserve la tête de l'État pour elle-même en vue de l'utiliser comme un mécanisme de surveillance et du contrôle de pouvoir politique. En fait, le chef du coup d'État militaire de 1960 et aussi le chef de "Comité de l'Union Nationale", Cemal Gürsel, et le chef du coup d'État militaire de 1980

³³⁹ Pour avoir une idée précise au sujet de la pression importante exercée par la présence de plusieurs militaires dans le Parlement le matin même des élections présidentielles de 1973 en vue de faire élire le Général Gurler le Président de la République, cf. Tanju Cilizoglu, "Kirik Politika", Gunes Yayinlari, Istanbul, 1987, p.286-287.

et aussi chef de “ Conseil de Sécurité Nationale ” Kenan Evren, sont élus avec la force et la pression militaires comme présidents de la république en jouant forcément un rôle stabilisateur et équilibrant pour la restauration progressive de la démocratie en Turquie. A partir de là, une sorte d’automatisme politique d’élire les candidats militaires comme président de la République entre dans la tradition politique. Mais, dans une manière globale, il est possible de dire qu’il existe une sorte de corrélation symétrique entre les élections présidentielles et le processus de démocratisation du système politique turc³⁴⁰.

En dernière analyse, il convient aussi de préciser la faiblesse chronique incontestable du pouvoir civil à l’encontre d’une crise politique importante. Le drame perpétuel confronté dans les pratiques politiques turques a donc un double sens du point de vue des comportements des partis politiques vis-à-vis d’un problème quelconque. Il est sans doute vrai qu’il existe une sorte d’exercice d’influence militaire ou bien un champ d’emprise militaire sur le régime politique. L’institution militaire turque a progressivement voulu élargir son champ d’emprise ou bien préserver son influence institutionnelle au sein du système politique grâce aux mécanismes constitutionnels tout en étant clairement conscient de ses actes politiques déstabilisants dans la vie politique. Le fait que la mise en place des mécanismes constitutionnels concernant les domaines des relations civilo-militaires soient identiques dans les Constitutions de 1961 et de 1982, il nous appartient à admettre qu’il existe une forte volonté de l’institution militaire qui est destinée consciencieusement à constitutionnaliser leurs champs d’influence sur le pouvoir civil et aussi dans le processus des décisions au sein du système politique. Mais il ne faut pas non plus négliger la maladresse et la faiblesse des hommes politiques du point de vue de l’octroi d’un compromis minimum pour surmonter une crise politique survenue lors d’un blocage du système politique ou bien le blocage du fonctionnement du système politique, notamment lors des élections présidentielles. Malgré tout, la situation de crise ou le blocage du fonctionnement ordinaire du système politique ne doit en aucun cas justifier et légitimer l’intervention militaire dans la vie politique. Il n’est pas inutile de démontrer les maladresses et l’impuissance des hommes politiques face à une situation de crise. Par ailleurs, il convient de répéter encore une fois que le niveau de développement de la culture politique turque est assez faible pour le bon fonctionnement du système politique démocratique. Peut-être serait-il exact de dire que celui que l’on choisit comme dirigeant politique n’est que notre propre reflet.

³⁴⁰ Ergun Ozbudun, “ Demokrasie Gecis Surecinde Anayasa Yapimi ”, Bilgi Yayinevi, Ankara, 1993.

CHAPITRE 3 LES THEORIES EXPLICATIVES : L'INVENTAIRE DES OUTILS CONCEPTUELS

L'analyse des rapports qu'entretiennent civils et militaires s'est presque entièrement circonscrite autour du niveau politique global. C'est l'approche de la réalité sociale des Armées qui est donc présente tout au long de l'histoire de la sociologie militaire. En réalité, le problème des relations politiques Armée-Société est de toutes les époques, dès lors que société militaire et société civile sont nettement différenciées, et que les effectifs des Armées, les ressources économiques qui leur sont allouées, et l'importance que confèrent aux militaires les menaces extérieures réelles ou virtuelles, ne sont pas négligeables. C'est à partir de là qu'on commence à étudier longtemps les relations armée-société d'abord dans les pays développés, par la suite dans les nations en voie de développement.

La plupart des scientifiques étrangers ou turcs travaillant sur la question et sur la difficulté de l'instauration du système démocratique en Turquie³⁴¹, se sont inévitablement penchées sur certains aspects de l'impossibilité d'écarter l'armée turque de la vie politique. Ils se sont plus particulièrement attardés sur deux domaines précis : sur les

³⁴¹ A propos des études des rapports civilo-militaires, on pourra se rapporter aux principaux auteurs suivants : Samuel Huntington, "The Soldier and the State : the Theory and Politics of Civil-Military Relations", Cambridge, Harvard University Press, 1957 ; Morris Janowitz, "The Professional Soldier", New York, Free Press, 1960 ; Samuel Finer, "The Man on Horseback ; the role of the Military in Politics", London, Pall Mall Press, 1962 ; Frederick Nunn, "The Military in Chilean History : Essays in Civil-Military Relations 1810-1973", New Mexico, University of New Mexico Press, 1976 ; Alfred Stepan, "The New Professionalism of Internal Warfare and Military Role Expansion", in Alfred Stepan (dir.), "Authoritarian Brasil : Origins, Policies and Future", New Haven, Yale University Press, 1973.

circonstances et environnements politiques du pays avant l'intervention militaire et sur la réalité apparente des relations armée-société et sur la nature de l'idéologie politique appropriée par le pouvoir militaire. D'une manière générale, on essaie d'éclaircir la question de non-subordination de l'armée au pouvoir politique dans certains pays en voie de développement en insistant en effet sur les circonstances et environnements politiques du pays en cause.

De ce fait, les problèmes se posent ainsi d'une manière simple : comment se fait-il que l'armée soit entièrement étrangère aux valeurs dominantes de la société qu'elle est chargée de défendre un pays prétendant être démocratique? Dans cette perspective, nous allons donc essayer de mettre en place les propos défendus en la matière en nous appuyant sur les principales théories en tant qu'outils conceptuels.

Dans un premier temps, nous tâcherons de mettre en avant l'utilité de la mise en place d'une typologie, qui serait sans doute assez importante dans l'analyse des relations Armée-Pouvoir. Autrement dit, nous aurons l'intention de regrouper nos idées concernant sur le cas turc tout en nous basant sur une typologie concrète, qui va avoir un rôle primordial dans la compréhension du problème posé. Et par la suite, nous examinerons les relations Armée-Pouvoir dans les pays sous-développés dont la Turquie fait partie. La fragilité des relations Armée-Pouvoir dans les pays sous-développés, leur faible niveau des structures politiques civiles et de la participation des masses dans la sphère politique et l'importance grandissante de l'institution militaire dans le système politique peu différencié dû à son rôle primordial dans la réalisation de la libération de son pays et à sa structure organisationnelle à ses ressources politiques, constituent tous notre principale préoccupation à mettre en évidence. De ce fait, nous nous efforcerons donc de voir de près les relations civilo-militaires dans les pays sous développés dans le souci de trouver des ressemblances spécifiques entre la Turquie et ces pays. Et enfin, dans la dernière section, nous allons travailler sur les facteurs d'intervention des militaires dans le domaine politique. Nous nous proposons enfin de découvrir les facteurs issus du système politique et les facteurs issus du système militaire.

SECTION 1) UN ESSAI D'ANALYSE DES RELATIONS ARMEE-POUVOIR DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Du point de vue global, les travaux scientifiques effectués sur les relations entre civils et militaires dans le Tiers monde, plus précisément sur l'interventionnisme des militaires dans la vie politique des pays en voie de développement, sont nombreux et variés. Même si les circonstances politiques, la culture et l'histoire politiques se diversifient largement

d'un pays à l'autre, les questions principales posées restent plus ou moins identiques : pourquoi les militaires prennent-ils le pouvoir ? Et quand ils le détiennent, qu'en font-ils ?

En la matière, les études réalisées par les scientifiques américains à l'égard du Tiers monde vers les années 1960, demeurent essentiellement optimistes. Selon ces mêmes idées, il est tout à fait logique que les Nations jeunes prennent le même chemin tracé que celui du monde développé : le chemin de la mise en place du progrès économique, social et aussi celui du progrès politique. Autrement dit, le processus de modernisation n'était présenté que comme objectif final à atteindre par cette théorie pour les pays en voie de développement tout en suivant simplement la même voie que les pays développés. Le principe est simple : les militaires sont les mieux placés pour faire progresser leurs nations dans cette direction de progrès et de développement en dépit du risque de coups d'État militaires, qui se succèdent constamment dans certaine partie du monde, une étape jugée nécessaire dans le processus de modernisation. En effet, l'institution militaire est souvent bien structurée et organisée par rapport à diverses institutions socio-politiques au sein des pays concernés ; elle a la capacité de mobiliser hommes et ressources pour cette fin. Quelles que soient les véritables raisons des interventions militaires dans la vie politique (crise nationale, vide politique, traditions politique ou culturelle etc.), l'armée du Tiers monde prend le pouvoir politique pour se faire l'agent du progrès.

Le système des relations politiques entre civils et militaires n'est-il peut-être pas lié au monde du sous-développement ? Les théories qui relient le militarisme au sous-développement ont l'avantage d'une certaine rigueur. Si l'on ignore les mécanismes du pouvoir militaire, on sait avec précision les principaux indicateurs du sous-développement. Il apparaît généralement que dans les pays peu développés, où les structures sociales sont faibles et simples, où les équipes de techniciens sont rares, l'armée professionnelle constitue une force d'encadrement moderne et efficace, un réservoir de capacités au service de l'unité nationale et du progrès économique. C'est ainsi que l'on assiste à la naissance d'une élite technique qui veut occuper le pouvoir et se substituer au groupe dirigeant civil, jugé incompetent ou incapable d'assurer la modernisation dans l'ordre. D'une manière générale, on a pu constater, dans des pays sous-développés ou en voie de développement, que le retard économique et social (la société peu diversifiée, l'économie très attardée, etc.) peut constituer l'une des causes principales de l'intervention militaire dans la vie politique. Pour conclure, plus le système social est complexe et pluraliste, moins les interventions politiques des forces armées ont des facilités pour s'y exercer.

La prétention de relations importantes entre le degré d'intervention militaire au pouvoir et les principales caractéristiques du sous-développement a notamment poussé les chercheurs à s'attarder essentiellement sur des données comparatives de plusieurs pays sous-développés. C'est ainsi que l'on a commencé à mettre l'accent sur les corrélations entre un indice d'intervention militaire dans la vie politique, sa fréquence et des indices de développement économique ou de mobilisation sociale. De plus, en poussant plus loin cette présomption, certains sociologues ont essayé d'établir un lien étroit entre la stabilité politique et le niveau d'évolution des sociétés en cause.

Il est vrai qu'il existe des conflits importants dans des pays sous-développés entre la réalité et les idéaux reçus au sein de la société globale et de la société militaire. Autrement dit, l'institution militaire a la capacité de recevoir et d'assimiler plus facilement une évolution des exigences morales beaucoup plus que la société, notamment par ses élites civiles. Enfin, on peut aussi parler d'une avance considérable des structures politiques des pays sous-développés importées directement des systèmes politiques occidentaux par rapport à la réalité de la société politique qui se trouve relativement arriérée. Ceci étant dit, l'apparition des problèmes propres au Tiers Monde commence à peser lourdement sur leur système politique : l'explosion démographique, l'urbanisation accélérée, l'influence des modèles étrangers etc.. Et les chocs sociaux, "l'incohérence sociale", dus aux nouveaux problèmes ne font qu'accentuer les probabilités de l'intervention politique des forces armées.

D'une manière globale, il convient de dire que la distinction des pays sous-développés, des pays en voie de développement, des pays développés et des pays surdéveloppés est fondamentale dans le domaine des relations civilo-militaires. De ce fait, il est important de distinguer les secteurs de développement économique, social et politique de chaque pays.

Le taux de l'intervention politique des forces armées est relativement élevé dans tous les pays sous-développés, issus soit de la guerre de la libération menée contre les Etats colonisateurs (les pays d'Amérique latine et d'Afrique noire), soit de l'éclatement de grands Empires (l'Empire ottoman) ou soit de l'invasion des pays occidentaux (Asie du Sud) dans lesquels le système politique occidental a été adopté comme modèle à suivre. Du point de vue de ce modèle, la création de "l'État-nation" et la mise en place de nouvelles institutions politiques prises directement de l'Occident deviennent en effet indispensables pour des pays sous-développés, qui ont déjà entamé le processus de modernisation. D'une manière simple, on peut aussi répartir les pays considérés entre diverses zones géographiques : Amérique latine ; Asie du Sud-Est (Indonésie, Birmanie, Thaïlande) ; pays du Sahara méridional (autrement dit de l'Afrique noire) ; pays enfin du

Moyen-Orient (pays musulmans et Israël). D'autres classifications pourraient être envisagées qui permettraient peut-être de faire apparaître des traits communs à des pays que leur situation géographique éloigne.

Dans l'analyse de l'intervention militaire dans le domaine politique, l'importance attribuée au phénomène de sous-développement peut s'expliquer par la multiplication des exemples dans cette zone précise. Beaucoup d'interventions militaires eurent lieu dans les jours qui ont suivirent l'indépendance en Amérique latine ; il y eut ensuite une longue période pendant laquelle le pouvoir est devenu "civil" au sens propre du terme. Et puis à nouveau, il y eut de nombreuses interventions militaires. C'est aussi le Moyen-Orient qui fait parler de lui le plus souvent encore et il ne faut pas non plus négliger le cas du Pakistan, de la Birmanie ou de l'Indonésie.

L'indépendance et l'État s'identifient symboliquement avec un leader et son parti politique dans la plupart des pays sous-développés. Le leader charismatique du parti politique se dote d'une force politique élargie et d'une popularité considérable dans le système politique en raison de l'affaiblissement de l'autorité traditionnelle d'une part, et aussi de l'incompréhension de l'autorité juridique rationnelle qui était indiscutablement étrangère au système politique traditionnel d'autre part. Face à la réalité socioculturelle des pays sous-développés dans lesquels la variété religieuse, ethnique et linguistique, la détermination arbitraire des frontières, la différence énorme de développement social entre les secteurs urbains relativement restreints et les secteurs ruraux abondants et finalement la faiblesse des institutions politiques traditionnelles étant tout ensemble une réalité, le leader charismatique est persuadé que le parti politique peut ainsi devenir un moyen incontournable pour la création d'une nouvelle nation. En outre, devant l'absence d'un compromis en matière de la résolution des problèmes de réunification nationale entre le parti d'opposition et le parti régnant, le dernier devient rapidement un parti unique en présence d'une culture politique où les valeurs démocratiques ne sont pas institutionnalisées et assimilées par la société³⁴².

Il se peut que le parti unique soit, au moins, plus fort que l'Armée, à la fois parce que celui-ci est fort et parce que l'armée est faible. Le parti peut être fort aussi à cause de son organisation, du prestige qu'il a conquis dans la lutte pour l'indépendance ou parce qu'il jouit d'une histoire glorieuse etc..

L'État moderne créé par le parti unique, était en effet chargé de beaucoup de fonctions diverses. Pourtant, l'État reste incapable dans l'instauration de processus de modernisation sociale et économique au sein de la société, même s'il parvient à réaliser

³⁴² Juan J. Linz, "Totaliter ve Otoriter Rejimler", (Traducteur : Ergun Ozbudun), Siyasi Ilimler Dernegi Yayinlari, p. 214.

l'indépendance politique. De ce fait, la mise en marche de la démocratie constitutionnelle et son application parfaite ne s'effectue pas comme il faut et la domination de parti unique apparaît rapidement dans le système politique.

Avec la mise en place des institutions politiques occidentales au sein de système politique, une transformation radicale commence donc à se faire sentir notamment dans la vie des masses populaires qui étaient, lors de la guerre d'indépendance, un seul corps solide et uni pour la réalisation de processus de modernisation. La mobilisation sociale prend une allure importante dans la société en raison de l'accélération des exodes ruraux, de la résurgence de conflit entre les institutions traditionnelles et modernes et enfin de l'inadaptation des valeurs existantes avec la réalité institutionnelle et avec le système politique³⁴³. C'est ainsi que l'on décide de supprimer le pluralisme politique pour empêcher la dislocation de la société et pour faire avancer le processus de modernisation. Mais, l'instabilité politique, sociale et économique et l'apparition des mouvements radicaux illégaux continuent à exister dans les sociétés des pays sous-développés malgré la forte pression politique³⁴⁴.

L'État exerce une politique de répression sur les masses populaires, qui revendiquent de plus en plus fortement une participation politique en vue de les garder sous son contrôle et d'apaiser aussi le niveau trop élevé de demande de participation politique. En effet, en raison de l'absence d'un consensus au sein de la société, de la réalité de l'imposition de nouvelles institutions politiques par le haut et de l'augmentation de la demande de participation politique au sein de la société, il est possible de dire que le processus de modernisation ne peut être appliqué que par l'intermédiaire des forces armées. Ceci étant dit, lorsque l'apparition de l'instabilité politique et sociale au sein de la société commence à présenter un danger pour le régime politique, on n'hésite pas à interdire les syndicats, les partis d'opposition et les associations démocratiques de masse avec l'aide de l'armée³⁴⁵. C'est à partir de là que la montée en puissance des militaires et leur détermination dans la vie politique deviennent une réalité sociale.

L'institution militaire est non seulement détentrice de la force, mais aussi qu'elle est un corps fortement structuré et organisé. De ce fait, on fait d'abord appel en priorité à l'appareil militaire en tant que partie intégrante du corps social de l'État face à une grave crise politique et sociale afin que l'institution militaire prête sa structure, appuyée sur sa

³⁴³ Karl W. Deutsch, "Social Mobilization and Political Development", in Jason L. Finkle et W. Gable (dir.), "Political Development and Social Change", N.Y. : John Wiley and Sons, Inc., 1968, p.4.

³⁴⁴ Monte Palmer et Larry Stern, "Political Development in Changing Societies, An Analysis of Modernization", Toronto, London, 1971, p.89.

³⁴⁵ Turkkaya Ataov, "Afrika Ulusal Kurtulus Mucadeleleri", Ajans-Turk Matbaacilik Sanayi, Ankara, 1975, p.108 et 161.

force, puis à l'ordre étatique tout entier. Cet appel vient directement soit de la conscience - soit de l'impatience - des militaires eux-mêmes en les conduisant à sortir de leur rôle premier en se présentant comme un médecin. C'est ainsi que l'on assiste fréquemment aux interventions de l'armée dans le domaine politique par la prise du pouvoir. En effet, celles-ci se réalisent pendant les moments où l'organisation étatique n'est pas tout à fait établie, où les structures sociales sont encore inaptes pour engendrer assez vite des structures juridiques et des structures politiques et enfin où la société politique se bat notamment pour exister.

En s'attardant un instant sur les rôles extra-militaires de l'armée, on peut peut-être se faire des opinions concernant la détermination de l'institution militaire dans le domaine politique. Dans de nombreux pays, l'insuffisance des structures étatiques et sociales ne conduit-elle pas l'armée à assumer, de manière plus ou moins directe, des tâches administratives de tout ordre, des tâches économiques et des tâches éducatives ? Comme il s'agit ici des pays sous-développés en tant qu'objet de réflexion, n'est-il pas vrai que le phénomène de sous-développement ait une importance considérable dans l'analyse des causes de l'intervention militaire dans la vie politique ?

Il convient aussi de se demander à propos des pays sous-développés s'il y a nécessairement une réaction commune de l'armée. Même s'il nous paraît impossible de rassembler des données unanimes concernant la réaction de l'armée dans des pays sous-développés, il est quand même nécessaire d'en citer certaines en restant vraiment sur les traits généraux : la sensibilité à l'unité de la nation, la sensibilité également à l'ordre social et à la stabilité politique, le souci de l'indépendance et du prestige, l'exigence de protection des valeurs nationales, l'attachement à l'idéologie officielle fondatrice.

Il reste encore à nous poser la question suivante : pourquoi l'institution militaire préfère-t-elle se retirer définitivement du domaine politique tout en restant soumise au pouvoir civil dans les Etats occidentaux, alors que celle-ci se charge de pleines responsabilités politiques dans des pays sous-développés ? C'est effectivement ce qu'on constate normalement dans des systèmes politiques démocratiques : la soumission définitive de l'armée devant le pouvoir politique constitutionnel. L'armée a une mission militaire mais n'a pas de mission extra-militaire, elle se trouve sous le contrôle absolu du pouvoir civil. Par contre, la situation politique est renversée dans les pays sous-développés. Une forte présence de l'armée dans le système politique des pays concernés peut être expliquée par le pouvoir modérateur ou bien le pouvoir tutélaire et de garant que s'attribue l'armée elle-même dans la résolution des crises affrontées. La possession de ce genre de pouvoir grâce à l'utilisation de la force par l'institution militaire comme un devoir

national rend sans doute celle-ci très influente dans le système politique des pays concernés.

Ce qu'on vient d'exposer très brièvement à propos des grandes lignes de démonstration sont souvent utilisées à de nombreuses reprises pour l'interprétation et pour la compréhension du mauvais fonctionnement du système politique des pays du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Afrique.

SECTION 2) LA TYPOLOGIE DES RELATIONS ARMEE- POUVOIR

Néanmoins, l'efficacité de la méthode préconisée par les défenseurs de cette théorie n'a pas tardé à être mise en cause par certains auteurs qui estiment que l'intervention de l'armée dans la vie politique est un élément retardataire pour la mise en application du système démocratique. C'est à partir de là qu'une autre approche scientifique a donc fait son apparition au sein de la littérature sociologique concernant la méthode à suivre dans le processus de modernisation. On n'hésite pas à prendre une position critique à l'égard de cette approche jugée irréaliste et inefficace ; à tel point qu'on va jusqu'à affirmer la prise en charge de la mise en place du processus de modernisation par l'appareil militaire en tant qu'un élément négatif.

Autrement dit, c'est plus précisément la vision optimiste de l'interventionnisme militaire approuvée et estimée nécessaire comme une étape provisoire et obligatoire pour le processus de modernisation, qui est essentiellement visée et critiquée. L'armée, une fois installée au pouvoir, ne le cède pas facilement et essaie d'y rester plus longtemps possible. Il est fréquent de constater que tant que la société est peu différenciée et profondément divisée, l'action militaire menée dans la mise en application du processus de modernisation ne constitue pas le chemin le plus court vers un progrès généralisé. Le but principal de l'intervention militaire est très facilement susceptible de perdre son sens prioritaire et élémentaire affiché au départ de l'action. Autrement dit, l'armée, une fois atteint le pouvoir, peut y rester en dépit de ses engagements fondamentaux du début.

§ 1) Le modèle de Huntington : principal représentant de l'école structuro-fonctionnaliste

Tous les travaux scientifiques effectués généralement sur la question de la démocratie et particulièrement sur l'influence et l'intervention militaires dans la vie politique en Turquie, portent à l'origine les mêmes idées fondamentales sauf qu'ils se différencient l'un de l'autre par l'adoption de méthodes scientifiques variables. Il existe trois principaux paradigmes dans la littérature de sociologie politique qui s'interrogent essentiellement sur le processus de l'intervention militaire dans la vie politique et sur les relations armée-pouvoir civil et armée-pouvoir politique. Le premier de ces paradigmes cherche essentiellement une réponse aux conditions de la composition de l'intervention militaire dans le système socio-politique. Huntington³⁴⁶ est l'un des principaux défenseurs de cette approche scientifique qui est essentiellement appuyée sur des variables socio-politiques. Il est en principe contre l'interprétation de la Théorie de Modernisation présentée par certains scientifiques comme un remède miracle pour le développement socio-économique du Tiers monde. Il est possible de fixer les limites du modèle de Huntington utilisé fréquemment pour expliquer la question douloureuse du Tiers monde : la logique des relations entre armée et pouvoir civil, se divise en trois grandes lignes. Selon le premier point central de ce modèle, les associations politiques civiles n'ont pas la force nécessaire et la rigidité structurelle dans le Tiers monde pour faire face à la pression et à la demande de participation grandissante des masses. Autrement dit, la faible structuration du système politique constitue les principales conditions de l'apparition des interventions militaires au sein de la société. Dans les sociétés où la force civile est assez faible, la pression de la participation du peuple au sein de la société soutenue par le développement socio-économique est toujours capable d'étouffer la démocratie représentative.

Les propos avancés concernant l'importance de la solidité de structure socioculturelle d'un pays pour la survie de l'État, nous prouvent en quelque sorte l'arrivée de nouvelle tendance politique au début des années quatre-vingt sous la perspective weberienne en remettant l'État au centre de la réflexion et en lui attribuant un rôle déterminant dans la transformation de la société³⁴⁷. D'après la deuxième grande ligne du modèle de Huntington, les non-reconnaisances de légitimité des structures politiques par le peuple dans un pays sous-développé constitue essentiellement la cause principale de l'inefficacité et de la faiblesse de ces mêmes structures politiques dans un système politique. C'est en

³⁴⁶ Samuel Huntington, "Political Order in Changing Societies", Yale University Press, New Haven and London, 1968..

³⁴⁷ Voir, Theda Skocpol, "Bringing the State Back in : Strategies of Analysis in Current Research", in Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (dir.), "Bringing the State Back In", Cambridge University Press, 1985, p.3-37.

effet cela qui forme le caractère apparent de la “ société prétorienne ” et nécessite de s’interroger sur la culture politique de la société.

Enfin, le dernier point du modèle de Huntington met l’accent sur la réalité socioculturelle de “ la société prétorienne ” où aucune institution politique et aucun leader politique n’est considéré comme légitime. Mais, la même société possède en elle-même le fameux remède : c’est l’armée qui est l’institution la plus organisée et la plus forte dans la société et qui seule est capable de faire face à toute sorte de crise politique ou sociale. C’est ainsi que les interventions militaires accomplissent le fonctionnement de la substitution dans la société. Suite à la transformation et au développement de la société au fil du temps, les masses populaires devenues davantage disposées à la participation dans la composition politique, transmettent de plus en plus au système politique des demandes politiques et sociales qui ne pourraient pas être facilement satisfaites et répondues par les moyens des structures politiques en place qui sont déracinées, transformées complètement - partis politiques, groupes de pression, associations etc. - et importées directement de l’Occident.

C’est donc l’institution militaire qui prend en fait en charge de la société qui se trouve dans une situation de crise politique et sociale. En bref, Huntington et plus précisément l’école fonctionnaliste-structurelle en se focalisant sur la faiblesse des structures politiques civiles et en faisant allusion à la crise politique qu’a vécu la Turquie avant les années quatre-vingt, considère les interventions militaires comme un élément neutre et stabilisateur qui résout les problèmes compliqués et aussi comme une nécessité légitime qui établit le calme dans la société. Il convient de préciser qu’une certaine simplicité comporte l’analyse de Huntington selon laquelle l’armée seule est capable de protéger l’existence de l’État et son ordre socio-économique et politique contre toute sorte d’attaque et aussi d’assurer les conditions nécessaires pour la reproduction du système. Il est possible de constater dans les récents articles de Huntington³⁴⁸ une sorte de changement de réflexion sur les variables indépendantes qui ne sont plus uniquement déterminées par les structures socio-politiques internes, mais aussi par l’acteur du système international.

§2) L’application du modèle de Huntington au cas turc

Si nous retournons maintenant aux échos de ce modèle en Turquie, il est tout à fait fréquent de constater chez tous les chercheurs travaillant sur l’intervention de l’armée dans la vie politique, une sorte de consensus sur leur réflexion finale qui se croise inévitablement avec la simple précision de Huntington : l’institution militaire est la structure la plus sûre au sein du système politique qui puisse protéger l’ordre, l’État et le

³⁴⁸ Samuel Huntington, “ Democracy’s Third Wave ”, in *Journal of Democracy*, Vol. 1, No.2, spring 1990.

régime politique en place. C'est à partir de ce point que les discussions se multiplient. De nombreux chercheurs n'hésitent pas à attribuer à l'armée turque des qualifications positives à l'exception des armées du Tiers monde en lui accordant une place privilégiée et un statut d'arbitre dans la société. C'est toujours, d'après ces mêmes chercheurs, les problèmes majeurs affrontés dans le système démocratique ne proviennent pas essentiellement de l'armée elle-même, mais plutôt ils sont causés par le mauvais fonctionnement de pouvoir civil. Face à l'impossibilité et à l'impuissance des institutions civiles, l'armée turque se trouve en quelque sorte dans l'obligation d'intervenir dans la vie politique pour protéger et pour surveiller la république et le système démocratique. Dans une société où toutes les valeurs essentielles, à commencer par la vie humaine, se trouvent contestées, il n'est guère étonnant, selon M. Bozdemir, que l'institution militaire s'interpose pour rétablir la sécurité nationale et l'intégrité territoriale³⁴⁹.

La fonction principale de celle-ci est de maximiser et de privilégier l'intérêt public. De ce fait, l'identification de l'intérêt général avec le système capitaliste et la prise de position évidente de l'armée turque contre le communisme ne sont pas en contradiction avec ses principes de base et avec son idéologie. En outre, il n'est pas étonnant d'assister à l'existence d'une armée plus ferme et peu tolérante vis-à-vis de la société civile plurielle. Enfin, l'armée turque a réussi à se distinguer soigneusement de toutes les fractions politiques en Turquie avec l'intervention militaire de 1971. Sur ce point, Ozdemir s'exprime ainsi : " Il y a eu une évolution importante dans la perspective politique militaire à l'égard du régime vers les années soixante-dix. La porte ouverte à l'interprétation gauchiste de l'idéologie kémaliste sous l'influence de la politisation grandissante des jeunes officiers au début des années soixante a laissé sa place au conformisme militaire avec le coup d'État militaire de 1971³⁵⁰. Cette distinction et l'autonomie concrète de l'institution militaire turque vis-à-vis des différentes idées politiques ne seraient complètement achevées qu'avec l'intervention militaire de 1980. C'est grâce à cette position autonome que celle-ci a pu se présenter irréprochable face à une crise politico-sociale à l'égard de l'opinion publique. A chaque reprise, les élites de la société civile se sont trouvées incapables de maîtriser durablement l'évolution du système politique dans le cadre parlementaire.

Cette approche scientifique influencée entièrement par le modèle de Huntington, place en effet l'institution militaire turque au-dessus de toutes les classes sociales. Il est aussi juste de dire que celle-ci n'accorde pas beaucoup d'importance aux structures socio-

³⁴⁹ Michel Bozdemir, " "La Marche turque" vers la Démocratie ", " Turquie : l'Ere Post-kémaliste ? " (dir.), in *Peuples Méditerranéens*, No.60, juillet-septembre 1992, pp.9-24.

³⁵⁰ Hikmet Ozdemir, " Rejim ve Asker ", op. cit., p.40.

politiques de la Turquie dans l'analyse du système démocratique. Autrement dit, par exemple, par référence aux grandes lignes du modèle de Huntington, elle néglige la complexité de la structure et de l'idéologie des partis politiques et leurs côtés multidimensionnels. En bref, les partis politiques sont essentiellement tenus responsables de l'intervention militaire dans la vie politique à cause de leurs attitudes irresponsables et inconciliables face aux graves problèmes affrontés.

§3) L'analyse de " l'Etat prétorien " par le modèle systémique

Selon une autre approche scientifique portant un regard négatif sur les institutions militaires, les variables politiques sont toujours déterminantes dans leur analyse du problème de la démocratie. Mais, les défenseurs de cette idée recherchent plutôt l'origine des interventions militaires faites contre la vie politique démocratique turque, soit dans les caractéristiques du capitalisme turc considéré comme totalement dépendant, soit dans l'énorme inégalité du développement des classes sociales due aussi à la dépendance du capitalisme turc aux forces économiques extérieures. Leur préoccupation se concentre plus ou moins sur la question suivante : " Existe-il ou non une corrélation clairement définissable entre le niveau de développement économique et les chances de passage et de longévité démocratique ? ". Dans ce cas là, on parle même de l'existence d'une force civile dans la société qui n'hésite pas à préférer l'intervention militaire au régime démocratique rien que pour son avenir et son intérêt économique. Certains auteurs vont jusqu'à affirmer que l'action menée par l'armée dans les pays en voie de développement retarde plus que favorise le processus de modernisation. On n'hésite pas à remettre en cause la vision optimiste de l'interventionnisme militaire, nécessaire pour certains chercheurs, tout en défendant la décentralisation politique et économique, et le pluralisme démocratique. L'État prétorien, souvent facteur de progrès tant qu'il s'agit de consolider la position d'une nouvelle bourgeoisie, devient vite une force réactionnaire dès que les masses revendiquent des droits qui portent un danger pour le régime. Selon la même version, en présence de ces conditions, il s'avère difficile de voir dans le prétorianisme le chemin le plus court vers un progrès généralisé des pays du Tiers monde : il est beaucoup plus sûrement un signe de régression politique caractéristique des sociétés encore peu différenciées et profondément divisées. Autrement dit, dans les pays où l'État est encore faible, le sentiment national est toujours contrarié par des divisions ethniques, religieuses ou autres³⁵¹.

Avant de passer à une autre approche qui est complètement différente de celles qu'on vient de voir très brièvement, il convient d'encadrer globalement les lignes de séparation

³⁵¹ Cf. la distinction entre " State-building " et " Nation-building ", in G. Almond et B. Powell, " Comparative Politics a Development Approach ", Little and Brown, Boston, 1966, p.36-37.

entre ces deux grandes catégories d'interprétation qui s'interrogent d'une manière générale sur le phénomène de l'interventionnisme militaire en politique dans les pays en voie de développement. D'une manière générale, ces deux approches ont en commun d'être principalement basées sur les "variables systémiques" (caractéristiques du système social), bien qu'elles se soient complètement opposées du point de vue de leurs interprétations : l'une voit dans l'armée une force de modernisation et l'autre fait du prétorianisme un obstacle au progrès. En un mot, l'origine du problème ne se trouve pas dans l'armée, mais plutôt dans le système politique. Ce qui a été bien exprimé par D. A. Rustow : "ce n'est pas la force des armées, mais la faiblesse des gouvernements qui exprime la fréquence des coups d'État militaires"³⁵². Certains défenseurs de la tendance développementaliste se refusent catégoriquement à admettre l'existence d'autres facteurs. Huntington étant l'un des principaux porte-paroles de cette approche a même soutenu que les causes essentielles de l'accession des militaires au pouvoir ne sont pas de nature militaire, mais bien de nature politique. En gros, pour lui, la prise en considération de la structure de l'institution militaire n'est pas indispensable pour ne pas dire inutile dans la définition du problème de l'intervention militaire au sein de la vie politique.

D'une manière globale, il ne s'agit ici que d'une crise de participation qui est considérée par les défenseurs de cette même théorie comme la cause principale de l'instabilité politique et sociale. L'instabilité provient donc de la distorsion entre la croissance de la participation et le bas niveau d'organisation politique. L'extension des droits politiques effectifs aux classes moyennes rurales et urbaines, puis aux couches populaires urbaines constitue la cause majeure de déstabilisation de la vie politique dans un pays en voie de développement. L'initiative de l'intégration de nouveaux groupes sociaux au système politique traditionnel, destinée à réduire les tensions, provoque au contraire une crise générale dans le système politique représentatif. Le faible niveau des associations volontaires civiles serait la cause principale de l'incapacité d'une société politique à absorber de nouveaux groupes participants. En d'autres termes, selon le même paradigme, l'absence d'harmonie entre les procès de mobilisation sociale et de participation politique d'une part et le processus d'institutionnalisation d'autre part, serait l'une des principales sources de tensions dans les pays du Tiers monde. Selon le même raisonnement, dans un système politique fondé sur de grandes inégalités sociales, et maintenant sa stabilité institutionnelle grâce à la participation limitée et à l'imposition du système de valeurs des classes dominantes, la participation, la différenciation structurelle, l'augmentation de l'autonomie des sous-systèmes provoquent inévitablement des perturbations politiques et sociales. La plupart des auteurs sont d'ailleurs d'accord pour admettre qu'une telle situation est la cause principale des interventions prétoriennes.

³⁵² D. A. Rustow, "A world of Nations Problems of Political Modernization", Washington D. C., Brookings, 1967, p. 176.

Le terme de “ surcharge des demandes ” employé par l’analyse systémique en la matière pour identifier le problème, met l’accent sur le caractère de la crise politique permanente. De ce fait, ni les canaux normaux chargés selon le modèle systémique de l’agrégation des exigences, ni le pouvoir censé les satisfaire ne sont plus capables de répondre aux demandes grandissantes de la société qui se développent rapidement. On se trouve en quelque sorte dans une situation délicate où le développement politique est en retard par rapport à la mobilisation politique et sociale. Face à cette crise de participation, il faudrait des institutions fortes et bien établies pour faire face aux demandes croissantes engendrées par la mobilisation, sans quoi le système sera confronté avec le danger du “ déclin politique ”³⁵³. C’est à partir de là que l’on assiste à l’apparition d’un “ Etat prétorien ” avec la dérivation de la décision politique vers des institutions à caractère non politique. En un mot, le système politique est en effet confronté avec le danger de désintégration sociale et politique tout en se trouvant dans une difficulté de croître sa “ capacité de réponse ”.

§4) L’analyse des variables subsystémiques

Il existe dans la littérature de sociologie politique plusieurs hypothèses qui tentent d’établir effectivement un lien étroit entre l’ouverture accélérée de la sphère politique à de nouveaux groupes sociaux et la transformation du régime libéral pluraliste en Etat prétorien. A ce niveau, la remise en question du régime politique en place par de nouveaux acteurs politiques provoquerait donc inévitablement l’apparition d’un “ Etat prétorien ”³⁵⁴. D’une manière générale, le prétorienisme a été défini dans la littérature de sciences sociales comme un état de crise où l’appareil militaire devient une force politique indépendante et forte dans la société politique par le biais de l’utilisation de force ou bien par la menace de l’usage de force, si jamais le pouvoir politique civil est dépourvu de sa légitimité politique vis-à-vis du peuple³⁵⁵.

Il existe un autre groupe de chercheurs qui ne traitent pas de la même manière l’origine du rôle politique de l’armée en choisissant une autre perspective scientifique que celle de Huntington et qui consiste à revenir proprement sur l’armée elle-même. L’alternative proposée par ce nouveau groupe de chercheurs dans la détermination du rôle politique de l’institution militaire est basée sur une simple réalité scientifique : rechercher essentiellement la cause principale de problème dans l’armée elle-même au lieu d’aller plus

³⁵³ Samuel Huntington, “ Political Development and Political Decay ”, in *World Politics*, avril 1965, p.386.

³⁵⁴ Cf. David C. Rapoport, “ A Comparative Theory of Military and Political Types ”, in Samuel P. Huntington (dir.), “ Changing Patterns of Military Politics ”, Free Press of Glencoe, New York, 1962.

³⁵⁵ Cf. Eric A. Nordlinger, “ Soldiers in Politics : Military Coups and Governments ”, Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, Inc., 1977, p.2-3.

loin et donner aux “ variables subsystemiques ” (caractéristiques internes de l’institution militaire) le rôle principal. L’une des méthodes la plus simple, avancée par le nouveau groupe de chercheurs apparu en Occident, consistait à mettre effectivement en évidence les caractéristiques structurelles de l’institution militaire. De ce fait, l’inventaire de la sociologie organisationnelle de l’armée est indispensable : l’origine sociale de l’organisation, l’idéologie principale appropriée, la définition des intérêts organisationnels, la cohérence interne au sens du maintien de l’intégralité organisationnelle et le degré de la professionnalisation au sens de l’instauration d’une hiérarchie ferme et solide, sont tous des éléments essentiels pour la détermination de la cause principale de l’implication de l’institution militaire dans la vie politique.

Le principe de la professionnalisation de l’armée et ses effets sur le rôle de l’appareil militaire dans le système politique ont créé de véritables problèmes pour certains chercheurs. Selon l’ancienne version concernant la professionnalisation de l’armée, plus le niveau de la professionnalisation augmente dans l’institution militaire, plus celle-ci devient neutre du point de vue de son intervention dans la vie politique et de son influence politique. Mais, les choses ne se déroulent pas réellement comme prévu en pratique. La notion de “ nouvelle professionnalisation ” utilisée par Alfred Stepan en 1971, nous a prouvé que la fonction essentielle des armées d’Amérique Latine destinée à assurer la protection de la patrie contre les attaques extérieures, s’est transformée au fil du temps tout en perdant son sens primaire de départ. L’établissement de la “ sécurité intérieure ” devient vite la principale préoccupation de l’appareil militaire en Amérique Latine malgré le haut niveau de professionnalisation de leurs armées³⁵⁶. Devant ce nouveau terme de “ sécurité intérieure ” ayant un contenu large qui englobe à la fois la protection de la vie sociale, économique et politique et l’établissement du calme dans la société, la nouvelle armée professionnelle est davantage intéressée à tous les problèmes qui concernent directement la société et la nation et sensibilisée extrêmement par la probabilité d’un danger qui est susceptible de mettre en cause la légitimité de régime politique grâce à l’usage de programme d’enseignement dans les écoles militaires qui permet de former des officiers selon sa préoccupation primaire.

Les caractéristiques internes de l’institution militaire varient d’un pays à un autre : structure et organisation des armées (taille, technologie, système de promotion, répartition géographique, mobilité, etc.), cohésion sociale (factions ethniques ou religieuses à l’intérieur de l’armée, fossé entre les générations de cadres, rivalité entre les armes ou entre des officiers formés dans différentes écoles à l’étranger, etc.), contacts avec l’étranger (contagion régionale de coups d’État, influence des grandes puissances),

³⁵⁶ Alfred Stepan, “ The New Professionalism of Internal Warfare and Military Role Expansion ”, in Alfred Stepan (dir.), “ Authoritarian Brazil : Origins, Policies and Future ”, New Haven, Yale University Press, 1973.

absence de menaces extérieures (l'armée est alors tout entière tournée vers l'intérieur dans un rôle de maintien de l'ordre), frustration relative des cadres (rémunération, prestige, insuffisances budgétaires), etc.

C'est ainsi que l'armée devient politisée, assez sensible et concernée à l'égard d'un problème quelconque. L'idée de la protection de l'unité nationale et de la garantie de l'intégrité territoriale de la Turquie républicaine constituent le principal souci de l'armée turque aussi bien dans leur formation idéologique que dans leur pratique habituelle. L'écrasement immédiat des mouvements nationalistes kurdes mettant en cause l'intégrité territoriale quelles que soient leurs revendications, l'intolérance contre les mouvements islamiques présentant un danger important pour le régime kémaliste depuis la période du parti unique et finalement la lutte contre le danger du communisme etc.

Une autre façon de se retourner vers l'armée trouve son explication dans le classique ouvrage de Samuel Finer³⁵⁷ selon lequel la question de la subordination de la force militaire au pouvoir civil ne peut être expliquée que par la liaison directe existante entre la culture politique de la société et l'institution militaire en tant que variable sociétale. Les variables explicatives de ce modèle se transforment donc en une typologie des relations entre civil-militaire /société-armée tout en restant toujours sur le même raisonnement. En la matière, parmi les études faites sur la Turquie, on essaie de parvenir à un résultat concret en se concentrant essentiellement sur les principaux éléments de la sociologie organisationnelle. Le modèle d'explication de ce paradigme tire notamment l'essentiel de ses fondements au niveau des organisations militaires proprement dites.

En premier lieu, le processus de l'intégration de l'armée turque avec la structure économique capitaliste du à son " intérêt organisationnel ", en second lieu l'adoption inconditionnelle de la culture kémaliste et d'un Etat fort par l'armée turque née de sa culture politique déterminante³⁵⁸, en troisième lieu l'implantation considérable du cadre de l'armée dans les institutions publiques stratégiques assuré effectivement par son privilège structurel-constitutionnel et en fin le problème de l'incohérence interne survenu le début des années soixante au sein de l'armée turque, ne sont que quelques sujets d'études réalisés sur l'intervention militaire dans la sphère politique tout en respectant donc le principe du modèle qui préconise de se tourner directement vers l'armée elle-même.

³⁵⁷ Samuel Finer, " The Man on Horseback ; the Role of the Military in Politics ", op. cit.

³⁵⁸ Voir, Gencay Saylan, " Ordu ve Siyaset, Bonapartizmin Genel Kulturu ", Bahri Savci'ya Armagan, Mulkiyeliler Birliđi Vakfi Yayinlari, Ankara, No.7, 1988, pp.449-459.

§5) La théorie de concordance

Il convient aussi de parler d'une autre nouvelle théorie qui s'interroge différemment sur la question de relations civilo-militaires tout en remettant en cause la fiabilité des théories existantes en la matière. Il s'agit de la théorie de concordance³⁵⁹ qui préconise d'une manière simple d'établir une relation commune et étroite entre les trois principaux partenaires de la société : l'institution militaire, l'élite politique et les citoyens. Ces trois partenaires doivent essayer d'entretenir une relation cohérente et fiable qui pourrait également leur donner une vaste liberté de choix de privilégier ou pas une sorte de séparation élargie dans leurs relations internes réciproques. Un haut niveau d'intégration entre l'appareil militaire et d'autres parties de la société politique au sujet de l'établissement des relations cohérentes se voit parfaitement assuré grâce à la mise en place de cette théorie de concordance. D'une manière générale, la théorie de concordance se fixe deux buts majeurs à mettre intégralement en évidence : d'abord, elle explique les conditions institutionnelles et culturelles d'une société comme des variables prépondérantes et spécifiques qui conditionnent dans une large mesure les relations harmonieuses entre l'armée, les élites politiques et la société civile ; deuxièmement, elle indique que l'intervention militaire dans la vie politique est moins probable si les trois partenaires se mettent d'accord sur les quatre indications déterminantes : la composition sociale du corps officier, le processus de prise de décision, la méthode de recrutement des militaires et le style idéal d'un militaire.

Cette théorie met l'accent sur deux faibles points des théories existantes (les théories de "modernisation politique" ou "développementalistes", d'origine essentiellement nord-américaine) qui s'interrogent sur la question des relations civilo-militaires tout en privilégiant certains aspects du système politique et de son fonctionnement. D'abord, elles sont seulement concentrées sur l'expérience des Etats-Unis tout en les présentant comme exemple à suivre et à appliquer à toutes les nations afin d'empêcher l'intervention militaire dans la vie politique et de pouvoir aussi expliquer les conditions de séparation de deux domaines : politique et militaire. La plupart des théories actuelles de modernisation sont marquées justement par des particularismes culturels. Généralement, les théories du développement sont construites suivant deux types de modèle, chacun correspondant à une expérience historique particulière. Mais, le problème est simple c'est que le cas américain est naturellement façonné par une expérience historique et culturelle particulière. C'est la raison pour laquelle, l'exemple américain ne peut pas être appliqué à celui d'une autre nation sans prendre en considération ses caractéristiques spécifiques culturelles,

³⁵⁹ Pour une analyse complète sur cette théorie de concordance, Cf. Rebecca L. Schiff, "Civil-Military Relations Reconsidered : A Theory of Concordance", in *Armed Forces & Society*, Vol.22, No.1, Fall 1995, pp.7-24.

sociales et politiques. Par ailleurs, la théorie de concordance est assez susceptible au sujet de spécificité culturelle et historique de chaque nation dans les recherches d'une solution équitable et permanente qui permettrait au système politique de se procurer d'une base solide en matière de la séparation de deux domaines : politique et militaire.

Quant à la deuxième faiblesse de ces théories actuelles, elles ignorent complètement les particularités culturelles et historiques de chaque nation dans leur analyse de problèmes des relations civilo-militaires qui peuvent en effet favoriser parfaitement la mise en œuvre de la séparation de deux domaines : civil et militaire dans le système politique. De ce fait, il convient de se concentrer sur l'approche analytique qui a été soigneusement traitée par la théorie concordance. L'approche analytique, quels que soient les théories et les concepts utilisés, possède l'avantage, par rapport à la méthode purement descriptive, de mener à la formulation d'hypothèses permettant d'établir des relations dépendantes entre les nombreuses variables descriptives qui entrent dans l'analyse d'un système politique et, éventuellement, de déboucher sur le développement de l'étude comparée des systèmes politiques par l'accumulation et par la classification des connaissances acquises dans différentes sociétés, grâce à l'utilisation de concepts identiques. Si nous revenons encore sur la théorie de concordance, il est possible de dire qu'elle respecte dans une large mesure les spécificités institutionnelles, culturelles et historiques de la société en question tout en expliquant bien les conditions empiriques où les militaires, le gouvernement et la société civile peuvent se mettre d'accord sur les formes séparées ou intégrées des relations civilo-militaires afin d'empêcher l'intervention militaire dans la sphère politique. Tout en faisant allusion à nouveaux événements internationaux qui démontrent bien les orientations ethniques et les questions de la diversité multiculturelle en constituant les principales causes de problèmes internes de plusieurs pays dans le monde actuel, la théorie de concordance décrit donc une sorte de concordance réelle entre les militaires, les élites politiques et les citoyens qui peut être facilement appliquée à plusieurs différentes cultures. Et enfin, elle prescrit cette solution comme une véritable force de dissuasion à l'encontre de l'intervention des forces armées dans le domaine politique qui pourrait être appliquée avec beaucoup de souplesse à différentes cultures politiques et sociales.

§6) Le croisement de plusieurs différents modèles dans l'analyse du cas turc

Comme on l'a déjà indiqué au tout début de ce chapitre, les causes principales de l'intervention politique de l'armée ont toujours attiré l'intention de plusieurs chercheurs et constitué un sujet de base qui suscite beaucoup de différentes approches scientifiques dans la littérature de la sociologie politique. Certains parmi eux se sont uniquement contentés d'insister sur un ou plusieurs facteurs dans la recherche d'une méthode

analytique qui leur permettra d'expliquer le phénomène de l'intervention militaire. D'autres chercheurs ont adopté une autre approche qui veut rassembler en même temps plusieurs différents facteurs considérés tout importants. Quant à nous, on va essayer de sélectionner les facteurs les plus importants dans l'analyse des relations armée-pouvoir civil qui sont essentiellement adaptés au cas turc.

Partant du principe simple en présence d'un problème assez compliqué, il serait en effet convenable de ne privilégier aucune variable, mais au contraire d'en énumérer un grand nombre dans l'analyse d'une question délicate pour ne pas se faire piéger. L'influence de l'institution militaire sur le pouvoir civil est conditionnée et déterminée aussi bien par les caractéristiques sociales, politiques, économiques et culturelles d'une société que par les caractéristiques organisationnelles de l'armée elle-même. Néanmoins, il est évident que, quelle que soit la raison, la probabilité de l'accession des militaires au pouvoir civil et de sa réussite dans la vie politique augmente de plus en plus d'une façon surprenante au cours de la période où l'affaiblissement de l'influence administrative est réel et où la légitimité du pouvoir politique civil est clairement mise en cause. Comme tout autre groupe d'intérêt dans la société, l'appareil militaire en tant qu'une institution a aussi une tendance légitime de faire pression sur le pouvoir civil dans le processus de prise de décision afin qu'il soit bien servi dans le partage du gâteau selon ses attentes organisationnelles. Compte tenu de l'importance des responsabilités de l'armée en tant qu'institution dans le système politique, et de la divinité de la notion de " sécurité nationale " dans la croyance du peuple, il est notamment possible de dire que celle-ci est bien placée et bien servie par rapport aux divers groupes d'intérêt grâce à son influence considérable et à sa position stratégique dans le système politique.

A ce niveau, il convient de préciser que les possibilités d'action politique du système militaire dans la sphère politique prennent d'abord ses origines en fonction de ses moyens matériels et organiques. Comme nous avons déjà évoqué dans le chapitre précédant, nous nous contentons uniquement de les répéter brièvement encore une fois. Il est possible de regrouper les ressources structurelles du système militaire en trois titres : la possession d'une arme constitue la première ressource politique de l'armée vis-à-vis d'autres forces socio-politiques. Les moyens de contrainte les plus importants du pays se trouvent effectivement sous le contrôle de l'institution militaire. En principe, cette supériorité organisationnelle n'a été accordée que pour la défense nationale et pour le maintien de l'ordre public, même si elle est fortement disposée à l'utilisation de ses fins politiques. Une autre supériorité de celle-ci provient de son organisation exceptionnelle : fondée sur la hiérarchie et la discipline. Cette différence structurelle est plus frappante encore, quand il s'agit des pays sous-développés. Compte tenu de la réalité sociologique des pays concernés : le bas niveau de différenciations sociales, la faiblesse des organisations

socio-politiques et des institutionnalisations politiques, l'institution militaire est même souvent la seule véritable organisation structurée et donc capable de jouer un rôle extra-militaire. C'est ainsi que l'influence politique de l'armée au sein de la société est presque inévitable, puisqu'elle est dotée des ressources organisationnelles considérées comme un moyen indispensable à l'unité et à l'homogénéité nationales. Et finalement, la professionnalisation de l'armée est aussi susceptible de constituer une autre ressource politique.

Dans certaine situation politique, l'institution militaire n'hésiterait pas à mettre en usage ses fonctions politiques pour en tirer profit à sa faveur organisationnelle ou toute autre, puisqu'elle est chargée d'assurer essentiellement des responsabilités importantes dans le système politique. De ce fait, le contrôle de l'intervention militaire dans la vie politique constitue un problème important et commun de la démocratie dans plusieurs pays sous-développés et en voie de développement.

L'armée n'est qu'un moyen destiné à assurer un objectif : la sécurité de la nation contre toute sorte d'attaque extérieure. Les caractéristiques essentielles de l'institution militaire sont en effet conditionnées par cet objectif sacré. En raison de l'importance des responsabilités de l'armée moderne dans le système politique : l'établissement de la sécurité de la patrie et l'assurance de la survie de la nation, celle-ci est ainsi dotée de moyens importants qui lui permet de légitimer son intervention dans la sphère politique. A l'exception de l'armée, aucune institution politique ou sociale est aussi directement concernée par le souci de l'intégrité territoriale et l'indépendance nationale. De ce fait, celle-ci est fortement endoctrinée par l'idée de nationalisme.

Il est important de voir aussi la forte identification de l'institution militaire avec " l'intérêt national " qui résulte en effet de l'assimilation d'une idéologie de nationalisme et d'une forte identité nationale par celle-ci. En effet, ce phénomène de l'identification avec les valeurs nationales ne peut constituer qu'une occasion incontournable pour l'intervention militaire dans la vie politique, puisque la définition de " l'intérêt national " est assez vaste et facile à utiliser à des fins politiques.

Il est clair que les caractéristiques structurelles et fonctionnelles de l'armée sont sans doute déterminantes pour la définition des relations civilo-militaires et pour la compréhension des causes de l'intervention militaire. Toutefois, elles ne sont pas les seules raisons qui peuvent expliquer l'accession des militaires au pouvoir. Si cela était vrai, tous les pays ayant une armée, devraient être confrontés au problème de ce genre. Cependant, la stabilité politique et l'existence du système démocratique sont actuellement une réalité dans certains pays du monde.

*L'utilisation de culture politique en tant que variable déterminante dans
l'analyse des relations Armée-Pouvoir*

En outre, la nécessité de la recherche d'autres facteurs pour l'analyse des relations civilo-militaires est indispensable. Il convient de se poser la question suivante : ce problème est-il lié à la culture politique du pays concerné ? Ou bien, dépend-il de l'échec de pouvoir civil ? L'inaptitude de pouvoir civil dans l'assurance la mise en œuvre de bon fonctionnement de système politique n'entraîne pas forcément une intervention militaire. Le fait de l'intervention militaire considérée comme unique solution face à l'incapacité de pouvoir civil pour surmonter un problème confronté dans une société, peut être causée, d'une part, par la culture politique et la tradition, et d'autre part, par des conditions sociales, politiques et économiques du pays. Enfin, une autre question sur ce sujet qui pourrait nous éclairer, c'est le haut niveau de fréquence des interventions militaires dans les pays en voie de développement qui sont en train de subir notamment une forte transformation sociale, économique et politique. Autrement dit, le processus de modernisation entraînerait-il une crise politique permanente ?

Finer, un des chercheurs mettant l'accent sur l'importance de la culture politique dans l'analyse des relations civilo-militaires, a notamment observé à partir de différentes structures culturelles que le rôle politique de l'armée varie souvent d'une culture politique à une autre. Il avait déterminé quatre niveaux différents d'intervention militaire. Le premier a été notamment défini par le niveau d' "influence " de l'armée sur les autorités civiles. Les militaires s'efforcent effectivement d'influencer les civils en s'appuyant à la fois sur leurs sentiments et sur leurs logiques pour pouvoir assurer le sens de la prise de décision en leurs faveurs et selon leurs intérêts. Le deuxième niveau se compose de " la pression et de la menace ". Il existe plusieurs moyens de menace à la disposition de l'armée pour faire pression sur le pouvoir civil. Les menaces sont exercées sur le pouvoir civil : soit par le biais de moyens constitutionnels, soit par le biais des pratiques illégales.

Dans les deux premiers cas, l'armée n'est pas tout à fait directement impliquée dans la vie politique. Elle préfère rester à l'écart de la vie politique tout en étant influente et meneur de jeu, quand il s'agit de ses intérêts et de ses exigences. Par conséquent, l'intervention militaire est beaucoup plus ouverte et directe dans le troisième et le quatrième niveau. Le troisième consiste à imposer au gouvernement ou bien au chef du gouvernement de démissionner. L'armée ne s'installe pas directement au pouvoir, mais elle se contente plutôt de faire tomber et d'imposer un nouveau gouvernement qui suivra

ses exigences et sa politique. La mise en place d'un nouveau gouvernement se fait par une démonstration de violence et par une menace persuasive. Enfin, quant au dernier niveau de l'intervention militaire dans la vie politique, le régime politique civil se trouve complètement écarté du pouvoir par le régime militaire qui, cette fois le remplace directement. Autrement dit, les militaires préfèrent donc prendre les choses en main sans avoir recours au pouvoir civil comme intermédiaire pour la mise en place de leurs politiques³⁶⁰. Toujours d'après l'interprétation de Finer, ces quatre étapes de l'intervention militaire sont étroitement liées au niveau de développement de la culture politique de la société concernée. De ce fait, il lui a fallu définir et classer la culture politique de chaque pays par rapport à son niveau de développement dans le système politique pour tirer au clair les relations civilo-militaires.

Le même auteur a ainsi classé les niveaux de culture politique en quatre groupes. Il a notamment préconisé de poser les trois questions suivantes en vue de déterminer le niveau de développement de la culture politique dans une société en cause : 1- Y a-t-il un consensus étendu parmi le peuple au sujet de processus de changement du pouvoir politique et de son application et y a-t-il également une forte résistance et l'intolérance populaires contre l'utilisation du pouvoir politique lorsque le processus légal de changement du pouvoir politique n'est pas respecté ? 2- Y a-t-il un consensus élargi au sein de la société au sujet de la composition et de la qualité de l'autorité civile en place et sinon, une autre autorité que celle étant en place est-elle considérée comme illégitime par le peuple ? 3- Existents-ils beaucoup d'organisations politiques (partis politiques, syndicats, groupes d'intérêt etc.) dans la société, autrement dit, le peuple est-il bien représenté dans le système politique ?³⁶¹

Après avoir déterminé quatre différents niveaux de culture politique, il a ainsi placé la Turquie dans la catégorie dite " culture politique faible " dans laquelle la société civile est relativement restreinte et faiblement organisée. La légitimité des institutions et des procédures du régime politique est souvent remise en question. Il n'y a pas une forte résistance contre les interventions militaires au contraire de ce qui est le cas dans les cultures politiques développées. L'opinion publique est notamment affaiblie, divisée et insaisissable vis-à-vis d'un problème quelconque. Finer a trouvé nécessaire de faire aussi un classement parmi les pays qui font parti de cette catégorie, en raison de leurs différents niveaux de culture politique. La Turquie est ainsi placée en tête du classement dans sa catégorie, puisque le niveau de sa culture politique est considéré comme développé par rapport à d'autres pays de la même catégorie.

³⁶⁰ Samuel Finer, " The Man on Horseback ; the Role of the Military in Politics ", op. cit., p.78-79.

³⁶¹ Ibid., p.78-79.

Il serait intéressant de s'attarder un peu plus sur les caractéristiques de la catégorie dont la Turquie fait partie. L'attachement des peuples à leurs institutions politiques est assez faible dans les pays de cette catégorie à cause de faible niveau de légitimité de ces mêmes institutions. Il existe une opposition cachée, mais mal organisée contre le groupe dirigeant au sein de la société. Le niveau de structuration organisationnelle de la société civile est très peu développé, autrement dit la société civile est faible.

Soit le droit de l'organisation des citoyens a été supprimé par le régime politique, soit ce genre de tradition politique n'a pas encore pris naissance dans la société. Les pratiques politiques ne fonctionnent pas vraiment par l'intermédiaire des canaux définis consciencieusement. La légitimité des institutions politiques aux yeux du peuple n'a aucune importance contrairement à celle des cultures politiques matures. La structure politique est très faible dans les pays ayant une culture politique peu développée, à tel point que l'armée a la capacité de changer un gouvernement et de le remplacer par un autre grâce à la violence ou bien à la menace de violence sans être confronté à la moindre résistance. Mais cela ne veut pas dire que la structure politique des pays concernés soit suffisamment pour permettre aux militaires de remplacer directement le gouvernement et de diriger totalement le pays par ses propres moyens. Cette situation politique peut se produire uniquement dans des pays sous-développés où les cultures politiques sont presque inexistantes.

De plus, la cohérence sociale et le niveau de l'unification sociale sont significativement bas dans les pays de la même catégorie. L'inefficacité de contrôle social et l'absence des moyens de communication au sein de la société démontrent bien le manque de symboles expressifs universels qui constituent la société³⁶². L'importance de la culture politique dans l'analyse de l'intervention militaire dans la sphère politique est étroitement liée au développement de concept de " supériorité civile ". La naissance de la conscience de la supériorité civile, c'est-à-dire la conscience qui place toujours l'armée en seconde position à l'égard des autorités et du gouvernement civil est notamment un problème de culture politique et est largement liée au niveau de développement de cette culture politique. Le principe de " supériorité civile " se développe facilement et rapidement dans des pays où l'instauration de concordance sociale est achevée, où un consensus élargi existe au sein de la société et finalement où une société civile forte et bien organisée qui est capable de faire prendre des décisions politiques en faveur de ses propres intérêts. Cependant, le pouvoir politique civil perd aussi facilement sa légitimité aux yeux du peuple et l'armée se trouve davantage renforcée vis-à-vis de celui-ci à partir du moment où le pouvoir civil est

³⁶² A. Perlmutter, " The Praetorian State and the Praetorian Army : A Taxonomy of Civilian-Military Relations in Developing Countries ", Comparative Politics, Vol. 1, April, 1969, p.385-386.

largement inefficace face à un problème politique quelconque et où les moyens politiques se trouvent totalement bloqués et inaptes.

En dernière analyse, il convient de préciser que la culture politique n'est pas statique. De ce fait, Finer parle de ses catégories comme étant provisoires et ouvertes à toute sorte de transformation sociale et politique³⁶³. L'un des principaux moyens de se débarrasser des interventions militaires dans la vie politique consiste à privilégier davantage ce genre de transformation pour que le principe de la "supériorité civile" devienne une réalité absolue dans la société.

La non-subordination de l'armée au pouvoir civil et la détermination de celle-ci comme force politique indépendante constituent essentiellement les caractéristiques fondamentales des régimes prétoriens. En raison de l'État de faiblesse des institutions politiques civiles d'une part et de l'importance grandissante de l'influence de l'institution militaire sur les ressources socio-politiques et sur les transformations sociales, politiques et économiques d'autre part, les conditions socio-politiques des pays du Tiers monde correspondent au modèle de l'État prétorien. Néanmoins, les régimes militaires varient énormément d'un pays à l'autre du point de vue de leurs structures, de leurs buts et de leurs relations avec les groupes civils.

§7) La définition des régimes militaires selon le modèle de Nordlinger

Dans le but de déterminer un modèle qui convient plus au cas de la Turquie, il ne serait pas inutile de s'attarder un instant sur le modèle qui établit trois types de régimes militaires, proposé par Eric Nordlinger³⁶⁴. Ces derniers se distinguent du point de vue de leurs objectifs, de leur durée de l'occupation du pouvoir politique et du degré de leurs contrôles et de leurs influences exercées sur les structures politiques, économiques et sociales. En pratique, il est possible de dire que ces trois types de régime militaire ne sont pas totalement séparés l'un de l'autre. Il est donc inévitable que le premier type de régime militaire possède, par exemple certains caractères du deuxième type ou bien le contraire.

A) LE " REGIME DE VETO "

Essayons maintenant de résumer brièvement ces trois typologies. Les " régimes de veto " constituent effectivement la première catégorie dans laquelle l'institution militaire utilise le pouvoir de veto sur les décisions gouvernementales sans reprendre directement

³⁶³ Samuel Finer, " The Man on Horseback ", op. cit., p. 125.

³⁶⁴ Eric A. Nordlinger, " Soldiers in Politics : Military Coups and Governments ", Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, Inc., 1977, p. 21-27

en main le pouvoir politique. Le pays continue d'être géré par les hommes politiques civils et les institutions politiques civiles restent toujours en place dans le système politique. Néanmoins, ces mêmes décisions prises en principe par le pouvoir civil sont susceptibles d'être dirigées et limitées par l'armée. De ce fait, les "régimes de veto" ayant pour but de préserver le statu quo, sont en général les régimes conservateurs, même si la pratique de la mise à l'écart d'un pouvoir politique par un autre convenant davantage aux exigences militaires, est de temps à autre usée par l'institution militaire.

B) LE " REGIME DE GARDE "

Quant aux "régimes de garde", le pouvoir politique a été directement repris par l'armée sans intention de le garder définitivement (la durée de l'occupation de pouvoir politique déterminée par Nordlinger varie de 2 à 4 ans). Il est vrai qu'une forte influence et un haut contrôle de l'institution militaire sur la vie civile ont été sans doute établis dans le système politique. Dans les "régimes de garde", les militaires prétendent que leur première préoccupation et leurs principaux devoirs sont de sortir rapidement le pays d'une situation politique de chaos et d'une crise politique et sociale créée par le pouvoir civil et que la transmission de pouvoir politique aux forces civiles serait immédiate dès lors qu'ils réussissent à établir la stabilité politique et le calme social dans le pays et à assurer aussi les conditions politiques normales qui n'entraîneraient pas une autre crise politique. Comme tous les régimes militaires, les "régimes de garde" sont antidémocratiques et répressifs. Mais le degré de contrôle du régime militaire sur les structures économique et sociale est relativement limité grâce à leur promesse concernant la durée déterminée de l'usurpation de pouvoir civil. Les "régimes de garde" ont été enfin considérés comme des conservateurs modérés en raison de leurs déterminations vis-à-vis des mauvais fonctionnements et pratiques politiques du système politique.

C) LE " REGIME DE DOMINATION "

Enfin, les "régimes de domination" dans lesquels l'armée ayant l'intention de rester très longtemps au pouvoir, exerce cette fois-ci un contrôle politique assez élargi comparé à celui des deux premières typologies. Les leaders de ce groupe de régimes politiques ont en effet une grande passion à mettre en œuvre beaucoup d'actes politiques et se présentent notamment comme de grands révolutionnaires et modernisateurs. Ils ont pour but de bouleverser totalement l'équilibre des rapports de force en leurs faveurs en renversant d'abord les institutions politiques en place et aussi en rétablissant les nouvelles restructurations économiques et sociales par les moyens coercitifs, par exemple, de la réforme agraire et de la nationalisation. Dans l'objectif de la mise en évidence de ces transformations radicales, les régimes militaires ne permettent pas aux autres institutions politiques à l'exception de celles qui ont été évidemment créées par leur accord, de

continuer à exercer leurs activités politiques tout en gardant donc la presse écrite et audiovisuelle sous leur contrôle strict.

§8) Les probabilités de l'intervention militaire dans la sphère politique

Les sociologues travaillant sur la probabilité de l'intervention militaire dans la vie politique, mettent l'accent sur différentes raisons possibles. Certains sociologues considèrent nécessaire l'intervention politique des forces armées pour la réussite et la mise en application du processus de modernisation dans les pays du Tiers Monde. D'autres sont contre l'attribution d'un rôle d'importance à l'armée dans la mise en place du processus de modernisation, même si l'intervention militaire est jugée indispensable et nécessaire par rapport au rôle modernisateur que joue l'armée au début de ce processus³⁶⁵.

De ce point de vue, il ne serait pas inutile de voir sommairement les probabilités de l'intervention militaire exposées différemment par chaque auteur. Selon Pye, les relations civilo-militaires sont étroitement liées au niveau de développement de l'institutionnalisation dans les sociétés sous-développées où le niveau de modernisation des institutions militaires est relativement plus élevé que celui des institutions civiles. Il ajoute que les institutions militaires ont plus de facilités structurelles pour se moderniser par rapport aux institutions civiles. De ce fait, les forces armées restent plus exposées aux solutions de l'intervention politiques grâce à cette supériorité structurelle³⁶⁶.

Quant à un autre auteur, Halpern, il met l'accent sur l'obligation de la séparation des fonctions civilo-militaires dans un système politique. La rareté des interventions politiques des forces armées dans les pays développés provient en effet de la séparation absolue établie entre fonctions militaires et fonctions civiles. Par contre, la tradition de partage de l'autorité civilo-militaire n'est pas tout à fait développée dans les pays du Tiers Monde, d'où la multiplication de l'intervention militaire dans la vie politique³⁶⁷.

Selon Huntington, la raison de l'intervention militaire dans les sociétés sous-développées peut être expliquée par l'inaptitude des institutions politiques à instaurer la

³⁶⁵ Cf. Morris Janowitz, "The Military in Political Development of New Nations, An Essay in Comparative Analysis", University of Chicago Press, Chicago, 1964.

³⁶⁶ Lucian W. Pye, "The Role of The Military Armies in The Process of Political Modernization", in J. J. Johnson (dir.), "The Role of The Military in Underdeveloped Countries", Princeton University Press, 1962, p. 73-80.

³⁶⁷ Manfred Halpern, "The Military Role Middle Eastern Armies and The New Middle Class", in J. J. Johnson, "The Role of The Military in Underdeveloped Countries", Princeton University Press, 1962, p. 277-278.

stabilité politique et par la mise en application de processus de développement économique. Autrement dit, les conditions de violence ont été créées, dans ces sociétés concernées, par l'insuffisance des efforts consacrés à la réalisation de la stabilité politique et du développement économique. Les renversements des gouvernements civils tout en créant une crise politique et sociale dans le pays résultent en effet de la violence et de l'usage de la force armée³⁶⁸.

Linz et Stepan font plutôt allusion aux caractéristiques du système politique pour expliquer les raisons des interventions politiques des forces armées. Pour eux, les problèmes sont à l'origine politiques : la structure du système politique, la légitimité du pouvoir civil, la différenciation des institutions politiques etc. et les structures socio-économiques. L'industrialisation, l'urbanisation, l'exode rural etc., constituent essentiellement les raisons principales de l'intervention militaire dans la vie politique³⁶⁹.

D'une manière générale, il est aisé de constater que, selon certains sociologues, la probabilité de la réalisation des coups d'État militaires dans des sociétés sous-développées dépend globalement de deux éléments principaux : la structure du régime politique et les caractéristiques structurelles de l'institution militaire.

A ce stade, il est donc possible de résumer ainsi sommairement les probabilités de l'intervention militaire dans la vie politique provoquées essentiellement par le régime politique : en cas d'absence des caractéristiques politiques fondamentales considérées nécessaires pour l'existence d'un système politique moderne, si l'armée peut effectivement devenir la véritable force politique de l'État³⁷⁰ ; en cas d'existence de la domination de l'indécision dans un système politique, si seule l'armée est capable de prendre la direction du pays sous son contrôle ; face à l'insuffisance du pouvoir politique civil, si l'armée est la mieux placée pour l'établissement du bon fonctionnement des affaires politiques ou sociales ; face à l'apparition de l'instabilité politique et la violence politique, si l'armée est présentée comme la solution parfaite. Mais, tout cela ne dépend pas de la force de l'institution militaire, c'est plutôt le résultat de la faiblesse du système politique.

Un deuxième groupe de chercheurs mettent plutôt l'accent sur les caractéristiques structurelles de l'institution militaire dans l'analyse de probabilité de l'intervention

³⁶⁸ Samuel P. Huntington, " Patterns of Violence in World Politics " (in) Changing Patterns of Military Politics, The Free Press of Glancoe, Inc., New York, 1962, p. 39.

³⁶⁹ J. Juan Linz et Alfred Stepan, " The Breakdown of Democratic Regimes, Crisis, Breakdown and Reequilibration ", The Jonh Hopkins University Press, Baltimore and London, 1978, p. 38-45.

³⁷⁰ Gavin Kennedy, " The Military Third World ", The Garden City Press, London, 1974, p.152.

politique de forces armées. D'après Finer qui est l'un des défenseurs de cette idée, pour que la possibilité d'intervention de l'armée dans la vie politique devienne une réalité, celle-ci doit être consciente de sa supériorité organisationnelle par rapport aux institutions politiques civiles. A tel point que les militaires ont conscience de leur puissance redoutable. Et, l'armée doit être véritablement inquiète du problème social³⁷¹.

Une fois née, l'armée, comme toute force sociale, a tendance à déborder de son rôle proprement militaire. Cette tendance peut être contrecarrée par un pouvoir politique fort qui commande l'armée et la forme ou au contraire favorisée par un pouvoir faible en quête d'appui.

“ Le sentiment de supériorité que produit chez les militaires la conscience d'appartenir à un corps d'élite de l'État, la mise en place d'un enseignement technique et scientifique de haut niveau pour la formation des brevetés d'armes savantes et des ingénieurs militaires donnent aux militaires, dans ces pays non industrialisés, une “ conscience de compétence ” évidente. La reconnaissance du pays supérieure à celle de n'importe quelle autre institution, grâce à la distribution des garnisons sur toute l'étendue de territoires généralement sous-administrés par le pouvoir civil, renforce encore la responsabilité sociale que donne le service universel. Isolement de la société globale, cohésion et prestige de groupe imposent une fermeture hautaine sur la vie militaire, un repliement sourcilieux sur l'institution, horizon absolu qui va de pair avec la conscience d'un rôle éminent à jouer. La surestimation de soi en tant que groupe singulier et fermé accroît l'autonomie de la société militaire face aux pouvoirs et tout à la fois ses ressources pour intervenir dans la vie politique ”³⁷².

Si l'on essaie de regrouper les idées défendues à propos des probabilités de l'intervention militaire dans la vie politique, on peut effectivement aboutir au résultat suivant qui entraîne l'intervention militaire : les hommes politiques civils restent bloqués et inefficaces face au dysfonctionnement du régime politique et face à la transformation de la société politique en une société prétorienne. L'institution militaire étant vraiment angoissée et préoccupée par la gravité des crises rencontrées dans le système politique, se voit en fait comme seule force principale au sein de la société qui soit capable de les résoudre. L'épuisement d'espoir et de tolérance populaires à l'égard du pouvoir politique civil inefficace face aux divers problèmes donne la perception de l'armée comme unique sauveur et donc comme une autorité légitimée par le peuple. Et enfin, l'armée doit posséder une forte idéologie militariste.

³⁷¹ Samuel E. Finer, “ The Man on Horseback, The Role of The Military in Politics ”, op. cit., p. 61-71.

³⁷² Alain Rouquié, “ L'État militaire en Amérique Latine ”, Edition du Seuil, Paris, 1982, p.131, 132.

SECTION 3) LES FACTEURS D'INTERVENTION DES MILITAIRES EN POLITIQUE

Dans cette section, nous nous interrogeons sur l'origine des facteurs d'intervention des militaires dans le domaine politique. Ce sont les facteurs, qui entraînent l'intervention des forces armées dans la sphère politique tout en étant le résultat du système politique et du système militaire. La question principale serait d'éclaircir l'origine de ces facteurs d'intervention militaire. De ce fait, l'analyse des caractéristiques socioculturelles d'un système politique serait mise en question en vue de déterminer la résurgence systématique de l'intervention militaire dans la vie politique. En d'autres termes, nous nous concentrons sur les caractéristiques systémiques d'une société politique afin de trouver les causes de l'intervention politique des forces armées. Et enfin, nous essayons de trouver une réponse concrète à notre question posée dans le système militaire. La spécificité de l'organisation et de la structure militaire peut-elle seule expliquer complètement les causes de la forte présence militaire dans la sphère politique ?

§1) Les facteurs issus du système politique

Il s'agit ici d'une analyse des caractéristiques systémiques au sein du système politique comme l'une des causes importantes de l'intervention politique des forces armées. La question est de savoir si la capacité du système politique peut conditionner son efficacité et sa détermination dans l'empêchement des interventions militaires dans le domaine politique. Autrement dit, est-il possible de contrecarrer l'influence militaire dans le système politique en favorisant davantage le développement des capacités du système politique ?

De ce fait, il nous paraît important de citer les propos de J. P. Marichy concernant les trois types de capacités du système politique intervenant à trois niveaux différents :

- La capacité de mobilisation des ressources qui lui permet de puiser dans son environnement les moyens de répondre aux demandes ;
- La capacité de traitement des données qui conduit à la prise de décision ;
- Et la capacité d'exécution des décisions qui entraîne une action réelle sur l'environnement.

Il ajouté aussi qu'il faudrait analyser les éléments les plus caractéristiques du système politiques qui sont notamment la nature de la légitimité du Pouvoir, la structure du régime constitutionnel, l'organisation et l'efficacité de l'Administration, l'organisation des forces politiques et des circuits de communication entre les citoyens et le pouvoir, le niveau de consensus ou de contestation pour bien apprécier la réalité des relations civilo-militaires³⁷³.

Il est important de voir donc de près les caractéristiques systémiques d'un pays où la prise en main des affaires politiques par l'institution militaire est assez fréquente. Dans un contexte de crise généralisée, ce qui est souvent le cas à la veille des interventions, la maîtrise des espaces politiques par la société civile devient de plus en plus rétrécie. En revanche, la montée des revendications populaires devient in-maîtrisable. L'existence d'une crise de grande ampleur révèle parfois l'érosion et la fragilité des soutiens sur lesquels un régime pouvait apparemment compter ; l'appui attendu de certains groupes influents se dérobe, la docilité des gouvernés fait place à l'agitation et aux manifestations brutales de contestation. Les conflits de légitimité peuvent prendre une ampleur insurmontable, lorsqu'ils coïncident avec l'affrontement de groupes de population artificiellement rassemblés dans une seule entité politique, mais que tout par ailleurs oppose (leur mode de vie, leurs ressources économiques, leurs habitudes, leurs conceptions morales, leurs croyances). C'est ainsi qu'on fait la différence entre le système moderne et le système traditionnel. Ce qui fait que les sociétés modernes possèdent un haut niveau de "différenciation structurelle" et d'"autonomie des sous-systèmes", tandis que dans les systèmes traditionnels, ce niveau est assez bas³⁷⁴.

Une situation économique difficile peut entraîner le mécontentement de groupes instruits sensibles à l'efficacité du gouvernement, aussi bien que l'insatisfaction diffuse des catégories sociales les plus affectées dans leur niveau de vie. Lorsque des transformations économiques ou sociales de grande ampleur affectent des groupes, menacent leur position ou, au contraire, leur ouvre des perspectives de promotion, la remise en cause de la légitimité du pouvoir politique en place devient une réalité. Après avoir subi les transformations radicales, la société politique se plonge effectivement dans une crise identitaire durable et l'instabilité politique règne également dans celle-ci.

³⁷³ J. P. Marichy, " Le problème des relations civilo-militaires aux Etats-Unis : pour une nouvelle approche méthodologique ", in Lucien Mandeville (dir.), " Le système militaire des Etats-Unis : Bilan et Perspectives ", CERSA, Editions Universitaires, Paris, 1976.

³⁷⁴ Chandler Morse, " The Functional Imperatives ", in Max Black (dir.), " The Social Theories of Talcott Parsons ", Englewood Cliffs, Prentice-Hall, Inc., 1961, p.121.

A) *LE POUVOIR POLITIQUE DEPOURVU DE LA LEGITIMITE*

Dans une société où l'instabilité politique et sociale est une réalité, les valeurs essentielles se trouvent contestées ; le pouvoir politique se trouve dans l'impossibilité de garder les évolutions politiques sous son contrôle ; le mécontentement populaire s'alourdit de plus en plus, puisque les institutions politiques ne répondent pas entièrement à leur besoin. Il n'est guère étonnant que l'institution pour qui la défense de l'ordre et des valeurs établies est la raison d'être, s'interpose pour rétablir les choses. L'existence d'une crise politique par laquelle le pays même est complètement menacé, l'organisation militaire représente le dernier et unique recours de la nation, puisqu'elle se dote d'une solide organisation qui lui permet de rester en dehors de toutes sortes d'instabilités politiques et sociales.

La légitimité, opinion subjective impliquant la croyance populaire dans la valeur sociale des institutions existantes, dépend donc des valeurs des différents groupes sociaux. D'une manière générale, il est possible de dire que la stabilité d'un système politique est fonction de sa légitimité et de son efficacité. Mais, il existe quand même des moyens qui donnent la possibilité de rétablir éventuellement la légitimité du régime : la dramatisation de la situation par les dirigeants, en ce qu'elle permet l'usage de symboles forts (l'unité nationale, la patrie en danger, l'exigence de salut public), et de valeurs communes mobilisatrices (le patriotisme, le nationalisme...).

Il nous paraît aussi important de préciser le terme de crise politique qui engendre en effet des ruptures de légitimité. Les crises politiques sont donc des périodes de la vie sociale où le pouvoir est contesté en lui-même (et non pas seulement ceux qui l'exercent à ce moment précis), où une partie de ses soutiens se dérobe, où se trouvent modifiées les représentations et les croyances sur l'organisation sociale et politique et où la "dynamique" des affrontements compromet les relations habituellement en vigueur entre les groupes³⁷⁵. Dans cette situation de crise où le peuple commence à chercher une valeur-refuge représentée par l'organisation militaire, qui pourrait remplacer la chute de légitimité du pouvoir civil. Il n'est pas erroné de dire que la force armée la mieux organisée et structurée par rapport au reste de la société, n'intervienne la plupart du temps dans le domaine politique que si le pouvoir civil se trouve privé d'une légitimité étendue au sein de la société. Ceci peut s'expliquer par le fait que la baisse ou l'absence de légitimité du pouvoir civil constitue l'une des principales raisons des interventions politiques des forces armées, puisque les tendances interventionnistes de l'armée se trouvent justifiées dans cette situation de crise. La deuxième raison de l'usurpation du

³⁷⁵ Jacques Lagroye, "Sociologie politiques" Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques & Dalloz, Paris, 1993, p.406.

pouvoir politique pendant cette période précise, peut s'expliquer notamment par le fait que le renversement d'un pouvoir civil légitime par l'institution militaire, risque effectivement de provoquer le mécontentement et la réaction populaires. De ce fait, la perte de légitimité du pouvoir civil constitue en quelque sorte la base de légitimité de la nouvelle administration militaire qui s'empare du pouvoir politique.

Il peut y avoir plusieurs raisons de la perte de légitimité du pouvoir civil à l'égard de la société politique. Les cadres dirigeants se trouvant à la tête de pays, peuvent ne pas représenter complètement les intérêts de groupes sociaux émergents et rester donc dépourvus des soutiens indispensables. Les éléments fondamentaux qui établissent la base principale de légitimité du pouvoir politique, peuvent perdre toute importance dans le système politique. Par exemple, dans les périodes de guerre de libération, l'identification des dirigeants aux valeurs et aux objectifs fondamentaux de la société peut ainsi conduire à une véritable " héroïsation " des leaders, à un puissant investissement affectif dans leur personne. On peut également dire la même chose à propos des régimes politiques qui se mettent en place suite aux guerres de libération. Néanmoins, au fur et à mesure que la société politique se développe du point de vue économique, social et politique, les mêmes dirigeants héroïques peuvent aussi se priver de la légitimité en cas d'insuffisances dans la mise en place des politiques considérées nécessaires et adaptées conformément aux nouveaux besoins de la société. Une autre raison peut être déterminée par l'inaptitude du pouvoir civil dans l'instauration de l'ordre public et de la sécurité intérieure. Et enfin, la polarisation et l'hyper-politisation du système politique, la dégradation des conditions économiques, l'impossibilité de l'instauration du consensus parmi les principaux partis politiques au sujet de problèmes fondamentaux constituent les autres facteurs essentiels qui engendrent la perte de légitimité d'un pouvoir civil. D'une manière générale, l'on prétend que le phénomène de perte de la légitimité du pouvoir civil se produit davantage lors de la période de transition où la participation politique est relativement élevée et où les valeurs sociétales sont généralement en train de se transformer.

La crise de légitimité est un problème majeur dans les jeunes pays. Le nationalisme et la souveraineté populaires sont généralement des principes sur lesquels se fondent les nouveaux Etats. Il nous appartient à préciser que ces principes ne sont pas mis en place par le peuple, mais plutôt malgré lui, par les élites modernisatrices qui prennent le modèle occidental comme but ultime. Les défenseurs de l'occidentalisation sont minoritaires dans la société, la majeure partie de la population garde toujours les caractéristiques traditionnelles. La légitimation est tout d'abord l'entretien par les gouvernants et les groupes dominants de l'image d'un pouvoir politique attaché à des valeurs qui sont présentées comme constitutives de la cohésion morale de la société. De ce fait, une fois que l'indépendance est assurée, le nationalisme et la souveraineté restent effectivement

insuffisante pour la constitution de la base du régime politique. Le résultat est ainsi l'apparition de tension au sein de la société au sujet de la légitimité du pouvoir politique.

C'est dans ce genre de situations politiques que l'armée se trouve bien placée pour l'usurpation du pouvoir politique. La crise de légitimité du pouvoir politique est d'autant plus importante dans les nouveaux pays et dans les pays en voie de développement, puisque les interventions politiques des forces armées se trouvent pleinement justifiées par ce phénomène. Autrement dit, la réalisation des interventions militaires et l'imposition de celles-ci au peuple sont relativement facilitées par la baisse ou la perte de la légitimité du pouvoir politique au sein du système politique.

B) LA DISCORDANCE ENTRE LE " CENTRE " ET LA " PERIPHERIE " EN TANT QUE FACTEUR DESTABILISANT

Dans la recherche de l'analyse des relations civilo-militaires, il nous paraît aussi important de nous arrêter sur les propos défendus par Perlmutter, selon lequel les facteurs systémiques sont effectivement importants dans la détermination des causes de l'apparition de l'État prétorien. De ce fait, il met l'accent sur l'existence de la discordance entre le " centre " et la " périphérie ", sur le bas niveau de l'institutionnalisation politique et de la structuration sociale et sur l'existence des partis politiques faibles et sans-influences pour trouver une explication aux causes auxiliaires qui entraînent l'État prétorien. Selon Perlmutter travaillant aussi sur les pays en voie de développement comme Huntington, le mouvement de modernisation se tourne autour de l'autorité du " centre ". Les leaders nationalistes et pro-modernisateurs négligent souvent l'existence des conflits entre le " centre " et la " périphérie ". Cependant, la " périphérie " sous-estimée se révèle finalement d'une manière assez violente contre le " centre " pour démontrer ses mécontentements. Les interventions militaires dans la vie politique des pays en voie de développement, se font en effet en raison de réaction de la " périphérie " contre le " centre " se trouvant entièrement éclaté et effrité suite au processus de modernisation. Ce conflit ne se passe pas uniquement entre le centre et la périphérie, mais aussi entre les traditionalistes et les intellectuels modernes³⁷⁶.

C) LA FAIBLESSE DES INSTITUTIONS POLITIQUES DANS LE SYSTEME

Les niveaux d'institutionnalisation politique et de soutien populaire aux institutions politiques dans les Etats prétoriens, sont extrêmement bas et les partis politiques se trouvent donc divisés et morcelés. Ils sont soutenus par les différents groupes sociaux qui ne sont pas tout à fait cohérents entre eux. Les institutions politiques dont les partis

³⁷⁶ Amos, Perlmutter, " The Praetorian State and the Praetorian Army : A Taxonomy of Civilian-Military Relations in Developing Countries ", Comparative Politics, Vol. 1, April, 1969, p.388.

politiques font partie, n'ont pas la capacité de constituer leurs propres traditions structurelles et de mener une véritable politique autonome à cause du bas niveau de l'institutionnalisation politique. Les partis politiques sont faibles, inefficaces, privés de la cohérence interne dans le système politique. Il est toutefois très important d'avoir les partis politiques forts, efficaces au cours de processus de modernisation pour la suppression des conditions socioculturelles et socio-politiques qui entraînent l'État prétorien et aussi pour l'élimination des effets dévastateurs de modernisation³⁷⁷.

Il faut entre autre ajouter à tout cela, la faiblesse des partis d'opposition issus de l'absolutisme du pouvoir dans la plupart des pays du Moyen-Orient. Dans ces conditions précises, s'il n'y a pas de véritable force d'opposition ou si elle est très faible ou si elle se heurte à une résistance intérieure et internationale trop forte pour être surmontée, c'est en fait l'armée qui gagne la compétition de la succession ou plus exactement du renversement. On peut ajouter que la situation internationale - l'organisation d'un barrage anticommuniste moral et politique à la fois - tend à généraliser une situation où l'une des forces politiques d'opposition, le parti communiste, est hors jeu. Entre autre, face à l'impossibilité de la formation des forces politiques, autre que le parti communiste, qui sont capables d'absorber toute sorte d'idées politiques, c'est l'armée qui est bien placée pour prendre les choses en main. Autrement dit, il s'agit ici d'un sous-développement du système politique, le niveau de la différenciation structurelle est très bas, les capacités d'innovation, de mobilisation des ressources et de survie sont insuffisantes.

Les structures politiques civiles se trouvent parfois dans l'obligation de s'appuyer sur le soutien direct de l'armée, à partir du moment où l'on assiste à l'apparition de la division au sein de la structure politique et aussi à l'inaptitude des appareils constitutionnels dans l'application des actes politiques. Cette situation peut susciter à la fois un résultat de l'imposition de l'idéologie civile à l'armée et de la dépendance extrême du pouvoir politique civil à l'autorité militaire. De plus, la popularité du pouvoir civil se trouve effectivement reculée par rapport à celle de l'armée qui augmente davantage dans la même situation politique. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions politiques, l'occasion de l'intervention militaire soit trop élevée³⁷⁸.

Si l'on essaie de résumer les idées défendues par certains auteurs concernant les causes de l'intervention militaire dans la vie politique, on peut les regrouper en gros en trois titres. Le pouvoir politique civil est tenu responsable de la montée des actes de terrorisme et de violence, et aussi de l'augmentation considérable de la polarisation

³⁷⁷ Ibid., p. 388-389.

³⁷⁸ S. E. Finer, "The Man on Horseback : The Rôle of Military in Politics", Middlesex, England : Penguin Books, 1975, p. 64.

politique et du conflit social. Il est également resté impuissant devant l'arrêt et le recul de croissance économique, le niveau assez élevé de l'inflation et l'inégalité énorme de la proportion des revenus et enfin l'appel du pouvoir civil fait à l'armée pour son soutien dans la résolution de certains problèmes socio-politiques affrontés. Toutes ces raisons énumérées constituent en effet les principaux facteurs qui mettent en marche les intentions interventionnistes de l'armée.

Cependant, E. Nordlinger prétend que toutes les interventions militaires ne peuvent pas s'expliquer par les inaptitudes et les insuccès du pouvoir civil, même si ceux-ci sont considérés comme des facteurs simplificateurs et déclencheurs. Pourtant, la volonté de l'armée d'intervenir dans la vie politique ne peut être justifiée que par la conjonction de deux facteurs simultanés : l'inefficacité et l'impuissance civiles vis-à-vis d'une crise socio-politique et l'exigence de la protection des intérêts militaires. C'est ainsi que le pouvoir politique civil se trouve privé de la confiance de l'armée et de la légitimité politique dans le système politique³⁷⁹.

§2) Les facteurs issus du système militaire

Dans la recherche des causes des interventions politiques des forces armées, doit-on s'intéresser directement à la société civile ou bien à la corporation militaire ? Est-ce aussi important de se pencher sur les caractéristiques institutionnelles de l'armée pour bien démontrer les causes essentielles des coups d'État ? Peut-on se contenter d'une interprétation strictement institutionnelle des interventions militaires dans le domaine politique ? Peut-on remplacer le corps des officiers dans le contexte social dans lequel ils vivent et envisager les interventions politiques des militaires sous le seul angle des querelles institutionnelles ?

Même si l'on sait qu'il est totalement erroné de chercher uniquement les causes des coups d'État dans l'institution militaire, il n'est pas non plus logique de négliger complètement l'importance de l'analyse des ressources politiques du système militaire. Il va de soi que, dans une société troublée et fortement politisée, les groupes organisés qui disposent des troupes armées les plus nombreuses et les mieux équipées, et a fortiori ceux qui se sont spécialisés dans le métier des armes, pèsent lourdement sur le destin politique. Il convient aussi de citer la célèbre formule de Tocqueville en la matière : " Ce n'est pas dans l'armée que l'on peut rencontrer le remède aux vices de l'armée, mais dans le

³⁷⁹ Eric A. Nordlinger, " Soldiers in Politics ", op.cit., p.86.

pays ”³⁸⁰. Quant à M. Martin, il est extrêmement clair sur ce point : “ Notre critique, d’ordre purement méthodologique, condamne ces théories (marxistes) au même titre que les théories développementalistes parce qu’elles nous paraissent négliger la dynamique des organisations militaires et ignorer l’existence d’intérêts proprement militaires.... L’hypothèse que nous nous proposons d’élaborer consiste à montrer que l’intervention politique de l’armée répond à la formation d’un climat de dépossession au sein des institutions militaires africaines et constitue par la même un phénomène semblable à une action de revendication corporative ”³⁸¹.

L’armée moderne est une organisation dans laquelle la cohérence et l’unité interne ont été effectivement assurées solidement grâce à une structure hiérarchique rude et aussi grâce à des normes strictes de discipline. Comme nous l’avons déjà souligné, la principale ressource politique de l’armée provient de son privilège de détention des armes. C’est effectivement l’institution militaire qui possède plus ou moins le monopole des moyens de contrainte dans la société. La détention du monopole des armes ne signifie en aucun cas la justification de l’intervention de l’armée dans le domaine politique. Car, l’attribution de ces moyens à l’armée est strictement destinée à l’établissement de la défense nationale. Mais, il n’est pas rare dans la pratique de voir l’utilisation de ce monopole à des fins politiques.

L’armée possède également une organisation bien fondée sur la hiérarchie et la discipline³⁸². Ceci constitue un avantage majeur important pour l’institution militaire dans le système politique, surtout s’il s’agit de pays sous-développés dans lesquels l’institutionnalisation et la différenciation organisationnelle sont presque inexistantes. A ce stade, il convient tout de même de préciser que l’institution militaire est sans doute ouverte aux influences de son environnement politico-social national et même international.

La détermination et l’action de l’armée sur le pouvoir politique ont été vraisemblablement soutenues par la détention de moyens matériels irrésistibles qui lui assure une efficacité particulière. D’une manière générale, elle agit comme un groupe de pression qui est fortement favorisé par ses moyens de contrainte par rapport à d’autres groupes. En toute hypothèse, il est vrai de dire que ce type de ressource organisationnelle détermine en quelque sorte l’influence politique de l’institution militaire exercée sur le domaine politique. Sur ce point M. Martin n’hésite pas à dénoncer les faiblesses des approches écologiques tout en privilégiant l’importance des organisations militaires dans

³⁸⁰ Alexis de Tocqueville, “ De la démocratie en Amérique ”, Garnier Flammarion, Paris, p. 331.

³⁸¹ Michel L. Martin, “ La militarisation des systèmes politiques africains (1960-1972) ”, op. cit., p.13 et 15.

³⁸² O. Metin Ozturk, “ Ordu ve Politika ”, op. cit., p.100.

la sphère politique en Afrique noire : “ Cet essai a donc pour but d’apporter un correctif heuristique aux diverses approches écologiques dont nous venons de dénoncer les faiblesses. Le modèle d’explication que nous proposons, tire l’essentiel de ses fondements au niveau des organisations militaires proprement dites. Le paradigme qui l’habite, s’inspire de l’idée que les interventions militaires en Afrique noire constituent une réponse corporative à un certain nombre de contraintes internes (une réponse, autrement dit, à un syndrome de dépossession que les militaires ne semblent pouvoir tolérer) ”³⁸³.

Le phénomène de professionnalisation peut aussi favoriser l’influence de l’armée sur la vie politique. Comme l’on a déjà eu l’occasion d’examiner largement ce phénomène, l’on se contentera uniquement de le citer très brièvement. Le processus de professionnalisation n’entraîne pas, selon Huntington, la dépolitisation de l’institution militaire, à l’opposé de tout ce qui a été dit en la matière. Sur ce point, comme on l’a déjà précisé, Huntington avance l’idée que la professionnalisation militaire joue un rôle considérable dans le détachement et dans la neutralisation politique de l’armée, puisque les officiers de l’armée ne s’occupent que de leurs affaires professionnelles en raison de leurs compétences spécifiques.

Mais, il reste aussi à répondre à la question suivante : pourquoi la professionnalisation n’entraîne-t-elle pas la dépolitisation qu’Huntington prédit dans son modèle explicatif ? C’est justement parce que les forces armées du Tiers Monde se dotent de missions extra-militaires, au contraire de celles des pays développés. Les fonctions des forces armées du Tiers Monde varient ainsi : les missions éducatives, socio-politiques, économiques.

A ce stade, il convient donc de nous pencher maintenant sur les fonctions extra-militaires de l’armée qui la rendent plus politisée dans le système politique, même si la défense du pays constitue sa principale fonction. C’est ainsi que l’on peut confirmer que l’institution militaire n’assume pas uniquement les missions spécifiquement militaires. La participation des militaires dans le Tiers Monde au développement économique et social est une réalité indiscutable. Les forces armées doivent contribuer au développement du pays, au bien-être du peuple, puisque le meilleur moyen de l’établissement de la défense efficace passe par le développement économique auquel les militaires ne peuvent manquer de participer. La fonction spécifique des forces armées étant la défense du système global, il est fort probable de les voir engagées activement dans les domaines spécifiques dans les pays sous-développés.

³⁸³ Michel L. Martin, op. cit., p.14.

Tout en ayant conscience du fait que la réalité d'une fonction à un certain moment ne dépend pas seulement de l'objet pour lequel un organe a été créé, mais des manquements ou des débordements des organes affectés à d'autres fonctions ; il ne serait pas inutile de s'attarder sur les fonctions extra-militaires de l'armée.

Il est normal qu'en cas de la participation considérable de l'armée dans d'autres domaines que les siens, celle-ci se trouve forcément bien placée dans la détention des moyens d'action politique. Autrement dit, la spécialisation "économique", par exemple, des militaires, quelle qu'en soit la raison, dans la mesure où elle leur donne des compétences civiles, les incite à s'interroger sur le monde dans lequel ils vivent, les pousse à se lier aux civils, et les conduit à participer activement à la vie politique. L'implantation de l'armée dans le système industriel est d'autant plus importante lorsque celle-ci participe directement tant à la production d'armes sophistiquées qu'à la recherche dans le domaine de l'évolution technologique. Etant donné que le rapprochement incontournable entre l'industrie et le système militaire s'avère de plus en plus inévitable dans les pays industriels aussi bien que les pays sous-développés, il est tout à fait logique d'assister davantage à la détermination des forces armées dans le domaine politique. L'apparition du complexe militaro-industriel et la naissance de véritables corrélations entre le système militaire et le monde de l'industrie proviennent notamment du fait que l'institution militaire serait le principal acheteur de certains produits industriels.

Quant aux fonctions socio-politiques de l'armée qui constituent ses principales ressources fonctionnelles, les propos de M. Marichy sont assez clairs : " Enfin, le système militaire - tout au moins dans les pays où il se fonde sur la conscription - exerce également une fonction socio-politique qui est aujourd'hui au cœur de la contestation à l'égard du système. Ayant pour mission d'encadrer la jeunesse et d'assurer sa formation, en vue de la faire participer à l'établissement de défense, l'armée procède du système éducatif dont on ne peut nier qu'il ait pour but de transmettre des valeurs donc de faciliter l'intégration dans la société, ce qui est éminemment une fonction politique...³⁸⁴ .

³⁸⁴ Jean-Pierre Marichy, op.cit. p. 295.



Institut kurde de Paris